G
5923
BIBLIOTHEQUE DE SCIENCES PO
1 641 885

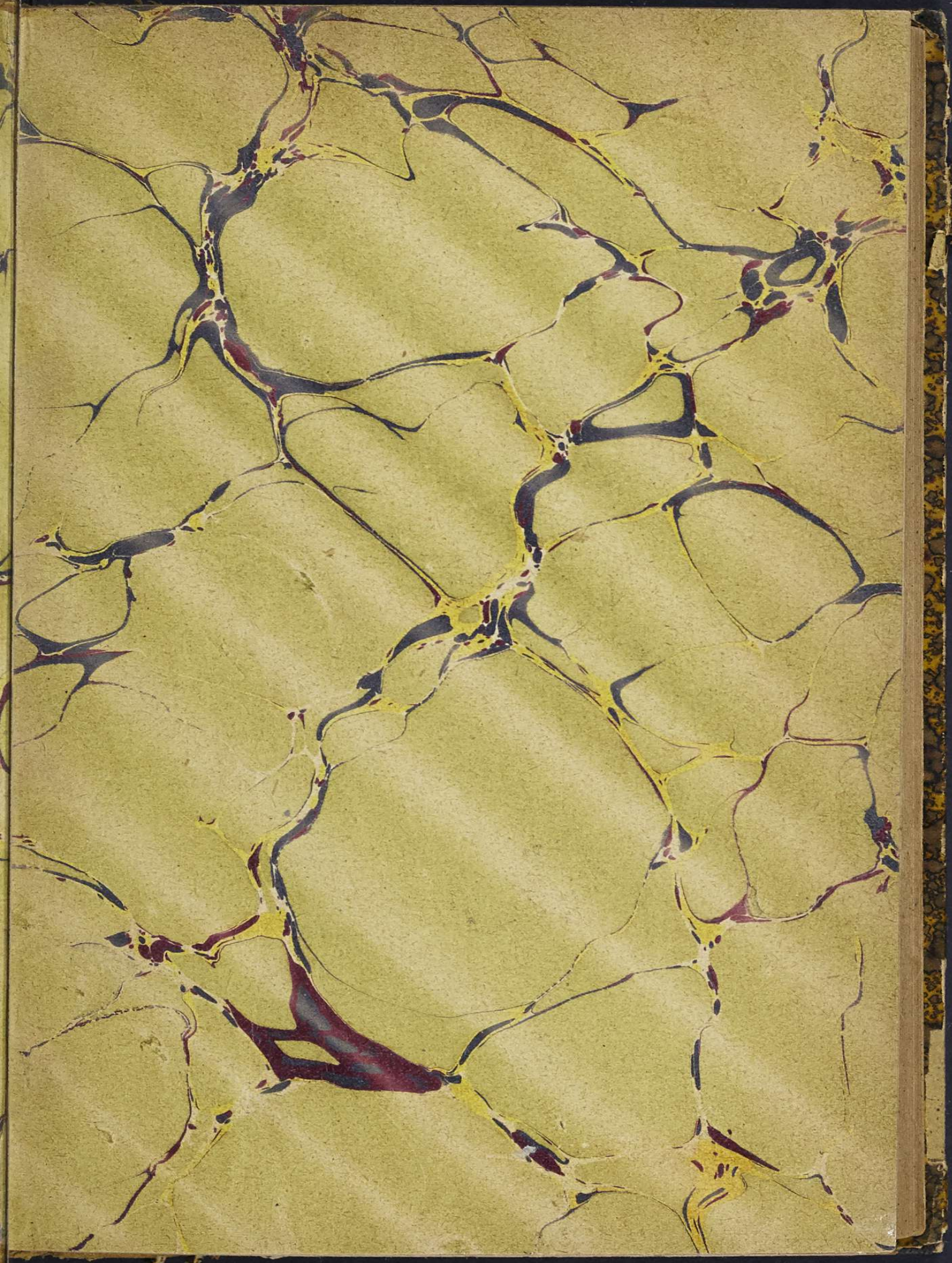
DON de M. Albert SOREL

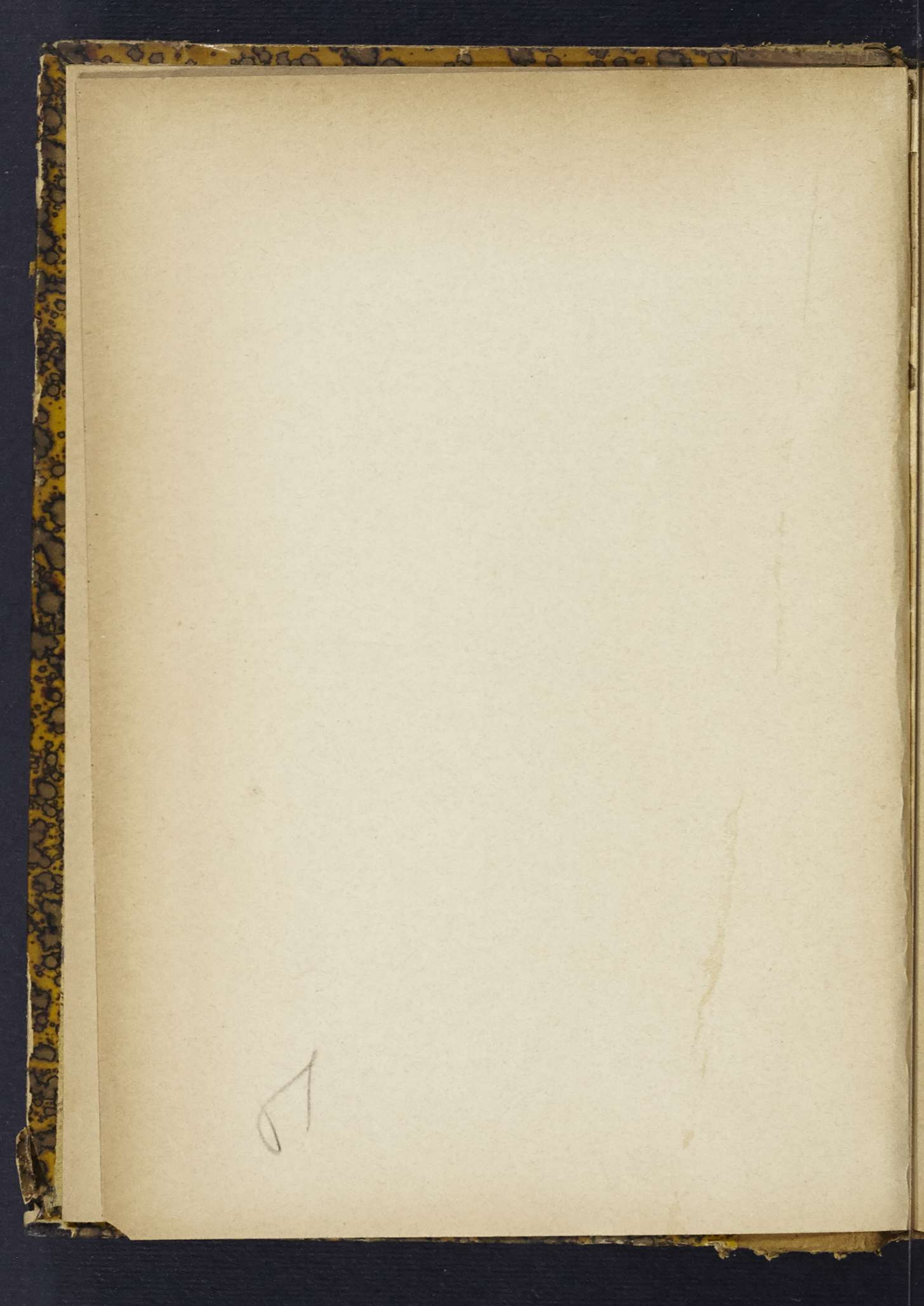
MEMBRE DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA PRÉSIDENCE

DU SÉNAT

PROFESSEUR A L'ÉCOLE DES SCIENCES POLITIQUES





2892

à Monsieur Albert Sorel,
membre de l'Académie française,
son bien reconnaissant et entièrement dévoué
Alfred Duseux

GUERRE DE 1870-1871

PARIS

LE BOMBARDEMENT ET BUZENVAL

ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES
BIBLIOTHÈQUE
H. 1138

EUGÈNE FASQUELLE, ÉDITEUR, 11, RUE DE GRENELLE

OUVRAGES DU MÊME AUTEUR

DANS LA **BIBLIOTHÈQUE-CHARPENTIER**

A 3 FR. 50 LE VOLUME

La Guerre d'Italie (1859) (2e mille) . . . . . 1 vol.
Frœschwiller, Châlons, Sedan (4e mille). . . . 1 vol.

METZ

Les Grandes Batailles (3e mille) . . . . . 1 vol.
Les Derniers Jours de l'Armée du Rhin (2e mille) . . . . . 1 vol.

PARIS

Le Quatre-Septembre et Châtillon (3e mille) . . 1 vol.
Chevilly et Bagneux (2e mille) . . . . . 1 vol.
La Malmaison, le Bourget et le Trente-et-un-Octobre (2e mille) . . . . . 1 vol.
Thiers, le Plan Trochu et l'Hay (2e mille) . . . 1 vol.
Les Batailles de la Marne (2e mille) . . . . . 1 vol.
Second Échec du Bourget et Perte d'Avron (2e mille) . . . . . 1 vol.

(OUVRAGES COURONNÉS PAR L'ACADÉMIE FRANÇAISE, PRIX BERGER.)

En préparation :

PARIS

La Capitulation et l'entrée des Allemands . . 1 vol.

LA LOIRE

Les Batailles d'Orléans . . . . . 1 vol.
La Retraite de Chanzy . . . . . 1 vol.

L'Armée du Nord . . . . . 1 vol.
La Guerre dans l'Est . . . . . 1 vol.
Sièges et capitulations . . . . . 1 vol.

Paris. — L. MARETHEUX, imprimeur, 1, rue Cassette.

GUERRE DE 1870-1871

PARIS

LE BOMBARDEMENT ET BUZENVAL

1er — 22 JANVIER

avec deux cartes des opérations militaires

PAR

ALFRED DUQUET

G 5923

PARIS
BIBLIOTHÈQUE-CHARPENTIER
EUGÈNE FASQUELLE, ÉDITEUR
11, RUE DE GRENELLE, 11

1898

REMERCIEMENT

Les premiers mots de ce volume doivent être un remerciement à l'Académie française pour la haute récompense qu'elle a bien voulu me décerner.

En me donnant le prix Berger, le plus important dont elle dispose, l'Académie a entendu encourager un ouvrage de bonne foi, et ne s'est pas arrêtée au reproche, qui m'est si souvent fait, d'attaquer, sans pitié, les grands acteurs de l'année maudite, qu'ils soient militaires ou civils, puissants ou disgraciés, morts ou vivants. Elle a pensé que l'intérêt supérieur de la patrie exigeait que l'historien ne dissimulât rien de la vérité, si cruelle qu'elle fût, afin de préserver l'avenir des défaillances, des fautes, des crimes du passé. « L'histoire, dit Lucien, ne tend qu'à un seul but, l'utilité : et c'est de la vérité seule

que l'utilité peut naître (1). » Tel a été le sentiment de l'Académie française.

Rien ne pouvait m'être plus précieux que ce témoignage, ainsi apporté, en faveur de mon œuvre, par des hommes d'une si grande valeur littéraire et morale, d'autant mieux que, selon la parole de l'un des plus respectés d'entre eux, « je n'avais fait, pour l'obtenir, le sacrifice ni d'un mot ni d'une opinion ».

C'est pourquoi, ne pouvant remercier, publiquement, chacun de ceux qui ont parlé ou voté pour moi, je leur adresse, ici, de tout cœur, la suprême expression de ma gratitude.

Ma dette acquittée, du moins en partie, il me reste à exposer les raisons qui m'ont décidé à ne pas finir, avec ce volume, le récit du siège de Paris.

Un historien, vraiment digne de ce nom, ne peut jamais savoir, quand il entreprend de raconter un des grands drames des nations, quel développement il donnera à son œuvre. En effet, tant de documents, apportés au cours de son travail, changent ses premières apprécia-

(1) Lucien, *Œuvres choisies;* traduction Belin de Ballu; nouvelle édition revue et corrigée par Emile Pessonneaux; Paris, Bibliothèque-Charpentier, 1891 ; p. 441. — « Dans l'histoire militaire, comme en toute autre science, la sincérité la plus absolue est de rigueur. » (Karl Bleibtreu, *La Légende de Moltke;* Contribution critique à l'histoire de la guerre de 1870 ; traduit de l'allemand, avec l'autorisation de l'auteur, par P.-A. Veling, capitaine au 26e bataillon de chasseurs; Paris, Charles-Lavauzelle; p. 123.)

tions, tant de conversations avec les témoins survivants des événements éclairent d'une lumière si différente les hommes et les choses, la réflexion personnelle élargit tellement le champ d'études et fait embrasser de si vastes sujets, que l'on est, forcément et logiquement, entraîné, lorsque l'on traite des questions immenses comme le siège de Paris, à dépasser les bornes assignées et à voir les volumes croître et multiplier.

J'avais donc résolu, tout d'abord, après la publication de mon sixième volume, de terminer, en un seul, contenant le bombardement, Buzenval et l'armistice, dût ce volume compter cinq cents pages. Mais je passais alors sous silence l'entrée des Allemands à Paris, entrée si palpitante, si instructive, si consolante, couronnement extraordinaire de cette gigantesque épopée.

De plus, Février tout entier ne fait-il pas partie du siège de Paris? L'attitude du Gouvernement, de l'armée, de la population, pendant ce mois cruel où tous les espoirs se sont envolés, où l'ennemi se comporte en maître de la France, où les menaces de guerre civile succèdent aux horreurs de la guerre étrangère, n'est-elle pas à rechercher, à conserver, pour l'enseignement des générations futures?

Enfin, si, plus tard, je donne suite à mon projet d'écrire l'histoire abominable de la Commune de 1871, ne vaut-il pas mieux ne la faire

commencer qu'après l'entrée des Allemands, et rattacher au siège la période s'étendant de l'armistice à cette piteuse entrée triomphale?

A ces questions, les amis les plus compétents ont répondu affirmativement.

Je m'arrêterai donc, cette fois-ci, au lendemain de l'insurrection du 22 janvier. Alors, le huitième et dernier volume comprendra l'établissement des Prussiens à Versailles, le couronnement de l'empereur Guillaume, des réflexions sur la conférence de Londres, l'agonie, l'armistice entraînant la capitulation, le tableau de Paris après la lutte, les incidents du mois de février et l'entrée des Allemands dans la grand' ville.

De cette manière, l'œuvre entreprise ne sera pas tronquée prématurément; elle se présentera dans des proportions régulières, harmonieuses, si j'ose employer cette expression, et permettra aux hommes d'étude voulant connaître à fond cette époque troublée, qui a vu s'effrondrer, passagèrement, espérons-le, la puissance militaire et politique de la France, de saisir la matérialité des événements en même temps que leur philosophie.

ALFRED DUQUET.

Paris, le 5 octobre 1897.

PARIS

Le Bombardement et Buzenval.

LE BOMBARDEMENT

LES PREMIERS JOURS DE JANVIER

Comment le 1er janvier, le jour des cadeaux, des souhaits, le jour des douces réunions de famille, le jour de la *bonne année*, pouvait-il se changer en jour de désespérance, de tristesse et de deuil? Il a suffi, pour cela, d'une guerre follement conduite par des maréchaux et des généraux tout au plus dignes d'être tambours, de catastrophes inimaginables, préparées par l'aberration des uns, par la chance insolente des autres.

En se réveillant, le matin, ceux que le bruit du canon, le froid, la maladie, ou les angoisses morales n'ont pas tenus sous le cauchemar de la réalité, pouvaient-ils reconnaître le jour de l'an, le jour de joie, dans cette matinée sinistre?

Toute la nuit, par une gelée sibérienne, les bombes allemandes sont tombées sur le fort de Rosny, sur Bondy, faisant, du reste, plus de bruit que de besogne, car nous n'avons qu'un tué et

quelques blessés. A onze heures, l'ennemi cesse le feu : il nous a, en suffisante quantité, envoyé ses étrennes.

Cependant, trois forts, les seuls attaqués jusqu'alors, Nogent, Rosny, Noisy, avaient déjà reçu 25,000 projectiles du plus gros calibre, mais n'avaient subi que des dégats sans aucune importance militaire; les casernes, construites pour le temps de paix, avaient été détruites, quelques murs s'étaient effondrés et avaient été relevés tout de suite, quelques hommes avaient été tués ou blessés. Quant aux fossés, aux escarpes, aux armements, ils demeuraient intacts et, jusqu'à la fin du siège, il en sera de même, en dépit du feu infernal dirigé contre ces forts (1).

Quant aux pertes de la garnison, elles seront également insignifiantes, eu égard à la violence de l'attaque, puisque la moyenne ne sera que de 5 à 6 tués ou blessés par jour et par fort (2). Seul, celui d'Issy souffrira beaucoup (3).

Quoi qu'il en soit, rien de lugubre comme ce jour de l'an !

Le Gouvernement donne aussi des étrennes aux Parisiens, sous la forme d'une proclamation annonçant, plus ou moins clairement, les décisions prises par le conseil de guerre de la veille, si l'on admet que des décisions aient été prises dans ce conseil.

(1) *Enquête parlementaire sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale;* Versailles, imprimerie Cerf et fils ; rapport de M. Chaper sur le Gouvernement de la Défense à Paris au point de vue militaire; pp. 265 et 266. — *Siège de Paris, Opérations du 13e corps et de la 3e armée*, par le général Vinoy; Paris, Plon, 1874; pp. 381, 382 et 383. — *Dernières lettres* (5e, 6e *et* 7e) *sur le siège de Paris*, adressées à M. le Directeur de la *Revue des Deux Mondes*, par M. L. Vitet, de l'Académie française ; Paris, Sauton, 1871; p. 62.

(2) Général Vinoy, p. 382. — *La Défense de Paris*, 1870-1871, par le général Ducrot; Paris, Dentu, 1878 ; t. IV, p. 6.

(3) Général Vinoy, p. 384.

« Au moment où l'ennemi menace Paris d'un bombardement, le Gouvernement, résolu à lui opposer la plus énergique résistance, a réuni en conseil de guerre, sous la présidence du Gouverneur, les généraux commandant les trois armées, les amiraux commandant les forts, les généraux des armes de l'artillerie et du génie. Le conseil a été unanime dans les mesures qui associent la garde nationale, la garde mobile et l'armée à la défense la plus active.

« Ces mesures exigeront le concours de la population tout entière. Le Gouvernement sait qu'il peut compter sur son courage et sur sa volonté inflexible de combattre jusqu'à la délivrance. Il rappelle à tous les citoyens que, dans les moments décisifs que nous allons traverser, l'ordre est plus nécessaire que jamais. Il a le devoir de le maintenir avec énergie, on peut compter qu'il n'y faillira pas (1). »

La dernière phrase ne laissait pas d'être inquiétante, elle donnait à penser que les socialistes tireraient dans le dos de ceux qui sortiraient pour aborder l'ennemi.

Nous ne nous lasserons pas de le répéter : ce n'était toujours que des phrases, et M. Trochu ne se montrait pas plus énergique contre les socialistes que contre les Prussiens. Il préparait ainsi, par sa faiblesse, la capitulation et l'incendie de Paris. Comme on comprend la parole du général Le Flô, disant sans cesse au général Trochu « qu'il ne fallait pas faire la guerre en philosophe mais en militaire (2) ».

Mais M. Louis Blanc, que les lauriers d'Edgar

(1) *Journal officiel*, n° du 1er janvier 1871.
(2) *Histoire critique du siège de Paris par un officier de marine ayant pris part au siège;* Paris, Dentu, 1871 ; p. 70.

Quinet empêchent de dormir, donne sa *Lettre à Victor Hugo*.

Il faut reconnaître qu'elle est de cent coudées au-dessus des élucubrations de MM. Quinet et Hugo. Il exhorte, par des phrases et des raisonnements compréhensibles, les citoyens à défendre leurs foyers.

Se livrer aux Prussiens, dit-il, c'est s'exposer à mourir de faim, car ils se nourriront avant de nourrir les vaincus. Il faut donc se battre, se battre encore, se battre toujours, pour faire lever le siège avant l'épuisement des provisions, sans quoi deux millions d'hommes, de femmes et d'enfants succomberont d'inanition. Il prêche alors l'effort suprême, soutenu, décisif (1).

Edgar Quinet n'aurait jamais consenti à être de reste :

« Pour conjurer la funeste hypothèse de la prise de Paris, pour soutenir le grand élan, dit Mme Edgar Quinet, il a écrit aujourd'hui son manifeste. Cela fait aussi partie des étrennes utiles offertes aux Parisiens (2). »

«« Au bruit des bombes, au seuil de cette année 1871 qui s'appellera, si nous le voulons, l'année de la victoire, calculons nos chances.

«« La France entre, avec la République, dans la liberté, l'Allemagne s'enfonce dans le césarisme... Ce que j'ai tant demandé s'est exécuté ; nos forces augmentent par le recrutement. Que le pigeon qui a apporté cette nouvelle soit placé

(1) *Journal du siège de Paris* (18 septembre 1870-29 janvier 1871), par Michel Cornudet ; Paris, Douniol, 1872 ; p. 352. — « Louis Blanc vient de me lire son admirable lettre à Victor Hugo. » (Juliette Lamber (Mme Edmond Adam), *Le siège de Paris, journal d'une Parisienne ;* Paris, Michel Lévy frères, 1873 ; p. 370. — *Ibid.*, pp. 370 et 371.

(2) *Paris, journal du siège*, par Mme Edgar Quinet ; Paris, Dentu, 1873 ; p. 239.

dans les armoiries de Paris. La France se couvre de bataillons ; ils fourmillent de toutes parts. Il ne s'agit plus seulement de délivrer la France, il s'agit de faire que l'ennemi n'en sorte pas.

«« *En avant, en avant!* Il n'est pas un hameau français où ce cri ne retentisse. Le froid, le gel, ne nous arrêtent pas. C'est la température d'Eylau. Il faisait plus froid à Austerlitz quand son lac était gelé ; plus froid en Hollande quand nous avons pris la flotte enfermée dans les glaces. Comprenez ce qui arrivera le jour où les armées allemandes, prises dans les neiges, feront un pas en arrière. Ce jour, le vengeur se trouvera partout! partout! partout (1)! »»

Nous n'avons pas le courage de commenter, c'est trop triste ; mais, encore une fois, il faut connaître ces séniles élucubrations pour nous en garer, dorénavant, en semblable aventure.

Malheureusement, il n'y avait pas que les Victor Hugo et les Quinet à enchérir sur le paradoxe ; des esprits, qu'on aurait souhaités plus réfléchis, s'oubliaient dans des phrases regrettables. A cette date du 1er janvier, M. Vitet faisait paraître, dans la *Revue des Deux Mondes*, une cinquième lettre où l'on pouvait lire :

« Quand je mets en regard les maux que me rappelle la désastreuse année 1870 et les biens qui, j'espère, découleront de ces maux, que dis-je? *ceux-là mêmes que nous goûtons déjà*, j'hésite à la maudire, et j'entrevois un temps où, du milieu de nos tristesses, *tout compte fait*, *tout bien pesé*, *nous la bénirons*. Et d'abord, n'a-t-elle pas vu tomber l'Empire (2)? »

Tout à la satisfaction de leurs rancunes, ces aigris

(1) Mme Edgar Quinet, pp. 241 et 242.
(2) L. Vitet, 5e, 6e et 7e lettres, pp. 7 et 8.

ne pensaient plus à l'abominable opération qu'avait dû subir la France pour expulser l'Empire ; peu leur importait que la patiente y succombât pourvu que l'homme détesté fût à jamais chassé !

Quinet s'écriait encore, le matin du 1er janvier : « Ah ! que la vie est belle, malgré tout ! Nous sommes à Paris, en République ! Ici, avec toi, disait-il à sa femme. Ce sont les temps les plus heureux de notre vie. Nous avons revu la France, nous fêtons ici la nouvelle année (1) ! »

Les vrais patriotes, ceux qui se battaient, qui ne faisaient pas de vers sonores, qui ne prononçaient pas de discours, qui n'écrivaient pas de lettres, de manifestes, mais qui versaient leur sang sur le champ de bataille ou mouraient de froid dans les plaines glacées, dans les tranchées remplies de neige, n'avaient pas le cœur à fêter quoi que ce soit et pleuraient sur ce malheureux pays, déjà en proie aux rhéteurs, aux politiciens, en attendant la bande qui devait le ruiner, sinon le déshonorer.

On avait achevé de construire les baraques du jour de l'an ; mais plus de luxueux étalages, rues et boulevards sont pareillement déserts. Sous la neige gelée, dans la brume et sans lumière, Paris est sinistre (2).

On a toujours donné, aux pauvres petits enfants que leur mauvaise chance a fait demeurer à Paris, les polichinelles, les chevaux en bois, les trompettes, les sabres en zinc, les fusils à ressort, sans compter les tambours, mais les plus belles étrennes à offrir aux grandes personnes sont les étrennes comestibles : les bonbons, le beurre, la volaille, les œufs frais et, surtout, le fromage. Les petites

(1) Mme Edgar Quinet, p. 238.
(2) *Memorandum du siège de Paris*, 1870-1871, par Jules de Marthold ; Paris, Charavay, 1884 ; p. 236. — Mme Adam, p. 370.

bourses envoient des pâtés de chiens ou des saucisses de rats.

Quelques favorisés se sont procuré de la viande d'éléphant « appétissante, rosée, ferme, d'un grain très fin avec des petits chinés du blanc le plus pur ». Ce sont *Castor* et *Pollux*, les deux éléphants du Jardin d'Acclimatation, qui ont été achetés, au prix de 27,000 francs, par la *Boucherie anglaise*, convertis en aloyaux et vendus aux millionnaires de la capitale (1).

Le soir, la Comédie-Française a joué le *Misanthrope* et le *Malade imaginaire*. L'Opéra donnait le *Désert*, de Félicien David (2). Il y gelait à figer l'huile des quinquets : le contraste de cette température polaire avec la chaleur des décors, tout inondés d'un soleil brûlant, ne laissait pas d'être étrange et pénible (3).

« Triste journée ! D'ordinaire consacrée aux joies de la famille, elle s'est écoulée dans la solitude, loin des chers absents (4) ! »

Le 2 janvier, toujours même froid ; pas de pigeons, pas de nouvelles. Morne, silencieux, Paris attend (5).

Un instant, il se réveille, car on fait circuler des nouvelles de victoires. Ces bruits ont pris naissance à l'Hôtel de Ville (6). Sans cesse la même piperie :

« Chanzy serait un héros, il aurait culbuté l'armée du prince Frédéric-Charles... on a trouvé une bou-

(1) Mme Adam, p. 371. — *Mon journal pendant le Siège et la Commune par un bourgeois de Paris* (Emile Chevalet) ; Paris, Librairie des contemporains, 1871 ; p. 223. — *Journal du siège par un bourgeois de Paris*, 1870-1871 ; Paris, Dentu, 1872 ; pp. 582 et 583.
(2) Jules de Marthold, p. 237. — Mme Adam, p. 371.
(3) *Ibid.*, p. 372.
(4) Michel Cornudet, p. 350.
(5) Jules de Marthold, p. 237. — Mme Edgar Quinet, p. 242. — *Journal du siège par un bourgeois de Paris*, p. 587.
(6) *Ibid.*, p. 580.

teille, venue par la Marne, et qui contient une lettre où il est écrit, en vraie écriture, que l'armée de Frédéric-Charles est en déroute, que Frédéric-Charles est tué! Quel cran d'arrêt à la roue de notre fortune (1)! » Mais cette lueur d'espoir disparaît en raison du mutisme du Gouvernement. On a été tant de fois berné par ces annonces de défaites allemandes que l'on devient incrédule, en dépit de tout le désir que l'on a d'y accorder créance.

Et la commission des barricades continuait ses plaisanteries. M. Henri Rochefort, son président, invitait les citoyens à confectionner des sacs à terre, pour le cas où les Allemands essayeraient de pénétrer dans la capitale (2) ! Et la badauderie populaire apportait, alors, des sacs de terre à ce malin, comme elle lui apporte, aujourd'hui, des sacs d'écus, avec lesquels l'habile démocrate mène une existence de millionnaire.

Abordons maintenant l'article du *Journal officiel*. Nous allons en faire une analyse rapide.

Le Gouvernement commence par dire qu'il n'a aucune nouvelle, à cause du froid. Il faut, par conséquent, se tenir en garde contre les bruits de victoire, mais espérer cependant, puisque l'ennemi, qui était parvenu si facilement jusqu'à Paris, n'avance plus, depuis quatre mois, que péniblement et avec lenteur; puisqu'au-dessus de la ville s'élève un souffle d'espoir, de délivrance; puisque Paris et les hommes qui dirigent la défense repous-

(1) Mme Adam, pp. 375 et 376. — Emile Chevalet, pp. 228 et 229. — Mme Edgar Quinet, p. 243. — Michel Cornudet, pp. 356 et 357.

(2) Émile Chevalet, p. 228. — « M. Rochefort dépasse la mesure lorsqu'il cherche à faire prendre ses barricades au sérieux. » (*Journal du siège par un bourgeois de Paris*, p. 589.) — « Rochefort a une soif inextinguible de popularité, l'alcoolisme du succès, avec tous ses symptômes : le goût perdu, le bégaiement, l'égarement, la fureur. » (Alphonse Daudet, *Lettres à un absent*, 1870-1871 ; Paris, Lemerre; p. 156.)

sent hautement toute capitulation, qu'ils veulent combattre, que là est le devoir (1).

C'est-à-dire : qu'après avoir supplié de ne pas se leurrer d'espoirs trompeurs, le Gouvernement voudrait faire croire aux succès définitifs de nos armées de province; que, sachant qu'il n'a plus pour un mois de vivres, sachant qu'il ne fera pas le grand effort, il déclare qu'il ne capitulera pas!

Cette comédie est plus triste que le drame le plus poignant. En quelles mains politiques et militaires Paris était-il tombé par sa faute, par son fol engouement, par sa rage d'opposition!

« A Paris, ceux qui voient l'inaction des généraux, leur incapacité, leur insuffisance voulue, les entraves qu'ils mettent à toutes les entreprises, n'hésitent pas à prononcer le mot de *trahison* (2). »

En réalité, le Gouvernement est désemparé et flotte à tous les vents, ballotté par toutes les vagues. Dans le conseil, Jules Favre, Ernest Picard, Jules Simon, demandent des élections *législatives*, la nomination d'une assemblée qui « survivrait au pouvoir qui va sombrer dans les dernières crises du siège (3) ». C'est la Commune que réclament, involontairement, les trois ministres. MM. Trochu, Pelletan et Emmanuel Arago s'opposent aux élections. Les deux derniers veulent la lutte à outrance. M. Jules Simon préconise « comme action militaire une grande bataille, mais il demande de petits engagements qui fassent prendre patience (4) ».

« M. le général Trochu, sous cette pression, est obligé de déclarer qu'une entreprise considérable

(1) *Journal officiel*, n° du 2 janvier 1871.
(2) Mme Adam, p. 379.
(3) *Enq. parlem. déf. nationale*, rapport de M. Chaper sur les procès-verbaux des séances du Gouvernement de la Défense nationale, p. 114.
(4) *Ibid.*, p. 115.

se prépare (1) ». C'est Châtillon qui se changera en Buzenval.

En ville, les informations militaires sont peu variées. Le bombardement des forts de Rosny, de Nogent, de Noisy, ainsi que des villages les environnant, se poursuit régulièrement. Le fort de Nogent a été le plus visé. Ce bombardement, du reste, produit peu d'effet, il vient encore à l'appui de ce que nous avons dit au sujet de la possibilité de notre maintien sur le plateau d'Avron, si l'on avait employé le mois de décembre à y faire les travaux indiqués par la plus vulgaire prévoyance (2). En effet, le 2 janvier au soir, le général Schmitz faisait afficher, à la porte des mairies, que l'ennemi avait tiré sur le fort de Nogent « 600 obus, qu'il n'y avait eu aucun effet produit, qu'un seul homme avait été blessé légèrement (3) ». C'était la condamnation du Gouverneur.

Mais le bulletin militaire contient une nouvelle pleine de menaces. L'ennemi a fait sauter plusieurs maisons du plateau de Châtillon et la *Tour-aux-Anglais*. Une grande animation semble régner dans ces parages (4). C'est, à bref délai, le bombardement de la rive gauche de la Seine. Saint-Denis, de son côté, est également menacé, l'on évacue les ambulances qui s'y trouvent (5).

Du recensement fort exact de la population de Paris qui vient d'être fait, il résulte que, au 1er jan-

(1) *Enq. parlem. déf. nationale*, rapport de M. Chaper sur les procès-verbaux des séances du Gouvernement de la Défense nationale, p. 115.

(2) Voir *Paris, Second échec du Bourget et Perte d'Avron*, par Alfred Duquet; Paris, Bibliothèque-Charpentier, 1896; pp. 259 à 279.

(3) *Journal du siège par un bourgeois de Paris*, p. 590.

(4) *Journal officiel*, n° du 3 janvier 1871. — *Journal du siège par un bourgeois de Paris*, p. 587.

(5) *Ibid.*, p. 586. — Mme Adam, p. 379.

vier, elle comptait 2,005,709 habitants, sans compter l'armée, la Garde mobile et les marins (1).

« Quand on pense qu'il faut que tout ce monde mange deux fois par jour on est épouvanté. N'est-il pas permis de dire qu'il est inouï d'avoir vu Paris tenir aussi longtemps (2). »

La journée du 3 est assez vide. Toujours bombardement des forts de l'Est. Les Allemands préparent leurs batteries de grosses pièces tout autour de Paris. On ne se préoccupe pas de cette redoutable éventualité. On est persuadé, du reste, qu'elle sera précédée d'une sommation de se rendre, façon d'agir des peuples civilisés (3).

Un nommé Weiter, soldat d'infanterie de marine, est pris au moment où il passe à l'ennemi. Par extraordinaire, le Gouvernement fait preuve de virilité : le déserteur est jugé, condamné, exécuté immédiatement (4).

Le matin, des Eclaireurs de la Seine s'étaient précipités sur les avant-postes prussiens de la ferme de Groslay, avaient tué quelques hommes et ramené 6 prisonniers. Ils avaient eu 3 blessés (5). Nouvel exemple de ce que l'on aurait obtenu de la guerre de partisans, même à Paris.

Le Réveil publie le programme politique que devra adopter la Commune. « C'est plein d'aimables promesses et de vues d'ensemble vraiment particulières (6). »

Il est question, sérieusement cette fois, de rationner le pain (7).

(1) *Journal du siège par un bourgeois de Paris*, p. 588.
(2) *Ibid.*
(3) *Ibid.*, p. 593.
(4) *Journal officiel*, n° du 4 janvier 1871.
(5) *Ibid.*
(6) Jules de Marthold, p. 239.
(7) *Ibid.*

Le Combat, par la plume de MM. Dupont (de Bussac), Gambon et Goudchaux, demande la nomination de Jean Brunet, le fou qu'on vit, plus tard, si bien divaguer à l'Assemblée de Versailles, comme major général des armées de la République, en donnant, comme une des raisons de ce choix, sa destitution lors du coup d'Etat de décembre. M. Dorian sera ministre de la Guerre (1) !

Le conseil du Gouvernement a, de nouveau, été rempli par la question de l'opportunité des élections. M. Trochu les combat parce qu'elles réveilleront l'idée de la Commune. Il les combat encore parce que, s'il est républicain, c'est à la condition d'être libre, même d'aller à la messe, et que la Commune sera un épouvantable et bas despotisme. M. Garnier-Pagès s'oppose aux élections parce que M. Thiers les désire..... M. Thiers est un ennemi de la République. M. Ferry ne veut pas de scrutin. M. Jules Favre ne le redoute pas. On se sépare sans conclure (2).

Enfin, ce jour-là, s'ouvre la neuvaine de Sainte-Geneviève. L'église Saint-Etienne-du-Mont est pleine de monde, le quartier du Panthéon, sur lequel les Prussiens vont semer les bombes, est rempli de pèlerins (3). « L'autel, renfermant les reliques de la patronne de Paris, resplendit de lumière, et disparaît sous les couronnes (4). »

Le 4, continuation du bombardement des forts de l'Est. D'après le rapport militaire, le fort de Nogent aurait « reçu plus de 1,200 obus qui n'ont

(1) *Enq. parlem. déf. nationale*, rapport de M. Chaper sur le Gouvernement de la Défense à Paris au point de vue militaire; *Pièces justificatives*, p. 225.

(2) *Ibid.*, rapport de M. Chaper sur les procès-verbaux des séances du Gouvernement de la Défense nationale, p. 115.

(3) Michel Cornudet, p. 356. — Jules de Marthold, p. 238.

(4) *Journal du siège par un bourgeois de Paris*, p. 619.

pas produit plus d'effets que les jours précédents (1) ». Ces aveux du chef d'état-major général de M. Trochu sont bons à enregistrer.

L'ennemi canonne également Montreuil-aux-Pêches et Bondy.

Un nouveau délai de trois mois est accordé aux locataires du département de la Seine pour le paiement de leurs loyers (2).

L'Union républicaine a la naïveté d'envoyer une adresse au démocrate allemand Jacoby. Mme Edgar Quinet, que l'on ne saurait suspecter en l'espèce, combat, avec raison, cette tentative vouée à un échec fatal :

« Il ne faut pas se faire illusion, on ne fera pas naître, chez le peuple allemand, une opposition à M. de Bismarck pendant cette guerre; tous les libéraux, tous les démocrates allemands y sont engagés, même les membres de l'Internationale. De longtemps, on ne verra une République d'Allemagne; le césarisme leur fera un moyen âge politique, en dépit de leur émancipation philosophique et religieuse. La vanité militaire, la soif des conquêtes étouffent chez eux les faibles aspirations républicaines et socialistes (3).

« Nous connaissons trop bien l'Allemagne pour qu'une alliance de la démocratie française avec la démocratie allemande ne nous paraisse, d'ici à longtemps, la chimère des chimères.

« Nous avons vécu en Allemagne; nous savons qu'au foyer domestique, dans la littérature comme dans la politique, le premier dogme, c'est l'antipa-

(1) *Journal officiel*, n° du 5 janvier 1871. — Michel Cornudet, p. 361.

(2) Jules de Marthold, p. 239. — Emile Chevalet, pp. 229 et 230. — Michel Cornudet, p. 361.

(3) Le socialisme a fait du chemin, en Allemagne, depuis cette époque. C'est là notre espoir de salut : quand les socialistes sont les maîtres, le pays est perdu.

thie, pour ne pas dire la haine contre les Français; antipathie fondée sur l'envie et la fatuité pédantesque. Ce n'est pas le souvenir des conquêtes napoléoniennes qui explique cette hostilité. Dieu merci, Leipzig, Waterloo et les frontières du Rhin ont pu l'assouvir. L'envie contre l'esprit français, voilà l'aiguillon des rancunes qui entretient une plaie saignante dans l'orgueil allemand...

« Les succès militaires fabuleux de Forbach à Sedan ont exalté leur orgueil jusqu'à la démence; loin d'être apaisés par nos infortunes tragiques, ils se repaissent de ce spectacle. Leur unique inquiétude, c'est de ne pas nous voir assez désarmés d'esprit et de corps.

« N'attribuez pas au Gouvernement seul, à l'aristocratie militaire, la volonté d'écraser la France. C'est un sentiment profondément national, que chaque enfant apporte en venant au monde... Il faut reconnaître que l'envie de l'Allemagne contre les Français fait partie intégrale (intégrante) de son être. Des natures élevées luttent contre ce sentiment inné, fatal; mais, à l'heure de la guerre nationale, elles sont entraînées dans l'irrésistible courant. L'enfant dans ses jeux, la blonde et poétique jeune fille éprouvent, instinctivement, tout autant d'antipathie que les hobereaux, les docteurs et les yunker prussiens... L'orgueil germanique rêve le règne absolu du génie, allemand, sur la planète, allemande (1)... »

Où sont les belles phrases de MM. Jules Simon, Garnier-Pagès, Magnin et autres *humanitaires* sur la sentimentalité allemande? Avant de tromper le Corps législatif et le pays par leurs imprudentes et impudentes affirmations, que n'avaient-ils été con-

(1) Mme Edgar Quinet, pp. 244 à 246.

sulter leur ami Edgar Quinet, qui connaissait si bien l'Allemagne !

Le 5, à huit heures quinze minutes du matin, a commencé le bombardement des forts du Sud, par un coup, parti de la batterie n° 8, aux cris de : « Vive Sa Majesté le roi (1) ! » Ce sont les batteries de Châtillon qui tirent ainsi sur Montrouge, Vanves et Issy.

« C'était un feu rapproché, plongeant et extrêmement bien dirigé. C'était là une attaque qui pouvait être véritablement efficace ; la puissance de l'artillerie prussienne, la construction ancienne de nos forts, qui n'avaient pas été conçus pour résister à de semblables moyens, la possession par l'ennemi de positions si voisines et si dominantes, tout montrait aux hommes de guerre que nous touchions au moment vraiment redoutable de la lutte... Là encore, rien de surprenant ; l'assiégeant criblait de ses coups nos soldats, nos canons, nos remparts. On s'y attendait depuis longtemps (2). » On ne craignait guère les effets du canon sur les forts, car il faut une montagne de fonte et d'acier pour les rendre intenables : on ne s'émut donc pas.

Mais les vrais militaires n'en rendaient pas moins MM. Trochu et Ducrot responsables de la perte du plateau de Châtillon, d'où partaient ces lourds projectiles.

(1) Louis Schneider. *L'Empereur Guillaume*. Souvenirs intimes, revus et annotés par l'empereur sur le manuscrit original. Traduit de l'allemand par Charles Rabany ; Paris, Berger-Levrault, 1888 ; t. III, p. 165. — Le récit de Schneider, lecteur du roi et conseiller aulique, « a été revu et approuvé par l'empereur Guillaume Ier ». — (Karl Bleibtreu, p. 9. — Jamais, en Allemagne, on n'a mis en doute la part considérable qu'a prise le vieil empereur à la *confection* de ces *Souvenirs intimes*. De plus, par son approbation, il les a faits siens.

(2) *Enq. parlem. déf. nationale*, rapport de M. Chaper sur le Gouvernement de la Défense à Paris au point de vue militaire, p. 266.

« Combien nous devions alors regretter de n'avoir pas, dès le premier jour, tenté, par tous les moyens possibles, de reprendre Châtillon ! Que de tristes retours nous pûmes faire sur le passé, surtout quand nous vîmes, le soir de cette même journée, les projectiles de l'ennemi venir s'abattre au delà du rempart, jusqu'au milieu des quartiers les plus populeux de Paris (1) ! »

Néanmoins, les gros projectiles dont nous venons de rapporter le piètre effet, au point de vue de la solidité même des forts, ne laissaient pas de les endommager d'une façon regrettable.

« On avait proposé de protéger les pièces du fort de Vanves par des blindages, mais le génie ne croyait pas à une attaque et n'a rien fait. Le fort manque même de sacs à terre pour réparer ses brèches (2). » Là encore, les polytechniciens avaient fait un faux calcul.

A l'est, le fort de Nogent reçoit toujours les obus allemands sans grand dommage.

Aussi bien, l'heure tragique a sonné. Le tonnerre de la canonnade de Châtillon emplissait les quartiers de la rive gauche ; nos forts répondaient de leur mieux ; on écoutait ce grondement majestueux, auquel les Parisiens finissaient par être tout à fait habitués, quand, à deux heures, trois obus rasent, en sifflant, le campanile de la mairie du XIVe arrondissement (Observatoire). Ils sont suivis de plusieurs autres ; bientôt, on en signale dans l'avenue d'Orléans, dans les rues Daguerre, Gay-

(1) Général Vinoy, p. 379. — « On n'a jamais, mais jamais, vu les assiégés laisser les assiégeants venir s'établir autour d'eux, où et comme il leur semble. » (*Les Fautes de la Défense de Paris*, par le colonel comte de Meffray ; Paris, Lacroix, Verbœckhoven et Cie, 1871 ; p. 68.) — Viollet-le-Duc, p. 40. — Gustave Flourens, p. 195.

(2) *Le Siège de Paris, journal d'un officier de marine*, par Francis Garnier ; Paris, Delagrave, 1885 ; p. 125.

Lussac, enfin, à Auteuil. Quelques tombes du cimetière Montparnasse sont brisées (1).

C'est le bombardement des quartiers populeux d'une ville de plus de 2 millions d'âmes, commencé sans sommation, sans avertissement préalable, avec une cruauté inconnue au XIXe siècle.

Avant donc de raconter l'effet de ces bombes misérables, qui ont tant exhaussé la gloire des Parisiens, tant rabaissé les soldats allemands dans les consciences humaines, examinons rapidement la question, d'après le Droit des gens.

BIBLIOTHÈQUE

LE DROIT DES GENS

M. de Bismarck n'a rien inventé quand il a dit que « la Force prime le Droit ». Ainsi que l'a fait savamment remarquer le major de Sarrepont, c'était le dogme de la brutalité, de la sauvagerie antique, c'était la devise de tous les conquérants.

« Bon ! dit Pompée, vous voulez que je pense aux lois quand j'ai les armes à la main. » (Plutarque, *Vie de Pompée.*)

« L'état de guerre et le règne des lois ne marchent point de pair, dit César. » (Plutarque, *Vie de César.*)

« Jura neget sibi nata, nihil non adroget armis. »
(Horace, *Art poétique*, v. 122.)

« Heic, inquit, heic pacem temerataque jura relinquo. »
(Lucain, *Phars.*, I, v. 225.)

« Silent leges inter arma. » (Cicéron, *Pro Milone.*)

« Dolus, asperitas, injustitia, propria negotia præliorum. »
(Tertullien, *Adv. Judæos*, IX.) (2).

(1) *Le Bombardement de Paris par les Prussiens en janvier* 1871, par le major H. de Sarrepont (lieutenant-colonel Hennebert); Paris, Firmin-Didot, 1872; p. 156. — *Journal du siège par un bourgeois de Paris*, p. 62. — Jules de Marthold, p. 241.

(2) Major de Sarrepont, *Le Bombardement de Paris*, p. 4, en note.

Les belligérants actuels sont comme les conquérants d'autrefois, brutaux et injustes ; cependant, ils tiennent à paraître bons et loyaux ; c'est pourquoi chaque parti s'efforce, à grands renforts de circulaires diplomatiques et de proclamations, à convaincre les étrangers, et les siens aussi, de la bonté de sa cause (1).

« L'idée du droit ne s'évanouit donc pas lors de l'ouverture des hostilités, au contraire. Tout en donnant à leurs opérations l'impulsion la plus vigoureuse, les adversaires en présence s'efforcent de prouver à leurs alliés et aux neutres qu'ils ne se laissent guider que par la bonne foi ; qu'ils ont à cœur de ne jamais sortir des limites posées par l'équité. C'est ainsi que, pris à partie par M. Kern, ministre de la Confédération suisse, M. de Bismarck a fait des tours de force de dialectique à l'effet d'établir son droit de bombarder Paris (2). »

Dans sa réponse, M. de Bismarck s'appuie, pour justifier la barbarie commise, sur la phrase suivante de Vattel : « Détruire une ville par les bombes et les boulets rouges est une extrémité à laquelle on ne se porte pas sans de grandes raisons. Mais elle est autorisée cependant par les lois de la guerre, lorsqu'on n'est pas en état de réduire autrement une place importante, de laquelle peut dépendre le succès de la guerre ou qui sert à porter des coups dangereux. »

Mais il était possible de réduire Paris autrement, ne fût-ce que par la famine, puisque c'est elle seule qui ouvrit les portes aux Allemands, alors que le bombardement les avait fermées plus hermétiquement (3).

On était d'accord, entre nations civilisées, pour

(1) Major de Sarrepont, *Le Bombardement de Paris*, pp. 4 et 5.
(2) *Ibid.*, p. 5.
(3) *Ibid.*, p. 46.

apporter des tempéraments à la mesure barbare du bombardement. « Le bombardement des places de guerre, ou des autres lieux fortifiés, est une mesure prise lorsqu'on ne peut obtenir par *d'autres moyens* la reddition du point attaqué. Le feu doit être dirigé contre les ouvrages constituant la défense militaire de la place : fortifications, magasins, arsenaux et autres établissements militaires. Les parties occupées par les habitants, les édifices consacrés aux sciences, aux arts, aux cultes, à la bienfaisance, tels que les hôpitaux et les ambulances, doivent être épargnés autant que possible, à moins que l'ennemi ne les emploie à un usage de guerre (1). »

On sait comment les Allemands se sont conformés à ces usages.

Au surplus, continuons à consulter, sur la matière, les auteurs contemporains, surtout les juristes allemands. Du même coup, nous montrerons l'opinion des militaires prussiens sur la question. Pour cela, nous n'aurons qu'à copier partie des réflexions que nous faisions, sur les bombardements, dans la *Revue du Cercle militaire* :

« Observons les lois de pitié avec des ennemis qui ne les violent pas, mais pas de sensiblerie avec des adversaires qui ne connaîtraient que la règle de Clausewitz, à savoir *qu'il n'y a pas de droit des gens à la guerre quand on a intérêt à le nier.*

(1) *Précis de droit maritime international et de diplomatie*, par A. Le Moine, capitaine de frégate ; Paris, Berger-Levrault, 1888 ; p. 153. — Les Allemands le sentaient si bien que M. de Bismarck ne voulait pas que l'on parlât du bombardement des monuments et des hôpitaux. Je rédigeai, dit Moritz Busch, un télégramme sur le bombardement. « L'ayant montré au chef, il barra, en le traitant d'impolitique, le passage où je dis que nos obus sont tombés dans le jardin du Luxembourg. » (*Le comte de Bismarck et sa suite pendant la guerre de France*, 1870-1871, par D. Moritz Busch, secrétaire particulier de M. de Bismarck ; traduit de l'allemand ; Paris, Dentu, 1880 ; p. 405.) M. de Bismarck rougissait de sa vilaine action.

«« Il pourrait venir à l'esprit de certains philanthropes qu'il existe des moyens artificiels pour désarmer et terrasser son adversaire, sans verser trop de sang, et que c'est là le véritable but où doit tendre l'art de la guerre. Cela est fort beau, dit Clausewitz, mais c'est une erreur qu'il faut combattre car, dans une chose aussi périlleuse qu'est la guerre, les erreurs provenant d'un bon cœur sont les plus dangereuses. L'emploi de la force physique dans toute son étendue n'excluant d'aucune façon la coopération de l'intelligence, celui qui emploie cette force sans avoir égard à quoi que ce soit, sans penser à ménager le sang, aura le dessus si son adversaire est moins brutal. Il le contraint, par conséquent, à l'être tout autant que lui, tous deux font des efforts extrêmes que rien ne saurait entraver, sinon leur propre contrepoids naturel. »» (Major von der Goltz, *La Nation armée*, p. 3.)

« A ce propos, il est utile de remarquer combien la doctrine universitaire de l'Allemagne diffère des usages de ses hommes de guerre. Lisez les ouvrages des professeurs de Bonn et d'Heidelberg, vous y découvrez le devoir de protéger les faibles, les règles les plus douces à appliquer au cours des hostilités, les plus grands ménagements à apporter dans les rapports avec les populations envahies. Bluntschli, notamment, qui a occupé si brillamment la chaire des sciences politiques à Heidelberg et qui a acquis une célébrité universelle par son *Droit international codifié*, Bluntschli, disons-nous, a posé, dans ce dernier ouvrage, des principes que la philanthropie la plus exigeante ne saurait contester.

« Prenons, pour exemple, le bombardement de Paris. Voici ce que pensait Bluntschli de ce fait d'armes, avant qu'il eût été accompli :

«« Lorsqu'une ville est reliée à des travaux de fortification, le bombardement, lorsqu'il est rendu nécessaire par des motifs d'ordre militaire, doit être dirigé surtout sur les ouvrages défensifs (y compris les portes de l'enceinte de la ville) et sur leurs abords : l'intérieur de la ville, et les parties habitées par la population civile, doivent, au contraire, être ménagés autant que possible.

«« 1. *Déclar. de Bruxelles* 15. On excuse parfois le bombardement intégral, et sans ménagement, d'une place forte, en prétendant qu'on a voulu contraindre la population civile à influencer la garnison pour l'amener à se rendre. Il est extrêmement rare que ce motif puisse être invoqué à un titre quelconque. Dans la règle, il apparaît à la fois comme inadmissible et inefficace, tant au point de vue militaire qu'à celui du droit. Celui qui impose aux particuliers le devoir de s'abstenir de toute participation à la lutte, alors que la défense de leur patrie a lieu dans l'intérêt des particuliers et doit être considérée, dans certaines occasions, comme le devoir de tout citoyen, ne saurait et ne devrait pas exciter la population civile à des actes de violence contre les troupes de leur propre patrie. Cette pression *psychologique* est entièrement immorale. En outre, l'expérience a démontré qu'elle est presque toujours sans effets. Elle provoque la haine et la vengeance, mais n'a pas d'action décisive. Le commandant de la garnison assiégée réprime, le plus souvent, l'émeute des bourgeois, punit les meneurs, mais ne cède pas à leurs menaces, et ne se rend pas, tant que les forces militaires dont il dispose le lui permettent. »»

« Encore une fois, en 1871, les Allemands ont-ils fait assez fi des leçons de leur pacifique professeur, les ont-ils assez oubliées ! C'est qu'il est si commode de se créer une réputation d'humanité à

l'aide d'un enseignement tout plein de belles maximes et de déclarations ultra-doucereuses, sauf aux militaires à fouler aux pieds tout ce bagage universitaire quand le premier coup de canon retentit.

«« Il ne faut pas violer les droits généraux de l'humanité et les usages reçus en guerre par les nations civilisées »», dit Bluntschli à ses élèves, page 320. Mais, écoutez de nouveau Clausewitz, parlant aux officiers prussiens : «« Celui qui emploie la force physique sans avoir égard à quoi que ce soit, sans penser à ménager le sang, aura le dessus si son adversaire est moins brutal... ; à la guerre, les erreurs provenant d'un bon cœur sont les plus dangereuses. »»

« On comprend, de reste, combien deux doctrines si différentes, mises à la portée des militaires, entraînent de liberté pour eux, et combien il leur est facile d'être cruels sans entacher la réputation de la débonnaire Allemagne (1). »

Et c'est sur tous les points que les Allemands ont pris la contre-partie de leur enseignement universitaire. Ainsi, nous verrons bientôt les obus tomber sur les musées, les églises, les hôpitaux de Paris ; or, que disait M. Bluntschli à cet égard :

« L'assiégeant doit, autant que possible, prendre les mesures nécessaires pour que les églises, hôpi-

(1) *Le Droit des gens, à la guerre*, article que nous avons publié, sous notre n° 113, dans la *Revue du Cercle militaire* du 24 février 1889, p. 162 et 163. — Voir, pour la justification de notre chiffre 113, *Paris, Second échec du Bourget et Perte d'Avron*, par Alfred Duquet, p. 24, en note. — « Bluntschli affirme que les chants de victoire sont, pour lui, comme des hurlements de bêtes fauves. » (*Le Service dans les états-majors*, par le colonel Fix ; Paris, Berger-Levrault, 1891 ; p. 566.) — Kant, aussi, aurait condamné la guerre à la façon de MM. de Bismarck et de Moltke. (*Discours, Plaidoyers et Œuvres diverses* de M. Edmond Rousse, ancien bâtonnier de l'Ordre des avocats, membre de l'Académie française ; recueillis et publiés par Fernand Worms, avocat à la Cour de Paris ; Paris, Larose et Forcel, 1884 ; t. II, p. 322.)

taux, collections artistiques, etc., d'une place assiégée soient ménagées pendant le bombardement. L'assiégé est tenu, de son côté, de désigner ces édifices d'une manière visible et de ne pas les utiliser pour la lutte (1). »

M. Bluntschli fit adopter ce principe par la conférence de Bruxelles, qui rédigea l'article 17 en ces termes :

En cas de bombardement, « toutes les mesures nécessaires doivent être prises pour épargner, autant qu'il est possible, les édifices consacrés aux cultes, aux arts, aux sciences et à la bienfaisance, les hôpitaux et les lieux de rassemblement de malades et de blessés, à condition qu'ils ne soient pas employés en même temps à un but militaire. Le devoir des assiégés est de désigner ces édifices par des signes visibles spéciaux, à indiquer d'avance à l'assiégeant (2) ».

« Devant Paris, les Allemands ont dirigé leur feu contre le Panthéon, le Muséum, le Val-de-Grâce, les Invalides, l'hôpital des Enfants-Malades. Tandis que l'amiral Bouët-Willaumez refusait de détruire la ville de Colberg, ce qu'il eût pu faire sans difficulté, il est à croire que si les flottes allemandes avaient pu échapper au blocus de la nôtre, elles eussent détruit sans vergogne Dunkerque, le Havre, Dieppe et Boulogne. C'est un avis pour l'avenir. Si quelque chose avait pu les arrêter, ce n'eût été que la crainte du contre-coup commercial que

(1) *Le Droit international codifié*, par Bluntschli, docteur en droit, professeur ordinaire à l'Université d'Heidelberg, correspondant de l'Académie des Sciences morales et politiques ; traduit de l'allemand par M. C. Lardy, docteur en droit, précédé d'une biographie de l'auteur par M. Alph. Rivier, secrétaire de l'Institut de droit international, professeur à l'Université de Bruxelles ; 4e édition ; Paris, Guillaumin, 1886 ; p. 323.

(2) *Ibid.*, p. 536.

l'Allemagne eût ressenti du désastre de ces ports (1). »

Mais un mot encore touchant le *Droit des gens*, à propos du bombardement de Paris, attentat sur lequel Allemands, Français, Anglais, Belges, Russes, Suisses, etc., sont du même avis, car il n'a pas même eu l'excuse de l'utilité.

On était donc d'accord que le bombardement d'une ville ne devait pas commencer sans un avertissement préalable donné aux habitants. Nous allons transcrire le passage de l'Allemand Bluntschli se rapportant à la question :

« Il est d'usage que l'assiégeant annonce, *lorsque cela lui est possible*, son intention de bombarder *la place*, afin que les non-combattants, et spécialement les femmes et les enfants, puissent s'éloigner ou pourvoir à leur sûreté. Il peut cependant être nécessaire de surprendre l'ennemi afin d'enlever rapidement *la position*, et, dans ce cas, la non-dénonciation du bombardement ne constituera pas une violation des lois de la guerre.

« 1. Instr. amér. 19. Déclar. de Bruxelles 16. Cet usage se rattache à l'idée même de la guerre, qui est une lutte entre deux Etats et non une lutte entre des particuliers. User d'autant de ménagements que possible envers ces derniers, tel est le caractère distinctif de la guerre civilisée. Aussi, pour protéger les grands centres de population contre les dangers de la guerre, on les déclare, le plus souvent, *villes ouvertes*. Mais, même s'il s'agit de places fortes, l'humanité exige que les habitants soient prévenus du moment de l'ouverture du feu, toutes les fois que les opérations militaires le permettront. *C'est seulement dans les cas les plus urgents qu'une attaque subite combinée avec un bombardement*

(1) Colonel Fix, p. 570.

immédiat peut paraître autorisée à titre de nécessité militaire.

« 2. Voir art. 552, rem. Le 17 février (janvier) 1871, le comte de Bismarck avait, au contraire, adressé de Versailles à M. Kern, ministre de Suisse à Paris, et doyen du corps diplomatique, la dépêche suivante, en réponse aux réclamations du corps diplomatique, contre le bombardement de Paris sans dénonciation : ««« En réservant aux gouvernements de V. Exc. et de MM. vos cosignataires l'initiative d'un examen plus approfondi de la question théorique, je me borne à maintenir que la dénonciation préalable d'un bombardement n'est point exigée d'après le principe du droit des gens, ni reconnue comme obligatoire par les usages militaires (1). »

Examinons, maintenant, les principes posés par Bluntschli.

« L'assiégeant annonce, lorsque cela lui est possible, son intention de bombarder la place. »

Qui oserait soutenir que les Allemands ne pouvaient pas annoncer aux Parisiens le bombardement du centre de la ville ? Et puis, M. Bluntschli parle du bombardement du centre de la *place;* or, le centre d'une ville comme Paris peut-il être considéré comme une *place de guerre?* Autant couvrir d'obus un hôpital ou une crèche remplie d'enfants !

« De tous temps, avant le bombardement d'une ville, l'assiégeant la somme de se rendre et, en cas de refus, il accorde un certain délai pour mettre à l'abri les femmes, les vieillards et les enfants. C'est la loi ou, plutôt, l'usage militaire. Il paraît que l'empereur d'Allemagne ne veut pas s'y sou-

(1) Bluntschli, p. 322.

mettre (1). Il en a le droit puisqu'il est le maître ; mais il se souviendra peut-être un jour que *sa première volonté impériale fut une cruauté* (2).

Le bombardement imprévu pouvait-il déterminer l'enlèvement de la position ?

Jamais les forts et l'enceinte de Paris n'ont été considérés comme une *position*. Quelques centaines d'obus sur les maisons de la ville ne devaient influer en rien sur la résistance des ouvrages militaires, ainsi que l'événement l'a démontré. Aussi bien, M. de Moltke l'a avoué : « Le bombardement, a-t-il dit, moyen qu'il est toujours désagréable de devoir employer, ne suffisait pas, à lui seul, à réduire une place d'une étendue si énorme, et l'état-major allemand s'était très bien rendu compte qu'il n'arriverait à ses fins qu'en faisant le siège en règle de la ville (3). »

« En guerre, a dit Napoléon Ier, comme en poli-

(1) Guillaume n'était pas encore empereur d'Allemagne ainsi que l'auteur le pensait.

(2) *Journal du siège par un bourgeois de Paris*, pp. 630 et 631. — « Les sommations sont en usage avant d'attaquer ou de bombarder les places. » (Colonel Fix, p. 570.) *A fortiori* les villes habitées. — « Le bombardement de Paris a commencé sans que nous en ayons été officiellement avertis par les Prussiens, suivant l'usage de la guerre. Les barbares ! » (Mme Adam, p. 382.)

(3) *La guerre de* 1870, par le maréchal comte de Moltke ; édition française par E. Jaeglé, professeur à l'Ecole spéciale militaire de Saint-Cyr ; Paris, Le Soudier, 1891 ; pp. 317 et 318. — « Le maréchal de Moltke n'attachait pas grande valeur au bombardement et le regardait simplement comme un moyen d'intimidation. » (*Mémoires du général-feld-maréchal de Roon;* Breslau, 1892. Bibliothèque nationale, in-8°, M, 7721. Traduction de M. Stanislas Mouillard.) — 4 Janvier. Premier jour du bombardement. Que diront les Berlinois en apprenant, dans quinze jours, que rien n'est changé ? (*Le Tagebuch, Mémoires authentiques de Frédéric III*. Traduction exacte de la Deutsche-Rundschau ; Paris, imprimerie Faustin-Gaudois, 1888, p. 11.) — *La Campagne de France*, 1870-1871, par A. Niemann ; traduction de M. Stiedel, lieutenant de vaisseau ; manuscrit de la bibliothèque du Cercle militaire de Paris ; A, II, d, 120 ; p. 241. — M. Wachenhusen, cité par Edmond Neukomm, *Les Prussiens devant Paris*, d'après les documents allemands ; Paris, Librairie de la Société des gens de lettres; p. 254.

tique, tout mal, fût-il dans les règles, n'est excusable qu'autant qu'il est absolument nécessaire. Tout ce qui est au delà est un crime. »

Or, Paris était trop grand pour que le bombardement pût y faire de tels dégâts que la population n'eût d'autres ressources que la capitulation (1). « Son odieuse et inutile barbarie n'avança pas d'un jour la chute de Paris (2). »

Par conséquent, les restrictions indiquées par Bluntschli et l'*Instruction américaine* n'étaient pas applicables à Paris; c'est par dépit, par méchanceté, sans besoin, que les Prussiens se sont conduits en sauvages. Nous comptons fermement qu'à l'occasion nous aurons la virilité de ne pas l'oublier.

« Quant à la canonnade dirigée plus spécialement sur les habitations civiles, a écrit le colonel suisse Ferdinand Lecomte, les résultats furent plus

(1) Général Ducrot, t. IV. p. 11. — Le bombardement de Paris peut être condamné comme un acte de cruauté inutile. » (*La Campagne de* 1870; traduit du *Times* par Roger Allou; Paris, Garnier frères, 1871; p. 283.) — Rüstow, *Guerres des frontières du Rhin*, 1870-1871; traduit de l'allemand par Savin de Larclause, colonel au 1er lanciers; Paris, Dumaine, 1871, t. II, pp. 87, 88 et 219. — *Récits sur la dernière guerre franco-allemande*, par C. Sarazin, médecin en chef de l'ambulance du grand quartier général de la 2e armée pendant le siège de Paris; Paris, Berger-Levrault, 1887; p. 254. — A. Niemann, p. 240.

(2) *Histoire de France depuis* 1789 *jusqu'à nos jours*, par Henri Martin; Paris, Jouvet et Cie, 1885; pp. 316 et 317. — « Lorsque le bombardement a lieu préliminairement à toute opération, sa cruauté peut être excusée par le désir de s'emparer d'une ville encore pleine de ressources, avec des pertes minimes et dans un laps de temps très court pour l'assiégeant. Mais lorsqu'il ne dispense pas des travaux ordinaires d'un siège, comme il arrivait pour Belfort, ou bien lorsqu'il a lieu, comme devant Paris, à la suite d'un long blocus, alors que toutes les ressources de la ville sont épuisées, lorsqu'aucune armée ne tient plus la campagne, menaçant de forcer les lignes d'investissement, alors le bombardement n'est plus qu'une barbarie sans excuse, et il ne suffit pas, pour la justifier de dire que le moment psychologique est venu. » (*Guerre franco-allemande*, Résumé et commentaires de l'ouvrage du grand état-major prussien, par Félix Bonnet, chef d'escadron d'artillerie; Paris, Dumaine, 1882; t. III, p. 155.)

nuls encore (que celle dirigée sur les forts) au point de vue tactique. Ils ne laissèrent pas cependant d'être considérables en fait de dévastations matérielles; il y eut beaucoup de pacifiques demeures détruites, de monuments publics incendiés, de vies inoffensives frappées. Sous ce rapport le bombardement de Paris surpassa celui de Strasbourg; *il marque d'une tache lugubre le glorieux triomphe des armées allemandes* (1). »

Ce que M. de Bismarck a voulu, en 1871, c'est terroriser. Mesurant les Parisiens à l'aune des Berlinois qui ont apporté à Napoléon, après Iéna, les clefs de leur ville sur un coussin de velours à glands d'or, Guillaume, Bismarck, de Moltke ont pensé que les habitants mourraient de peur aux premiers obus éventrant les enfants et les femmes, et, pour obtenir ce résultat *psychologique*, il fallait la surprise, le saisissement : de là, l'absence de dénonciation que nous flétrissions tout à l'heure. Il fallait, enfin, que le bombardement arrivât à son heure. « De très concluantes *considérations psychologiques*, lisait-on dans un article de la *Gazette de Silésie*, reproduit par la *Presse de Vienne* le 15 décembre 1870, parlaient pour que le bombardement ne fût commencé qu'après que nos victoires en rase campagne auraient détruit les espérances que les Parisiens élevaient sur les armées de secours. *Le moment psychologique* devait, surtout, d'après toutes les considérations, jouer un rôle saillant car, sans son concours, il y avait peu à espérer du travail de l'artillerie (2). »

(1) *Relation historique et critique de la guerre franco-allemande en* 1870-1871, par Ferdinand Lecomte, colonel fédéral suisse; Paris, Tanera, 1874; t. IV, p. 23.

(2) Cité par le major de Sarrepont, *Le Bombardement de Paris*, p. 78. — *La guerre de France*, par Charles de Mazade; Paris, Plon, 1875; t. II, p. 266. — M. Wachenhusen, cité par Edmond Neukomm, p. 254.

Jamais aveu plus naïf, ou plus cynique, n'avait été fait de la façon de combattre des Allemands humanitaires; jamais mépris plus effronté du droit des gens, de la civilisation n'avait été publiquement affiché! Les Prussiens suivent les théories du général de Clausewitz et non celles de Bluntschli; or, « Clausewitz est un auteur plus franc que les légistes. Selon lui, il n'y a pas de droit des gens, à la guerre, quand on a intérêt à le nier (1) ».

Au reste, et pour terminer sur cette question, voici l'article 16 de la *Déclaration internationale de Bruxelles :*

« Si une ville ou place de guerre, agglomération d'habitations ou villages est défendue, le commandant des troupes assaillantes, avant d'entreprendre le bombardement, et sauf l'attaque de vive force, devra faire tout ce qui dépend de lui pour en avertir les autorités (2). »

Il vaudrait mieux ne pas publier, chez soi, *Le Droit international codifié*, quand on en viole l'esprit et la lettre avec cette impudeur, et cela sans l'ombre d'une protestation de la part du renommé professeur d'Heidelberg. Aussi, à la fin de ces observations, nous n'avons que deux épithètes à

(1) Colonel Fix, p. 566. — *La France et l'Europe pendant le siège de Paris* (18 *septembre* 1870, 28 *janvier* 1871). Encyclopédie politique, militaire et anecdotique, par Pierre Maquest archiviste de la ville de Tournai (Belgique), conservateur des archives de l'Etat; avec une préface de M. E. Spuller, député de la Seine; 2e édition, Paris, Ghio, 1877; pp. 618 et 619.

(2) Bluntschli, p. 536. — Dans un article, publié par *Das Magazin für Litteratur*, de Berlin, le 24 juin 1897, et consacré à l'étude de notre dernier volume : *Paris, Second échec du Bourget et perte d'Avron*, le savant général de Verdy du Vernois, ancien ministre de la Guerre prussien, rapporte nos protestations contre l'incendie de Châteaudun, les bombardements de Strasbourg et de Paris, et déclare que, durant toute la guerre, les Allemands ne se sont pas écartés des règles de l'humanité. Nous pensons que le général prend ses désirs pour des réalités, et nous venons de montrer combien la cruauté inutile du grand état-major prussien a terni ses victoires de 1870.

accoler à la conduite des Prussiens en 1870 : Hypocrisie, cruauté ! « La plupart des livres sur le Droit des gens... sont très dangereux ; surtout ceux inspirés par la sentimentalité officielle de la rive droite du Rhin, parce qu'ils engagent à faire ce que notre ennemi ne fera pas, tandis qu'il épiera le moment de profiter de notre sottise (1). »

Encore un coup, les Prussiens se sont mis hors la loi.

Toutefois, nous avons le devoir de faire ici une déclaration qui nous est dictée, non par la reconnaissance de la vie sauvée (car sans le prince royal, depuis Frédéric III, nous eussions été fusillé, à Versailles, en octobre 1870, car ce n'est que grâce à son intervention, écrivons le mot, à sa bonté, que l'exécution n'eut pas lieu), mais par l'amour du vrai : ce prince n'a jamais approuvé ces barbares et inutiles pratiques de soudards.

Sans doute, il a exécuté les ordres cruels que M. de Moltke lui donnait, par l'excellente raison qu'un soldat doit obéir, mais il n'a pas manqué une occasion de les atténuer quand il n'a pu les supprimer complètement. « Dans cette lutte de géants, écrit-il en ses *Mémoires*, rien ne sera épargné à mon horreur personnelle de la guerre ; mes sentiments, à ce sujet, sont connus ; on dit même, à ma grande joie intime, que partout où le devoir me le permet, je recommande la clémence et les ménagements (2). »

Et c'était vrai. Surtout avec ses ennemis, il est défendu d'être injuste ; lorsque, au milieu de ces boucheries, nous avons la fortune de rencontrer un

(1) Colonel Fix, p. 566.
(2) *Le Tagebuch*, p. 11 — Voir *Paris, Chevilly et Bagneux*, par Alfred Duquet ; Paris, Bibliothèque-Charpentier, 1891 ; pp. 156 et 157.

prince ayant le dégoût du sang, un prince qui montre de la pitié pour le vaincu, il faut le saluer respectueusement.

Il ne nous reste plus qu'à raconter le bombardement et qu'à transcrire les protestations dont il a été l'objet, de la part du Gouvernement français, du corps diplomatique et de différents personnages politiques.

PARIS SOUS LES OBUS

Il y avait si longtemps que les Allemands parlaient du bombardement que l'on n'y croyait plus. Aussi, lorsque, le 5 janvier, juste à deux heures après midi (1), comme nous l'avons écrit plus haut, sans sommation préalable, les projectiles commencèrent à tomber sur les quartiers du Sud, crut-on d'abord à une erreur de pointage (2). Il fallut vite se rendre à l'évidence. « Ce dernier démenti aux prévisions didactiques de notre Ecole polytechnicienne causa donc une surprise extrême (3). » Aux premiers obus en succédèrent d'autres, à intervalles rapprochés : ce n'était plus le fait de la hausse mal employée, mais la résultante d'une volonté cruellement consciente.

L'heure, tant attendue par l'Allemagne, avait sonné! Rien ne peut peindre la joie de ces gens-là quand leurs journaux publièrent la honteuse dépêche envoyée, le 5 janvier, par Guillaume à la reine Augusta :

(1) Major de Sarrepont, *Le Bombardement de Paris*, p. 158.

(2) *Paris sous les obus*, par A. J. Dalsème; Paris, Chamerot, 1883; p. 300. — *Journal du siège par un bourgeois de Paris*, p. 630. — *Histoire générale de la guerre franco-allemande*, 1870-1871, par le commandant Rousset, de l'Ecole supérieure de guerre; Paris, Librairie Illustrée; t. III, p. 355.

(3) *Chronique du siège de Paris*, 1870-1871, par Francis Wey; Paris, Hachette, 1871; p. 305.

« Le bombardement de Paris a commencé, aujourd'hui, par un splendide soleil d'hiver (1). »

« Lorsque, dans l'après-midi du 5 janvier, les canons ennemis, négligeant le bombardement des forts, firent pleuvoir sur les quartiers de la rive gauche de la Seine d'innombrables projectiles qui semblèrent d'abord semés comme au hasard, on se demanda, au premier moment, tant l'étonnement était grand, si ce n'était pas l'œuvre de quelques soldats ou de quelques officiers inférieurs qui, désobéissant aux instructions de leurs chefs, voulaient se donner le sauvage plaisir de châtier cette ville si obstinée dans sa résistance, qu'on leur représentait depuis longtemps comme la Babylone moderne, comme l'ennemie impure des hommes et de Dieu. Dès le lendemain, il fut constant que les coups étaient réglés par une volonté précise, que les buts étaient choisis dans cet océan de maisons, les portées calculées et les pointages rectifiés à loisir et à dessein. L'étonnement devint de la stupéfaction, puis de l'indignation quand on eut reconnu que les objectifs désignés aux pointeurs étaient d'abord les hôpitaux puis les églises, les asiles, les établissements scientifiques et enfin les cimetières.

« On savait que la Prusse avait adopté, comme règle de tactique, le bombardement des villes, non seulement des villes fortes mais des villes ouvertes. On avait su, malgré le blocus, que les églises, les

(1) Major de Sarrepont, *Le Bombardement de Paris*, p. 85. — « Vous ne pouvez vous imaginer avec quelle joie nos soldats ont salué le bombardement. Contentement général jusque chez les soldats du train. » (*Journal de M. de Roon*, 6 janvier.) — « Les Berlinois ont la folie du bombardement... Mon père reçoit une lettre de félicitations de Berlin parce que nous avons commencé le bombardement. » (*Le Tagebuch*, p. 10.) — *Histoire de la Révolution de* 1870-1871, par Jules Claretie; Paris, Librairie Illustrée; t. I, p. 468.

bibliothèques, les maisons de Strasbourg avaient reçu plus de bombes que les remparts de boulets ; on avait su qu'à Mézières, à Toul, à Péronne, et partout ailleurs, on avait attaqué, non pas l'enceinte ou la citadelle, mais les maisons, et que les Allemands portaient leurs coups, non pas sur les défenseurs des remparts, mais sur les habitants désarmés. On avait appris également que Nuits, Châteaudun, Blois, Tours et tant d'autres villes ouvertes, avaient reçu, comme première sommation, des coups de canon.

« Nous ne voulons pas juger ici, dit M. Chaper, cette manière de faire la guerre. Il est malheureusement possible qu'en l'adoptant, un peuple amène ses adversaires à l'adopter aussi et que nous revoyions, dans les guerres futures, ces massacres d'enfants, de femmes, de blessés, dont les siècles passés nous avaient légué le souvenir épouvantable... On donnait du moins à ces procédés certains motifs bons ou mauvais. On pouvait discuter ces motifs ; on les comprenait même en les blâmant.

« Mais le bombardement de Paris ! Espérait-on, des hauteurs de Châtillon, rendre la ville inhabitable, comme on avait pu le faire à Strasbourg ou à Mézières. Espérait-on atteindre tous les quartiers, tous les abris, allumer assez d'incendies, détruire assez d'églises, assez d'hôpitaux pour ne plus laisser aux femmes, aux blessés d'autres ressources que la capitulation ? C'est impossible, car l'assiégeant avait le plan de Paris et savait la portée de ses canons ; il savait donc que ses obus n'arrivaient pas même jusqu'à la Seine. Ils ne touchaient qu'en partie six arrondissements sur les vingt qui composent Paris.

« Ou bien croyait-on, par la seule gêne que causerait à la population des quartiers bombardés une fuite obligée dans les quartiers intacts, par la seule

terreur que causerait la ruine de quelques édifices ou l'incendie de quelques rues, ébranler assez le courage du peuple et de l'armée pour amener un résultat que la faim ne suffisait pas à imposer? C'est impossible encore, car les Prussiens qui, depuis si longtemps, nous étudiaient de si près, avec tant de soin et de détail, aussi bien au point de vue *psychologique* qu'au point de vue matériel, ne pouvaient se méprendre à ce point sur le caractère français. Ils devaient bien savoir, ce qui ne fut pas un seul instant douteux, que personne dans Paris n'aurait l'idée de voir, dans cette barbarie gratuite, un motif pour capituler. Non. L'explication du bombardement on la cherchait en vain, nous la cherchons encore (1). »

M. Chaper se trompe; elle n'est pas difficile à trouver : il faut la voir dans le sentiment de rage causé par la résistance de Paris, rage qui poussait les Allemands à se venger de lui par le meurtre de ses habitants, et aussi, quoi qu'en pense M. Chaper, dans la persuasion où nos ennemis étaient que nous leur ressemblions, que la population ne supporterait pas longtemps la vue du sang, les incendies, en un mot, les horreurs du bombardement d'une grande cité.

Quoi qu'il en soit, le 5, les quartiers de l'Observatoire et du Panthéon sont les premiers atteints. D'abord, l'alarme est chaude : en effet, tout Paris entend le ronflement de la canonnade, sans trop savoir, toutefois, ce qu'elle signifie. Les vitres des fenêtres vibrent à chaque décharge, l'on ne saurait saisir une interruption dans les vibrations (2). Mme Quinet, en écrivant son journal au bruit de ce

(1) *Enq. parlem. déf. nationale*, rapport de M. Chaper sur le Gouvernement de la Défense à Paris au point de vue militaire, pp. 266 à 268.

(2) Emile Chevalet, p. 231.

tonnerre, pense à Pline aux pieds du Vésuve (1) : seule, la Commune devra dépasser ces horreurs.

On constate l'explosion des projectiles dans le Jardin des Plantes, la rue Saint-Jacques, l'Ecole normale, le Luxembourg, la rue de Vaugirard, la rue de Sèvres, la rue Vaneau ; il est enfantin de se leurrer plus longtemps : c'est le bombardement des quartiers habités (2).

« Il est donc venu le moment *psychologique* du bombardement annoncé par les aimables pédants de l'état-major prussien. C'est, en même temps, l'aube de la nouvelle année qui vient d'éclore, frissonnante et ensanglantée. C'est elle que célèbrent ces coups répétés sur un rythme funèbre, impatiemment attendue par la noble et poétique Allemagne, invoquée par le chœur des douces fiancées de *là-bas* et qui va remplir enfin les vœux de leur candide férocité (3). »

On ignore, à Paris, ce qui se passe à 500 mètres de soi ; il y a des gens qui ont appris la nouvelle d'une révolution huit jours après qu'elle avait été consommée. Eh bien, même pendant le siège, même parmi les personnes le mieux placées pour être bien informées, il y en eut qui ne connurent le bombardement que par les journaux du lendemain ou par les obus qui tombaient sur leur maison. Le plus grand nombre des habitants avaient pris le tonnerre de la canonnade pour un redoublement du feu contre les forts ou pour un grand effort contre la ligne d'investissement.

« Je me trompais, hier, écrit M. Emile Chevalet

(1) Mme Edgar Quinet, p. 250.

(2) *Journal du siège par un bourgeois de Paris*, p. 631. — Mme Edgar Quinet, p. 250. — Emile Chevalet, p. 232. — A.-J. Dalsème, p. 307.

(3) *Les Jours d'épreuve*, 1870-1871, par E. Caro, membre de l'Institut ; Paris, Hachette, 1872 ; p. 95.

dans son journal, en m'imaginant que nos troupes étaient engagées avec les Prussiens. Ce n'était que le bombardement, mais le bombardement pour tout de bon, le bombardement d'une portion de Paris. Enfin, j'ai pu voir arriver un obus qui a fait son trou et éclaté à quelques pas de la maison que j'habite dans le faubourg Saint-Germain (1). »

Donc, des centaines de familles s'étaient couchées sans se douter de ce qui les menaçait. Mais la violence du feu avait redoublé à mesure que la nuit s'avançait; presque tous les quartiers de la rive gauche recevaient, maintenant, les projectiles qui crevaient les toits et venaient éclater au milieu des appartements. Tout le monde était bientôt sur pied et attendait, avec une émotion facile à concevoir, l'arrivée des bombes meurtrières qui passaient au-dessus des têtes, sifflant sinistrement, en *si bémol*, affirme M. Vincent d'Indy, qui doit s'y connaître (2), ou éclataient sur le pavé, sur les toitures, en lançant, autour d'elles, leurs terribles fragments de fonte, au milieu d'une nuée de poussière, de cailloux, d'ardoises, de débris de toutes sortes. « On ne s'était pas garé, ne sachant rien; plusieurs personnes ont été tuées dans leur lit. Les obus sifflaient par-dessus les toits, éclataient à droite, à gauche. Les pauvres bombardés ont d'abord perdu la tête et, au lieu de se réfugier dans les caves, beaucoup se sont sauvés dans la rue (3). »

« Le bombardement des forts, celui de l'enceinte, bien qu'il dût détruire nombre d'habitations rapprochées d'elle, rentraient dans les traditions, dans le droit rigoureux de la guerre. Mais le bombarde-

(1) Emile Chevalet, p. 232.
(2) Vincent d'Indy, *Histoire du 105e bataillon de la Garde nationale de Paris en 1870-1871, par un engagé volontaire dudit bataillon, âgé de dix-neuf ans;* Paris, Douniol, 1872; p. 101.
(3) Mme Adam, p. 382. — Jules de Marthold, p. 242.

ment de Paris ! Et, par surcroît, de la zone de Paris où les efforts des générations ont accumulé les plus célèbres monuments de son histoire, les collections artistiques et scientifiques qui font sa gloire devant le monde entier, et vingt grands établissements hospitaliers, asiles en ce moment (avec leurs ambulances annexes) de dix-huit mille des blessés du siège.

« Qui croira, dans l'avenir, que, sans aucun avertissement préalable, pendant de longs jours et beaucoup de nuits, le palais du Luxembourg, l'Institut de France, l'hôtel des Monnaies, la Sorbonne, Saint-Sulpice, le Panthéon, le Jardin des Plantes et son Muséum, l'Hôtel des Invalides, l'hôpital Necker, l'hospice des Enfants-Malades, l'hôpital de la Charité, l'Institution des Jeunes Aveugles, l'hospice des Incurables, l'hospice de la Maternité, le Val-de-Grâce, etc., etc., furent, sous le coup des éclats foudroyants de l'obus Krupp.....

« On peut juger de la portée des projectiles du bombardement par ce fait extraordinaire que l'un d'eux, parti des hauteurs de Châtillon, vint tomber dans l'île Saint-Louis, à quelques centaines de mètres de Notre-Dame (1). »

L'ambulance, construite en planches, dans le jardin du Luxembourg, avait reçu plusieurs obus pendant la nuit. Une panique s'empara des malheureux blessés. Ceux qui pouvaient marcher ou se traîner voulaient partir quand même. Ceux qui étaient cloués sur leur lit suppliaient qu'on les emportât. C'était un spectacle navrant. L'ordre d'évacuer ces ambulances avait été donné avant minuit ; mais l'opération était longue et difficile.

Un grand nombre d'habitants du boulevard Saint-

(1) Général Trochu, *Œuvres posthumes ;* Tours, Alfred Mame, 1896 ; t. Ier, pp. 497 et 498.

Michel et de la rue d'Assas y aidaient de leur mieux. « Quand j'arrivai, dit M. Louis Moland, on évacuait les dernières salles. Dans une salle, située près de la rue d'Assas, il ne restait plus que deux blessés; un obus survint et tua l'un d'eux. L'autre poussait des cris perçants. C'était un jeune mobile du Tarn qui ne savait pas un mot de français. Pendant qu'on l'enlevait sur un brancard, il pleurait à chaudes larmes (1). » Les Sœurs avaient présidé avec beaucoup de calme à ce triste déménagement. Elles ne quittèrent les baraques qu'avec le dernier blessé. « Je vis, dit toujours M. Louis Moland, leur cortège s'éloigner définitivement dans la nuit, sans précipitation, comme un détachement de vieux soldats battant en retraite sous le feu de l'ennemi (2). »

Enfin, en dépit de la surprise, les effets de cet attentat monstrueux n'avaient pas été aussi meurtriers qu'on aurait pu le craindre : bien qu'il y ait eu 26 maisons atteintes, on ne comptait que 10 victimes, dont 5 morts, et pas un incendie (3), malgré les efforts faits par l'ennemi pour en allumer (4). Au coin du boulevard du Port-Royal et de la rue Saint-Jacques, la façade d'une maison s'était effondrée sous les projectiles allemands (5).

On entendait très bien les bombes arriver : les uns se mettaient à plat ventre pour éviter les éclats;

(1) *Par ballon monté.* Lettres envoyées de Paris pendant le siège, septembre 1870-10 février 1871, par Louis Moland; Paris, Garnier frères, 1872; p. 188.

(2) *Ibid.*, 189. — Théophile Gautier, *Tableaux de siège, Paris*, 1870-1871; Paris, Charpentier, 1886; pp. 220 et 221. — *Griffonnages quotidiens d'un bourgeois du quartier latin, du 14 mai 1869 au 2 décembre* 1871, par Henri Dabot, docteur en droit, avocat à la Cour d'appel; Péronne, imprimerie Quentin, 1895; p. 134.

(3) Major de Sarrepont. *Le Bombardement de Paris*, pp. 162 et 164. — A. J. Dalsème, p. 307.

(4) Louis Schneider, t. III, p. 155.

(5) Jules de Marthold, p. 244.

les autres « couraient aux endroits où tombaient les obus comme à un spectacle ; les gamins galopaient après les éclats de projectiles en marche comme les chats après les souris (1) ».

« L'armée assiégeante échouait complètement dans son entreprise d'anéantissement, par l'obus, du moral des assiégés. Ils étaient irrités contre l'ennemi, nullement abattus (2). » Les Allemands étaient obligés de reconnaître « que le bombardement avait rendu les Parisiens plus entêtés que jamais (3) ».

Mais le courage des bombardés ne fait que rendre plus odieuse la lâche cruauté des bombardeurs qui se conduisent comme des malfaiteurs choisissant les ténèbres pour faire leur coup.

« Tout brusquement, la nuit, comme des maraudeurs, après avoir, pendant le jour, fait feu sur les forts du Sud, ils ont mis nos maisons en joue, nos maisons, nos églises, nos hôpitaux, nos ambulances, et, aussi loin qu'ils pouvaient atteindre, ils ont lancé leurs engins. Cette façon de frapper au hasard, d'assommer les gens dans leur lit, de s'attaquer aux impotents et aux malades, de tuer les femmes, les enfants, les vieillards, tout ce qu'il y a dans une ville, de moins guerrier, de moins valide, de plus inoffensif, c'est une atrocité qui répugne à l'esprit militaire, qui flétrirait même la gloire (4). »

« L'épisode du déménagement des pauvres ménages, quittant les quartiers menacés, donne l'idée d'une fuite devant l'inondation, l'incendie ou tout autre fléau inéluctable. Les chaises, les tables, les

(1) Emile Chevalet, p. 232. — *Paris et les Allemands, journal d'un témoin*, juillet 1870-février 1871, par A. du Mesnil ; Paris, Garnier frères, 1872 ; p. 243.
(2) Général Trochu, *Œuvres posthumes*, t. I, p. 498.
(3) Edmond Neukomm, p. 261.
(4) L. Vitet, 5e, 6e *et* 7e *lettres*, pp. 46 et 47.

bahuts, les minces matelas d'où la laine s'échappe, tous les humbles ustensiles indispensables à la vie sont entassés pêle-mêle, avec un tumulte d'angles bizarres, sur des charrettes à bras que tirent, le col tendu, les pieds glissant dans la neige, les hommes les plus valides de la bande. Sur l'entassement des hardes et des paquets, les malades allongés prennent des apparences spectrales et des airs de morts recouverts de linceul; ils frissonnent à la bise glaciale, aussi froids déjà que si le doigt qui éteint les yeux et scelle les lèvres les avait touchés. On dirait, à voir ce convoi lamentable, une migration d'Indiens emportant leurs aïeux roulés dans des peaux de bison; les femmes suivent, pressant contre leur sein maigre un pâle nourrisson qu'elles tâchent d'envelopper d'un lambeau de châle, et traînent en outre quelque enfant plus âgé suspendu au pan de leur jupe. D'autres fugitifs marchent courbés sous le poids de quelque meuble; rien de plus sinistrement pittoresque que ce cortège s'avançant dans l'ombre, éclairé par le reflet livide de la neige et le feu rouge des obus (1). »

« On ne saurait rendre trop de justice à la population de Paris sur son attitude pendant les tristes journées de ce cruel bombardement : elle ne montra pas de faiblesse, encore moins de forfanterie ou de bravades; il n'y eut pas de fuites honteuses et chacun fit son devoir. Beaucoup d'habitants quittèrent les quartiers menacés pour se réfugier dans ceux que le feu de l'ennemi ne pouvait atteindre... Cependant, ce mouvement d'évacuation eut lieu sans désordre, même parmi la population ordinairement si tumultueuse de ces quartiers; personne ne manifesta d'opinion démoralisante, et il n'y eut pas à craindre d'émeute ayant pour but de hâter la

(1) Théophile Gautier, pp. 221 et 222.

reddition qui eût mis fin à la dure épreuve que l'on subissait... Bien loin d'avoir donné lieu à des actes de faiblesse, le péril commun enflamma au delà de toute mesure le désir de la résistance poussée à ses dernières limites (1). »

« La population de Paris, dit un historien allemand, reçut ces premiers projectiles, et ceux lancés plus tard, avec curiosité, ironie, et aussi avec indignation contre cette *barbarie*. En somme, le bombardement de la ville ne produisit aucun effet (2). »

Oui, le premier moment de stupeur passé, la population accepta courageusement cette *nouvelle épreuve*, moins dure, moins meurtrière que le froid et la maladie : les courages émus se remirent vite. Néanmoins, un certain nombre d'habitants des quartiers bombardés émigrèrent sur la rive droite ou dans les parties de la rive gauche épargnées par les obus allemands. Les uns s'installèrent chez des amis, les autres prirent possession, sur réquisition, des appartements des absents. Dès le soir, il fut aisé de voir que la sanglante manœuvre d'intimidation de M. de Bismarck échouerait misérablement, que les assiégeants en endosseraient la honte sans en avoir le profit (3).

(1) Général Vinoy, pp. 380 et 381. — « Paris était admirable de résignation et de courage, et les femmes elles-mêmes ne se plaignaient pas. » (*Petite histoire de la guerre entre la France et la Prusse*, par R. Watari, Japonais ; Paris, Lahure ; p. 43.)

(2) A. Niemann, p. 240.

(3) Mme Adam, 382. — « La population de Paris, bien loin de se troubler, s'indigna et devint plus forte. » (*Une page d'histoire contemporaine devant l'Assemblée nationale*, par le général Trochu ; Paris, Dumaine, 1871 ; p. 124.) — « Le bombardement ne produisait d'effet marqué ni sur la ville proprement dite ni sur les Parisiens. » (Louis Schneider, t. III, p. 173.) — « Les Parisiens se raillaient du peu d'effet de ce bombardement. » (*Ibid.*) — « Les articles qui, peu de temps auparavant, admettaient la possibilité d'une capitulation avaient même complètement cessé. » (*Ibid.*). — *Ibid.*, pp. 174 et 175. — « Paris supporta le bombardement avec

Mais les maires sont fort irrités de ce bombardement. Ils se sont réunis et ont remis à M. Jules Favre un résumé de leur délibération. Ils exigent une sortie prochaine et l'adjonction au Gouvernement d'un conseil de guerre où l'élément civil soit représenté (1).

Voilà où nous avait conduit la nullité de nos

une fermeté prodigieuse : cet acte inutile souleva de l'horreur, de la colère, provoqua les railleries, mais ne répandit pas la terreur; le but était manqué. » (Frédéric Canonge, commandant au 52e de ligne (aujourd'hui général). *Histoire militaire contemporaine*, 1854-1871; Paris, Charpentier, 1882; t. II, p. 382.) — Jules de Marthold, p. 243. — Jules Claretie, t. I, p. 468. — Charles de Mazade, *La guerre de France*, t. II, p. 285. — Arthur Chuquet, *La guerre* 1870-1871; Paris, Chailley, 1895; p. 286. — Francisque Sarcey, *Le siège de Paris;* Paris, Lachaud, 1871; pp. 266, 268 et 269. — Colonel Lecomte, t. IV, p. 32. — *Journal des Goncourt;* Paris, Bibliothèque-Charpentier, 1890; t. I. pp. 181, 182, 187, 188 et 190. — *Six mois de guerre*, 1870-1871, Lettres et journal de Mme Cornélis de Witt; Paris, Hachette, 1894; p. 96. — Louis Moland, p. 189. — L. Vitet, 5e, 6e *et* 7e *lettres*, pp. 63 à 66. — *Les Zouaves à Paris pendant le siège*, par A. Ballue, (député, président de la commission de la réorganisation de l'armée); Paris, Lechevalier, 1872; p. 116. — Théophile Gautier, p. 371. — *Les Capitulations*, par le général Thoumas; Paris, Berger-Levrault, 1886; p. 38. — *Gouvernement de la Défense nationale du* 31 *octobre* 1870 *au* 28 *janvier* 1871, par M. Jules Favre. de l'Académie française; Paris, Plon, 1872; p. 319. — Edmond Rousse, t. II, p. 334. — Robinet de Cléry, *Les Avant-Postes pendant le siège de Paris*; Paris, Palmé, 1887; p. 211. — *Histoire critique du siège de Paris par un officier de marine ayant pris part au siège;* Paris, Dentu, 1871; p. 279. — Commandant Rousset, t. III, p. 355. — Hermann Robolski, *Le siège de Paris raconté par un Prussien;* traduction de W. Filippi, inspecteur principal aux chemins de fer de l'Est; Paris, Lachaud, 1871; p. 304. — *Le siège de Paris et la Commune*. Lettres d'Hippolyte Lucas; *Nouvelle Revue rétrospective*, no du 10 novembre 1894. Edition spéciale, p. 7. — Camille Farcy, *Histoire de la guerre de* 1870-1871; Paris, Dumaine, 1872; p. 355. — *La guerre au jour le jour*, 1870-1871, par le baron A. du Casse; Paris, Dumaine, 1875; p. 282. — *Les Forteresses françaises pendant la guerre de* 1870-1871, par F. Prévost, lieutenant-colonel du génie; Paris, Dumaine, 1872; p. 107. — Marie Sebran, *Journal d'une mère pendant le siège de Paris;* Paris, Didier, 1872; pp. 232 et 236. — Paul de Kerneu, *Journal d'un mobile*; Paris, Ghio, 1880; p. 195. — Général Ducrot, t. IV, pp. 26 et 27.

(1) *Enq. parlem. déf. nationale*, rapport de M. Chaper sur les procès-verbaux des séances du Gouvernement de la Défense nationale, p. 116.

généraux : on avait plus de confiance, pour la direction des opérations, dans un civil que dans un militaire ! Et c'était justice car les militaires, depuis six mois, s'étaient montrés au-dessous de tout.

M. Trochu se récrie contre la prétention des maires, que soutient énergiquement M. Jules Favre, qui en a décidément assez du Gouverneur. Le général finit, cependant, par accepter de recevoir les magistrats municipaux (1) : le bombardement va-t-il être cause de la chute de M. Trochu ?

Quant au Gouvernement, il ne pouvait laisser passer une telle aventure sans lancer une proclamation ; maintenant, c'est par la prose officielle que l'on compte les jours (2).

« Le bombardement de Paris est commencé.

« L'ennemi ne se contente pas de tirer sur nos forts, il lance ses projectiles sur nos maisons ; il menace nos foyers et nos familles.

« Sa violence redoublera la résolution de la cité qui veut combattre et vaincre.

« Les défenseurs des forts, couverts de feux incessants, ne perdent rien de leur calme et sauront *infliger à l'assaillant de terribles représailles.*

« La population de Paris accepte vaillamment cette nouvelle épreuve. L'ennemi croit l'intimider, il ne fera que *rendre son élan plus vigoureux.* Elle se montrera digne de l'armée de la Loire, *qui a*

(1) *Enq. parlem. déf. nationale*, rapport de M. Chaper sur les procès-verbaux des séances du Gouvernement de la Défense nationale, p. 116.

(2) « Le Gouvernement prend décidément l'habitude de pondre sa proclamation une fois par jour. » (Emile Chevalet, p. 233.) — Louis Moland, p. 194.

fait reculer l'ennemi, de l'armée du Nord, *qui marche à notre secours*.

« Vive la France! Vive la République!

« Général Trochu, Jules Favre, Jules Simon, Jules Ferry, Garnier-Pagès, E. Pelletan, Ernest Picard, Emmanuel Arago (1). »

Rien à dire de la banalité des trois premiers paragraphes. Mais quelles *terribles représailles les défenseurs des forts sauront-ils infliger à l'ennemi?* Vont-ils aussi couvrir d'obus les maisons de Berlin, de Munich, de Carlsruhe? Et puis, qu'entendent les signataires de la proclamation par *l'élan de la population rendu plus vigoureux?* N'est-ce pas le peuple de Paris qui les pousse à l'action depuis trois mois? Vont-ils jeter hommes, femmes, enfants sur les lignes allemandes? Enfin, quels messagers, quelle dépêches ont donc annoncé au Gouvernement que *l'armée de la Loire a fait reculer l'ennemi*, que l'armée du Nord *marche au secours de Paris?* Etait-ce la peine, trois jours auparavant, de s'élever, dans l'*Officiel*, contre les bruits de succès, pour employer soi-même la même manœuvre? N'y-a-t-il pas lieu de « se montrer sévère contre de pareilles entreprises et de se fortifier à l'avance contre l'attrait puissant des nouvelles hasardées (2) »?

Et, de fait, « chacun commente la proclamation du Gouvernement. On se demande à quoi elle sert. Rien cependant ne pouvait la motiver... rien, dans la tenue de la population n'obligeait le Gouvernement à se perdre dans ces flots de paroles boursouflées. Je ne sais, ajoute le bourgeois de Paris dont

(1) *Journal officiel*, n° du 6 janvier 1871.

(2) *Ibid.*, n° du 2 janvier 1871. — Insérés dans le *Journal officiel*, ces bruits de victoire faisaient naître de folles espérances. (Michel Cornudet, pp. 363 et 364: *Journal du siège par un bourgeois de Paris*, p. 629; Emile Chevalet pp. 233 et 234.

nous citons le journal, qui pousse ces messieurs à user et abuser ainsi des proclamations; mais, à coup sûr, ils ont tort. A cette heure, on en est tellement las que c'est à peine si l'on prend la peine de les lire (1) ».

Du reste, avec une inconscience rare, le Gouvernement se contredit à quelques heures de distance. Le 6, au soir, le *Rapport militaire*, après avoir constaté que le bombardement des forts continue avec la même violence sans *causer de dommages sérieux*, ajoute : « Les projectiles, qui sont tombés dans la ville en assez grand nombre, n'ont causé aucune émotion. La fermeté, le calme de la population et de l'armée soumises à ce violent bombardement sont à la hauteur des circonstances, et les procédés d'intimidation employés par l'ennemi ne font que grandir leur courage; chacun s'inspire des grands devoirs que la patrie impose aux défenseurs de Paris (2). »

On voit que les militaires rivalisaient avec les civils dans le choix des phrases redondantes et rebattues.

Ajoutons que, si le bombardement n'avait produit aucun effet sur la population civile, on n'en saurait dire autant des militaires. Le général Ducrot avait écrit, le 6, au Gouverneur, pour le prier de le relever de son commandement : il considérait la lutte comme inutile ; sans se préoccuper de Bourbaki, de Chanzy et des autres, il ne voyait plus que la capitulation, oubliant qu'une place doit tenir jusqu'au dernier moment, car, de sa résistance pendant une seule journée, peut dépendre le salut ou la perte du pays. Mais tel n'était pas le sentiment des généraux de 1870 : la trahison de Bazaine,

(1) *Journal du siège par un bourgeois de Paris*, p. 629.
(2) *Journal officiel*, n° du 7 janvier 1871.

la lettre de M. Ducrot en sont la preuve (1).

Le Gouverneur supplia son ami de ne pas se retirer, dans une étrange épître où il lui reproche d'avoir découragé son entourage et ses officiers généraux, « ravageant les esprits du haut en bas de la hiérarchie (2) ».

Il y avait du vrai dans ce reproche. M. Ducrot le sentit si bien qu'il ne persista pas dans son dessein : il retira sa démission ; mais, pour bien marquer sa désespérance, son opposition, il déclara « qu'il ne prendrait aucune part à la préparation et à la haute direction des affaires militaires (3) ».

C'est ainsi qu'on faisait la guerre en 1870-1871 !

Le 6, la pluie d'obus ne cesse pas. « Le cimetière Montparnasse est criblé, défoncé par les projectiles... On déménage les ambulances installées à Bullier et dans les baraquements du Luxembourg (4). » Il est tombé 21 projectiles sur l'Observatoire. On dépave toutes les cours dans Montrouge (5). En réalité, les quartiers éprouvés sont ceux du Val-de-Grâce, de Notre-Dame-des-Champs, de Plaisance, de Javel, de Grenelle, d'Auteuil (6).

La température s'adoucit beaucoup : de 10 degrés au-dessous de zéro, elle est remontée à 6 au-dessus. Trochu n'en reste pas moins aussi immobile que ses troupes ; cependant, pour justifier

(1) Général Ducrot, t. IV, p. 33. — Le général Ducrot « s'efforça une dernière fois, de faire partager au Gouverneur sa conviction sur l'impossibilité absolue où nous nous trouvions désormais de prolonger utilement la lutte et, par conséquent, sur la nécessité de traiter le plus tôt possible avec l'ennemi ». (*Ibid.*, p. 35.)

(2) *Ibid.*, pp. 34 et 35.

(3) *Ibid.*, p. 35.

(4) Jules de Marthold, pp. 242 et 243. — Mme Edgar Quinet, p. 255.

(5) Jules de Marthold, p. 244.

(6) A.-J. Dalsème, p. 307.

son inaction, il objectait le froid rigoureux (1).

Les heures s'écoulent, lentes, au milieu du fracas du bombardement. Paris est, maintenant, en plein dans l'action : ce n'est plus à Chevilly, à la Malmaison, au Bourget, à Villiers ou à Nogent que tombent les projectiles allemands, c'est autour du Panthéon, du Luxembourg, de Saint-Sulpice, c'est dans les rues les plus fréquentées de la rive gauche. Les quartiers épargnés demeurent mornes, consternés, plus morts peut-être que les quartiers bombardés.

« On entend le bruit incessant des obus, des canons, bruit tantôt sourd, tantôt déchirant, selon la distance où l'on est des bombes qui éclatent. A neuf heures du soir, le silence est extraordinaire; ni voiture, ni passant sur le boulevard; pas d'autres bruits que les bruits du bombardement! Il dégèle, le ciel est noir, les rues sont boueuses, humides, glissantes. On ne trouverait pas un fiacre à prix d'or (2). »

Ce jour-là, les obus ennemis ont fait encore dix victimes parmi la population civile (3 hommes, 1 femme tués, 6 femmes blessées), mais aucune maison n'a été atteinte sérieusement, aucun incendie n'a été signalé (3).

Les forts de Nogent, Rosny, Noisy sont toujours bombardés et répondent de leur mieux. Ceux d'Issy, de Vanves, de Montrouge, les redoutes des Hautes-Bruyères, du Moulin-Saquet sont également visés. De tous les côtés, les Allemands nous attaquent, ils tirent sur tout ce qu'ils peuvent atteindre, les forts, l'enceinte, la ville; ils éparpillent leur feu. Il nous semble que, pour obtenir l'effet d'intimidation qu'ils

(1) Mme Edgar Quinet, p. 254.
(2) Mme Adam, pp. 384 et 385.
(3) Major de Sarrepont, *Le Bombardemenl de Paris*, pp. 162, 163 et 164. — Jules de Marthold, p. 244. — A.-J. Dalsème, p. 307.

recherchent, il serait préférable de s'en tenir à deux ou trois points décisifs qu'ils couvriraient d'obus. Sans doute, leurs grands chefs en jugent autrement.

Le soir, un conseil de guerre, tenu au quartier général de la 3e armée, examine la question de l'attaque de Châtillon et de Versailles, proposée par le général Vinoy. On la repousse, prétendant, les uns qu'un combat de jour n'est pas possible à cause de l'éloignement des tranchées, les autres qu'un combat de nuit entraînerait les troupes à se fusiller elles-mêmes. On remet la discussion au lendemain (1). Ces généraux avaient horreur des questions militaires, et Trochu plus encore que les autres!

Dans la journée, M. Cresson, préfet de police, a fait afficher l'avis suivant :

« En présence du commencement de bombardement dont Paris est l'objet, on croit devoir rappeler aux habitants des quartiers menacés quelques-unes des prescriptions déjà faites :

« Descendre dans les caves le bois, le charbon et autres matières combustibles;

« En cas d'absence, même momentanée, remettre les clefs de l'appartement chez le concierge;

« Tenir rempli d'eau un tonneau défoncé, dans la cour et à chaque étage de la maison;

« Lorsqu'un obus tombe sur un immeuble, vérifier immédiatement s'il y a un commencement d'incendie. Le bombardement des forts a démontré qu'en pareil cas il suffisait de quelques seaux d'eau pour éteindre le feu ;

« Prévenir le poste de sapeurs-pompiers le plus voisin;

(1) Général Vinoy, pp. 387 à 389.

« Tenir les portes cochères entre-bâillées au moins jusqu'à onze heures du soir, afin que les passants puissent y chercher un refuge en cas de besoin (1). »

Le Gouverneur a causé avec les maires et fait part au Conseil de la satisfaction qu'il éprouve de cette entrevue. MM. Picard et Jules Favre réclament le rationnement (2).

Enfin, de même qu'après Champigny on avait élevé le coupable d'Exéa à la dignité de grand-croix de la Légion d'honneur, de même, après la piteuse évacuation d'Avron, on nomme l'un des auteurs de l'échec, le colonel Guillemaut, général de brigade. Autrefois, on récompensait le succès, maintenant on glorifie la défaite. Pour les soldats, victimes, souvent, de l'incapacité, de la jalousie de leurs généraux, le *Gloria victis* de Mercié peut, à la rigueur, se comprendre ; mais, étendre cette dangereuse indulgence aux protagonistes de la déroute, n'est-il pas le fait d'une nation malade, et les hommes, nourris des exemples de nos pères, ne sauraient-ils déplorer ces honneurs rendus aux Mac-Mahon, qui nous valurent Sedan, et aux Canrobert, qui furent loin de faire tout leur devoir à Metz?

Eh bien, à Paris, ce fut une débauche de récompenses, une *décorite* aiguë, comme a dit le général Iung.

« En 1854 et 1855, pour la Crimée, on avait donné trois grand'croix de la Légion d'honneur, en 1859, pour l'Italie, trois également. En 1870 ;

(1) *Journal officiel*, n° du 8 janvier 1871. — *Journal du siège par un bourgeois de Paris*, pp. 631 et 632.

(2) *Enq. parlem. déf. nationale*, rapport de M. Chaper sur les procès-verbaux des séances du Gouvernement de la la Défense nationale, p. 116.

pour des défaites, on en accorde seize, dont huit pour Paris seulement.

« En 1855, on avait fait douze grands officiers ; en 1859, dix ; en 1871, on atteint le chiffre de cinquante-deux.

« En 1855, on avait nommé vingt-cinq commandeurs ; en 1859, soixante-dix-huit ; en 1870, deux cent trente-deux.

« En 1855, on avait distribué cent quatre-vingt-deux croix d'officiers de la Légion d'honneur ; en 1859, deux cent soixante-seize ; en 1870, on arrive au total exorbitant de dix-sept cents, dont mille pour Paris.

« Des simples chevaliers je ne parlerai pas.

« Plus nombreux ils étaient que les astres du ciel.

« En somme, après cette triste campagne, quatre généraux seulement n'avaient eu ni décorations ni avancement.

« Pourtant les exemples à suivre ne manquaient pas. En 1866, après Sadowa, le gouvernement autrichien ne s'était pas cru le droit d'accorder des décorations à ceux qui venaient de perdre tant de combats.

« On fête la victoire, on flétrit la défaite (1). »

Mais nous avons modifié tout cela ; aujourd'hui encore, en connaissance de cause, en pleine possession de nous-mêmes, on demande la création d'une médaille qui rappellera ces souvenirs, peu

(1) Général Iung, *La République et l'Armée*; Paris, Bibliothèque-Charpentier, 1892 ; p. 139. — « Longues promotions dans la Légion d'honneur. Tant d'insuccès, malgré tant de héros, semblent inexplicables. Les généraux commandant en chef l'artillerie et le génie de Paris sont faits grand'croix pour l'activité et l'intelligence qu'ils ont déployées pendant le siège ! C'est le commencement de la fin. La bête se meurt, on accourt à la curée. A côté de récompenses noblement méritées, que de nominations scandaleuses, obtenues par l'intrigue, dans les bureaux ou les états-majors sédentaires, loin de tout danger, de toute souffrance,

glorieux en dépit de l'héroïsme de quelques-uns. Les Allemands ne peuvent être que flattés de nous voir perpétuer ainsi la mémoire de leurs succès.

On pouvait justifier la médaille de Sainte-Hélène car elle rappelait Austerlitz et Iéna, autant et plus que la Bérézina, Baylen et Waterloo ; mais la médaille de Sedan, de la reddition de Metz, de Châtillon, du Bourget, de Buzenval, du Mans, d'Héricourt, du traité de Francfort ! Gambetta avait pourtant dit : « On doit toujours penser à 1870 et n'en parler jamais, » si ce n'est pour en préparer la revanche.

Rentrons dans Paris.

Les clubs sont toujours aussi édifiants. Le 5, au *Club de la République*, le citoyen Chabert avait entretenu la réunion de la nécessité de reconstituer

de toute fatigue. » (Francis Garnier, p. 139.) — Aussi bien, voici ce que pensait le général Trochu de la besogne qu'il a faite :

« Versailles, 13 août 1871.

« Mon cher Cresson,

« Je suis chez moi, à moins d'imprèvu, tous les dimanches, de 9 heures 1/2 à 11 heures.

« Mais, grand Dieu, s'agirait-il d'un sac de croix ou de médailles ? Alors, je vous le dis sans hésiter, je déclinerais mon intervention qui est, pourtant, légitimement acquise à vous et à vos clients.

« Trois mois durant, j'ai été commissionnaire en ce genre de marchandises (article Paris).

« Honteux, écœuré des formes, des proportions, des falsifications de ce commerce, dont je m'étais naïvement flatté que tant de douloureuses leçons dégoûteraient notre pays, j'ai fermé pour toujours ma boutique ; et, entre nous, je vous déclare que je ne donnerai pas un centime à Vinoy pour rouvrir la sienne !

« Tout à vous, mon cher et très affectionné collaborateur,

« Général Trochu. »

A nous communiqué par M. Cresson. — Voir au sujet des décorations, *Paris, Chevilly et Bagneux*, par Alfred Duquet, pp. 52 à 54, et *Opinion d'un civil sur la Défense de Paris*, par G. Wyrouboff, directeur de la *Philosophie positive* ; Paris, Lechevalier, 1872 ; p. 53.

la Pologne (1) ; le 6, au *Club Favié*, on glorifie la « journée immortelle du 21 janvier ». C'est un superbe exemple à suivre. Il ne manque que le roi. « Quand nous retournerons à l'Hôtel de Ville, s'écrie un orateur, ce ne sera pas comme au 31 octobre et nous dirons comme Mirabeau : «« Nous sommes ici par la volonté du peuple, et nous n'en sortirons que par la force des baïonnettes ! »» (Non ! non ! nous n'en sortirons pas, nous y resterons !) (2). » Un autre citoyen parle de la Commune : « On prétend, dit-il, qu'elle arrivera trop tard pour sauver Paris ; eh bien, après... ? S'il est trop tard pour le sauver, nous le brûlerons, et nous ferons justice des réactionnaires égoïstes, des propriétaires qui nous exploitent et de tous les boutiquiers qui sont les *punaises* du peuple ; nous brûlerons les Prussiens du dedans avec ceux du dehors. Ensuite nous quitterons Paris pour n'y plus revenir (3). »

Le 6 est le jour des proclamations, des avis, des déclarations. Il nous est impossible de laisser passer, sans réflexions, un appel au peuple de Paris, affiché sur les murs de la capitale, revêtu de 140 signatures de personnes inconnues, se disant délégués des vingt arrondissements de Paris, et que l'on appela alors l'*affiche rouge*.

Certes, nous ne sommes pas suspect de tendresse pour les révolutionnaires, l'on sait ce que nous pensons de l'*attaque en masse*, telle que la réclamaient les clubs, ce que nous pensons de la résistance militaire d'un trop grand nombre de gardes nationaux des faubourgs, qui se seraient sauvés, au premier obus, en criant : à la trahison ! et qui ne

(1) *Les Clubs rouges pendant le siège de Paris*, par M. G. de Molinari, rédacteur du *Journal des Débats* ; Paris, Garnier frères, 1871 ; p. 204.
(2) *Ibid.*, p. 209.
(3) *Ibid.*, p. 212.

se sont retrouvés soldats que lorsqu'il s'est agi de tirer sur les marins et les troupiers français. L'on n'ignore pas, enfin, que la Commune, à notre avis, eût été le signal d'un gâchis politique et militaire bien autrement répugnant que celui présenté par les hommes du Quatre-Septembre, où se trouvaient nombre de futurs opportunistes et radicaux dont *Panama*, *Les cuivres*, etc., devaient être un couronnement de carrière. Mais si nous sommes payé pour nous méfier des socialistes qui achèveront, hélas! bientôt, la Patrie française, il ne s'ensuit pas que ceux de 1871 ne touchaient pas souvent juste en accusant un gouvernement dont l'imbécillité confinait au crime. Nous allons donner, en entier, cet appel au peuple de Paris, et nous déclarons que, sauf ce qui concerne les bonapartistes, à ce moment disparus et qui n'étaient plus *en place*, sauf la confiance en la Commune et dans le *peuple*, avec des réserves sur l'*attaque en masse*, nous eussions signé ce manifeste des deux mains, car il n'y a pas dix lignes à en ôter, car toutes les accusations qu'il contient sont justes. N'en déplaise donc au *bourgeois de Paris*, dont nous citons souvent le journal, et qui est ordinairement mieux inspiré, cet appel peut très bien ne pas être le fait de *misérables payés par l'or prussien* (1). S'en prendre aux incapables du Quatre-Septembre n'est pas un crime de lèse-patrie ; quant à nous, nous ne pardonnerons jamais aux Trochu, aux Arago, aux Jules Simon, aux Magnin d'avoir ouvert la voie qui a conduit notre malheureux pays au marais nauséabond où il s'enfonce, de plus en plus, dans la vase opportuniste et radicale, en attendant qu'il disparaisse entièrement dans le purin socialiste.

Comment les républicains honnêtes n'ont-ils pas

(1) *Journal du siège par un bourgeois de Paris*, p. 634.

eu le courage de livrer sérieusement les autres à la justice, si haut placés qu'ils aient été ?

Mais, voici l'appel au peuple de Paris ; qu'on juge :

« Le Gouvernement qui, le 4 Septembre, s'est chargé de la défense nationale a-t-il rempli sa mission ? Non ! nous sommes 500,000 combattants et 200,000 Prussiens nous étreignent ! A qui la responsabilité, sinon à ceux qui nous gouvernent. Ils n'ont pensé qu'à négocier au lieu de fondre des canons et de fabriquer des armes. Ils se sont refusés à la levée en masse. Ils ont laissé en place les bonapartistes et mis en prison les républicains ; ils ne se sont décidés à agir enfin contre les Prussiens qu'après deux mois, au lendemain du 31 octobre. Par leur lenteur, leur indécision, leur inertie, ils nous ont conduits jusqu'au bord de l'abîme. Ils n'ont su ni administrer ni combattre, alors qu'ils avaient sous la main toutes les ressources, les denrées et les hommes. Ils n'ont pas su comprendre que, dans une ville assiégée, tout ce qui soutient la lutte pour sauver la patrie possède un droit égal à recevoir d'elle la subsistance. Ils n'ont su rien prévoir. Là où pouvait exister l'abondance, ils ont fait la misère, on meurt de froid, déjà presque de faim, les femmes souffrent, les enfants languissent et succombent. La Direction militaire est plus déplorable encore : sorties sans but, luttes meurtrières sans résultats, insuccès répétés qui pouvaient décourager les plus braves, Paris bombardé ! Le Gouvernement a donné sa mesure, il nous tue. Le salut de Paris exige une décision rapide ; le Gouvernement ne répond que par la menace aux reproches de l'opinion. Il déclare qu'il maintiendra l'ordre ; comme Bonaparte avant Sedan. Si les hommes de l'Hôtel de Ville ont encore quelque patriotisme, leur

devoir est de se retirer, de laisser le peuple de Paris prendre lui-même le soin de sa délivrance. La Municipalité ou la Commune, de quelque nom qu'on l'appelle, est l'unique salut du peuple, son seul recours contre la mort. Toute adjonction ou immixtion au pouvoir actuel ne serait rien qu'un replâtrage perpétuant les mêmes errements, les mêmes désastres. Or, la perpétuation de ce régime c'est la capitulation. Metz et Rouen nous apprennent que la capitulation n'est pas seulement, encore et toujours la famine, mais la ruine de tous, et la honte ! C'est l'armée et la Garde nationale transportée prisonnière en Allemagne et défilant dans les villes, sous les insultes de l'étranger ; le commerce détruit, l'industrie morte, les contributions de guerre écrasant Paris. Voilà ce que nous prépare l'impéritie et la trahison.

« Le grand peuple de *Quatre-vingt-neuf* qui détruit les Bastilles et renverse les trônes, attendra-t-il, dans un désespoir inerte, que le froid et la famine aient glacé dans son cœur, dont l'ennemi compte les battements, sa dernière goutte de sang?

« Non ! la population de Paris ne voudra jamais accepter cette misère et cette honte. Elle sait qu'il en est temps encore, que des mesures décisives permettront aux travailleurs de vivre, à tous de combattre.

« *Réquisitionnement général ;*

« *Rationnement gratuit ;*

« *Attaque en masse.*

« La politique, la stratégie, l'administration du Quatre-Septembre, continuées de l'Empire, sont jugées. Place au peuple ! Place à la Commune (1) ! »

Oui, la politique, la stratégie, l'administration

(1) *Journal du siège par un bourgeois de Paris*, pp. 632 et 633.

du Quatre-Septembre étaient jugées, condamnées, comme elles le sont, aujourd'hui, après vingt-six ans d'enquête, par tous les esprits ouverts aux choses de l'histoire; oui, les motifs de l'arrêt de l'*affiche rouge* étaient presque tous justes et implacablement déduits, mais le dispositif était faux, le moyen de salut détestable : car, nous le répétons, le peuple, c'est-à-dire, la populace, la Commune, auraient fait pire que les hommes de Septembre et l'Empire réunis : les incendiaires et les assassins de 1871 en sont la preuve.

Néanmoins, l'indignité des uns n'innocente pas les autres : chacun doit avoir sa part de responsabilité, chacun aurait dû avoir sa part de châtiment; l'Empire pour sa guerre follement préparée par des généraux étrangers à la science des batailles, le Quatre-Septembre pour sa défense absurdement conduite, la Commune pour les désastres si criminellement, si inutilement perpétrés !

Le projet de proclamation, proposé par M. Delescluze à la réunion des maires, appelait les mêmes réflexions. Sans doute, le remède offert d'associer la municipalité à la défense était ridicule au point de vue militaire, déplorable au point de vue politique (1); mais les accusations portées contre M. Trochu étaient plus que fondées, M. Jules Favre l'a reconnu lui-même quand il a écrit, le 9 janvier, à M. de Chaudordy : « La direction militaire semble frappée d'atonie. Elle commande et se retire. Elle combine, délibère et ne résout rien, et nos jours se passent, et nous approchons du terme fatal (2). » Il l'a encore reconnu quand il écrivait, le même jour, à M. Gambetta : « Nos res-

(1) Voir ce projet : Michel Cornudet, p. 365, en note.
(2) Jules Favre, *Gouvernement de la Défense nationale du 31 octobre* 1870 *au* 28 *janvier* 1871, p. 282.

sources sont bien médiocres et notre temps fort limité. Nous harcelons sans cesse la direction militaire, qui est très violemment attaquée par une très forte majorité de la population de Paris. On lui reproche son indécision, même son incapacité; et de toutes parts s'élèvent des plaintes amères, quelquefois violentes. Vous connaissez aussi bien que moi notre général en chef; vous appréciez ses qualités éminentes; *vous ne pouvez vous illusionner sur celles qui lui manquent*. La population a le sentiment très vif du danger que lui fait courir cette *insuffisance*. Ce sentiment s'est traduit en protestations ardentes, qui sont devenues inquiétantes dans la bouche des maires et des adjoints. Les choses se sont cependant arrangées, et je m'y suis employé de mon mieux. Le général a promis une grande action. Elle devait avoir lieu avant-hier. Les ordres étaient donnés; la garde mobilisée, debout, pleine d'ardeur; puis on a tout fait rentrer, ce qui a produit un bien mauvais effet (1). »

M. Delescluze n'était donc pas dans l'erreur, en soutenant « qu'il était de la dernière urgence d'imprimer une direction plus active, plus énergique et plus efficace à la Défense et, avant tout, de l'enlever au général qui en avait été investi (2) ».

Aussi bien, les accusations du parti avancé étaient tellement justes, elles répondaient tellement au sentiment de nombre de gens, qui prisaient cependant à leur valeur les boniments socialistes, que M. Trochu finit par s'émouvoir.

(1) Jules Favre, *Gouvernement de la Défense nationale* du 31 octobre 1870 au 28 janvier 1871, pp. 318 et 319. — Mme Edgar Quinet, p. 257.

(2) Cité par Michel Cornudet, p. 365, en note. — « Ce gouvernement nous perd... C'est une amère souffrance de voir tant d'inertie au milieu de tant de périls!... La température printanière ôte toute excuse à une si funeste inaction. Il n'y a qu'un sentiment dans Paris contre la faiblesse du Gouverneur. » (Mme Edgar Quinet, p. 255.)

Le préfet de police, M. Cresson, était venu montrer au Gouverneur l'*affiche rouge* et lui avait fait comprendre qu'il était utile de répondre, mais de répondre d'une façon catégorique, en répétant, publiquement, ce qu'il avait dit, dans le conseil de guerre du 31 décembre : « J'ai dit que je ne capitulerais pas et je ne capitulerai pas (1). » M. Trochu, selon son habitude, se perdait dans des considérations aussi élevées que peu en rapport avec la question, quand le préfet de police le fait redescendre sur terre et réclame, avec brutalité, une réfutation du *factum communaliste*. Croyant à la bonne foi du Gouverneur, à sa résolution de ne pas capituler, M. Cresson lui dit, une dernière fois : « Pourquoi ne répétez-vous pas, à la population parisienne, ces paroles que vous avez dites au conseil de guerre, qui vous honorent, qui honorent vos intentions (2)? »

Le Gouverneur, comme revenant d'un songe, désolé d'être rappelé à la réalité, mis au pied du mur, ne pouvant plus se dérober, pousse de douloureux soupirs et prend la plume. Plusieurs pro-

(1) Voir, *Paris, Second échec du Bourget et Perte d'Avron*, par Alfred Duquet, pp. 309 et 310.

(2) *L'Empire et la Défense de Paris devant le jury de la Seine*. Introduction et conclusion par le général Trochu; Paris, Hetzel, 1872; déposition de M. Cresson, p. 180. — « M. le préfet de police est arrivé à l'état-major, très préoccupé des commencements d'agitation qui avaient lieu à Belleville, à la suite d'une affiche, dite *l'affiche rouge*, et signée de beaucoup de noms qui ont paru plus tard dans la Commune. Le préfet pensait qu'une proclamation pouvait calmer les esprits. Il est entré dans le cabinet du général, et il en est sorti avec la proclamation qui se terminait par la phrase : «« Le Gouverneur de Paris ne capitulera pas. »»... On n'en a peut-être pas alors calculé toute la portée; on allait au plus pressé. » (*Ibid.*, déposition de M. Lair, attaché à l'état-major du Gouverneur de Paris, pp. 157 et 158.) — *Ibid.*, plaidoirie de Me Allou, p. 314. Mais M. Trochu avait dû en calculer toute la portée, huit jours auparavant, quand il l'a prononcée devant le conseil de guerre. Il n'y avait pas alors à aller *au plus pressé*. — *Enq. parlem. déf. nationale*, rapport de M. Chaper sur le Gouvernement de la Défense à Paris au point de vue militaire, p. 257. — *Ibid.*, déposition de M. Cresson, p. 51.

jets de proclamation sont rédigés et déchirés sur-le-champ, après lecture. Enfin, quelques lignes sont acceptées, d'un commun accord ; elles se terminent par la fameuse phrase, « aussi fière que maladroite (1) » : « Le Gouverneur de Paris ne capitulera pas ! » — « Dans l'état des choses, c'était s'aventurer beaucoup (2). » Et la proclamation suivante est envoyée à l'imprimerie :

« Au moment où l'ennemi redouble ses efforts d'intimidation, on cherche à égarer les citoyens de Paris par la tromperie et la calomnie. On exploite contre la défense nos souffrances et nos sacrifices.

« Rien ne fera tomber les armes de nos mains. Courage, confiance, patriotisme !

« Le Gouverneur de Paris ne capitulera pas.

« Paris, le 6 Janvier 1871.

« Le Gouverneur de Paris,

« Général Trochu (3). »

« Moins de proclamation et plus d'action, général Trochu, voilà ce que Paris vous demande ! Ah ! si un autre que vous était Gouverneur de Paris et temporisait comme vous le faites, comme votre verve critique s'escrimerait (4) ! » — « On était pris, à lire ces niaiseries par trop bretonnes, d'une impatience bien naturelle... La belle avance pour nous qu'il refusât de signer la capitulation,

(1) Commandant Rousset, t. III, p. 360.

(2) *Ibid.*

(3) *Journal officiel*, n° du 7 janvier 1871. — « Il fallut écouter le vœu unanime de résistance, s'y rallier, déclarer même qu'on l'approuvait, qu'on le partageait, et c'est alors que, le 6 janvier, deuxième jour du bombardement, le Gouverneur de Paris affirma, dans une proclamation demeurée célèbre, «« qu'il ne capitulerait pas »». (Général Vinoy. p. 381.)

(4) Emile Chevalet, p. 234. — Le Gouverneur ne capitulera pas. « Qu'en sait-il ? » (Edmond Rousse, t. II, p. 336.)

si nous étions forcés de la conclure (1)! » — « Quoi! des calembours, quand il s'agit du salut du pays (2)! » — « O restriction mentale, que vous êtes une belle et merveilleuse chose (3)! »

Quant aux journaux rouges, ils eurent le flair de deviner la palinodie. *La Lutte à outrance*, après avoir reproduit la proclamation de M. Trochu, ajoutait : « Le Gouvernement ne s'est point contenté de faire arracher des murailles, où il avait été placardé, l'appel au peuple de Paris, il a répondu, sous la signature Trochu, par l'affiche ci-dessous qui ne rassurera guère les citoyens au point de vue militaire, car un général peut rendre une ville sans capituler. » On lisait des articles analogues dans presque tous les journaux de même couleur (4).

En effet, nous verrons, plus tard, grâce à quelle comédie le Gouverneur a tenu sa parole.

Il est vrai que, dans ses *Mémoires*, M. Trochu, avec une impudence rare, voudrait faire croire que la fameuse phrase n'est pas de lui, mais de M. Cresson ; que, par conséquent, il n'en est pas responsable (5). Comme nombre de menteurs, il oublie qu'il n'a pas déclaré ne pas l'avoir trouvée

(1) Francisque Sarcey, p. 259.

(2) Vincent d'Indy, p. 51. — « Personne n'aurait osé supposer, à ce moment, que le Gouverneur songeât à se ménager une retraite par un jeu de mots... Le général Trochu s'exposait ainsi, sans aucune nécessité, à une déconsidération dont il ne se relèvera jamais. » (*Histoire critique du siège de Paris par un officier de marine*, p. 187.) — « Ne nous appesantissons pas sur de telles promesses si mal tenues. L'honneur français nous oblige à passer rapidement devant certains faits déplorables qui, à les examiner de près, font saigner le cœur. » (Jules Claretie, t. I, p. 472.)

(3) Gustave Flourens, p. 202.

(4) *Enq. parlem. déf. nationale*, rapport de M. Chaper sur le Gouvernement de la défense à Paris, au point de vue militaire, p. 257, note 3, au verso. — Qu'importe qu'il dise qu'il ne capitulera pas, « si les fautes commises rendent ce dénouement inévitable »! (Francis Garnier, p. 127.)

(5) Général Trochu, *Œuvres posthumes;* t. I, pp. 519 et 520.

lui-même (1); Me Allou, son avocat, l'a nettement désigné, dans sa plaidoirie, comme le père de la phrase plus tard contestée (2); enfin, le général Ducrot affirme, dans son procès-verbal du conseil de guerre du 31 décembre, que le Gouverneur a prononcé, ce jour-là, les paroles suivantes : « J'ai dit que je ne capitulerais pas, et je ne capitulerai pas (3). »

Du reste, comme le fait remarquer M. Louis Bonneville de Marsangy, dans la *Gazette des Tribunaux*, numéro du 30 octobre 1896, après avoir rapporté la déposition de M. Cresson, reproduite plus haut (4), « c'est un témoin, cité par le général Trochu, qui, devant lui, sous la foi du serment, à quelques mois seulement des événements, a parlé de cette sorte. Il avait été appelé pour s'expliquer uniquement sur ce point spécial, formulé ainsi par son défenseur (Me Allou) : ««« Dans quelles circonstances la phrase : *Le Gouverneur de Paris ne capitulera pas*, a-t-elle été placée dans la proclamation du général? »»» Si les souvenirs de l'honorable préfet de police n'étaient pas d'une exactitude scrupuleuse, le général Trochu, présent à l'audience, ou son avocat, les aurait indubitablement rectifiés sur l'heure. Non seulement ils ne l'ont pas fait, mais ils n'avaient requis M. Cresson de se présenter à la barre de la Cour que dans le but de prendre acte de son témoignage. On ne saurait donc hésiter entre ce témoignage public, judiciaire, contradictoire, et resté jusqu'ici sans aucune protestation, et le passage des *Mémoires*, écrit, dans la solitude et

(1) *L'Empire et la Défense de Paris*, par le général Trochu, p. 180.
(2) *Ibid.*, p. 314.
(3) *Paris, Second échec du Bourget et Perte d'Avron*, par Alfred Duquet, p. 309. — Général Ducrot, t. III, p. 270.
(4) Voir, *suprà*, p. 58.

l'abandon d'une retraite pénible et attristée, et à longue distance des faits en question ». Enfin, entre la parole de M. Cresson et celle de M. Trochu, nous n'hésitons pas : nous sommes pour M. Cresson contre le général politicien.

Ce qui est curieux, c'est que, le lendemain, le Gouverneur, si débonnaire jusque-là, vexé de se voir si vertement tancé, fait arrêter les principaux rédacteurs de l'*affiche rouge*, et annonce qu'ils seront traduits devant le conseil de guerre (1). Mais M. Delescluze et ses deux adjoints, MM. Charles Quentin, le futur opportuniste, et Emile Oudet donnent leur démission, qui est acceptée (2). C'est leur façon de protester contre la lacération de l'*affiche rouge*, contre l'arrestation de quatre de ses signataires, MM. Eugène Chatelain, Napias Piquet, Léo Meillet et le docteur Pillot, arrestation opérée en raison de l'article 91 du Code pénal qui punit de mort l'excitation à la guerre civile (3). Sapia et Pindy ont échappé aux agents de la Préfecture de police (4).

Dans la nuit du 6 au 7, le canon avait grondé sans relâche. « Impossible de fermer l'œil, toute la nuit (5). » Semblables à ces gros chiens qui aboient furieusement, agacés par les bruits des ténèbres, les forts, dogues redoutables chargés de la garde de la grande ville, crachaient leurs lourds obus du côté où l'on supposait que se trouvaient les batteries bombardant Paris.

(1) *Journal officiel*, n° du 8 janvier 1871.
(2) *Tablettes quotidiennes du siège de Paris raconté par lettre-journal ;* D. Jouaust, rédacteur; Paris, Librairie des bibliophiles, 1871 ; p. 70. — Jules de Marthold, p. 244.
(3) G. de Molinari, p. 215. — *Journal du siège par un bourgeois de Paris*. p. 647.
(4) G. de Molinari, p. 215.
(5) Mme Edgar Quinet, p. 255.

Du 7 au 8, 300 projectiles tombent sur les différents quartiers de la rive gauche et d'Auteuil : ils ne touchent aucune maison, par conséquent, n'allument aucun incendie. En revanche, le nombre des victimes est plus grand que la veille et l'avant-veille et s'élève à 15 : 2 femmes tuées, 3 enfants, 2 femmes, 8 hommes blessés (1).

La population est tout à fait remise de l'émotion de la première journée : ceux qui n'ont pu quitter les quartiers atteints attendent stoïquement la bombe meurtrière. On vit rarement épreuve supportée aussi simplement, aussi patriotiquement.

Les forts, les redoutes sont toujours plus ou moins bombardés. Cependant Issy, Vanves et Montrouge restent plus particulièrement visés ; le dommage est nul. Des passants sont blessés au Point-du-Jour et à Boulogne (2).

Dans la ville, il est facile de constater que la quantité d'obus augmente, que les explosions se rapprochent du centre. Montrouge est fort maltraité ; le Val-de-Grâce est également le but de l'ennemi (3).

Dans le conseil du gouvernement, M. Jules Simon annonce qu'il n'y a plus de blé que pour vingt-trois jours pour la population civile, que pour trente jours pour l'armée. Il explique les mélanges étranges que l'on est obligé de faire, et réclame de nouveau le rationnement par les distributions à domicile. M. Ferry préfère celui qui est adopté pour la distribution de la viande (4), par la bonne raison qu'il en est l'auteur.

(1) Major de Sarrepont, *Le Bombardement de Paris*. pp. 161, 162, 163 et 164. — Jules de Marthold, p. 248.
(2) *Journal officiel*, n° du 8 janvier 1871.
(3) *Journal du siège par un bourgeois de Paris*, p. 638.
(4) *Enq. parlem. déf. nationale*, rapport de M. Chaper sur les procès-verbaux des séances du Gouvernement de la Défense nationale, pp. 116 et 117.

Puis la discussion reprend sur la conduite des opérations militaires. On ne s'entend point. Le Gouverneur montre les difficultés qu'il éprouve en présence d'officiers supérieurs qui ne croient pas le succès possible. On se sépare (1).

C'est là une assertion hasardée Certes, trop d'officiers généraux ne voulaient plus se battre, mais la masse des chefs ne se désespéraient que par le décousu des desseins du généralissime, il aurait suffi d'une volonté ferme et suivie pour retremper les âmes de tous ces braves.

Le même jour, à la réunion des généraux, M. Berthaut « émet l'avis que le plateau de Garches est l'objectif le plus favorable parce que, de ce côté, il est possible de faire déployer nos troupes entre Suresnes et Chatou et de prononcer une attaque générale sur toute la ligne. Le Conseil se range à cet avis : à l'unanimité, l'on adopte ce nouveau plan d'attaque (2) ». C'est la grande sortie par Buzenval sur Versailles.

Le dégel commence. La pluie tombe (3).

Voici, à titre de curiosité, quelques cours de la Bourse du 7 janvier : 3 p. 100, 51 80; Banque de France, 2,399; Crédit Foncier, 860 ; Orléans, 715; Ouest, 465; Midi, 515; Lyon, 747 50; Nord, 900; Est, 395; Suez, 230 (4).

C'est à cette date que se passa un incident curieux, que l'on a caché, mais dont nous pouvons affirmer l'authenticité, car il nous a été raconté par un des

(1) *Enq. parlem. déf. nationale*, rapport de M. Chaper sur les procès-verbaux des séances du Gouvernement de la Défense nationale p. 117.
(2) Général Ducrot, t. IV, p. 33. — Général Vinoy, p. 389.
(3) Jules de Marthold, p. 243.
(4) *Ibid.*, p. 245.

grands acteurs, en la parole duquel nous avons entière confiance.

Le 2 janvier, M. Louis Veuillot avait écrit un de ces articles dont se délectaient les raffinés de lettres et que buvaient avidement les catholiques. « Paris, disait-il, célèbrera demain la fête de Sainte Geneviève et ce ne sera, hélas! qu'une fête privée, une fête intime à laquelle le peuple de Paris n'assistera pas. Ce n'est pas que Geneviève soit inconnue de ce peuple ni qu'il l'ait oubliée, ni qu'il honore peu sa mémoire : il ne viendra pas au seuil de la sainte parce qu'il ignore comment et pourquoi elle est sa patronne, parce qu'il n'en est plus instruit, parce qu'il est devenu un peuple sans ancêtres, enfin parce qu'il n'a pas été appelé.

« Ainsi, depuis plus de trois mois, ont passé toutes nos fêtes, dans un morne et stupide éloignement des sources de la consolation, de l'espérance et du secours.

« Ce triste peuple, pressé d'ennemis, accablé d'angoisses, a espéré en toutes les choses de la terre, a vu en tout son espérance trompée, et il ne lui a pas été dit une fois de lever la tête vers le ciel! Que voilà bien le peuple moderne, que le voilà bien dans le dénuement et dans l'abrutissement de sa sagesse! Tu n'as plus tes histrions, tu n'as plus tes comptoirs, tu n'as plus ton abondance, tu n'a plus ta liberté : tu n'avais plus Dieu. Quelques jours ont passé, l'ennemi est venu comme la foudre et t'a enveloppé d'un seul coup de filet. A présent, il te reste l'orgueil de tes pierres, que tu ne peux manger, et l'orgueil de ton fer, qui s'use et qui ploie. Fais ce que tu pourras de tes pierres et de ton fer, et si tu n'en fais rien, c'est fini. Rabats sur tes yeux la dernière guenille qui te sert de manteau désespère et meurs!...

« Si la miséricorde de Dieu ne l'emporte pas sur

l'insolence de la sottise humaine, Paris finira donc comme dans une ambulance Mottu gouvernée par Cadet : cruellement et abjectement.

« O peuple des âges catholiques, quand une ville menacée déployait ses bannières, et, suivant pieusement la croix portée par ses prêtres et par ses princes, faisait en procession le tour de ses remparts, alors chacun savait qu'après tout la mort est aussi la délivrance de la vie !

« Attila entourait les murs ; une femme craignant Dieu, une humble fille des champs, par sa prière, protégeait la cité, et tandis que la vierge combattait seule, les étoiles combattirent contre Attila. *Dumque una virgo præliabatur, stellæ adversus Attilam pugnaverunt.*

« Poésie évanouie, espérances éteintes, peuple mort s'il n'y restait une étincelle et un souffle de Dieu (1). »

Le général Trochu avait certainement lu cet article qui avait produit un grand effet sur son esprit mystique. De là à demander une grande procession du peuple de Paris, portant la châsse de sainte Geneviève, autour de l'enceinte et dans les quartiers bombardés, il n'y avait qu'un pas : le Gouverneur le franchit sans tarder. « Il comptait sur une intervention miraculeuse de sainte Geneviève (2). »

Il envoya à l'Imprimerie nationale, avec ordre de la composer tout de suite, une proclamation au peuple de Paris dans laquelle il reconnaissait qu'il n'y avait plus d'espoir que dans l'intervention divine et proposait une grande manifestation religieuse, populaire et patriotique, une immense procession de tous les habitants chantant des cantiques,

(1) *Paris pendant les deux sièges*, par Louis Veuillot ; Paris, Palmé, 1880 ; t. II, pp. 73 et 74.
(2) Charles de Mazade, *La guerre de France*, t. II, p. 274.

implorant la miséricorde céleste, opposant la châsse de la patronne de Paris aux obus allemands.

Mais le Directeur de l'Imprimerie nationale ne voulut pas livrer les affiches avant d'avoir l'approbation de M. Jules Favre : il lui envoya donc quelques exemplaires de la proclamation.

Un personnage de cette époque, qui ne veut pas être nommé, de la bouche duquel nous tenons le fait, fut mandé, en toute hâte, auprès du ministre des Affaires Etrangères.

« Voici, lui dit Jules Favre, ce que m'adresse le Directeur de l'Imprimerie nationale. »

Et le ministre tendait au nouvel arrivé une épreuve d'affiche.

Le personnage consulté parcourut des yeux ; puis :

« — Il est fou, dit-il.

« — C'est mon avis, reprit Jules Favre.

« — Il faut le remplacer immédiatement.

« — Nous avons pensé au général Vinoy.

« — Il est bien tard ; acceptera-t-il, maintenant que tout est perdu?

« — Nous le lui demanderons au nom de la patrie. »

Et l'ordre fut immédiatement expédié au Directeur de l'Imprimerie nationale de détruire tous les exemplaires de l'affiche, avec ou sans le consentement du Gouverneur.

« Dévot, mystique, le général Trochu, comptant par instants sur un miracle, espérant une intervention divine, priant sainte Geneviève, au dernier mois de l'investissement, de sauver Paris en 1871 comme en 451 lorsqu'elle repoussait l'invasion des barbares. ««« Je suis croyant, écrivait-il dans un projet de proclamation, et j'ai demandé à sainte Geneviève de couvrir encore une fois Paris de sa protection : elle a voulu qu'à l'heure même ce vœu

fût exaucé; elle a providentiellement inspiré aux ennemis la pensée du bombardement qui les déshonore. »» Il aurait publié ces naïves effusions d'un cœur sincèrement catholique, si ses collègues du Gouvernement ne l'en avaient empêché. Etait-il besoin, lui répondait-on, de recourir au bon Dieu pour vaincre les Prussiens, et le roi Guillaume n'avait-il pas, ainsi que Trochu, ses saints qui combattaient pour lui (1)? »

M. le lieutenant-colonel Hennebert, qui a lu la proclamation sur épreuve, en a reproduit, au crayon, le jour même, la phrase principale qui diffère peu de celle donnée par M. Arthur Chuquet : « Je suis croyant. Je suis convaincu que c'est par une permission divine que les Prussiens ont commencé le bombardement pendant la neuvaine de la patronne de Paris. La Providence a voulu qu'ils ajoutassent ce méfait aux autres, afin d'en tirer un châtiment exemplaire (2). »

Dans ses mémoires, le général Trochu donne un texte qui diffère peu des deux versions que nous venons de transcrire; le voici : « Je suis croyant, et j'ai demandé à sainte Geneviève, libératrice de Paris au temps de l'invasion des barbares, de couvrir encore une fois Paris de sa protection. Elle exauce mon vœu. Elle a providentiellement inspiré à l'ennemi la pensée du bombardement qui déshonore les armes allemandes, la civilisation, et qui fait ressortir d'une manière si éclatante et si touchante la fermeté du peuple de Paris (3)..... »

(1) Arthur Chuquet, pp. 255 et 256.

(2) « Copié par nous sur l'original au crayon qui nous a été remis par le lieutenant-colonel Hennebert. — Major de Sarrepont, *Le Bombardement de Paris*, pp. 186 et 187. — Docteur Sarazin, pp. 157 et 275. — Athanase Coquerel fils, *Libres paroles d'un assiégé;* Paris, Cherbuliez, 1871; pp. 105 à 107. — *Journal d'un officier d'ordonnance*, par le comte d'Hérisson; Paris, Ollendorff, 1885; p. 203.

(3) Général Trochu, *Œuvres posthumes*, t. I, pp. 508 et 509.

Il n'est pas douteux que, dans d'autres temps, dans d'autres lieux, avec une autre population, le projet du général Trochu aurait pu produire un grand effet militaire, en exaltant les sentiments religieux et patriotiques du peuple et de l'armée; mais à Paris, en 1871, avec l'esprit libre-penseur des habitants de la capitale, essayer d'un pareil moyen, tenter une semblable aventure, c'était courir gratuitement au-devant du ridicule, au-devant de la profanation, dont les consciences religieuses n'auraient pas manqué d'être attristées et scandalisées tout à la fois, et cela, au grand détriment de l'union entre les citoyens, au grand détriment de la Défense. Là, encore, M. Trochu donnait sa mesure; à partir de ce jour, les membres du Gouvernement n'eurent plus que l'idée de le remplacer et le traitèrent en simple dément (1).

« On peut se figurer, dit M. Trochu, l'effet que produisit ce manifeste à l'Imprimerie nationale, un centre très républicain, où je l'avais d'abord envoyé, puis dans le Gouvernement, que l'Imprimerie nationale, très émue, s'était hâtée d'informer. Jugé plus dangereux que les obus prussiens, cet obus clérical eut le double effet d'effrayer le monde des gouvernants par rapport au public parisien, et de l'égayer par rapport à moi. Il fut unanimement décidé que non seulement il ne serait pas publié, mais que, dans l'intérêt de l'Etat aussi bien que dans le mien, il resterait secret (2). »

Du 8 au 9, la situation s'est considérablement aggravée. La veille on n'avait eu aucun incendie,

(1) « Le bruit courait, dans Paris, que l'illuminisme du général Trochu avait tourné à la folie..... qu'il voyait Geneviève, patronne de Paris. » (Francisque Sarcey, p. 284.

(2) Général Trochu, *Œuvres posthumes*, t. I, p. 509. — *Ibid.*, p. 510. — Comte d'Hérisson, pp. 205 et 206.

aucune maison n'avait été touchée, les bombes allemandes n'avaient frappé que 15 personnes, et voici que l'on compte 12 incendies, 60 maisons endommagées et 59 victimes, parmi lesquelles 8 enfants, 4 femmes, 10 hommes tués (1). Les 12 incendies sont allumés par les obus à pétrole, inaugurés par M. de Moltke (2). Les hospices sont toujours visés : la Pitié reçoit 30 bombes (3).

Pendant la nuit, surtout, les projectiles ennemis s'étaient abattus en grand nombre sur les quartiers de la rive gauche : à cinq heures du matin, les quais étaient couverts de familles venant chercher un refuge dans l'intérieur de Paris (4).

Les VIe, VIIe et XIVe arrondissements sont criblés. 500 obus tombent dans le jardin du Luxembourg. « Un projectile éclate dans une mansarde du faubourg Saint-Germain où dorment cinq petits enfants. Par un hasard inouï, un seul est légèrement blessé à la joue. La librairie Dauvin, à l'angle du boulevard Saint-Michel et de la rue Soufflot, est littéralement défoncée. Cinq bombes tombent dans le café d'Harcourt, place de la Sorbonne, démolissant tout sans blesser personne. Toute la nuit, on continue d'y chanter et d'y boire, plantant un drapeau à chaque trou fait par un nouveau projectile (5).

Le Gouverneur avait parcouru les parties les plus éprouvées de l'enceinte et de la ville, et constaté l'admirable résolution des habitants (6). Mais,

(1) Major de Sarrepont, *Le Bombardement de Paris*, pp. 161, 162, 163 et 164. — Jules de Marthold, p. 250. — Emile Chevalet, pp. 235 et 236. — A.-J. Dalsème, p. 308.

(2) Général Vinoy, p. 380.

(3) Jules de Marthold, p. 249.

(4) Jouaust, p. 70. — Mme Edgar Quinet, pp. 256 et 257.

(5) Jules de Marthold, p. 248. — Major de Sarrepont, *Le Bombardement de Paris*, p. 191. — Henri Dabot, p. 135.

(6) *Journal officiel*, n° du 9 janvier 1871. — «Ville et forts, garnison et population continuent de donner les preuves du plus stoïque patriotisme. L'intimidation allemande ne provoque que

là s'arrête son activité, « il laisse faire le bombardement sans sourciller et sans bouger ; il faut croire que le moment n'est pas encore venu de causer du chagrin à la horde immonde qui fait aux édifices et aux êtres inoffensifs cette guerre de bandits (1) ».

« Le Gouverneur vient là pour se montrer, non pour étudier les améliorations que l'on pourrait apporter au système de la défense. Il écoute, d'un air distrait, les observations ou les demandes qui lui sont faites à ce sujet, mais il ne manque pas de saluer le moindre voyou qui l'acclame au passage (2). »

Que voilà bien Trochu pris sur le vif !

« Une situation si solennelle, des préoccupations si puériles, une inaction militaire si absolue. Je suis rentré navré au quartier général, ajoute le brave Francis Garnier (3). »

On sait qu'il est impossible de retenir les Parisiens chez eux le dimanche : il faut qu'ils aillent se promener. Or, le 8 était un dimanche. De quel côté se diriger? Eh bien, on le croira difficilement, surtout en Allemagne, mais, au plus fort du bombardement de l'Observatoire, du Panthéon, de Saint-Sulpice, du Point-du-Jour, les promeneurs affluent dans ces quartiers si dangereux. Hommes, femmes et enfants que l'on tient par la main, défilent dans les rues, sur les places, en dépit des obus qui pleuvent de tous côtés. « Rien ne fait au Parisien ; il faut qu'il voie, qu'il examine. Sa préoccupation principale, à ce moment, c'est la récolte des

le sourire du dédain et l'ardeur de la haine. » (Jules de Marthold p. 248.)

(1) Emile Chevalet, p. 236.
(2) Francis Garnier, p. 128.
(3) *Ibid.*, p. 129.

débris d'obus (1), » qui sentent la poudre et le goudron (2).

Le fruit rare est la bombe qui n'a pas éclaté. L'obus chaud se vend 4 fr. 25 ; l'obus froid 3 fr. 50 ; le débris de fonte varie entre 50 centimes et 2 francs, selon sa grosseur (3). *Le Journal officiel* est obligé d'interdire de ramasser des obus entiers car de nombreux accidents sont à déplorer (4).

Nous admirons, avec raison, le sang-froid du perruquier de Lille qui, pendant le siège de 1792, savonnant devant sa boutique le menton d'un soldat de la garnison, avant de lui faire la barbe, et voyant son plat brisé par un éclat de bombe, ramassait, au milieu de la fumée et de la poussière, un gros morceau du projectile, afin de remplacer son plat, et terminait tranquillement son travail, aux applaudissements enthousiastes des assistants.

(1) *Journal du siège par un bourgeois de Paris*, p. 646. « On recommence à parcourir les quartiers bombardés... Bien des gens qui n'affronteraient pas un coup de fusil courent après les obus et assistent tranquillement à leur explosion. » (Mme Adam, p. 386.) — « Le sang-froid du Parisien est même exagéré. Les gamins font la chasse aux obus comme un divertissement. » (Mme Edgar Quinet, p. 258.) — *Ibid.*, pp. 263 et 264. — « Le Gouvernement montrait plus de trouble et d'émoi que la population. On se portait en foule vers les quartiers bombardés pour contempler curieusement la trajectoire des obus, dont les gamins allaient ramasser les éclats qu'ils vendaient depuis cinq centimes jusqu'à cinq francs, selon leur grosseur. » (Général Ducrot, t. IV, p. 11.) — Jouaust, p. 71. — Francisque Sarcey, p. 266. — *Histoire critique du siège de Paris par un officier de marine*, p. 279. — A. Niemann, p. 240. — L. Vandevelde, lieutenant-colonel, *Commentaires sur la guerre de* 1870-1871 ; Bruxelles, Muquardt, 1872 ; p. 313. — Francis Wey, p. 305. — Marie Sebran, p. 233. — Henri Martin, t. VII, p. 316.

(2) Henri Dabot, p. 133.

(3) *Journal du siège par un bourgeois de Paris*, pp. 646 et 647. — Jules de Marthold, p. 249. — Jules Claretie, t. I. p. 473. — Francisque Sarcey, p. 266.

(4) *Journal officiel*, n° du 8 janvier 1871. — Michel Cornudet, p. 394. — Major de Sarrepont, le *Bombardement de Paris*, p. 233. — Jules Claretie, t. I. p. 473. — Francisque Sarcey, pp. 266 et 267. — A. Niemann, p. 240. — Colonel Prévost, p. 107.

Il nous semble que l'attitude des Parisiens se rapproche grandement de l'héroïsme du barbier lillois, héroïsme qui, pour être naturel, inconscient si l'on veut, n'en est pas moins superbe.

Grâce au dégel, les pigeons arrivent, portant sous leurs plumes des nouvelles assez satisfaisantes de la province. Faidherbe a remporté une victoire à Bapaume, une autre à Pont-Noyelle; Bourbaki une victoire à Nuits; les Prussiens sont en retraite, le Havre est dégagé, Rouen délivré ainsi que Nogent-le-Rotrou; Garibaldi est entré à Dijon. M. de Chaudordy réclame la présence à Londres de M. Jules Favre, afin que notre ministre des Affaires Etrangères profite de l'occasion pour intéresser les puissances à notre sort (1).

Ces bonnes nouvelles confirment le Gouvernement dans sa résolution de prolonger la résistance de Paris (2). De plus, dans la séance de ce jour, le Gouverneur fait part au Conseil de la décision qu'il a prise de diriger contre Versailles le grand effort auquel on le condamne (3).

« A dix heures et demie du soir, le bombardement est terrible dans le sud de Paris (4). » Tout le monde est debout; c'est encore une nuit blanche pour les malheureux habitants de la rive gauche.

Pendant ce temps, on joue, au Théâtre-Français, *Bataille de Dames!*

Certes, continuer à aller au spectacle, quand le bombardement écrase une ville de ses obus, est un

(1) Jouaust, p. 70.
(2) *Enq. parlem. déf. nationale*, rapport de M. Chaper sur les procès-verbaux des séances du Gouvernement de la Défense nationale, p. 117.
(3) *Ibid.*
(4) *Journal du siège par un bourgeois de Paris*, p. 675.

signe de courage de la part des acteurs, et des auditeurs qui remplissent la salle; mais c'est à une condition, à la condition que les projectiles atteignent ou puissent atteindre le théâtre où se joue la pièce. Le 9, par exemple, on aurait donné *Bataille de Dames* à l'Odéon, il eût été permis de critiquer le choix de cette pièce en un pareil moment, tout au moins personne n'eût pu se refuser à reconnaître une certaine crânerie dans le fait de ne pas redouter une des bombes qui éclataient, autour du théâtre, et qui pouvait, d'un instant à l'autre, pulvériser fauteuils d'orchestre, stalles et loges. Mais prendre bravement sa place au Théâtre-Français, alors que les obus allemands ne parviennent pas à dépasser la Seine, écouter avec plaisir l'œuvre de Scribe quand tant de gens, à quelques centaines de mètres plus loin, sur la rive gauche, sont broyés par les monstrueux engins de l'ennemi, nous semble une mauvaise action qui n'a pas pour excuse le danger couru.

Aussi approuvons-nous les cinglantes pages de Louis Veuillot signalant ce défi à l'humanité, au patriotisme, et croyons-nous devoir les reproduire *in extenso*, à cause de la leçon qu'elles contiennent.

« 10 janvier. *Divertissements de Paris.*

« Un journal du soir nous apprend qu'hier une immense foule s'est portée dans la matinée au Théâtre-Français, où l'on jouait une pièce de feu Scribe, intitulée *Bataille de Dames*. La même affluence, dit-on, favorisait quelque concert qui se donnait, à la même heure, quelque part, également hors de la portée des obus. Ainsi, cet heureux peuple parisien, muni de tout ce qu'il faut pour rendre la vie douce, a la sagesse supérieure d'en user. Il éteint le bruit du bombardement sous le chant des flûtes et sous le clapotement du rire. Car

son bonheur va jusque-là, qu'il est doué de la faculté de rire à l'esprit de Scribe, même pendant le pillage de la France et au bruit du bombardement.

« Il rit d'un certain rire à lui, qui clapote.

« Or, le bruit du bombardement ne se compose pas seulement de l'explosion de l'obus. Il est, à lui seul, tout un concert, et l'artillerie, avec ses chants diversifiés n'en forme que la basse : là-dessus, en guise de violons, voltigent le gémissement des blessés, le râle des mourants, le sanglot des veuves et des mères ; on y peut même distinguer les murmures et les blasphèmes des soldats qui souffrent le froid et la faim autour du rempart ; et l'on entendrait aussi le sang des cœurs, qui coule à flots là même où le sang des veines n'est pas répandu. Que sont devenus nos exilés de qui nous n'avons point de nouvelles, et quelles angoisses ne dévorent pas leurs âmes à la pensée de nos angoisses et aux nouvelles qu'ils reçoivent de nous?

« Mais nous avons encore des histrions pour nous distraire ; voici qui va rassurer les absents. Nous sommes à *Bataille de Dames*, et grâce à la trempe vigoureuse dont ce fait est la démonstration frappante, nous ne voyons ni n'entendons rien qui nous puisse trop affliger. Paris soigne à peu près ses blessés, enterre à peu près ses morts, jouit même de l'enterrement civil ; il a Cadet, il a Mottu, il a Simon (Jules), il a Scribe et il s'amuse ; son rire clapote comme en pleine paix. Que ce grand Paris justifie bien l'admiration du monde !

« Cette guerre à la Bismarck, cette paix à la Mottu, ce rire à la Scribe, cette mort à la Cadet, ce sont de beaux traits de la civilisation moderne. L'Europe a mis environ un siècle à venir là, mais elle n'a pas perdu sa peine, et le «« relèvement moral »», prédit par M. de Pressensé, s'annonce bien !

« Evidemment, nous nous tirons de la guin-

guette napoléonienne et nous sommes déjà d'autres Parisiens.

« Que penseraient cependant nos austères si Napoléon III, convoquant les débris de la troupe du *Français* ou de la troupe du *Gymnase* qui errent *extra muros*, se faisait jouer un peu de Scribe à Wilhemshohe ? Que diraient-ils si le roi de Prusse, qui a dressé ses batteries de bombardement «« pendant la nuit de Noël »», avait besoin de quelque autre distraction et se donnait le régal de quelque *scribouillage?* Nous croyons qu'ils ne manqueraient pas de hurler contre cette insulte à l'humanité. Ils y signaleraient la continuité du rabaissement et de l'effondrement moral. A notre avis, ils auraient raison.

« Mais quand il s'agit du peuple, du peuple saint et sacré, la question change. Alors, c'est le relèvement, c'est la belle vertu républicaine qui surgit des infâmes décombres monarchiques, qui se débarrasse du fard, des oripeaux, de toutes les fanges de l'histrionnerie et qui, le fer à la main, fait voir ce que c'est qu'un peuple devenu enfin digne d'avoir Jules Simon pour maître d'école, Mottu pour intendant et Cadet pour enfouisseur.

« Il est vrai aussi qu'il faut des spectacles aux peuples corrompus.

« Mais *Bataille de Dames!* du Scribe! qui l'eût pu croire? Quel Aristophane, quel Archiloque, quel railleur impitoyable et forcené de la décrépitude humaine eût osé jamais prédire qu'on verrait cela, et que Paris assiégé viendrait laper ce café de portière servi froid!

« Véritablement, il nous reste des gens de génie, des yeux d'aigle. Sans doute, nos aigles ne sont ni dans la littérature, ni dans la politique, ni, jusqu'à présent, à ce qu'il semble, dans les armées. Mais il faut reconnaître le coup d'œil du génie, l'intuition

de l'âme populaire en ceux qui ont deviné qu'à ce peuple, dans cette situation, il fallait du Scribe, et qui ont osé lui en donner, et qui l'ont vu accourir (1). »

Du 9 au 10, le bombardement fait toujours rage, bien que le nombre de coups diminue sensiblement, puisque les guetteurs n'en comptent plus que 300 au lieu de 900. On signale un incendie et 48 victimes, dont 7 enfants, 3 femmes, 2 hommes tués, 9 enfants, 9 femmes et 18 hommes blessés (2). Chose navrante, « le bombardement semble choisir ses victimes parmi les femmes et les enfants (3) ».

La maison des frères de Saint-Nicolas a reçu un obus qui a éclaté dans le dortoir où il a tué 5 enfants et en a mutilé 4 autres. Affolés par la terreur, les pauvres petits se précipitaient, en chemise, dans les escaliers, en poussant des cris déchirants. Plusieurs succombèrent, plus tard, à la révolution que cette nuit abominable leur avait causée. « Tout Paris avait poussé un cri d'horreur (4). »

Un témoin nous a retracé le tableau de la scène affreuse qui se passa après l'explosion du projectile.

(1) Louis Veuillot, t. II, pp. 101 à 104.

(2) Major de Sarrepont, *Le Bombardement de Paris*, pp. 161, 162, 163 et 164. — Jules de Marthold, p. 252. — A.-J. Dalsème, p. 308. — Edmond Rousse, t. II, p. 339.

(3) Robinet de Cléry, p. 211. — *Journal de Fidus* (Eugène Loudun), *La Révolution de septembre, la Capitulation, la Commune;* Paris, Savine, 1889 ; p. 188. — Colonel Prévost, p. 131.

(4) Michel Cornudet, p. 389. — « A l'Ecole des Frères, rue de Vaugirard, un obus est entré dans le dortoir, a tué cinq enfants endormis et en a blessé quatre autres. Au Val-de-Grâce, des malades ont été tués dans leur lit. » (Mme Edgar Quinet, p. 263.) — *Journal du siège par un bourgeois de Paris*, p. 694. — A.-J. Dalsème, p. 308. — Jules de Marthold, p. 252. — Major de Sarrepont, *Le Bombardement de Paris*, pp. 187, 188 et 289. — Francisque Sarcey, p. 269. — Francis Wey, pp. 313 et 314. — Watari, pp. 41 et 42. — Marie Sebran, p. 236. — Henri Martin, t. VII, p. 316.

En raison des dangers que couraient les 900 enfants qui restaient, sur les 1,100 que possédait l'établissement de Saint-Nicolas, les Frères se préparaient à faire lever leurs élèves et à les abriter dans les caves, quand, à une heure du matin, un obus, comme nous venons de le raconter, tombe dans un dortoir. Les enfants dormaient. Neuf furent frappés. L'un d'eux eut la tête mise en bouillie par un fragment de fonte ; un autre eut le ventre et la colonne vertébrale littéralement coupés par la barre d'un des lits projetée par l'explosion ; les trois autres étaient mutilés et avaient succombé sur le coup. Les enfants sains et saufs poussaient des cris de frayeur, à la vue des cadavres pantelants de leurs camarades et du sang qui coulait des blessures des petits martyrs, dont les pleurs inondaient les yeux terrorisés. On se précipita pour relever les innocentes victimes de la sauvagerie du roi Guillaume, et l'on installa bien vite tous les enfants dans les caves archi-pleines, pendant que le grondement sourd du canon et le bruit sec des explosions continuaient à se faire entendre tout autour de l'établissement des Frères.

Franchement, il n'est guère noble de combattre de cette sorte : les artilleurs allemands n'avaient pas lieu d'être fiers !

Dans sa séance du 9, l'Académie des sciences, sur la proposition de M. Chevreul, a rédigé la déclaration suivante :

« Le Jardin des plantes médicinales, fondé à Paris par édit du roi Louis XIII à la date du 3 de janvier 1636, devenu le Muséum d'histoire naturelle le 23 de mai 1794, fut bombardé sous le règne de Guillaume Ier, roi de Prusse, comte de Bismarck, chancelier, par l'armée prussienne, dans la nuit du 8 au 9 janvier 1871. Jusque-là, il avait été respecté

de tous les partis et de tous les pouvoirs nationaux et étrangers (1). »

Mais c'était l'assassinat des enfants qui soulevait le plus d'horreur et d'indignation. En effet, comment ne pas bondir en recevant ce billet de faire-part, qui fut répandu à profusion dans la ville : « Monsieur et Madame Jules Legendre ont la douleur de vous faire part de la mort de leurs filles : Alice, âgée de trois ans et demi, et Clémence, âgée de huit ans, frappées toutes deux par un obus prussien (2). » Et c'était vrai; le roi Guillaume, MM. de Moltke et de Bismarck en étaient arrivés à tuer de malheureuses petites filles qu'ils éventraient de leurs mortels éclats de fonte ! « Il est honteux pour l'Allemagne d'avoir à enregistrer de pareils actes de barbarie (3). »

A part la continuation du bombardement des forts du Sud, bombardement moins violent que la veille, il n'y a à signaler, au point de vue militaire, qu'une nouvelle tentative des Prussiens contre la maison Crochard, un de nos avant-postes, du côté de Buzenval. Les francs-tireurs de la mobile de la Loire-Inférieure et les tirailleurs de l'Aisne ont repoussé facilement l'ennemi. C'était la quatrième fois que les Prussiens s'en prenaient à cette maison de campagne (4).

Un ordre général du Gouverneur, paru au *Journal officiel*, flétrit une désertion exécrable.

(1) Jouaust, p. 73.

(2) Francisque Sarcey, p. 269. — Jules Favre, *Gouvernement de la Défense nationale du 31 octobre 1870 au 28 janvier 1871*, p. 322. — *Souvenirs d'un garde national pendant le siège de Paris et sous la Commune, par un volontaire suisse ;* IIe partie, *La Capitulation ;* Neufchâtel, Sandoz, 1871 ; pp. 194 et 195. — Henri Martin, t. VII, p. 316.

(3) *Journal du siège par un bourgeois de Paris*, p. 693.

(4) *Journal officiel*, n° du 10 janvier 1871. — Michel Cornudet, pp. 378 et 379.

« Deux officiers du 2e bataillon des gardes mobiles des Côtes-du-Nord, le lieutenant Le Merdy et le sous-lieutenant Le Vezouet, le sergent Cocard, le caporal Troadec, les gardes mobiles Outil, Guillot et Carré, enfin le sous-lieutenaut Grenaud, des Eclaireurs de la Seine, ont échangé avec l'ennemi, au moyen d'un bateau qu'il avait amené à dessein, des rapports à la suite desquels ils n'ont pas reparu. C'est vainement qu'on cherche à établir qu'ils ont été victimes de leur crédulité et d'une surprise habilement préparée. Leurs relations avec l'ennemi, qu'ils avaient mission de combattre, est un crime militaire irrémissible (1). » Ces honteuses et criminelles défaillances sont heureusement fort rares dans les rangs de nos soldats.

Et les généraux demeurent impassibles ; ils ne font rien contre les assiégeants : « Il est certain que les Prussiens tirent sur Paris sans être plus gênés que s'ils étaient au polygone de Spandau (2). »

Dans l'après-midi, la neige, une neige épaisse recommence à tomber : neige et gelée, gelée et neige alternent cruellement, au cours de ce mortel hiver.

Dans le conseil du 9, la présence de M. Jules Favre à la conférence de Londres est, de nouveau, discutée, à propos d'une dépêche de M. de Chaudordy qui la réclame énergiquement. Seul, M. Picard est d'avis que le ministre des Affaires Etran-

(1) *Journal officiel, n° du 10 janvier* 1871. — Michel Cornudet, p. 379. — *Journal du siège par un bourgeois de Paris*, pp. 685 et 686. — Mme Cornélis de Witt, p. 99. — Edmond Rousse, t. II, p. 345. — Le général Vinoy dit qu'ils se sont laissé entraîner à parlementer, de leur propre autorité, avec l'ennemi et que celui-ci les a gardés prisonniers. (Général Vinoy, p. 390.) Le général ajoute que le Gouverneur condamne ces trêves partielles par « un jugement justement sévère ». (*Ibid.*)

(2) Emile Chevalet, p. 238.

gères doit partir tout de suite. Les autres membres déclarent que ce départ ne peut s'effectuer avant la fin du bombardement (1) ! C'est ainsi que ces messieurs comprennent la diplomatie : la peur de l'opinion de Paris leur fait toujours commettre quelque sottise.

M. Picard insiste pour le rationnement du pain. Avec son imprévoyance ordinaire, M. Jules Simon s'y oppose et répond de l'alimentation jusqu'au 10 février (2).

M. Cresson voudrait que l'on transportât les prisonniers allemands dans les prisons bombardées. MM. Trochu et Jules Simon protestent : la demande du préfet de police est repoussée (3).

Malgré cet accès de sentimentalité, si fréquent chez MM. Trochu et Simon, le préfet de police, qui n'avait plus de place pour caser les détenus français et les prisonniers allemands, fit enfermer ces derniers à la Santé, qui recevait beaucoup d'obus, et installa les détenus français à la Grande-Roquette, qui n'était pas bombardée. Le jour même qui a suivi la nouvelle distribution des habitants des prisons, la Santé n'a plus reçu d'obus et le quartier lui-même a été sensiblement épargné par le tir ennemi (4).

Du 10 au 11, il y a 237 coups constatés, 50 maisons touchées, 8 incendies, mais, de 48, le chiffre des victimes tombe à 13, dont 3 hommes tués, 2 enfants, 5 femmes, 3 hommes blessés. Les mu-

(1) *Enq. parlem. déf. nationale*, rapport de M. Chaper sur les procès-verbaux des séances du Gouvernement de la Défense nationale, pp. 117 et 118.
(2) *Ibid.*, p. 119.
(3) *Ibid.* — Général Ducrot, t. III, p. 282.
(4) Lettre de M. Cresson. Général Ducrot, t. IV, p. 413.

nitions manquent aux bourreaux (1). Néanmoins ils réservent celles qui leur restent pour les hôpitaux, les ambulances, les asiles de l'Enfance et des Vieillards. Ces établissements sont particulièrement visés par les artilleurs prussiens qui ont lancé, notamment, cinq obus sur l'hôpital des *Enfants-Malades*, « attentat prémédité à la vie de 600 enfants rassemblés dans cet asile de la douleur (2) » :

« Au nom de l'humanité, de la science, du droit des gens et de la convention internationale de Genève, méconnus par les armées allemandes, les médecins soussignés de l'hopital des Enfants-Malades (Enfant-Jésus), protestent contre le bombardement dont cet hopital, atteint par cinq obus, a été l'objet pendant la nuit dernière. Ils ne peuvent manifester assez hautement leur indignation contre cet attentat prémédité à la vie de six cents enfants que la maladie a rassemblés dans cet asile de la douleur.

« Docteurs Archambault, Simon, Labric, Henri Roger, Bouchut, Giraldès (3). »

« L'intention des barbares est claire : ils attaquent les asiles de charité pour exaspérer la population (4). » Mais celle-ci reste toujours aussi indignée que résolue à la résistance. Le mépris de la mort

(1) Major de Sarrepont, *Le Bombardement de Paris*, pp. 161, 162, 163 et 164. — Jules de Marthold, p. 253.

(2) Mme Edgar Quinet, pp. 267 et 268. — Docteur Sarazin, pp. 251, 252 et 254. — Mme Cornélis de Witt, p. 98. — Jules Favre, *Gouvernement de la Défense nationale du 31 octobre 1870 au 28 janvier 1871*, p. 323. — Colonel Prévost, p. 123. — *Le siège de Paris*, 1870-1871, par Adolphe Michel; Paris, Courcier, 1871; pp. 372, 373, 382 et 383. — Watari, p. 41. — Marie Sebran, p. 252.

(3) *Journal du siège par un bourgeois de Paris*, p. 693.

(4) Mme Edgar Quinet, p. 269. — *Souvenirs du Quatre-Septembre, Le Gouvernement de la Défense nationale*, par Jules Simon, de l'Académie française; Paris, Calmann Lévy, 1876; p. 297.

devient une habitude. « Les mères traversent les rues avec leurs enfants dans les bras et s'amusent à leur faire écouter le bruit des obus. Dans les églises, l'office continue pendant que le bombardement fait trembler les vitraux (1). »

« Dans l'église Saint-Sulpice, un obus est entré de biais dans la coupole de la chapelle de la Vierge... Deux autres obus sont restés dans la toiture. Au maître-autel, un mariage de première classe, avec les fauteuils de velours et le luminaire des grands jours ! Un autre mariage dans une chapelle!... Le Gouvernement devrait doter les gens qui se marient dans des temps pareils. *Æs triplex* (2) ! » Seuls, les habitués des clubs rouges, qui ne craignent rien, fors le danger, se garent prudemment et tiennent leurs séances à bonne distance des projectiles.

Reprise du bombardement contre le fort d'Issy; reconnaissances insignifiantes de nos avant-postes le long des lignes allemandes. Les Prussiens tâtent la presqu'île de Gennevilliers et sont repoussés d'autant plus aisément qu'ils ne veulent que nous tenir en éveil (3). Mentionnons aussi la destruction des travaux que l'ennemi exécutait au Moulin-de-Pierre, en face le fort d'Issy. 300 marins, conduits par le lieutenant de vaisseau Gervais, enlèvent le poste retranché, sans tirer un coup de fusil, bouleversent la batterie en construction et ramènent 20 prisonniers. Nous ne comptons que 5 blessés (4). Le peloton bavarois qui gardait la batterie, « assailli à l'improviste, avait été écrasé après une mêlée de quelques instants (5) ». Dans « ce combat corps

(1) Mme Edgar Quinet, p. 270.
(2) Edmond Rousse, t. II, p. 341. — Baron A. du Casse, p. 288.
(3) *Journal officiel*, no du 11 janvier 1871.
(4) Général Ducrot, t. IV, p. 13.
(5) *La Guerre franco-allemande de* 1870-1871, rédigée par la

à corps, le lieutenant bavarois Westphal avait été frappé de six coups de baïonnette (1) ». L'affaire avait donc été bien conduite de notre côté. Malheureusement, le Génie, qui devait détruire complètement les ouvrages ennemis, était arrivé quand tout était fini, c'était un avortement perpétuel (2).

Ce demi-avantage causa une impression fort désagréable à Versailles, car « de pareils incidents donnaient à penser que si un seul bataillon pouvait ainsi obtenir un succès partiel, on *avait tout à craindre d'une sortie générale effectuée, sur tous les points à la fois, avec* 200,000 *à* 300,000 *hommes* (3) ». Mais les Prussiens pouvaient se rassurer : MM. Trochu et Ducrot ne consentiront jamais à leur faire cette peine !

Dans les clubs, on invoque la Commune libératrice, on propose de faire sauter ceux qui possèdent et de bombarder l'Hôtel de Ville (4). Ces intéressants citoyens ne pourront, tout de suite, le cribler d'obus, mais ils se rattrapperont, quelques mois plus tard, en le brûlant. C'est leur manière de combattre les Prussiens. En somme, toujours même cruauté de brutes, toujours mêmes inepties historiques, politiques, sociales et militaires.

Dans le conseil, le Gouvernement est interpellé à cause de son inaction : il fait son propre éloge, déclare que les soldats de ligne et les mobiles sont dans un état déplorable et que, seule, la Garde nationale est bien habillée et équipée. Mais le général Clément-Thomas dit hardiment « qu'il y a beaucoup de charlatanisme dans l'étalage de cou-

section historique du grand état-major prussien ; traduction de M. le commandant E. Costa de Serda ; Paris, Dumaine, 1878 ; 2e partie, p. 1079.

(1) *Ibid.*, p. 1079, en note.

(2) Francis Garnier, pp. 129 et 130.

(3) Louis Schneider, t. III, p. 175.

(4) G. de Molinari, pp. 219 à 224.

rage de la Garde nationale. Déjà, depuis qu'elle sait qu'on va l'employer, son enthousiasme a beaucoup baissé ; il ne faut donc pas se faire d'illusions de ce côté (1) ». — « M. le général Trochu reconnaît qu'il a reçu des rapports déplorables sur certains bataillons ; il y a de bons et de mauvais éléments ; il craint que les mauvais ne paralysent les bons (2). » Les bons se battront à Buzenval, les mauvais feront la Commune.

Après une déclaration de M. Magnin sur les vivres restants, M. Jules Favre fait remarquer que, le 20 janvier, on n'aura plus à manger que pour dix jours (3).

Et le bombardement emplit toujours la ville de son tonnerre. De tous côtés pleuvent les protestations. Celle du Gouvernement suit celles des savants du Muséum, des médecins des hôpitaux. « Protester, c'est bon ; se battre vaudrait encore mieux. Mais l'on ne se bat pas (4). »

(1) *Enq. parlem. déf. nationale*, rapport de M. Chaper, sur les procès-verbaux des séances du Gouvernement de la Défense nationale, p. 120.

(2) *Ibid.* — « Les uns eurent bonne contenance et remplirent simplement, dignement, leur devoir, parce qu'ils se composaient de lettrés, d'artistes, de commerçants, de gens modérés qui s'appliquaient à contenter leurs chefs et se battaient volontiers pour la patrie. Les autres, où dominait l'élément ignorant et exalté, s'enivrèrent, quittèrent leurs postes, donnèrent aux troupes l'exemple de l'indiscipline et les fatiguèrent par des alertes continuelles en tiraillant, la nuit, sans motif. Ces «« outrance »» ou «« sang impur »», qui hurlaient la *Marseillaise* et criaient à pleine gorge qu'il fallait faire des sorties, refusaient d'aller au feu et ne désiraient voir de l'ennemi que ses casques et ses fusils, qu'ils achetaient aux lignards ou aux mobiles, pour les exhiber triomphalement à Paris. » (Arthur Chuquet, pp. 253 et 254.)

(3) *Enq. parlem. déf. nationale*, rapport de M. Chaper sur les procès-verbaux des séances du Gouvernement de la Défense nationale, p. 121.

(4) Emile Chevalet, p. 239. — « Rien ne lasse les Parisiens, mais ils veulent se battre et crient tout haut : «« Assez de généraux beaux parleurs ! »»... Hélas ! que font nos chefs ?... Marchons, disent les Parisiens ; ne laissons pas bombarder nos femmes et

Voici la protestation du Gouvernement : « Après un investissement de plus de trois mois, l'ennemi a commencé le bombardement de nos forts, le 30 décembre, et, six jours après, celui de la ville. Une pluie de projectiles, dont quelques-uns pesant 94 kilogrammes, apparaissant pour la première fois dans l'histoire des sièges, a été lancée sur la partie de Paris qui s'étend depuis les Invalides jusqu'au Muséum. Le feu a continué, jour et nuit, sans interruption, avec une telle violence que, dans la nuit du 8 au 9 janvier, la partie de la ville, située entre Saint-Sulpice et l'Odéon, recevait un obus par chaque intervalle de deux minutes.

« Tout a été atteint : nos hôpitaux regorgeant de blessés, nos ambulances, nos écoles, les musées et les bibliothèques, les prisons, l'église de Saint-Sulpice, celles de la Sorbonne et du Val-de-Grâce, un certain nombre de maisons particulières. Des femmes ont été tuées dans la rue ; d'autres dans leur lit ; des enfants ont été saisis par des boulets dans les bras de leurs mères. Une école de la rue de Vaugirard a eu quatre enfants tués et cinq blessés par un seul projectile.

« Le musée du Luxembourg, qui contient les chefs-d'œuvre de l'art moderne, et le jardin, où se trouvait une ambulance, qu'il a fallu faire évacuer à la hâte, ont reçu vingt obus dans l'espace de quelques heures. Les fameuses serres du Muséum, qui n'avaient pas de rivales dans le monde, sont détruites. Au Val-de-Grâce, pendant la nuit, deux blessés, dont un garde national, ont été tués dans

nos enfants ». (Mme Edgar Quinet, pp. 264 et 265.) — « Les projectiles allemands n'intimidaient pas le peuple de Paris, mais le rendaient plus nerveux, plus impatient. Il exigeait une sortie torrentielle et voulait que la Garde nationale se battît, coûte que coûte. » (Arthur Chuquet, p. 286.) On le voit, les Prussiens obtenaient, avec leur bombardement, un effet inverse de celui qu'ils cherchaient.

leur lit. Cet hôpital, reconnaissable à la distance de plusieurs lieues par son dôme que tout le monde connaît, porte les traces du bombardement dans ses cours, dans ses salles de malades, dans son église dont la corniche a été enlevée.

« Aucun avertissement n'a précédé cette furieuse attaque, Paris s'est trouvé tout à coup transformé en champ de bataille, et nous déclarons avec orgueil que les femmes s'y sont montrées aussi intrépides que les citoyens. Tout le monde a été envahi par la colère, mais personne n'a senti la peur.

« Tels sont les actes de l'armée prussienne et de son roi, présent au milieu d'elle. Le Gouvernement le constate pour la France, pour l'Europe, et pour l'histoire (1). »

Du 11 au 12, 250 coups sont tirés sur les quartiers de la rive gauche, 45 maisons sont atteintes, 3 incendies sont allumés, 21 personnes sont tuées ou blessées (2).

Un obus, tombé cette nuit-là sur l'École des Mines, pulvérisa les échantillons venant du Chili, placés dans la collection de paléontologie, devant lesquels, lors de son dernier passage à Paris, s'était longtemps arrêté le maître des géologues allemands, Léopold de Buch, président de l'Académie des sciences de Berlin. Ces échantillons contredisaient une des vues géologiques de M. de Buch (3).

(1) *Journal officiel*, n° du 10 janvier 1871. — Lire aussi les protestations du comte de Chambord et du comte de Paris : major de Sarrepont, *Le Bombardement de Paris*, pp. 51 à 53. — Lire également les protestations des médecins des hôpitaux bombardés; *Ibid.*, pp. 58 à 65. — Rüstow, *Guerres des frontières du Rhin*, 1870-1871 ; traduit de l'allemand par Savin de Larclause, colonel du 1er lanciers ; Paris, Dumaine, 1871 ; t. II, pp. 218 et 219.

(2) Major de Sarrepont, *Le Bombardement de Paris*, pp. 161, 162, 163 et 164.

(3) *Ibid.*, p. 189.

Même sur ce terrain, les Prussiens n'admettaient pas d'opposition.

Pas d'événements militaires.

Un décret assimile, fort justement, les victimes du bombardement aux soldats frappés par l'ennemi. Les veuves et les orphelins de pères et de mères de ces victimes sont pareillement assimilés aux veuves et orphelins des soldats tués à l'ennemi (1).

Un nouveau club est ouvert à la Villette, le club de la Marseillaise, pour faire concurrence au club Favié, de Belleville.

« A en juger par ses débuts, le club de la *Marseillaise* promet; en une seule séance on y a dévoilé assez de trahisons pour alimenter, pendant plusieurs soirées, un club de second ordre... La trahison ! elle nous enveloppe comme un filet depuis le commencement de la campagne, et il n'y a que la Commune qui puisse rompre les mailles serrées de la vaste conspiration ourdie contre la République. Cette conspiration a été organisée de longue main entre les empereurs, les rois, les accapareurs, et les autres exploiteurs du peuple. La guerre de Prusse était préméditée entre eux... Les hommes de l'Hôtel de Ville continuent Bonaparte et ils s'entendent comme lui avec les Prussiens pour mettre le peuple en esclavage, après avoir livré la patrie (2). »

« Il est bien connu, dit un autre citoyen, et le *Réveil* lui-même a révélé le fait, qu'une sortie avait été résolue dans un conseil composé de quatre généraux et présidé par Trochu, et que, le lendemain, les Prussiens en étaient avertis. Qui les avait prévenus? Qui avait trahi? Etait-ce Trochu? Etait-ce Schmitz ou un autre? (*Une voix* : C'était

(1) *Journal officiel*, n° du 12 janvier 1871.
(2) G. de Molinari, pp. 225 et 226.

l'homme qui mange des faisans. *Mouvement d'indignation.*) En tout cas, c'est Trochu qui est responsable de la trahison, s'il n'est pas lui-même le traître. (Oui! oui! c'est Trochu!) (1). »

Le général Schmitz était formellement accusé (2).

Et le Gouverneur se laissait émouvoir par ces insanités, prenait la peine d'y répondre dans le *Journal officiel*, et déclarait que « c'était lui qu'on atteignait dans la personne des plus dévoués collaborateurs qu'il avait eus pendant le cours de ces quatre mois d'efforts et d'épreuves... Il signalait ces manœuvres à l'indignation des honnêtes gens (3) ».

« Certes, il n'y avait trahison nulle part, parmi les chefs de l'armée, mais les généraux n'avaient pas confiance en eux-mêmes. C'était pour cela que les influences malsaines prédominaient et que des bruits absurdes ébranlaient la confiance des troupes. Il aurait fallu que les trois quarts des généraux fussent mis de côté (4). »

Mais, le 11, le Gouverneur avait voulu envoyer à M. de Moltke une déclaration protestant contre le bombardement des établissements consacrés, de tout temps, à l'assistance publique : la Salpêtrière, le Val-de-Grâce, la Pitié, l'hospice de Bicêtre, l'hôpital des Enfants-Malades. En conséquence, il avait chargé le capitaine d'Hérisson, de son état-major, de se présenter en parlementaire au pont de

(1) G. de Molinari, pp. 228 et 229.

(2) Francis Garnier, p. 133. — *Journal de Fidus, La Révolution de septembre, La Capitulation, la Commune*, pp. 198 et 199. — Paul de Kerneu, p. 206. — *Souvenirs d'un garde national par un volontaire suisse*. p. 195.

(3) *Journal officiel*, n° du 12 janvier 1871. — Michel Cornudet, p. 397. — *Journal du siège par un bourgeois de Paris*, p. 712. — Jules de Marthold, p. 253. — Francisque Sarcey, p. 279. — Edmond Rousse, t. II, p. 345.

(4) Emile Chevalet, p. 245. — « Le général Schmitz n'était évidemment coupable que d'insuffisance. » (Francis Garnier, p. 133.)

Sèvres. Le drapeau blanc fut arboré après les sonneries d'usage et hissé également par l'ennemi, mais aucun officier prussien ne se présenta, le feu des Prussiens ne cessa pas et, pendant plus de deux heures, notre parlementaire s'évertua vainement à se mettre en rapport avec l'assiégeant. Comme celui-ci s'obstinait toujours à tirer, force fut à l'aide de camp du Gouverneur de partir sans avoir rempli sa mission (1).

En réalité, MM. de Bismarck et de Moltke refusaient toutes communications parce qu'ils savaient bien qu'elles se rapporteraient à des violations du Droit des gens, à des protestations contre le meurtre des enfants, des femmes et des blessés, et ils voulaient être libres de continuer, à leur aise, leur sanglante et honteuse besogne, feignant d'ignorer les atrocités dont ils se rendaient coupables. C'est pour cela que M. de Bismarck avait inventé un roman de coups de fusil, tirés sur un officier allemand qui aurait apporté, le 23 décembre, les lettres de M. de Washburne. Il n'y avait rien de vrai dans cette accusation, ainsi qu'il résulte de l'enquête faite, le 2 janvier, par le général commandant à Neuilly (2). C'était donc un produit de l'imagination de M. de Bismarck, en prévision du bombardement qui était imminent. Mais l'on n'ignore pas les procédés du chancelier : un mensonge de plus ou de moins n'était pas pour l'inquiéter, l'homme de la dépêche d'Ems, cause de tant de sang versé, de tant de ruines, de tant de haines, ne s'arrêtait pas devant l'indignité du procédé, quand il y trouvait intérêt.

Quoi qu'il en soit, voici, pour ordre, la protestation que M. Trochu rédigea, le 11 janvier, et la

(1) *Journal du siège par un bourgeois de Paris*, pp. 731 et 732.
(2) *Ibid.*, pp. 728 à 730. — Michel Cornudet, p. 410.

réponse que M. de Moltke y fit, le 15 du même mois :

« *Déclaration du Gouverneur de Paris à M. le général comte de Moltke, chef d'état-major des armées allemandes.*

« Depuis que l'armée allemande a ouvert le feu de ses batteries au sud de Paris, un grand nombre d'obus sont venus atteindre des établissements hospitaliers consacrés de tout temps à l'assistance publique : tels que la *Salpêtrière*, le *Val-de-Grâce*, l'*hôpital de la Pitié*, l'*hospice de Bicêtre* et l'*hôpital des Enfants-Malades*.

« La précision du tir de l'artillerie et la persistance avec laquelle les projectiles arrivent dans une direction et sous une inclinaison constante, ne permettent plus d'attribuer au hasard les coups qui viennent frapper, dans ces hôpitaux, les femmes, les enfants, les incurables, les blessés ou les malades qui s'y trouvent enfermés.

« Le Gouverneur de Paris déclare ici solennellement à M. le général comte de Moltke, chef d'état-major général des armées allemandes, qu'aucun des hôpitaux de Paris n'a été distrait de sa destination ancienne. Il est donc convaincu que, conformément au texte des conventions internationales et aux lois de la morale et de l'humanité, des ordres seront donnés par l'autorité militaire prussienne pour assurer à ces asiles le respect que réclament pour eux les pavillons qui flottent sur leur dômes.

« Général Trochu.

« Paris, 11 janvier 1871 (1). »

(1) *L'Empire et la Défense de Paris*, par le général Trochu, p. 526.

« *Déclaration du chef d'état-major général des armées allemandes, général d'infanterie, comte de Moltke, à M. le général Trochu, Gouverneur de Paris.*

« Versailles, le 15 janvier 1871.

« Le chef d'état-major général des armées allemandes proteste énergiquement contre la supposition que leurs batteries aient pris pour point de mire les établissements hospitaliers.

« L'humanité avec laquelle les armées allemandes ont conduit la guerre, autant que le permettait le caractère imprimé à cette même guerre par les Français depuis le 4 septembre, les met suffisamment à l'abri d'un pareil soupçon.

« Aussitôt qu'une atmosphère plus pure et des distances plus courtes laisseront distinguer les dômes ou édifices sur lesquels flotte le drapeau blanc à croix rouge, il deviendra possible d'éviter les dommages dus au hasard.

« Comte de Moltke (1). »

Tout mauvais cas est niable. M. de Moltke n'avait garde d'oublier ce principe commode : c'était la faute de l'atmosphère, non celle des pointeurs ! Bien naïfs ceux qui accepteront l'enfantine excuse du taciturne !

Le Gouverneur a, plus tard, répliqué : « Personne ne doutera, a-t-il dit, de l'élévation des sentiments et de l'entière bonne foi qui avaient dicté à l'éminent major général cette réponse ; mais, quelle meilleure fortune nos hôpitaux pouvaient-ils attendre *d'une atmosphère plus pure ou de dis-*

(1) *L'Empire et la Défense de Paris*, par le général Trochu, p. 527.

tances plus courtes, puisque, très souvent, les batteries allemandes nous bombardaient *toute la nuit et à toute volée* (1)? » On ne pouvait mieux persifler l'hypocrite réponse du chef des armées allemandes.

De nombreuses dépêches de Gambetta, annonçant la continuation de la guerre à outrance en province, un peu trop remplies de déclarations politiques étrangères à la défense, sont arrivées depuis quelques jours. Les uns les critiquent, les autres les exaltent.

« Nous avons aujourd'hui, 11 janvier, dans le *Journal officiel*, dit M. Louis Veuillot, une nouvelle paraphrase de M. Gambetta. Nous ne pouvons dissimuler que ce Membre nous paraît abuser du pigeon. Nous le disons naïvement, puisqu'il veut bien le souffrir. Au lieu de son perpétuel *Vive la République!* qu'il délaie toujours et qui serait capable de faire passer le goût de la chose, combien nous eussions préféré deux mots qui eussent rassuré le pays contre l'imbécile esprit de terrorisme que l'on voit poindre sous ces emphases!

« M. Gambetta, ministre, paraît croire que la France s'est donnée à Gambetta du café Voltaire, et que ce mariage au XXIe arrondissement est absolument indissoluble, comme si le notaire, le maire, le curé et la consommation y avaient passé. Point du tout, et il y manque, au contraire, tout cela! Par une circonstance infiniment regrettable, M. Gambetta s'est introduit dans la maison, et se trouve bon gré mal gré admis à faire sa cour. Voilà tout. Il fait sa cour, rien de plus. Selon nous, il la fait très mal. Il abuse de la circonstance comme du pigeon. Il est bavard, il est suffisant, et il lui reste quantité de garanties à donner sur son carac-

(1) Général Trochu, *Œuvres posthumes*, t. I, p. 512.

tère, sur son esprit, sur ses moyens et sur ses principes. Il parle beaucoup de sa république, il lui reste à dire ce que c'est et ce qu'il entend par là. Il loue sans relâche et sans trêve ses républicains, mais il n'a montré jusqu'ici que des gens de pipe, de chope, de *blague*, des habitués d'estaminet-billard, dont l'aptitude au carambolage peut être fort brillante, mais dont les propos ne donnent nulle envie de les introduire dans la famille. Il prétend que l'on brûle de les embrasser : il se trompe. Ou il quittera cette compagnie, ou il ira la rejoindre dans ses comices enfumés. Des gens avec lesquels il prend l'habitude de compter trop peu, qui prétendent aimer la France autant que lui, et qui ne manquent pas de raisons pour croire qu'ils la servent aussi bien, sont las jusqu'à l'excès de lui entendre si souvent dire qu'il n'y a de vertu, de mérite, de patriotisme, d'intelligence et de courage que parmi ces républicains-là. Cette façon de parler est sotte et n'avance pas ses affaires (1). »

Autre cloche, mise en branle par Mme Adam.

Après avoir raconté qu'elle vient d'avoir une fièvre cérébrale causée par le bombardement, après avoir déclaré qu'elle « est si faible encore qu'elle ne peut rassembler ses idées (2) », elle ajoute immédiatement : « Ce Gambetta prend des proportions de colosse, avec ses larges épaules qui ont toujours l'air de soutenir un monument. Il est la cariatide de notre France (3). »

L'histoire frappera certainement sur une autre cloche, dont le son sera à égale distance des cloches Veuillot et Juliette Lamber.

Le conseil du Gouvernement est tout entier rem-

(1) Louis Veuillot, t. II, pp. 110 et 111.
(2) Mme Adam, p. 388. — *Ibid.*, p. 389.
(3) *Ibid.*, p. 388. — Emile Chevalet, p. 242.

pli par une discussion sur l'opportunité d'envoyer un représentant à la conférence de Londres.

Du 12 au 13, l'ennemi jette, sur la ville, le même nombre d'obus que la veille : 58 maisons sont visitées par les projectiles, il n'y a pas d'incendie ; on ne déplore plus que 13 victimes (1).

Une bombe, lancée, pendant la nuit, sur l'Ecole des Mines, a pénétré, sans éclater, dans le cabinet de M. Daubrée, et est venue se poser, debout, sous la table du professeur. Les débris de l'obus, éclaté, la nuit précédente, au milieu de la collection rebelle à M. de Buch, et la bombe complète, si singulièrement placée sous le bureau de M. Daubrée, enrichissent, aujourd'hui, les vitrines de l'Ecole des Mines (2).

Le commandant Blanc, à la tête d'une compagnie de zouaves, a escaladé le plateau d'Avron, pendant la nuit, en a chassé les grand'gardes allemandes et ramené six prisonniers. Les forts de Vanves, d'Issy, de Montrouge, le quartier Saint-Sulpice sont toujours criblés de projectiles. Dans ce quartier, de minuit à trois heures et demie du matin, un obus par minute (3). C'est une situation épouvantable pour les malheureuses familles condamnées à rester sous cette infernale pluie de fer ; cependant, pas un homme, pas une femme, pas un enfant, ne parle de se rendre. En dépit des défauts, des torts, des crimes mêmes des Parisiens, voilà qui n'est point commun, qui leur fait honneur et qui rachète les hâbleries des clubs abrités.

Dans le conseil du 12, le Gouverneur, après avoir

(1) Major de Sarrepont, *Le Bombardement de Paris*, pp. 161, 162, 163 et 164.
(2) *Ibid.*, pp. 189 et 190.
(3) *Journal officiel*, n° du 13 janvier 1871. — *Journal du siège par un bourgeois de Paris*, p. 727.

dit, fort justement, que, de toutes façons, Paris ne peut se rendre avant l'achèvement du mouvement de Bourbaki, abandonne le moyen de gouvernement dont il se servait depuis le commencement du siège, jette à l'eau la fameuse *force morale* dont il a tant abusé et réclame des mesures extrêmes : perquisitions pour saisir les vivres cachés, suppression des réunions publiques et de la liberté de la presse.

Sero medicina paratur.

Après un échange de récriminations peu intéressantes, la proposition du Gouverneur n'est pas acceptée (1).

Du 13 au 14, les Prussiens, réapprovisionnés, tirent 500 coups contre l'infortunée rive gauche : il y a 103 maisons touchées. C'est le plus gros chiffre inscrit depuis le commencement du bombardement et il ne sera pas dépassé. Malgré ce chiffre, on n'a qu'un incendie à éteindre, mais le nombre des victimes s'élève de 13 à 33 (2).

Au n° 85 de la rue Mouffetard, un obus, entré dans une maison, tue ou blesse 7 personnes ; Marie May, 9 ans, et Mouzard, 15 mois, tués ; May fils, 4 ans, May, 37 ans, dame Sarrazin, Sarrazin fils, 12 ans, dame Mouzard, blessés (3).

La boucle de la Marne, les forts du Sud et de l'Est sont toujours canonnés, ainsi que la rive gauche de la Seine. En somme, « depuis dix-sept jours, l'ennemi a brûlé une quantité considérable de mu-

(1) *Enq. parlem. déf. nationale*, rapport de M. Chaper sur les procès-verbaux des séances du Gouvernement de la Défense nationale, p. 123.

(2) Major de Sarrepont, *Le Bombardement de Paris*, pp. 161, 162, 163 et 164.

(3) *Ibid.*, p. 284 ; d'après le *Journal officiel*.

nitions sans arriver à un résultat sérieux. Nos pertes ont été relativement faibles, les incendies arrêtés dès le début, les dégâts matériels réparés autant que possible chaque jour (1) ».

Au milieu de cette tempête de fer, qui s'était déchaînée sur les forts depuis le 27 décembre, l'attitude de la garnison demeurait admirable. Rien ne saurait la troubler, rien ne saurait la vaincre. Les marins, surtout, étaient superbes : ils manœuvraient, sur ce bâtiment scellé au sol, sur le fort dont ils avaient fait un vaisseau, comme s'ils se trouvaient en pleine mer. Les obus pouvaient tomber comme la grêle, puisque certains forts reçurent jusqu'à 358 projectiles creux dans une journée, les marins restaient impassibles et s'efforçaient de rendre coup pour coup. Grâce à sa discipline, grâce à son courage, la Marine a eu la plus belle page du siège de Paris (2).

Les feux des forts de Vanves et d'Issy ont été, sinon complètement éteints, du moins singulièrements diminués par ces quelques jours de bombardement *intensif* (3). Mais Montrouge et les batteries improvisées entre les forts de Montrouge, de Vanves et d'Issy, soutenues par les puissantes pièces de l'enceinte, ont tenu tête aux batteries dominantes de Châtillon et de Meudon et arrêté tout progrès des Allemands de ce côté (4).

Mais parlons d'un club non *défilé*.

« Placé entre la rue Monge et la rue des Ecoles,

(1) *Journal officiel*, n° du 14 janvier 1871.

(2) Voir, pour le bombardement des forts : *La Marine au siège de Paris*, par le vice-amiral baron de la Roncière-le-Noury ; Paris, Plon, 1874 ; pp. 263 à 387.

(3) *La Guerre franco-allemande*, 2e partie, p. 1078.

(4) Capitaine comte de Geldern, du génie autrichien, cité par le général Pierron, *Stratégie et Grande Tactique d'après l'expérience des dernières guerres* ; Paris, Berger-Levrault, 1887 ; t. I, p. 305. — *La Guerre franco-allemande*, 2e partie, p. 1078.

le club de la rue d'Arras est exposé à recevoir des visiteurs plus incommodes encore que les reporters de la réaction. Aussi le public commence-t-il à y devenir rare. Hier soir, 13 janvier, la salle n'était qu'à moitié remplie, et, chose assez curieuse, mais que nous nous garderons naturellement d'attribuer à la crainte des obus, il n'y avait pas de bureau du tout. Les organisateurs, les promoteurs, les meneurs ordinaires du club étaient absents, et nous n'avons pu savoir de leurs nouvelles. Probablement, ils étaient en train d'exécuter une sortie, peut-être même une *trouée*, du côté de la rive droite. On a été obligé de faire appel aux citoyens de bonne volonté pour les remplacer (1). » Un jeune homme imberbe a quitté le fauteuil de la présidence et a prononcé un long discours, où il y avait d'excellentes choses contre le Gouvernement du Quatre-Septembre et M. Trochu, qui « a fait tuer inutilement des milliers d'hommes au Bourget et à Champigny... et aura de terribles comptes à rendre (2) ». Malheureusement, ce discours, débité avec une facilité singulière et une verve endiablée, se termine par l'air de la Commune, joué si souvent par les clubs de barbarie : cette rengaine gâte la plus belle harangue. Néanmoins, une triple salve d'applaudissements accueille la péroraison du jeune orateur (3).

Mais un citoyen vient déclarer que l'anarchie seule peut sauver Paris. Applaudi par les uns, hué par les autres, la scène dégénère en pugilat et le jeune orateur, redevenu président, se hâte de lever la séance (4).

Le conseil du 13 est plein de discussions de

(1) G. de Molinari, p. 239.
(2) *Ibid.*, p. 242.
(3) *Ibid.*, p. 243.
(4) *Ibid.*, pp. 245 et 246.

toutes sortes : accusation de complicité avec l'ennemi, portée, par le préfet de police, contre M. Dardenne de la Grangerie, sous-directeur des ambulances de la Presse; réquisition des blés, rationnement que M. Ferry se décide à demander. Seule, la proposition de réquisition est adoptée (1).

Quant à la nourriture, nous ne pouvons répéter sans cesse qu'elle devient de plus en plus rare, de plus en plus mauvaise, nous nous contenterons de donner le prix des comestibles ordinaires, à cette époque du siège :

1 kilogramme de cheval	20 francs.
1 — de chien	8
1 — de jambon	80
1 chat	15
1 lapin	50
1 dindon	150
1 œuf	5
1 rat	2
1 pigeon	15
1 kilogramme de beurre	160
1 litre de haricots	8
1 boisseau de carottes	75
1 — de pommes de terre	35
1 — d'oignons	80
1 chou	16
1 poireau	1
1 pied de céleri	2
1 échalote	0 fr. 50 (2).

Tout se payait comptant. « En retour, débiteurs et créanciers avaient conclu une trêve. Propriétaires et locataires avaient signé une suspen-

(1) *Enq. parlem. déf. nationale*, rapport de M. Chaper sur les procès-verbaux des séances du Gouvernement de la Défense nationale, p. 124. — Général Ducrot, t. III, pp. 292 et 293. — *L'Approvisionnement de Paris en temps de guerre, Souvenirs et prévisions*, par M. A. Morillon, ancien chef de bureau de l'approvisionnement à la Préfecture de la Seine; Paris, Perrin, 1888; p. 158.

(2) Comte d'Hérisson, pp. 259 et 260.

sion des hostilités, contresignée par les concierges eux-mêmes (1). » En d'autres termes, les échéances étaient prorogées et, quelque dure que fût, pour quelques-uns, une pareille situation, elle ne pouvait être critiquée et résultait de la force même des choses.

Du 14 au 15, 500 obus s'abattent encore sur Paris, 75 maisons sont touchées ; on se rend maître de 4 incendies ; 31 personnes sont tuées ou blessées (2). Au lycée Corneille, notamment, 3 enfants sont frappés mortellement, 2 s'en tirent avec des blessures (3).

Rien n'est plus capricieux que la fureur de l'artillerie prussienne. « Tantôt, arrivant par bordées, les obus bourdonnaient sur la ville assiégée comme un essaim de guêpes ardentes et formaient, en éclatant, d'effroyables concerts. Tantôt l'ouragan semblait s'apaiser ; les sifflements sinistres se faisaient rares et l'on n'entendait plus que des détonations isolées. Parfois, enfin, de longs silences marquaient les temps d'arrêt de la grêle psychologique (4). »

Sans doute, MM. de Moltke et de Bismarck voulaient, par une avalanche de mort fondant sur les maisons et les hôpitaux, terrifier plus sûrement la population et l'amener à composition. Ils ne s'arrêtaient qu'après une si grande consommation de gargousses que la pénurie succédait à l'abondance.

Le feu de l'artillerie allemande avait été très précipité pendant les premiers jours : par instant, on pouvait compter cinq et six coups par minute,

(1) Comte d'Hérisson, p. 260.
(2) Major de Sarrepont, *Le Bombardement de Paris*, pp. 161, 162, 163 et 164.
(3) *Ibid.*, p. 287 ; d'après le *Journal officiel*.
(4) *Ibid.*, p. 159.

soit en moyenne, 10,000 projectiles par jour. Le calibre des pièces était d'une grosseur inconnue jusqu'à cette époque, la portée beaucoup plus longue qu'on ne se l'était imaginé.

Si la violence du tir ne se ralentissait guère, en revanche certaines heures de la journée apportaient un redoublement ou un ralentissement du feu. C'est à midi et à minuit que le bombardement était le plus redoutable; il cessait un peu avant le lever du soleil, reprenait avec le jour.

Oui, d'après l'ordre barbare des chefs de l'armée assiégeante, afin de rendre l'effet des obus plus terrifiant sur les malheureux habitants des quartiers de la rive gauche et d'Auteuil, le tir des canons allemands était principalement dirigé contre la ville pendant la nuit, contre les forts pendant le jour.

Dès que les batteries ennemies se mettaient à tonner, nos forts et nos canonnières répondaient de leur mieux. Ces dernières, surtout, inquiétaient les artilleurs teutons, car elles échappaient à leurs coups, en raison de leur mobilité, et rendaient d'immenses services à la défense (1).

Ce jour-là, par une « gelée terrible et un brouillard intense (2) », les généraux Vinoy, Blanchard et Corréard tâtèrent l'ennemi du côté du *Moulin-de-Pierre*. A la première décharge des assiégeants, nos soldats se hâtèrent de regagner leurs tranchées.

« A peine les troupes avaient-elles commencé leur mouvement qu'elles furent accueillies par la canonnade et la fusillade de l'ennemi qui les mirent sur-le-champ en déroute. Les mobiles de la Seine reculèrent les premiers, entraînant avec eux la

(1) Général Vinoy, pp. 376 à 378.
(2) Jules de Marthold, p. 258.

Garde nationale, qui se rejeta sur les autres troupes. Le général du génie Javain, qui chercha à arrêter ce mouvement de retraite, fut renversé violemment, foulé aux pieds des soldats, sans parvenir à les ramener en avant (1).

« La sortie contre le *Moulin-de-Pierre* n'a pas été heureuse; cela ne doit surprendre personne, écrit le bourgeois de Paris au journal duquel nous faisons de si fréquents emprunts. L'ennemi, craignant une forte attaque du côté de Châtillon, avait massé là des forces considérables (2). » De plus, le secret de l'opération avait été ébruité dans la ville, discuté et commenté dans les clubs (3); le Génie, cette fois, avait été prêt à l'heure, mais les mobiles de la brigade d'André s'étaient fait longtemps attendre (4). Enfin, les troupes s'étaient mises en mouvement si bruyamment que les Allemands étaient sur leurs gardes, et que l'attaque se changea en une épouvantable déroute, après quelques minutes de canonnade (5).

C'est ainsi que nos généraux surprenaient les Prussiens, même quand nous avions pour nous l'avantage « d'un brouillard intense » ! — « Des sorties pour rire (6) », ou pour pleurer, hélas !

A Drancy et du côté de la Gare-aux-Bœufs, ce sont les Allemands qui se sont rapidement retirés, après avoir pris notre contact.

Et le bombardement de la ville ne s'arrête pas. Le faubourg Saint-Germain n'a pas un instant de répit : les obus ne cessent d'y tomber. Les gardiens de la paix, dont le dévouement est extraordinaire,

(1) Général Vinoy, pp. 393 et 394. — Général Ducrot, t. IV, pp. 20 et 21. — Baron A. du Casse, pp. 301 et 302.
(2) *Journal du siège par un bourgeois de Paris*, p. 736.
(3) Général Vinoy, pp. 392 et 393.
(4) Francis Garnier, pp. 135 et 136.
(5) Wyrouboff, p. 33.
(6) Mme Edgar Quinet, p. 277.

sont chargés d'assurer l'ordre, en cas d'incendie, et de porter secours aux pauvres et aux blessés (1).

« Les projectiles continuent à tomber sur l'hôpital de la Pitié. On en compte, jusqu'à présent, 32 tombés sur cet établissement. La prison de Sainte-Pélagie a aussi beaucoup souffert. Dans la rue Monge, un obus a traversé les cinq étages d'une maison et a éclaté au rez-de-chaussée. Les rues Gracieuse, des Abattoirs, du Puits-de-l'Ermite et de la Clef sont entièrement abandonnées par les habitants. Deux obus sont tombés sur le théâtre de l'Odéon ; un sur la toiture de Saint-Sulpice qui, aujourd'hui, a été traversée. Dieu a épargné les fidèles en prières. Un obus est tombé aussi sur le ministère du Commerce, rue de Varenne. Celui qui a pénétré le plus avant, cette nuit, dans Paris, a éclaté rue Hautefeuille, près la place Saint-André-des-Arts. Comme on le voit, ce n'est pas très loin du Palais de Justice. J'ai voulu juger par moi-même, continue le bourgeois de Paris que nous citons, des dégâts commis, et je me suis rendu dans les quartiers bombardés. Les habitants supportent leur malheureux sort d'une manière admirable, et, surtout, avec beaucoup de patience (2). »

Six femmes faisaient la queue, rue Lecourbe, à la porte d'une cantine municipale : elles sont atteintes, toutes les six, par les éclats du même projectile (3) ! Il faudrait des volumes pour consigner tous les épisodes déchirants de cette boucherie prussienne.

De semblables cruautés ne pouvaient laisser les

(1) *Journal officiel*, n° du 15 janvier 1871. — Jouaust, p. 76.
(2) *Journal du siège par un bourgeois de Paris*, p. 738.
(3) Jules de Marthold, p. 259. — Nombre de pauvres femmes sont tuées. (*A Paris pendant le siège, par un Anglais, membre de l'Université d'Oxford;* traduction, notes et documents divers par Félix Sangnier; Paris, Ollendorff, 1888; pp. 306, 307 et 310.)

neutres indifférents. Plusieurs de leurs nationaux avaient été frappés ; en dépit de la réserve obligatoire pour des diplomates, le 14, ils envoyèrent à M. de Bismarck une manière de protestation qu'ils avaient rédigée la veille. Comme cette pièce, émanant de juges impartiaux, est la condamnation des sanguinaires agissements de M. de Bismarck et de son maître, nous la donnons intégralement.

« *A S. E. M. le comte de Bismarck-Schonhausen, chancelier de la Confédération de l'Allemagne du Nord, à Versailles.*

« MONSIEUR LE COMTE,

« Depuis quelques jours, des obus en grand nombre, partant des localités occupées par les troupes belligérantes, ont pénétré jusque dans l'intérieur de Paris. Des femmes, des enfants, des malades ont été frappés. Parmi les victimes, plusieurs appartiennent aux Etats neutres. La vie et la propriété des personnes de toute nationalité établies à Paris se trouvent continuellement mises en péril.

« Ces faits sont survenus sans que les soussignés, dont la plupart n'ont en ce moment d'autre mission à Paris que de veiller à la sécurité et aux intérêts de leurs nationaux, aient été, par une dénonciation préalable, mis en mesure de prévenir ceux-ci contre les dangers dont ils sont menacés et auxquels des motifs de force majeure, notamment les difficultés opposées à leur départ par les belligérants, les ont empêchés de se soustraire.

« En présence d'événements d'un caractère aussi grave, les membres du Corps diplomatique présents à Paris, auxquels se sont joints, en l'absence de leurs ambassades et légations respectives, les mem-

bres soussignés du corps consulaire, ont jugé nécessaire, dans le sentiment de leur responsabilité envers leurs gouvernements, et pénétrés des devoirs qui leur incombent envers leurs nationaux, de se concerter sur les résolutions à prendre.

« Ces délibérations ont amené les soussignés à la résolution unanime : de demander que, conformément aux principes et aux usages reconnus du droit des gens, des mesures soient prises pour permettre à leurs nationaux de se mettre à l'abri, eux et leurs propriétés.

« En exprimant avec confiance l'espoir que Votre Excellence voudra bien intervenir auprès des autorités militaires dans le sens de leur demande, les soussignés saisissent cette occasion pour vous prier d'agréer, Monsieur le Comte, les assurances de leur très haute considération.

Paris, le 13 janvier 1871.

« *Signé :* Kern, ministre de la Confédération suisse ; baron Adelswaerd, ministre de Suède et de Norwège ; comte de Moltke-Hvitfeldt, ministre de Danemark ; baron de Beyens, ministre de Belgique ; baron de Zuylen de Nivert, ministre des Pays-Bas ; Washburne, ministre des Etats-Unis ; Ballivian y Roxas, ministre de la Bolivie ; duc d'Aquaviva, chargé d'affaires de Saint-Marin et Monaco ; H. Enriquo Luiz Ratton, chargé d'affaires de S. M. l'Empereur du Brésil ; Julio Thirion, chargé d'affaires par intérim de la République dominicaine ; Husny, attaché militaire et chargé des affaires de Turquie ; Lopez de Arosemena, chargé d'affaires de Honduras et de Salvador ; C. Bonifaz, chargé d'affaires du Pérou.

« Baron G. de Rothschild, consul général d'Autriche-Hongrie ; baron Th. de Voelkersaum, consul général de Russie ; José M. Calvo y Fernel,

consul d'Espagne; L. Cerruti, consul général d'Italie; J. Proenza Vieira, consul général de Portugal; Georges A. Vuzos, vice-consul général de Grèce (1). »

Bien qu'en termes polis ces choses-là soient mises par les rédacteurs de la pièce, qui ont été obligés à faire bien des retouches afin d'obtenir l'unanimité du corps diplomatique, la violation du Droit des gens, la barbarie des procédés prussiens n'en résultent pas moins de cette quasi-protestation, qui servira, plus tard, aux historiens, pour établir la responsabilité morale des Allemands.

Un décret réquisitionne, au nom du Gouvernement, conformément à la décision de la veille, toutes les quantités de farine excédant 5 kilogrammes par ménage (2).

Dans le conseil du 14, il est avoué que, malgré le rationnement qui va être décrété, il n'y a plus de vivres que pour quinze jours. M. Trochu lit une proclamation larmoyante et annonce à ses collègues qu'une nouvelle grande action va être tentée, dans six jours, soit le 20 janvier. Autant en avertir tout de suite l'ennemi. Le lendemain, comme nous le verrons, *L'Electeur libre*, journal de M. Ernest Picard, annoncera la grande sortie.

M. Emmanuel Arago reproche encore au Gouverneur de ne pas se servir de la Garde nationale.

« Les femmes, dit-il, sont les premières à crier

(1) *Journal officiel*, n° du 15 janvier 1871. — « Le bombardement de Paris mécontenta l'Europe entière à l'exception de l'Allemagne. » (Rüstow, p. 219.) — Le bombardement « souleva l'indignation de toute l'Europe ». (Colonel Vandevelde, p. 313.) — *Journal du siège par un bourgeois de Paris*, pp. 736 et 737.

(2) *Journal officiel*, n° du 14 janvier 1871. — Michel Cornudet, pp. 409 et 410.

aux hommes : «« Vous êtes 400,000 et vous vous laissez bombarder (1) ! »»

Du 15 au 16, les coups observés par les guetteurs redescendent à 300, aucune maison n'est endommagée, aucun incendie allumé, mais 21 personnes sont frappées dans les rues ou sur les places (2).

Les effets de l'artillerie allemande ne vont plus aller qu'en diminuant jusqu'à la capitulation. Soit que l'on se gare plus vite, soit que les services de secours s'organisent mieux, soit que les pointeurs ennemis se fatiguent, soit que leurs gargousses s'épuisent, jamais le chiffre des victimes, le nombre des maisons démolies et des incendies ne montera aussi haut que dans la première décade du bombardement.

Aussi bien, à cette date, 15 janvier, on compte, dans la population civile, 189 victimes de la cruauté allemande, dont 51 tués et 138 blessés. Les tués se composent de 18 enfants, 12 femmes, 21 hommes; les blessés de 21 enfants, 45 femmes, 72 hommes (3).

Les journées du 8 au 9 et du 14 au 15 sont, comme on a pu le constater, « celles pendant lesquelles le bombardement a sévi avec le plus de fureur (4) ».

Les incidents militaires se sont bornés à une canonnade assourdissante entre les Allemands d'un côté, et les 6e, 7e et 8e secteurs, plus les forts, de l'autre (5). Les Prussiens emploient des balles explosibles contre nos troupes de première ligne (6).

(1) *Enq. parlem. déf. nationale*, rapport de M. Chaper sur les procès-verbaux des séances du Gouvernement de la Défense nationale, pp. 124 et 125. — Général Ducrot, t. III, p. 293.
(2) Major de Sarrepont, *Le Bombardement de Paris*, pp. 161, 162, 163 et 164.
(3) *Journal officiel*, n° du 15 janvier 1871.
(4) Major de Sarrepont, *Le Bombardement de Paris*, p. 165.
(5) *Journal officiel*, n° du 16 janvier 1871.
(6) Général Vinoy, pp. 383, 384 et 391.

Dommages insignifiants pour les deux adversaires, sauf pour le fort d'Issy qui a ses escarpes très endommagées, deux casemates de la courtine faisant face à la position de l'ennemi entièrement défoncées, laissant intactes, entre elles, une troisième casemate que les obus allemands ne touchent pas. C'est un grand bonheur, car cette casemate contient 8,000 projectiles chargés : si elle était atteinte, une explosion formidable éventrerait la maçonnerie, comblerait les fossés et permettrait aux Prussiens, grâce à cette brèche immense, de tenter, enfin, un assaut. Le secret du danger est bien gardé, les journaux ne s'en doutent pas ; 4,000 travailleurs enlèvent 80 tonnes de poudre et la moitié des projectiles, la première nuit ; le restant sera emporté la nuit suivante (1).

Ce jour-là, il court un bruit regrettable, « le bruit de la trahison de M. Schmitz. Ce général, dont le nom allemand est désagréable à lire, et qui signe toujours : P. O. (par ordre) *Schmitz*, ce qui l'a fait surnommer *Pot-Schmitz*, est malveillant pour la défense, grognon dès qu'il s'agit de la Garde nationale, fécond en entraves lorsqu'on projette une sortie. M. Trochu, ce matin, a répondu dans l'*Officiel* aux accusations qui circulent contre le général Schmitz. Cette réponse est piteuse (2) ».

Disons, simplement, que le major général Schmitz était aussi nul que le Gouverneur Trochu.

Mais le froid reprend avec une intensité meurtrière. Le thermomètre est descendu à 10 degrés au-dessous de zéro (3). Les soldats meurent, comme des mouches, dans les tranchées ; en ville, les pauvres ne se réveillent plus dans leurs mansardes glacées. Toutes les calamités s'abattent sur le

(1) Général Vinoy, pp. 384 et 385.
(2) Mme Adam, pp. 389 et 390.
(3) *Journal du siège par un bourgeois de Paris*, p. 766.

malheureux Paris. En somme, c'est le froid qui tue le plus sûrement : le général qui avait déjà vaincu la Grande Armée, en Russie, vient également à bout des troupes de la Troisième République, aidé qu'il est par sa redoutable collaboratrice la famine. Les Allemands le reconnaissent et, en même temps, rendent un hommage involontaire à la constance des Parisiens. « Paris, lit-on dans la *Gazette de l'Allemagne du Nord,* qui a supporté seize semaines d'investissement avec une bonne humeur qu'il faut bien reconnaître, commence à se sentir mal à l'aise... Les conditions de la température nous sont très favorables. Le froid a exagéré les souffrances causées par les privations dans les masses très impressionnables ; la pénurie du combustible et de l'éclairage, le manque d'aliments sains augmentent les besoins. Nous avons trouvé des auxiliaires : le froid, la maladie et la famine. Leur action, jointe à la pression matérielle et morale des bombes qui frappent les faubourgs, fera comprendre aux patriotes les plus enragés que la ville géante n'est pas invincible (1). »

Pendant que la rive gauche est bombardée, la rive droite meurt de faim. En effet, par suite de l'émigration, les boulangers des quartiers indemnes ne peuvent plus suffire aux demandes et sont obligés de fermer leurs boutiques à midi. C'est une procession navrante d'infortunés qui cherchent vainement un morceau de pain. Et quel pain ! On en est arrivé à la phase critique du pain mélangé. « L'aspect n'en est pas plus appétissant que le goût, c'est horrible à manger. Une livre de ce pain renferme : 1 huitième de farine commune de blé, 4 huitièmes d'un mélange composé de fécule de pommes de

(1) *Gazette de l'Allemagne du Nord*, n° du 7 janvier 1871 ; citée dans le *Journal du siège par un bourgeois de Paris*, p. 747.

terre, de riz, de lentilles, de pois cassés, de vesces, d'avoine et de seigle moulus dans des proportions anormales; 2 huitièmes d'eau, 1 huitième de paille et d'autres détritus d'enveloppes de grains, de légumes. Une pareille base d'alimentation accroîtra, sans aucun doute, la mortalité d'une manière considérable. Pour ceux qui sont robustes, ce n'est qu'avec peine qu'ils pourront s'habituer à cette affreuse nourriture (1). »

« On ne songe même pas à augmenter, par compensation, la ration de cheval. Cependant, cette augmentation est très praticable, et elle empêcherait de *courir droit au typhus*, suivant l'expression énergique du doyen de la Faculté de médecine, s'adressant à l'inepte maire de Paris, M. Jules Ferry (2). »

Et, de fait, on va voir le chiffre de la mortalité s'élever à une hauteur effrayante.

La misère de ceux qui ne sont pas gardes nationaux prend des proportions inouïes; la mort emporte, sans relâche, enfants, femmes, vieillards. M. Richard Wallace, un Anglais, « frappé de la conduite admirable de la population des quartiers de Paris si brutalement bombardés (3) », offre cent mille francs pour distribuer immédiatement des secours. Ce don est accepté avec reconnaissance. Dans un but charitable, M. Richard Wallace avait déjà remis 180,000 francs, depuis le commencement du siège. Cette générosité rend son nom des plus populaires. De toutes les plantes qu'on cultivait dans la serre des orchidées du Jardin des Plantes, les

(1) *Journal du siège par un bourgeois de Paris*, p. 769.
(2) *Histoire critique du siège de Paris par un officier de marine*, p. 194.
(3) Lettre de M. Richard Wallace à M. Jules Favre, *Journal officiel*, n° du 15 janvier 1871. — Michel Cornudet, p. 412. — Emile Chevalet, p. 249. — Jules de Marthold, p. 259.

obus prussiens n'avaient épargné que deux camélias blancs : M. Chevreul, fort gracieusement, les envoie à M. Richard Wallace (1).

Quelques mots sur ce qui se passa à Paris, les 16, 17 et 18.

Le 16, le combat d'artillerie continue. Les bastions du Point-du-Jour sont écrasés par les bombes ennemies : 20 hommes y sont tués et plusieurs y sont blessés. Les obus Krupp arrivent jusqu'au quai d'Orsay et jusqu'à l'île Saint-Louis ; l'un d'eux démolit la toiture du grand amphithéâtre de l'Ecole de droit : le doyen, M. Colmet d'Aage, est obligé de suspendre son cours.

Du 16 au 17, 35 maisons ont été atteintes par les projectiles allemands, et l'on compte 14 victimes parmi la population civile. Les femmes et les enfants y figurent bien pour un tiers. Il n'y a eu qu'un incendie. Les guetteurs ont noté 189 coups (2).

Enfin, c'est le 16 que les billets de 20 francs sont mis en circulation pour la première fois (3).

Le 17, la bise souffle lugubrement, rabattant la pluie dans tous les sens. Toujours même canonnade : les Allemands sont repoussés quand ils veulent tâter Bondy, le Moulin-Saquet et les Hautes-Bruyères.

Au fort de Montrouge, le fils du vice-amiral Saisset, officier de marine de vingt-quatre ans, est tué par une bombe qui le coupe en deux. A neuf

(1) Major de Sarrepont, *Le Bombardement de Paris*, p. 191.
(2) *Ibid.*, pp. 161, 162, 163 et 164.
(3) Jules de Marthold, p. 262. — « Toute la rive gauche n'a cessé de recevoir des projectiles et, dans le rayon que j'habite, ils tombent avec une telle violence que, dès ce soir, je prends gîte ailleurs. » (Emile Chevalet, p. 250.)

heures du soir, ce jeune homme était occupé à pointer lui même une pièce d'artillerie, au bastion n° 4 du fort de Montrouge, quand un projectile s'abat à quelques pas de lui, éclate et l'étend inanimé. Cette mort produit un effet extraordinaire : tout Paris s'associe à la douleur du malheureux père.

« J'ai vu aujourd'hui (18 janvier), écrit M. Michel Cornudet, les effets terribles d'un obus tombé, hier soir, dans une maison de la rue Saint-Victor. Le projectile est entré par le toit, a pénétré dans une petite chambre occupée par une pauvre veuve et ses cinq enfants; la mère et les enfants venaient de se coucher : l'obus a littéralement emporté la tête de cette infortunée, en blessant un de ses enfants couché à côté d'elle. De là, il est entré dans une autre chambre, habitée par une jeune femme qui, heureusement, était sortie; c'est là que l'obus a éclaté, mettant en pièces le lit, la commode et une chaise qui composaient tout le mobilier, ainsi que la modeste garde-robe de la locataire. Tout le quartier, qui a cependant déjà vu tomber bien des obus, était en émoi (1). »

Du 17 au 18, la canonnade contre l'intérieur de la ville ne cesse pas; 42 maisons sont endommagées, 6 incendies se déclarent, le chiffre des victimes s'élève à 20 (2).

Le service de l'éclairage est entièrement réorganisé : le gaz est remplacé par 35,000 lampes consommant 16,000 kilogrammes de pétrole (3).

Le 18, les effets du bombardement sont plus cruels pour Paris. Les gares d'Auteuil et de Mont-

(1) Michel Cornudet, pp. 419 et 420.
(2) Major de Sarrepont, *Le Bombardement de Paris*, pp. 162, 163 et 164.
(3) Jules de Marthold, pp. 263 et 264. — *Journal du siège par un bourgeois de Paris*, p. 778. — Michel Cornudet, p. 418.

parnasse, de même que l'église de Montrouge, sont littéralement criblées par les obus. On a à déplorer la mort d'un enfant, d'une femme et de 4 hommes; 2 enfants, 7 femmes et 5 hommes sont blessés (1).

Aucun ralentissement dans le tir de l'ennemi : la pluie de fer tombe toujours ; 42 maisons sont atteintes, comme la veille, et 6 incendies sont allumés (2).

La quantité d'habitants de la rive gauche qui émigrent sur la rive droite, par crainte des bombes, augmente tous les jours. On ne sait plus où les loger, et la ville de Paris réquisitionne, d'office, les appartements des absents afin d'y installer les émigrants.

Mais les questions de détail disparaissent devant la bataille qui se prépare : « La parole va appartenir aux événements et Paris va entrer dans la crise suprême (3) ».

Nous sommes arrivé à la veille du *grand effort*, à la veille de la *saignée* nécessaire aux Parisiens, d'après le dire des généraux qui n'ont su rien faire des ressources, des bonnes volontés qu'ils avaient dans les mains, nous sommes à la veille de Buzenval, dernier acte de la tragi-comédie où M. Trochu tient le grand premier rôle.

Avec une indiscrétion dont il est coutumier, *l'Electeur libre*, journal de M. Ernest Picard, publie, le 15, à dix heures du soir, dans sa dernière édition, la note suivante :

« Au moment où nous paraissons, le Gouvernement réuni va prendre une grande détermination que connaîtront bientôt nos lecteurs. L'opinion pu-

(1) Jules de Marthold, p. 266.
(2) Major de Sarrepont, *Le Bombardement de Paris*, pp. 162, 163 et 164.
(3) Emile Chevalet, p. 253.

blique, nous en sommes convaincu, sera satisfaite d'une initiative prise dans l'intérêt de la résistance à outrance, offensive et défensive. »

Comme le fait si justement observer le *Bourgeois de Paris*, « il n'y a plus qu'à envoyer le journal aux Prussiens (1) ».

Triste presse, tristes généraux, triste Gouvernement !

(1) *Journal du siège par un bourgeois de Paris*, p. 772.

BATAILLE DE BUZENVAL

PRÉPARATIFS

On se rappelle que l'attaque sur Châtillon et Versailles, proposée, le 6 janvier, par le général Vinoy, avait été définitivement repoussée le 7, et que le conseil de guerre de ce jour avait adopté un projet, présenté par les généraux Berthaut et Schmitz, après le général de Bellemare, projet consistant à se jeter contre le plateau de Garches (1).

Mais, le plan une fois adopté, le souffle manqua subitement à nos généraux pour le mettre à exécution; ils se contentaient de regarder les bombes s'abatre sur Paris et ne songeaient, en aucune façon, à se précipiter contre les batteries qui les lançaient.

Le Gouvernement, harcelé par la population civile, car, reprenant le mot célèbre d'Odilon Barot, on peut dire que, durant ce siège extraordinaire, « ce n'était pas la population qui manquait à son Gouvernement, mais le Gouvernement qui

(1) Général Ducrot, t. IV, p. 33, et général Vinoy, p. 389. — Charles de Mazade, *La guerre de France*, t. II, p. 288.

manquait à la population (1) ». Les gouvernants, donc, ne prenaient pas si facilement leur parti de l'inaction des généraux et, vers le 15, les sommèrent d'avoir à faire quelque chose (2).

Ceux-ci, mis au pied du mur, se décidèrent, à contre-cœur, à mettre à exécution le plan Berthaut-Schmitz, ou mieux, le plan de Bellemare, puisque c'est celui-ci qui le proposa, le premier, lors du conseil du 7 janvier (3). L'attaque du côté de Garches fut donc résolue. C'est dans une séance du conseil de Gouvernement, à laquelle plusieurs généraux avaient été convoqués, séance tenue au ministère des Affaires Etrangères, le 15 janvier, au soir, que l'injonction de sortir fut signifiée au général Trochu. Par crainte qu'on ne les bernât encore, les membres du Gouvernement avaient tenu à assister à ce pseudo-conseil de guerre, afin de forcer les généraux à se battre.

Jules Favre, Emmanuel Arago, Jules Simon firent remarquer que Paris voulait la lutte à mort; en conséquence, comme nous l'écrivions à l'instant, la marche sur Versailles, par Garches, fut décidée, en dépit des timides objections de M. Ducrot et de quelques autres généraux (4).

(1) *1814*, par Henry Houssaye; Paris, Perrin, 1888; p. 424. — C'était l'avis de M. Ernest Picard, ministre des Finances, qui disait, le 17 janvier, à M. Edmond Rousse : « La population est admirable ; mais les gouvernants ! » Suivent trois lignes de points. (Edmond Rousse, t. II, p. 352.) — « L'opinion est de plus en plus surexcitée, elle veut du nouveau. » (Robinet de Cléry, p. 213.)

(2) Charles de Mazade, *La guerre de France*, t. II, p. 288. — « Le général Trochu qualifie de *devoir* son inertie injustifiable. » (Vincent d'Indy, p. 121.) — Francis Garnier, p. 140.

(3) Voir la pièce justificative n° 1. — Le général Trochu attribue la paternité de ce plan au général Berthaut. (Général Trochu, *Œuvres posthumes*, t. I, p. 526.) — Le général Schmitz dit, également, que c'est le général Berthaut qui l'aurait proposé « très timidement ». (*L'Empire et la Défense de Paris*, par le général Trochu ; déposition du général Schmitz, p. 149.)

(4) « On ne voulait rien faire de sérieux. » (Notes personnelles du général de Bellemare.) — Ni l'état-major, ni le Gouverneur,

Le général Trochu déclara qu'il serait prêt dans huit jours. A ces mots, Jules Favre bondit et exigea que l'opération eût lieu sans nouveaux délais. Le Gouverneur, toujours superstitieux, sursauta à la pensée de la tenter un vendredi. Enfin, on décida qu'elle aurait lieu le 19 : on avait donc trois jours pour préparer l'attaque, ce qui était bien suffisant, quoi qu'en dise M. Ducrot qui, pour le besoin de sa cause, recule, d'un jour, la date du conseil, qui la place au 16, alors qu'il fût tenu véritablement le 15, ainsi que nous venons de l'expliquer (1). C'était d'autant plus suffisant, qu'il faut admettre, à moins qu'on ne veuille considérer nos généraux comme de simples pantins, qu'ils avaient songé à l'exécution de l'opération décidée par eux le 7. Si bas que l'on pose en son estime l'état-major français de cette époque, ce serait lui faire une trop cruelle injure que d'accepter l'opinion de M. Ducrot (2).

Au surplus, le 7, au soir, le général Trochu avait dit, aux généraux assemblés en conseil de guerre, « que l'état-major allait préparer le plan de cette marche en avant (sur Versailles) et que, dès qu'il

ni MM. Ducrot, Pothuau, de Bellemare, de la Roncière-le Noury, Schmitz, Noël, ne croyaient la trouée possible. « L'état-major général, ne croyant pas à la possibilité du succès, n'a rien fait de ce qu'il fallait pour rendre le succès possible. » (*Enq. parlem. déf. nationale*, t. V ; Réclamations ; M. Henri Martin, p. 93.) — *Ibid.*, déposition de M. de Lareinty, p. 316. — *Ibid.*, rapport de M. Chaper sur les procès-verbaux des séances du Gouvernement de la Défense nationale, pp. 105, 109, 110 et 111. — *Ibid.*, rapport de M. Chaper sur le Gouvernement de la Défense à Paris au point de vue militaire, p. 218. — Henri Martin, t. VII, p. 317.

(1) *Enq. parlem. déf. nationale*, rapport de M. Chaper sur le Gouvernement de la Défense à Paris au point de vue militaire, p. 274.

(2) Général Ducrot, t. IV, pp. 67 à 69. — *Enq. parlem. déf. nationale*, déposition du général Ducrot, pp. 102 et 103.

serait prêt, il les réunirait, de nouveau, afin de leur en donner connaissance (1) ».

Donc, MM. Trochu et Ducrot n'ont pas dit la vérité en rejetant sur la précipitation de M. Jules Favre la responsabilité de l'échec du 19 janvier : les coupables ce sont eux et non lui, c'est l'état-major, représenté par M. Schmitz, car on ne saurait accepter qu'il faille plus de douze jours pour préparer une sortie sur un terrain connu, à une lieue de Paris, et nous venons d'apprendre, par la déclaration formelle du général de Bellemare, que le plan devait être étudié dès le 7 janvier (2).

Mais, selon l'expression populaire, les généraux allaient au combat *comme un chien qu'on fouette.*

« Les élans belliqueux de la population forcèrent le Gouvernement, bien plus abattu que ses soldats, à tenter de nouveau la chance des batailles. Une nouvelle sortie en masse fut décidée dans la première quinzaine de janvier, étudiée, abandonnée, reprise, modifiée, enfin résolue, après force conseils de guerre et atermoiements, pour le 19 janvier (3). »

(1) Déclaration du général de Bellemare. Voir la pièce justificative n° I.

(2) A l'appui de cette déclaration, on peut apporter celle du général Schmitz : *Enq. parlem. déf. nationale*, p. 284. — *Histoire de la guerre franco-allemande*, 1870-1871, par Amédée Le Faure ; Paris, Garnier frères, 1875 ; t. II, p. 386.

(3) Colonel Lecomte, t. IV, pp. 32 et 33. — « L'armée et le Gouverneur de Paris ne croyaient plus à la possibilité d'une sortie. » (*Guerre franco-allemande. Résumé et commentaires de l'ouvrage du grand état-major prussien*, par Félix Bonnet, capitaine au 3e régiment d'artillerie ; Paris, Baudoin, 1883 ; t. III, p. 146.) — « Le général Trochu luttait sans conviction et sans espoir et regardait le siège comme une héroïque folie. » (Arthur Chuquet, p. 255.) — « La plupart de nos généraux jugeaient que rien n'était plus possible. » (Général Trochu, *Œuvres posthumes*, t. I, p. 519.) — Les militaires sont toujours les plus désespérants. (*1814*, par Henry Houssaye, pp. 495 et 596.) — « Je cause avec plusieurs officiers de l'armée. Toujours le même découragement, la même certitude de notre impuissance, la même foi dans la

De plus, « comme le général Trochu ne pouvait décemment faire mettre bas les armes à cinq cent mille hommes, livrer aux Allemands tant de canons, de munitions, de forts, sans un simulacre, au moins, de dernière bataille, il organisa une sortie pour le 19 janvier (1) ».

Un nouveau conseil de Gouvernement a lieu le 18. Le général Le Flô y lit l'ordre du jour annonçant qu'il remplira les fonctions de gouverneur jusqu'à la fin des opérations qui vont être entreprises.

M. Jules Favre donne connaissance à ses collègues de la proclamation que le Gouvernement doit, « selon l'usage, pour annoncer la bataille du lendemain (2) », adresser à la population. M. Ernest Picard s'élève avec vivacité contre la prose du ministre des Affaires Etrangères, qu'il trouve désespérante et plutôt propre à abattre les courages qu'à les affermir. Une autre proclamation est rédigée par M. Simon. La voici :

« Citoyens,

« L'ennemi tue nos femmes et nos enfants ; il nous bombarde jour et nuit ; il couvre d'obus nos

défaite. C'est étrange, cette gradation ou cette dégradation de l'esprit militaire. Excellent dans la Garde nationale, médiocre dans la garde mobile, détestable dans l'armée. » (Edmond Rousse, t. II, p. 321.) — « Les officiers supérieurs de l'armée exhalaient devant leurs soldats leur manque de confiance. » (Massillon-Rouvet, p. 120.) — Lettre du Gouverneur au général Ducrot, *in fine*. (Général Trochu, *Œuvres posthumes*, t. I, p. 523.) — *Ibid.*, p. 526. — *L'Empire et la Défense de Paris*, par le général Trochu ; déposition de M. Etienne Vacherot, p. 180. — Commandant Rousset, t. III, p. 368. — Voir, dans *Paris, Second échec du Bourget et Perte d'Avron*, par Alfred Duquet, pp. 298 et 306, l'opinion des généraux Noël et Frébault.

(1) Gustave Flourens, p. 200. — Voir, dans *Paris, Second échec du Bourget et Perte d'Avron*. par Alfred Duquet, pp. 301 et 304, les déclarations du général Schmitz et de l'amiral de la Roncière-le Noury.

(2) Francis Garnier, p. 141.

hôpitaux. Un cri : Aux armes ! est sorti de toutes les poitrines.

« Ceux d'entre nous qui peuvent donner leur vie sur le champ de bataille marcheront à l'ennemi; ceux qui restent, jaloux de se montrer dignes de l'héroïsme de leurs frères, accepteront, au besoin, les plus durs sacrifices comme un autre moyen de se dévouer à la patrie.

« Souffrir et mourir s'il le faut; mais vaincre.

« Vive la République!

« *Les membres du Gouvernement*,

« Jules Favre, Jules Ferry, Jules Simon, Emmanuel Arago, Ernest Picard, Garnier-Pagès, Eugène Pelletan.

« *Les ministres*,

« Général Le Flô, Dorian, Magnin.

« *Les secrétaires du Gouvernement*,

« Hérold, Lavertujon, Durier, Dréo (1).

Ce tissu de hâbleries et de lieux communs, digne des essais d'un élève de troisième, est adopté à l'unanimité. Ces messieurs, dont *les femmes et les enfants* se portaient à merveille et devaient continuer à jouir de la même bonne santé jusqu'à la fin de la guerre, parlaient *de marcher à l'ennemi, de souffrir et de mourir!* Est-il besoin de faire observer que pas un d'entre eux ne se hasarda dans le rayon des balles, pas même dans celui des obus, que pas un ne *souffrit*, que pas un ne *mourut*, et que si le cri : *Aux armes!* sortit de leurs poitrines, ce sont les autres qu'ils chargèrent de les tenir en face de l'ennemi.

(1) *Journal officiel*, n° du 19 janvier 1871.

« N'avaient-ils pas, au 4 septembre, ««« juré de se faire tuer jusqu'au dernier? »»» Ils ont fait tuer, en province et autour de Paris, des milliers de nos frères, ils nous ont ruinés, réduits à l'esclavage des Prussiens, et pas un d'eux ne s'est fait tuer (1) ! » — « Le Gouvernement appelle *Aux armes!* comme si tout le monde ne lui criait pas, depuis trois semaines, à lui, Gouvernement : *Aux armes* (2) ! » Sinistres farceurs!

Dans la même séance, le conseil décide que le rationnement, fixé à 300 grammes, commencera le lendemain (3).

Enfin le ministre de la Guerre fait part de sa résolution d'évacuer immédiatement Drancy, Bondy, Groslay et Créteil (4). Il est entendu que, dans l'attaque du plateau de Garches, le général Vinoy commandera la gauche (Montretout), le général Ducrot la droite (La Jonchère), et le général de Bellemare le centre (Buzenval).

La colonne de gauche comptait 4 régiments et 1 bataillon d'infanterie de ligne, 9 bataillons de mobiles et 6 régiments de Garde nationale mobi-

(1) Gustave Flourens, p. 197. — « La proclamation des membres du Gouvernement est ridicule comme tout ce qui sort de leur fabrique. » (Louis Veuillot, t. II, p. 132.) — Cette proclamation était ridicule. (*Journal de Fidus, La Révolution de septembre, la Capitulation, la Commune*, p. 236.) — « Ce qui me révolte contre eux, c'est cette manie atroce du langage pompeux et d'autant plus fécond en déceptions sinistres. » (*Paris pendant le siège*, par Edouard Cadol ; Bruxelles, Office de publicité, 1871 ; p. 102.)

(2) *Journal de Fidus, La Révolution de septembre, la Capitulation, la Commune*, p. 236.)

(3) « Ce matin, nous sommes consternés en apprenant que notre misérable pain noir vient d'être rationné. » (*A Paris pendant le siège*, p. 315.) — « Pour les adultes, 300 grammes à 10 centimes ; pour les enfants, 150 grammes à 5 centimes. » (Jules de Marthold, p. 267.) — A Morillon, p. 159. — Edmond Rousse, t. II, p. 355.

(4) *Enq. parlem. déf. nationale*, rapport de M. Chaper sur les procès-verbaux des séances du Gouvernement de la Défense nationale, pp. 130 et 131.

lisée (1). En tout : 22,000 hommes, dont 8,000 gardes nationaux.

Il est à remarquer, tout de suite, que la colonne d'attaque (division de Beaufort) et sa réserve (colonel Balète) ne possédaient qu'un bataillon de ligne, le restant des troupes ne se composait que de mobiles et de gardes nationaux mobilisés.

La colonne du centre comptait 5 régiments de ligne, 17 bataillons de mobiles et 8 régiments de mobilisés. En tout : 34,500 hommes, dont 16,000 gardes nationaux.

La colonne de droite comptait 10 régiments de ligne, 6 bataillons de mobiles et 6 régiments de garde nationale mobilisée. En tout : 33,500 hommes, dont 18,000 mobilisés.

Etaient attachées : à la colonne de gauche, 10 batteries, dont 2 de mitrailleuses ; à la colonne du centre, pareillement 10 batteries, dont 2 de mitrailleuses ; à la colonne de droite, toujours 10 batteries, dont 4 de mitrailleuses (2).

C'étaient environ 100,000 hommes qui allaient attaquer, plus ou moins, la ligne prussienne, de la Jonchère à Saint-Cloud (3). Mais il ne faut pas oublier que les nombreux gardes nationaux faisant partie des trois colonnes furent incorporés sur le terrain, pendant la nuit du 18 au 19. « Quelle homogénéité, quelle cohésion pouvait-on attendre des corps d'attaque en les formant avec une telle précipitation et avec aussi peu de méthode (4) ? » Pareille incurie semble un crime à ceux qui n'igno-

(1) Le général Vinoy dit 5 régiments seulement. (P. 400.)

(2) Général Ducrot, t. IV, pp. 72 à 77. — Général Vinoy, pp. 523 à 525. — Voir la pièce justificative n° II.

(3) Général Ducrot, t. IV, p. 78. — 90,000 hommes, d'après M. Jules Richard, *Annuaire de la guerre de* 1870-1871 ; 2e partie, Armées de la Défense de Paris ; Paris, Dentu, 1889 ; pp. 64 à 66.

(4) *Histoire critique du siège de Paris par un officier de marine*, p. 197.

rent pas que la sortie par Garches avait été décidée le 7 janvier (1).

Là, encore, M. Ducrot avait pris les meilleures troupes. Alors que le général Vinoy ne pouvait disposer que de quatre régiments de ligne, le général de Bellemare que de cinq, le camarade préféré de M. Trochu en avait dix. « Comme toujours, bien qu'il fût déjà brouillé avec son ami Trochu, le général Ducrot a, sous ses ordres, le dessus du panier des troupes : trente bataillons de ligne sur cinquante-trois engagés (2). »

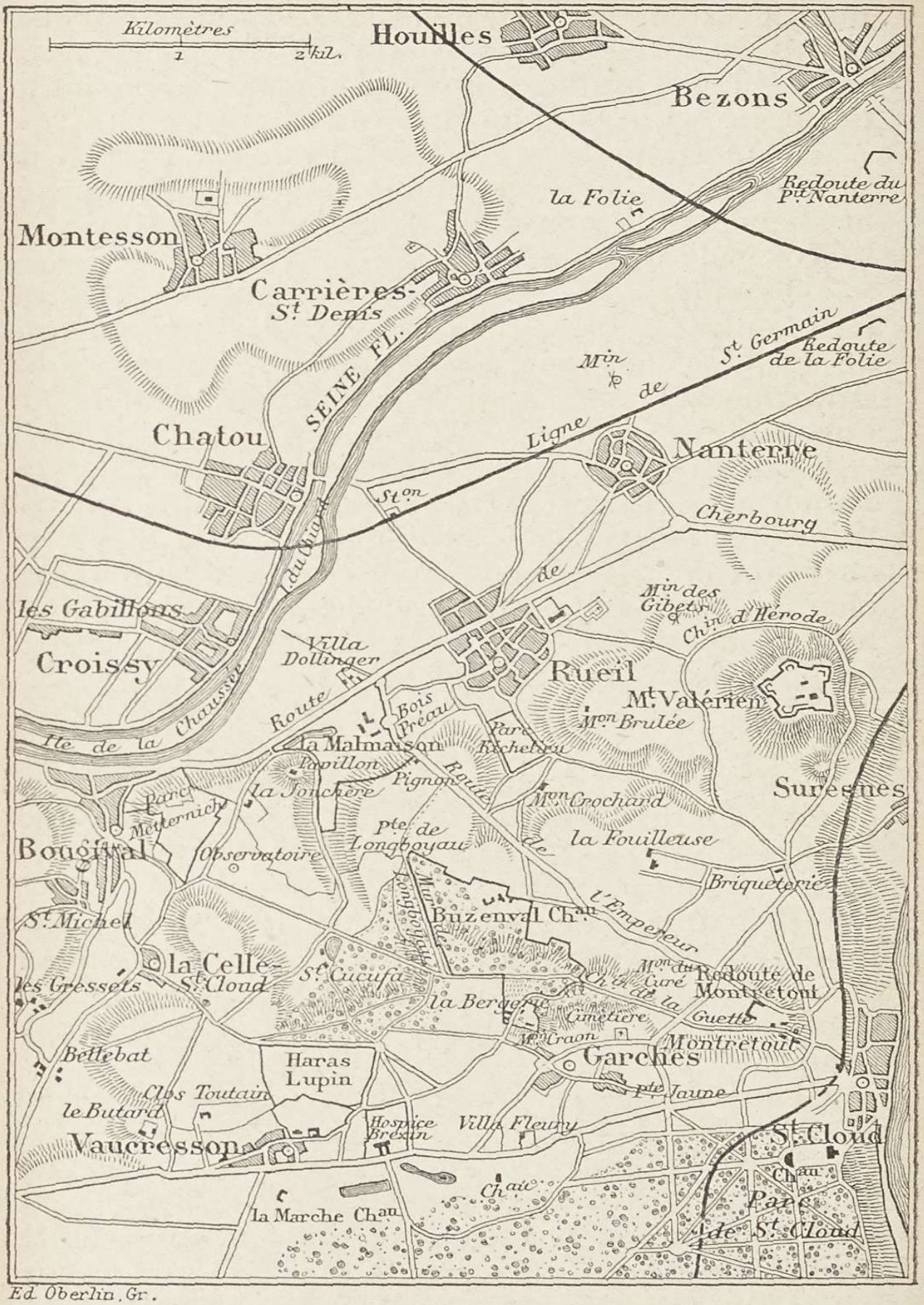
Avant de commencer le récit du combat, il est indispensable de faire connaître les instructions, données aux chefs de corps par le général Schmitz, et la force défensive des positions que l'on allait attaquer.

Voici la partie intéressante des instructions. On va voir que, « pour former l'armée de sortie, le général Trochu avait, suivant sa coutume, bouleversé toutes les unités existantes et réuni sous des commandements, désignés en dehors de tout ordre de bataille préalable, les éléments les plus disparates et les moins homogènes ; mais nous savons qu'il se souciait peu de respecter les liens tactiques (3) ».

« La colonne de gauche se massera en arrière de la Briqueterie (carrefour de la Croix du Roi), montera, parallèlement au chemin de fer, et s'emparera de la redoute de Montretout, en l'attaquant par la gauche et par la droite.

« Cette opération terminée, la tête de colonne continuera à marcher et gagnera, le plus rapide-

(1) Voir, *suprà*, pp. 117 et 118.
(2) Jules Richard, p. 66.
(3) Commandant Rousset, t. III. p. 369.



Ed. Oberlin, Gr.

ment possible, la propriété *Pozzo di Borgo*, qu'elle occupera fortement. Elle surveillera la gare de Saint-Cloud, qui se trouve en contre-bas de ladite propriété, et le parc de Montretout.

« Une partie de la colonne s'avancera jusqu'à la propriété *Zimmermann*, pour l'occuper également et surveiller le carrefour de la grille d'Orléans et le parc de Saint-Cloud.

« Pendant ce temps, un détachement, qui aura passé entre le bord de la Seine et la ligne du chemin de fer, ira occuper les propriétés *de Béarn* et *Armengaud*, pour appuyer l'extrême gauche de l'opération.

« Lorsque ces trois positions (*Pozzo di Borgo*, *Zimmermann* et *de Béarn*) auront été occupées, l'artillerie, qui aura suivi la colonne, viendra se placer en avant de l'ouvrage de Montretout, à gauche du chemin des Bœufs, sur la crête, de manière à battre le fond de Garches et tout le terrain compris entre *la Bergerie* et la *Porte-Jaune*.

« La position en avant de Montretout étant assurée, par la possession des propriétés ci-dessus désignées et par tous les développements qu'elle pourra donner à la ligne de défense, la colonne s'étendra sur la droite pour se relier à la gauche de la colonne du centre.

« Pendant ce temps, le 6e secteur fera feu dans toute la zone dont la limite, à droite, est le château de Saint-Cloud, étendant son tir à gauche, de manière à ne pas gêner les mouvements de nos troupes.

« La Colonne du centre sera massée entre le Mont-Valérien et la ferme de la Fouilleuse.

« Elle se partagera en trois colonnes; celle de gauche suivra la route dite de *la Fouilleuse*, passant à gauche de la ferme, rejoindra la route de la plaine, sa gauche appuyée au point 112; à partir

de ce point, l'objectif de cette colonne sera la maison dite *Maison du Curé* ou *maison de la Guette*.

« Celle du centre traversera la ferme de la *Fouilleuse*, marchera perpendiculairement à la route allant de la Porte-Jaune à Rueil (route de l'Empereur), franchira cette route et gravira les pentes nord du plateau, ayant pour objectif le point marqué 155 sur la carte.

« Celle de droite passera sur la droite de la Fouilleuse, marchera directement contre le mur de Buzenval, où des brèches seront immédiatement pratiquées, au saillant central, par le génie, à l'aide de pétards et à la pioche ; elle gravira les pentes droit devant elle, pour arriver au sommet du plateau.

« Celle de ces trois colonnes qui arrivera la première à la ligne des crêtes poussera vigoureusement (en restant toujours sur le plateau), ouvrant par des brèches nombreuses les murs qu'elle rencontrera, et s'emparera de la propriété Craon.

« La colonne de droite se massera entre les *Gibets* et la *Maison Crochard*, en profitant du ravin qui vient aboutir au parc *Masséna*.

« Elle sera partagée en deux colonnes : celle de gauche, destinée à appuyer fortement, en se reliant avec elle, la colonne de droite de la colonne d'attaque du centre, marchera directement sur le château de *Buzenval* et pénétrera dans le parc, à droite de ce château.

« Elle gravira ensuite les pentes nord du plateau, s'établira dans la partie supérieure du parc, pratiquera des brèches dans le mur qu'elle trouvera devant elle, pour pénétrer au centre même du plateau de Garches.

« Celle de droite, longeant la crête qui s'étend entre le pignon et le *Longboyau*, montera par la

ligne de la plus grande pente qui suit le mur de clôture du parc de Buzenval. Tout en marchant, elle ouvrira des brèches dans ce mur pour se relier par sa gauche à la première colonne.

« Elle devra toujours se garder très fortement sur sa droite contre une attaque sur son flanc. Cette colonne, en bifurquant, cherchera à gagner, dès qu'elle le pourra, la tête du ravin de Saint-Cucufa, à l'Etang-Sec, et, de là, elle tentera de tourner le haras par sa droite.

« Il ne faudra pas perdre de vue que ce mouvement tournant est nécessité par l'établissement que l'on suppose fait par l'ennemi au carrefour du Haras, et que la colonne de gauche ne pourra l'aborder de front qu'après que le mouvement tournant aura eu son effet (1). »

A ces très intéressantes instructions du Gouverneur, signées par le général Schmitz, était joint l'ordre suivant :

« MM. les officiers généraux commandant les colonnes d'attaque devront prendre toutes les dispositions nécessaires pour que les têtes de colonne soient arrivées et prêtes à se porter en avant à *six heures du matin,* sur leurs positions respectives, savoir :

« Celle de gauche, à la Briqueterie.

« Celle du centre, derrière la Fouilleuse.

« Celle de droite, auprès de Rueil.

« *Trois coups de canon* précipités, tirés à *six heures du matin*, du Mont-Valérien, après un silence de toute la nuit, donneront le signal du

(1) Combinaison du général Vinoy, pp. 519 à 522, et de l'original des instructions données au général de Bellemare, que nous avons sous les yeux. Les deux pièces sont semblables, à quelques mots près.

départ des points de concentration, pour l'attaque des positions.

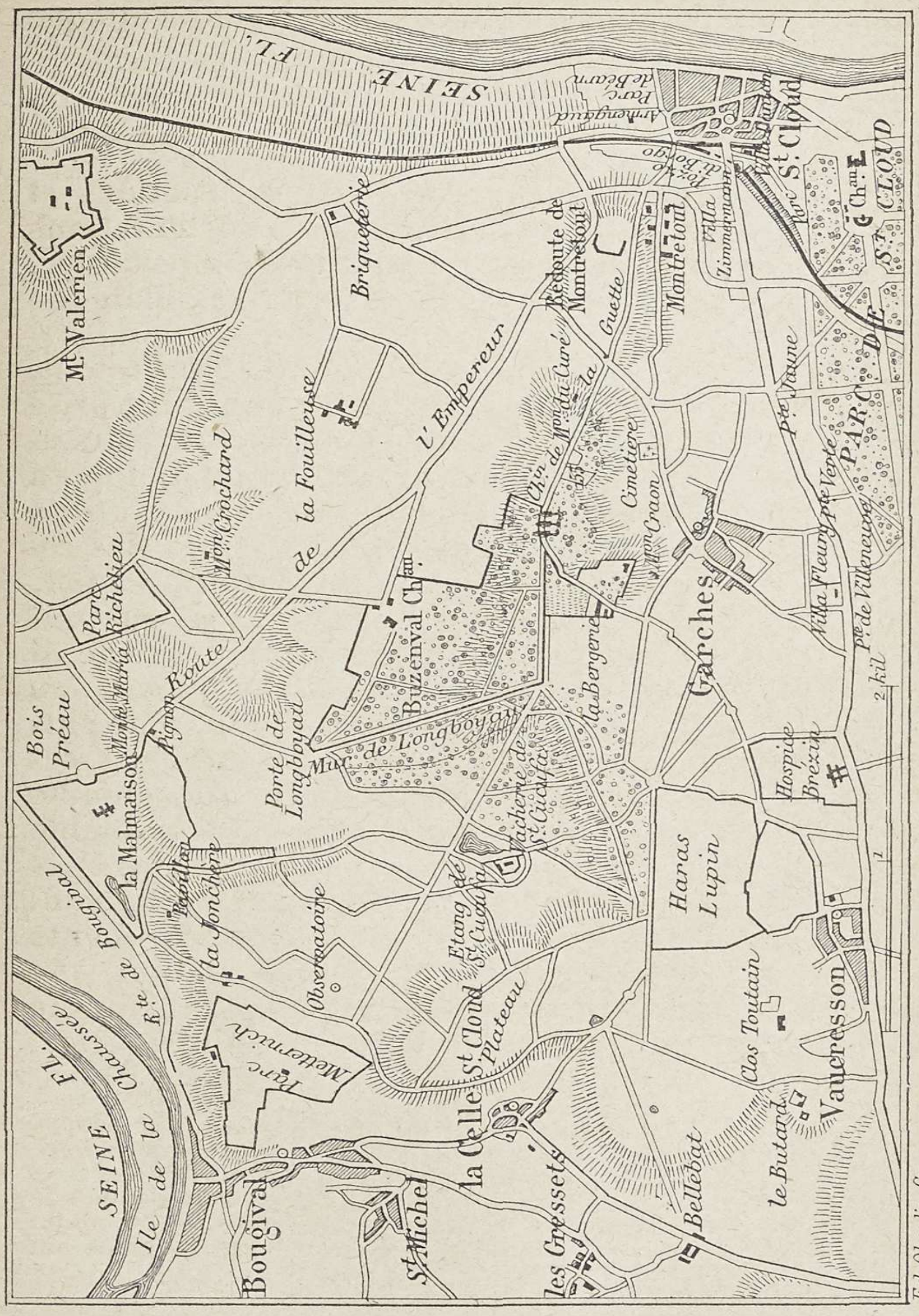
« Le Gouverneur de Paris (1).

Nous discuterons plus tard ces instructions et cet ordre quand nous écrirons les considérations sur la bataille de Buzenval. Examinons, sans tarder, les positions que M. Trochu faisait semblant de vouloir enlever.

« Tout Paris sait que la redoute de Montretout, qui n'avait pu être achevée à temps et qui fut prise par les Prussiens peu de temps après l'investissement, est située au-dessus de Saint-Cloud. Par sa position, cet ouvrage pouvait être d'une utilité aussi grande que le furent, dans la suite, les redoutes des Hautes-Bruyères et du Moulin-Saquet, en avant du fort de Bicêtre. Si l'on avait pu conserver Montretout au commencement du siège, il n'est pas douteux que l'ennemi n'eût jamais pu s'établir sur les hauteurs de Saint-Cloud, non plus que vaquer tranquillement à ses transports et à ses mouvements dans la gorge profonde que domine Montretout, ce qui eût présenté pour nous le double avantage et de voir compromis la gauche des opérations du bombardement et d'inquiéter incessamment les Prussiens dans leurs cantonnements autour de Versailles (2). » Or, cette position, que M. Trochu avait si naïvement délaissée, avait été fortifiée tant bien que mal par l'ennemi, et reliée,

(1) *Original de l'ordre pour la journée du 19 janvier* envoyé au général de Bellemare, et général Vinoy, p. 526. — Dans l'original du général de Bellemare, il y avait, d'abord, que les trois coups de canon seraient tirés à *quatre* heures du matin ; mais le mot *quatre* a été rayé et on a écrit *six* au-dessus. L'état-major se doutait déjà que les troupes n'arriveraient pas à temps sur le théâtre de l'action.

(2) Edmond Neukomm, pp. 263 et 264.



Ed. Oberlin, Gr.

par une tranchée, à la propriété Pozzo di Borgo, également mise en état de défense sommaire.

Aucun travail n'avait été exécuté dans Saint-Cloud, mais le parc avait été fortifié, depuis la Seine jusqu'à la Porte-Jaune, et des abatis barraient les fourrés, ne laissant libres que les grands chemins.

Du côté de Buzenval, le terrain avait été aménagé de la même manière, avec des abatis, le long du chemin de la Guette, couvrant le sommet de la croupe s'élevant entre les maisons Craon et du Curé.

En arrière, la Bergerie, la maison Craon étaient crénelées et protégées par des tranchées. Il en était de même du haras Lupin, du Clos Toutain et de la villa Fleury. La ligne des murs, qui partait de la Porte-Jaune et allait jusqu'à l'hospice Brezin, avait été crénelée ; des batteries étaient établies en face de Garches. Des lignes d'abatis s'étendaient de Garches au Butard, protégeant des ouvrages élevés, de la Bergerie au haras Lupin, ce haras, l'hospice Brezin, le Clos Toutain, le Butard et les batteries sises en arrière.

Du côté de la Malmaison, d'autres abatis et des tranchées reliaient cette propriété à la Seine, à gauche, et à l'étang de Saint-Cucufa, à droite. Un ouvrage couronnait le Pavillon, près de la Jonchère.

En arrière, une ligne fortifiée suivait la lisière des bois, depuis le parc de Buzenval jusqu'à la Jonchère. Le parc Metternich, Saint-Michel, au-dessus de Bougival, étaient également fortifiés. Des abatis couvraient les épaulements construits sur le dos d'âne s'élevant entre le parc Metternich et le haras Lupin, au-dessus de la Celle-Saint-Cloud et de l'étang de Saint-Cucufa.

D'autres ouvrages défensifs existaient encore en arrière de tous ces travaux.

« On avait choisi, pour exécuter l'opération suprême, le terrain le plus défavorable qui fût, celui où l'ennemi avait accumulé la plus grande somme de travaux défensifs, uniquement parce que l'opinion avait désigné ce terrain (1). »

Sans être inexpugnables, comme on s'est plu, à tort, à l'affirmer, les positions prussiennes étaient difficiles à enlever, si l'on voulait arriver jusqu'à Versailles. Mais Saint-Cloud, Garches, la Bergerie, Buzenval, le mur et la porte de Longboyau, la Jonchère et le haras Lupin pouvaient être aisément emportés le matin.

En somme, « le centre de la défense ennemie était au-dessus de Garches, au plateau de la Bergerie (2) », qui s'étendait du point 155 au Clos Toutain, en passant par la maison Craon, la Bergerie et le haras Lupin. Si nous n'allons pas jusqu'à dire, après M. de Mazade : « Une fois là, on tenait Versailles (3) », on peut, tout au moins, affirmer que c'était un grand coup moral porté à l'assiégeant et un singulier réconfort pour l'assiégé. Mais le résultat matériel n'était pas non plus à dédaigner car, obligés de reprendre les positions conquises, et obligés de les reprendre immédiatement, les Prussiens auraient eu les mêmes difficultés à les réoccuper que celles éprouvées par nous pour les emporter dans l'après-midi du 19. Cinquante mille hommes bien retranchés sur les plateaux de la

(1) Commandant Rousset, t. III, p. 367.

(2) Charles de Mazade, *La guerre de France*, t. II, p. 289. — « Le centre défensif des Prussiens se trouvait au-dessus de Garches, sur le plateau de la Bergerie et plus spécialement au haras (Lupin), qui constituait une véritable citadelle ». (Commandant Canonge, t. II, p. 384.) Mais cette pseudo-citadelle avait, le matin du 19, une garnison insuffisante, et il était aisé d'empêcher les renforts d'arriver jusqu'à elle, si nos 100,000 hommes, dès les premières lueurs du jour, l'avaient inondée de tous côtés.

(3) Charles de Mazade, *La guerre de France*, t. II, p. 291.

Celle-Saint-Cloud et de la Bergerie, ravitaillés en vivres et en munitions par Buzenval, auraient opposé aux assaillants une résistance aussi victorieuse que celle que les défenseurs de la villa Zimmermann et du parc de Buzenval opposèrent, le soir du 19, aux retours offensifs de l'ennemi. La situation eût donc été renversée, et à notre avantage.

La ligne prussienne menacée était défendue par le Ve corps (général de Kirchbach). La XVIIe brigade (général de Bothmer) et la XXe (général Walther de Monbarry) étaient en première ligne à Saint-Cloud et à la Jonchère (1). Et encore, ce n'étaient que des avant-postes de ces brigades.

Nous exposerons, plus loin, ce que l'on devait tenter le 19 janvier, mais, dès maintenant, commençons la narration du combat.

Paris présentait, le 18, un spectacle inoubliable. De grand matin, la générale escortée battait, pour le rassemblement des bataillons de marche.

« On ne peut se faire une idée de l'effet moral que produit cette batterie lugubre, accompagnée de quelques notes des clairons; puis, cette escorte de huit ou dix hommes, conduits par un officier et entourant les tambours. C'est solennel et terrifiant. On dirait la marche de l'Effroi. A mesure que le sinistre peloton défilait dans la rue, on voyait les gardes sortir en hâte des maisons, les uns boutonnant leur capote, les autres bouclant leur sac : les compagnies se formaient, et tous marchaient, en silence, au lieu de réunion de leur régiment (2). »

Dans l'après-midi, le Gouverneur faisait ses

(1) Général Ducrot, t. IV, p. 81. — *La Guerre franco-allemande*, 2e partie, p. 1089.
(2) Vincent d'Indy, p. 147.

adieux à ses officiers et aux gens de sa maison, en termes tels que l'on pouvait supposer qu'il ne comptait pas rentrer à Paris (1). C'était un prétexte à discours larmoyants : il se gardait bien de ne pas en profiter.

A midi, près de 30 régiments se dirigaient vers le pont de Neuilly.

« Ils avaient vraiment une tenue martiale et digne, ces jeunes hommes, appartenant à des classes si variées de la société, mais groupés tous en un même faisceau pour la défense commune de la grande cité. La forfanterie des premières semaines du siège avait complètement disparu. Les physionomies étaient braves et résolues. Presque tous les visages reflétaient une intelligence qu'on ne rencontre pas, d'ordinaire, chez le simple soldat. Ce spectacle était fait pour inspirer une sérieuse confiance. On y puisait l'espoir d'un grand succès, si le général en chef savait tirer parti du tempérament particulier de ces troupes et les engager avec habileté dans l'importante affaire du lendemain (2). »

« La ville prenait la fièvre des grands jours. Il y avait de quoi : on allait, cette fois, faire combattre, en masse, la Garde nationale mobilisée, qui le réclamait ardemment depuis longtemps (3). » — « La Garde nationale, on peut le dire sans forfanterie, n'avait qu'une âme, ce jour-là, et un désir, celui de vaincre. Chacun de ces braves gens avait fait, en partant, le sacrifice de sa vie (4). »

Enfin, pour tromper l'ennemi sur le point de sortie, car le mouvement extraordinaire de troupes

(1) *Histoire critique du siège de Paris, par un officier de marine*, p. 197.
(2) *Ibid.*, p. 196. — A. J. Dalsème, p. 316. — Louis Moland, p. 218. — Emile Chevalet, p. 253.
(3) Colonel Lecomte, t. IV, p. 33.
(4) Jules Claretie, t. I, p. 476.

et la proclamation, lancée dans la journée du 18, auraient pu lui donner l'éveil, force gardes nationaux étaient sortis, à midi, par les portes de Flandre et de la Chapelle, et s'étaient portés en avant du fort d'Aubervilliers, où ils restaient, jusqu'à la nuit close, faisant ainsi présumer une nouvelle attaque du Bourget (1).

PRISE DE MONTRETOUT ET DE BUZENVAL

La nuit du 18 au 19 avait été singulièrement favorable à un coup de surprise ; elle avait été pluvieuse, l'obscurité profonde et, quand le jour parut, le brouillard empêchait de voir à cinq pas (2).

On sait que le canon du Mont-Valérien devait donner, à six heures, le signal de l'attaque qui serait poussée, simultanément, par les généraux Vinoy, de Bellemare et Ducrot. Mais, au moment convenu, l'étrange général qui commandait les armées de la Défense de Paris, M. Trochu, n'était pas encore au Mont-Valérien. Ne comprenant pas ce que cette absence signifiait, le colonel de Lochner, qui a remplacé le général Noël, n'ose pas donner l'ordre de tirer. Il attend, anxieux, l'arrivée du Gouverneur, et rien ne vient... six heures et demie, sept heures sonnent, personne ! Le colonel craint alors

(1) *Histoire de la Défense de Paris en* 1870-1871, par le major H. de Sarrepont (lieutenant-colonel Hennebert) ; Paris, Dumaine, 1872 ; p. 397. — « Le 35e et le 55e régiments de la Garde nationale viennent renforcer le 24e régiment entre la Courneuve et Aubervilliers. » (Amiral de la Roncière-le Noury, p. 341.)

(2) Général Vinoy, p. 402. — *La Guerre franco-allemande*, 2e partie, p. 1090. — Général Ducrot, t. IV, p. 103. — Colonel Lecomte, t. IV, p. 37. — Charles de Mazade, *La guerre de France*, t. II, p. 293.

de faire manquer l'opération s'il tarde plus longtemps : il fait tirer les trois coups de canon convenus; de plus, trois fusées tricolores montent et éclatent dans le ciel noir. C'en est fait, la boucherie de Buzenval ensanglantera inutilement l'agonie de Paris.

L'écho des trois détonations revient à peine des collines environnantes, et voici le Gouverneur qui se montre à la porte du fort. On lui remet, en même temps, un mot du général Ducrot, daté du Moulin des Gibèts, à 1 kilomètre du Mont-Valérien, mot ainsi conçu : « Les colonnes ne sont pas là ; j'attends. »

Il n'y a pas un instant à perdre. Aussi M. Trochu expédie-t-il, à la hâte, le commandant Lemud au général Noël, afin de lui enjoindre de s'arrêter et d'attendre de nouveaux ordres. Il envoie, d'un autre côté, au général Ducrot, le billet suivant : « 7 heures un quart. — Nos têtes de colonnes ne sont pas encore arrivées, le général Noël s'est engagé seul; je fais courir après lui pour l'arrêter s'il en est temps encore; pressez la formation de vos troupes, je ferai donner un nouveau signal dans une heure (1). »

L'incohérence, suite de l'absence de préparation, suite de l'ahurissement du Gouverneur, présidait, dès le début, à la direction de l'affaire. Le hasard allait se charger, seul, de conduire les bataillons, dernier espoir de la capitale; malheureusement, le hasard, cette fois-là, ne nous servit pas, et changea en piteux avortement une entreprise qui ne pouvait peut-être pas être décisive pour nos intérêts, mais qui pouvait, néanmoins, les servir grandement, si

(1) Général Ducrot, t. IV, pp. 102 et 103. — Colonel Lecomte, t. IV, p. 37. — « Que d'ordres donnés et contremandés..... que cette façon de faire témoigne d'irrésolution et de décousu dans le commandement. » (Emile Chevalet, p. 253.)

elle avait été conduite avec quelque entente de nos ressources et de la guerre.

Aussi bien, vouloir arrêter, pendant une heure, une action ainsi commencée, était du pur enfantillage. Est-il besoin d'ajouter que le commandant Lemud rejoignit le général Noël quand les troupes de sa brigade étaient déjà aux prises avec l'ennemi : « il fallut donner l'ordre au général de Bellemare d'appuyer l'attaque du général Noël, dès qu'il pourrait disposer d'une brigade ; c'était le décousu qui continuait (1) ». Comme l'a écrit le colonel Lecomte, « l'action s'engagea prématurément (2) ». Aussi, le futur général Canonge a eu raison de le dire : « une bataille engagée de cette sorte ne pouvait qu'être perdue. Et, cependant, dans chacune des colonnes, longtemps, du moins, le dévouement absolu de l'exécution a répondu à la vigueur de la direction (3) » des officiers subalternes.

En effet, le général Vinoy était seul, à cette heure, en état de se porter en avant, et encore dans de mauvaises conditions puisque, à cinq heures du matin, le gros des divisions de Beaufort et Courty se trouvait au rond-point des Bergères et à Puteaux, avec avant-garde entre Suresnes et le Mont-Valérien, à environ trois kilomètres des premières lignes ennemies, qu'elles n'allaient aborder qu'après une marche longue et fatigante, alors qu'elles auraient dû être massées, au pied du Mont-Valérien, à cinq heures du matin au plus tard.

Mais, chose extraordinaire, à ce même instant, les régiments de la colonne de Bellemare et de la colonne Ducrot étaient à la place de l'Etoile, à Neuilly, à Courbevoie et à Clichy, ayant encore 10,

(1) Général Ducrot, t. IV, p. 103. — Colonel Lecomte, t. IV, pp. 37 et 38. — Commandant Canonge, t. II, p. 385.
(2) Colonel Lecomte, t. IV, p. 38.
(3) Commandant Canonge, t. II, p. 385.

7, 9 et 14 kilomètres à faire pour rencontrer les Prussiens (1) ! Si l'on ajoute que les troupes et l'artillerie des trois colonnes se pressaient sur les mêmes routes, que les manœuvres des locomotives blindées les coupaient à chaque minute, que les seuls ponts de Neuilly, du chemin de fer de l'Ouest et d'Asnières permettaient le passage des colonnes, on se demande comment cette armée aurait pu être en position de commencer la lutte à l'heure indiquée, même une heure plus tard, à sept heures du matin ! « Sur le pont de Neuilly, en particulier, par lequel arrivaient presque tous les gardes nationaux, ainsi que beaucoup d'artillerie, de caissons et d'ambulances, l'encombrement était tel que la plupart des hommes étaient restés debout, toute la nuit, presque sans avancer, et qu'il avait été longtemps impossible, au Gouverneur lui-même, de passer, quand il s'y était présenté (2). »

« Il se produisit, pendant la nuit, un désordre inouï. L'état-major général avait omis d'envoyer, au pont de Courbevoie (de Neuilly), des officiers pour indiquer à chaque régiment où se trouvait le corps d'armée dont il faisait partie et le conduire. Chaque régiment tournait sur lui-même, ne sachant

(1) Général Ducrot, t. IV, croquis III *bis*. — « La bataille a commencé et les queues de nos colonnes d'attaque sont encore au pont de Courbevoie. » (Docteur Sarazin, pp. 285 et 286.)

(2) *Enq. parlem. déf. nationale*, rapport de M. Chaper sur le Gouvernement de la Défense à Paris au point de vue militaire, p. 280. — Colonel Lecomte, t. IV, p. 37. — *Enquête parlementaire sur l'Insurrection du Dix-Huit-Mars ;* Versailles, Cerf, 1872 ; rapport de M. de la Rochethulon, p. 400. — Charles de Mazade, *La guerre de France*, t. II, p. 292. — *Mémoire sur la défense de Paris, septembre* 1870-*janvier* 1871, par E. Viollet-le-Duc, ex-lieutenant-colonel de la légion auxiliaire du génie ; Paris, Vve A. Morel, 1871 ; p. 44. — A. J. Dalsème, p. 310. — 16e *bataillon de la Garde nationale de Paris*, 1870-1871 ; Caen, imprimerie Goussiaume, 1874 ; pp. 27 et 28. L'auteur est M. le comte de Carneville. — Commandant Canonge, t. II, p. 385. — Docteur Sarazin, pp. 285 à 287. — *Notes personnelles du général de Bellemare.* — Francis Garnier, pp. 142 et 143.

où aller, et le désordre se mit bientôt dans ces masses abandonnées à elles-mêmes (1). » — « C'était un indescriptible chaos, une épouvantable confusion. Un tel désordre, une telle négligence de la part des chefs faisaient mal augurer de l'issue de la bataille. Certes, jusqu'alors, les ordres de mouvement n'avaient brillé ni par leur clarté, ni par l'intelligence de leur conception, mais on n'avait encore rien vu de pareil (2). »

N'aurait-ce pas été le cas de jeter des ponts de bateaux à Suresnes et à Courbevoie afin de dégager le pont de Neuilly, déjà très étroit, et dont le moindre flair eût certainement fait prévoir l'encombrement (3)? La construction de ces ponts, commencée la veille au soir à cinq heures, pouvait être terminée le matin, sans que l'ennemi se fût douté de leur existence, à cause des ténèbres. Mais M. Trochu, pas plus que M. Ducrot, ne pensaient à des choses si simples, et l'on avançait, lentement, tantôt à petits pas, tantôt un peu plus vite, mais arrêté

(1) *Notes personnelles du général de Bellemare.* — Les colonnes de l'aile droite (Ducrot) « se perdirent en route, cherchèrent leur chemin d'Asnières à Rueil, absolument comme s'il s'était agi de traverser une forêt vierge de l'Amérique. » (Wyrouboff, p. 33.) — « Le déploiement des troupes se fit encore une fois avec une lenteur extrême et sans le moindre ensemble, malgré les deux chemins de fer qui conduisent de Paris dans la presqu'île de Nanterre. » (Rustow, t. II, pp. 224 et 225.) — On se débattit « dans le désordre et la cohue ». (Commandant Rousset, t. III, p. 368.) — « Le général Trochu avait bien indiqué à chaque colonne un lieu de rassemblement, mais sans faire calculer la durée d'écoulement qui lui était nécessaire... Les ordres de mouvement ne désignaient ni les itinéraires particuliers, ni les zones de marche. » (*Ibid.*, p. 370.) — *Ibid.*, p. 382. — « Le chef d'état-major avait bien indiqué aux généraux, commandant les trois colonnes, les points où ils devaient se trouver quand le canon du Mont-Valérien donnerait le signal, mais il ne leur avait pas envoyé d'instructions détaillées sur les chemins à suivre pour y arriver. » (Henri Martin, t. VII, p. 318.)

(2) A. Ballue, p. 120.

(3) *Histoire critique du siège de Paris, par un officier de marine*, p. 196.

à tout moment, on piétinait sur place, la rage dans le cœur. « Toutes les troupes affluant à la même heure sur le même point, a écrit un officier du 4° zouaves, il se produisait, au-dessous du Mont-Valérien, un encombrement qui nécessitait une nouvelle halte. Si nous pestions contre les généraux responsables de ce gâchis, on le devine sans peine. Nous mettions trois heures à faire une lieue; quand nous nous massions derrière la ferme de la Fouilleuse, il faisait déjà jour et l'ennemi pouvait nous voir (1). »

En somme, c'était, sur toutes les routes conduisant au Mont-Valérien sans être enfilées par le feu de l'ennemi, un désordre incroyable. Tout était confondu : les diverses colonnes, l'infanterie, l'artillerie, le génie, les ambulances, les voitures de vivres; et pourtant, « l'armée restait de longues heures, exposée au froid d'une cruelle nuit d'hiver, sans nourriture (2) ».

Jamais pareil gâchis ne s'était vu, à la guerre, aux portes mêmes d'une place de ravitaillement (3). Comme l'a dit M. de Lareinty, le défenseur de la villa Zimmermann (4), en parlant de la sortie du 19, on ne peut imaginer « le désordre, l'ineptie qui a présidé à cette opération (5) ». Jamais état-major n'avait fait preuve d'une telle incapacité : quand on a de semblables pages dans son histoire, on devrait se montrer plus modeste et ne pas se révolter contre toutes critiques et observations.

(1) A. Ballue, p. 120.
(2) *La Campagne de* 1870, traduit du *Times*, p. 278.
(3) Colonel Lecomte, t. IV, p. 37. — *Enq. parlem. déf. nationale*, rapport de M. Chaper sur le Gouvernement de la Défense à Paris au point de vue militaire, p. 280. — Général Vinoy, p. 402. — Général Ducrot, t. IV, pp. 93 à 102.
(4) Voir, *infrà*, pp. 244 à 253.
(5) *Enq. parlem. déf. nationale*, déposition de M. de Lareinty, p. 316. — *Ibid.*, Réclamations; M. Henri Martin, p. 93.

Enfin, à sept heures un quart, la division de Beaufort marche, en trois colonnes, sur la redoute de Montretout et ses abords. La colonne de gauche, sous les ordres du commandant de Lareinty et composée des Francs-tireurs des Ternes, du 4e bataillon des mobiles de la Loire-Inférieure et d'une partie du 2e régiment de la Garde nationale, se dirige vers Saint-Cloud, en suivant les pentes, entre la Seine et le chemin de fer de Versailles. Elle va chercher à occuper la propriété Pozzo di Borgo, située au haut de la colline. La colonne du centre, composée d'un bataillon du 139e de ligne et du 2e régiment de la Garde nationale et commandée par le général Noël en personne, pousse droit sur la redoute de Montretout, le général « ignorant, naturellement, que personne ne pouvait encore le suivre (1) ». La colonne de droite, composée du régiment des mobiles de la Vendée, du 2e bataillon des mobiles de la Drôme, du 41e régiment de la Garde nationale, et dirigée par le lieutenant-colonel Madelor, s'avance contre la Tuilerie, dont les deux bâtiments s'élèvent de chaque côté de la chaussée, au croisement de la route de l'Empereur et du chemin de Suresnes à Garches, à 400 mètres à l'ouest de la redoute de Montretout, bâtiments que le général Ducrot appelle la Briqueterie, alors que tout le monde donne ce nom aux constructions du carrefour de la Croix du Roi, à un kilomètre au-dessous du Mont-Valérien, à 1,100 mètres de la redoute de Montretout, au croisement du chemin de Suresnes à la Fouilleuse et de celui de Saint-Cloud à Rueil (2).

(1) Charles de Mazade, *La guerre de France*, t. II, p. 292.

(2) Voir le plan 36 de *La Guerre franco-allemande* du grand état-major prussien, le plan V du *Mémoire sur la défense de Paris*, par E. Viollet-le-Duc, et la carte de la bataille de Buzenval de l'*Histoire de la guerre franco-allemande*, par Amédée Le Faure, t. II, p. 393. — Du reste, M. Ducrot lui-même, dans son cro-

En dépit de la boue, des flaques d'eau, grâce au brouillard (1), nos soldats tombent sur les avant-postes prussiens d'autant plus surpris que, d'habitude, nous ne nous approchions d'eux qu'après les avoir avertis, par une canonnade retentissante, du lieu où nous comptions les attaquer (2). Quelques officiers subalternes avaient bien été intrigués par les trois coups de canon, mais, quoi qu'en aient dit quelques-uns, ils n'avaient pas su deviner une affaire sérieuse et n'avaient pas mis en garde le grand quartier général puisque, « à huit heures un quart du matin, les observatoires de Ville-d'Avray et de la Jonchère, n'avaient pu signaler autre chose que : «« épais brouillard (3) »».

quis IV du t. IV de *La Défense de Paris*, appelle les constructions que nous nommons Briqueterie, avec tous les auteurs, Briqueterie du Roi. — Pour éviter une fâcheuse confusion, nous appellerons donc ces deux bâtiments la Tuilerie, puisqu'on y fabriquait des tuiles.

(1) *La Guerre franco-allemande*, 2e partie, p. 1090. — Général Vinoy, p. 402. — Général Ducrot, t. IV, p. 103. — Major de Sarrepont, *Histoire de la Défense de Paris*, p. 407. — Commandant Rousset, t. III, p. 372. — Vincent d'Indy, p. 137.

(2) Général Ducrot, t. IV, pp. 103 et 104. — « L'attaque n'avait pas été préparée par une canonnade. » (*Historique du 1er régiment d'infanterie de Basse-Silésie*, n° 46. Bibliothèque nationale, in-8°, M, 2842. Traduction de M. Stanislas Mouillard. — « Les compagnies prussiennes furent surprises. » (Colonel Lecomte, t. IV, p. 38.) — *Ibid.*, p. 41. — M. P. Marquez (plus tard conseiller général de la Seine), *Le 34e bataillon de la Garde nationale au siège de Paris, Souvenirs d'un sergent-major;* Coutances, imprimerie de Salettes, 1882 ; p. 48. — Commandant Bonnet, t. III, p. 150. — Commandant Rousset, t. III, p. 372. — *La Guerre franco-allemande*, 2e partie, p. 1091.

(3) *Ibid.*, p. 1090. — « Pour la première fois nous les avions surpris, sérieusement et réellement surpris. » (Gustave Flourens, p. 201.) — « L'attaque des Français n'avait été signalée en quelque sorte que tardivement. » (*La Guerre franco-allemande*, 2e partie, p. 1092.) — « L'ennemi avait été surpris par notre attaque du matin, car il était resté jusqu'à dix heures sans tirer un seul coup de canon. » (Général Vinoy, pp. 407 et 408.) — « L'ennemi que nous avions surpris, le matin, par la soudaineté de l'entreprise. » (Rapport du général Trochu, *Journal officiel*, n° du 20 janvier 1871.) — Commandant Bonnet, t. III, p. 150. — Général Ducrot, t. IV, p. 159.

Il n'y a pas à le nier : bien que les Prussiens fussent persuadés, à cette époque, « que l'heure était proche, qu'un mouvement désespéré des Français pouvait être tenté, bien que le mot d'ordre fût celui du grand Frédéric : *Toujours en vedette* (1) », l'ennemi fut complètement surpris, malgré la proclamation du Gouvernement, les mouvements de troupes, les trois coups de canon, et, nous ajouterions, les fusées tricolores, si le brouillard n'avait pas empêché de les distinguer.

Quoi qu'il en soit, ce serait vers neuf heures seulement que les Prussiens auraient acquis la conviction d'une attaque non négligeable (2) ; ce ne serait qu'à neuf heures et demie que le Ve corps aurait été mis en alerte générale (3).

De son côté, le général de Bellemare s'était hâté d'exécuter les ordres du général Trochu et d'appuyer la colonne de gauche. Dès sept heures et demie, bien que la brigade Valentin, formant la gauche du général de Bellemare, ne fût pas encore arrivée, la brigade Fournès se met en mouvement, en appuyant un peu sur la gauche, afin de combler en partie le vide causé par l'absence du général Valentin, et en se reliant à la division de Beaufort; le 4e zouaves est lancé contre la maison du Curé, petit bâtiment isolé construit à 800 mètres environ de la redoute de Montretout, et le 11e régiment de la Garde nationale, sur le point 155, qui forme un des angles du triangle dont les deux autres angles sont le cimetière de Garches et la maison du Curé.

Le déploiement s'effectue aisément, nos bataillons ne pouvant être aperçus par les batteries fixes de l'ennemi dont l'artillerie de campagne n'est pas

(1) *Historique du 1er régiment d'infanterie de Basse-Silésie*, n° 46.
(2) Major de Sarrepont, *Histoire de la Défense de Paris*, p. 408.
(3) Voir, *infrà*, p. 192.

encore sur le terrain, et les balles des tirailleurs prussiens d'avant-postes ne produisant pas grand effet (1).

La brigade Colonieu, droite du général de Bellemare, va, de la Fouilleuse, s'ébranler à son tour et se diriger vers le parc de Buzenval, ayant en tête sa colonne d'assaut, commandée par le lieutenant-colonel Allard et formée des 1er et 3e bataillons du 136e de ligne et du 9e régiment de la Garde nationale. Le 1er bataillon du 136e et les mobiles du Morbihan sont en réserve (2).

Donc, à huit heures, la division de Beaufort et la brigade Fournès sont aux prises avec les avant-postes prussiens : l'action est engagée de telle sorte qu'il n'y a plus possibilité de rompre le combat ni de leurrer l'ennemi sur l'importance de l'affaire.

Or, à ce même instant, où se trouvaient les troupes non engagées des généraux de Bellemare et Vinoy, où se trouvait la colonne de droite? M. Ducrot, lui-même, va nous le dire.

Commençons par la colonne de Bellemare (centre).

L'avant-garde de la brigade Colonieu quitte la Fouilleuse, le restant défile, sous le Mont-Valérien, par le chemin du rond-point des Bergères à la redoute des Gibets. Le général Hanrion n'a pas encore franchi la Seine et se morfond sur les bas-côtés de l'avenue de Neuilly. Plus heureux, le général Valentin a passé le pont, du moins en partie, mais n'avance qu'avec une extrême lenteur, retardé par les barricades du pont de Neuilly et du rond-point de Courbevoie.

(1) A. Ballue, p. 121.
(2) Général Ducrot, t. IV, pp. 107 et 108. — *Historique de la 1re division du 3e corps.* Manuscrit à nous remis par le général de Bellemare.

La division Courty, de la colonne de gauche (Vinoy), se trouve entre Puteaux et Suresnes. Quant à l'artillerie de cette colonne, elle est figée sur l'avenue de Courbevoie, ne pouvant ni avancer ni reculer, attendant la fin de l'interminable défilé de la colonne du centre. En effet, au débouché du pont de Neuilly, on lui avait fait prendre la direction du rond-point de Courbevoie, qui l'éloignait de son objectif, de sa colonne, et la mêlait aux bataillons du général de Bellemare, au lieu de lui faire suivre le chemin de Puteaux à Suresnes, qui avait déjà été pris par les troupes de sa colonne, et qui l'aurait amenée, à huit heures et demie, sur le lieu du combat, tandis qu'elle n'y paraîtra qu'entre dix et onze heures.

Mais c'est la colonne de droite, celle de M. Ducrot, que celui-ci n'avait pu conduire à temps à son poste de bataille et qui s'en trouvait à des distances invraisemblables. Si l'artillerie du lieutenant-colonel Ladvocat était à Nanterre, les divisions Faron, Berthaut et de Susbielle demeuraient toujours à Courbevoie, ou dans ses environs immédiats, c'est-à-dire, à plus de deux lieues de l'ennemi (1). Quand donc la colonne de droite pourra-t-elle apporter son concours aux deux autres, jouer son rôle dans la lutte, rendre un succès possible ? Les heures passeront avant que les régiments du général Ducrot soient engagés, et, alors, il sera trop tard (2) !

Triste conséquence de la mauvaise humeur de M. Ducrot, qui allait au combat à contre-cœur, qui

(1) Général Ducrot, t. IV, croquis IV.

(2) Charles de Mazade, *La guerre de France*, t. II, p. 293. — « Le long retard de la colonne Ducrot..... occasionna une première incertitude dans le mouvement. Les troupes du centre et de la gauche n'avancèrent que lentement, attendant l'attaque de leur colonne de droite. » (A. Niemann, p. 241.)

n'avait rien préparé, et qui n'avait pas même consenti à assister aux conseils de guerre tenus par le Gouverneur en vue de l'affaire (1).

Mais reprenons le récit du combat que, jusqu'ici, nous avons seulement ébauché.

Le 139e de ligne, son 3e bataillon, sous les ordres du commandant Viel, en tête, et le 2e régiment de la Garde nationale mobilisée, en réserve, vient de tomber, vers sept heures et demie, sur la redoute de Montretout, après avoir refoulé les patrouilles et les postes d'observation. La redoute, abandonnée par les Français à la fin de septembre, avait été retournée et ouverte à la gorge, et ne contenait, le 19 janvier au matin, que quelques soldats de garde. A la première alerte, des soutiens se jettent rapidement dans l'ouvrage : 89 hommes, du 58e régiment et du 5e bataillon de chasseurs, sous les ordres du lieutenant de Kauffungen, se préparent à résister le plus longtemps possible. Il n'y réussissent que trop bien, grâce à la maladresse des généraux français qui n'ont pas encore une pièce de canon en action et qui ne cernent pas tout de suite la position, manœuvre facile à exécuter en raison des masses dont ils disposent (2). « Les troupes peu nombreuses de la redoute de Montretout se multiplient et résistent énergiquement à nos tirailleurs. Mais les francs-tireurs des Ternes, étant parvenus à s'emparer des maisons échelonnées sur le versant de Montretout, du côté de la gorge de

(1) « Le général Ducrot ne s'était pas rendu à la réunion, pas plus que la première fois. Prié par lui de passer aux Lilas, où était son quartier général, en allant de Montreuil, où était le mien, à Paris, je le vis, et il me dit de prévenir le général Trochu qu'il ne viendrait pas. » (*Notes personnelles du général de Bellemare.*) — *Histoire critique du siège de Paris, par un officier de marine*, p. 195.

(2) *La Guerre franco-allemande*, 2e partie, p. 1091. — Lettre de M. de la Rochethulon.

l'ouvrage, les Allemands se voient sur le point d'être enveloppés... ils prennent la fuite... une soixantaine des leurs, cachés dans les casemates, sont faits prisonniers (1). » Il est huit heures trois quarts, et non dix heures moins le quart, comme le grand état-major prussien voudrait le faire croire (2).

Mais le récit officiel ennemi se charge, à la même page, de se réfuter. Effectivement, on y lit « que les Français faisaient occuper la redoute par deux bataillons et lançaient des détachements vers Saint-Cloud et le parc de Montretout; que, *pendant ce temps*, les brigades Fournès et Colonieu... s'étaient établies dans les premières maisons de Garches et avaient pénétré dans la partie est du parc de Buzenval... que c'était alors, *un peu après neuf heures*, que les premiers renforts allemands débouchaient sur la ligne de défense la plus avancée (3) ».

Il est impossible que les Prussiens aient abandonné la redoute à dix heures moins le quart seulement, si les Français l'avaient fait occuper par deux bataillons et avaient pris les premières maisons de Garches et partie du parc de Buzenval *un peu après neuf heures* (4).

Il est vrai que, dans le rapport militaire de la journée, le Gouverneur déclare que la redoute de

(1) Général Ducrot, t. IV, p. 104. — Général Vinoy, pp. 403 et 404. — A. Ballue, p. 123. — Les Prussiens prétendent que les défenseurs de la redoute n'ont laissé que neuf hommes entre nos mains. (*La Guerre franco-allemande*, 2e partie, p. 485*.)

(2) *Ibid.*, 2e partie, p. 1091. — Dans le sens du récit du grand état-major prussien : *Enq. parlem. déf. nationale*, rapport de M. Chaper sur le Gouvernement de la Défense à Paris au point de vue militaire, p. 280, en note. — *Histoire critique du siège de Paris par un officier de marine*, p. 198.

(3) *Ibid.*, 2e partie, p. 1091.

(4) Le croquis VII de l'ouvrage du général Ducrot nous montre, à neuf heures du matin, la redoute au pouvoir des Français, notre gauche la dépassant beaucoup, la moitié de Saint-Cloud occupée, et la croupe, qui va de la redoute à la maison du Curé, garnie par nos soldats. — Dans ce sens, colonel Lecomte, t. IV, p. 38.

Montretout, les maisons de Béarn, Pozzo di Borgo, Armengaud et Zimmermann étaient en notre pouvoir « dès onze heures du matin (1) ». Mais dire qu'à onze heures telles et telles positions nous appartenaient n'est pas dire que nous ne les occupions pas à dix heures ou à neuf heures. Aussi bien, si même c'eût été l'idée du général Trochu, ce serait une erreur matérielle, car nous venons de voir que le grand état-major prussien reconnaît que nous étions maîtres de la redoute au plus tard à dix heures moins le quart.

Enfin, bien qu'on eût mis trop de temps à s'en emparer, c'était un bon début pour le centre de la division de Beaufort, puisque la position avait été enlevée sans grandes pertes, puisque l'on avait fait plus de soixante prisonniers, dont un officier (2).

A l'heure où des fractions de la division de Beaufort s'efforçaient de prendre la redoute, d'autres régiments s'emparaient de la Tuilerie, constructions élevées, comme nous l'avons expliqué, au croisement de la route de l'Empereur et du chemin de Garches à Suresnes. A huit heures et demie, ce point était dépassé et la croupe couronnée, du côté nord (3). A neuf heures, c'était, ainsi que nous l'avons également déjà écrit, toute la croupe qui se trouvait en notre possession (4).

La droite et le centre de la division de Beaufort ayant donc très bien marché, examinons ce que faisait la gauche.

Les francs-tireurs des Ternes avaient pénétré dans le potager de la propriété Pozzo di Borgo, qui domine le chemin de fer de Versailles, puis dans le parc, et se voyaient arrêtés devant le château,

(1) Voir, *infrà*, p. 258.
(2) Colonel Lecomte, t. IV, p. 38.
(3) Général Ducrot, t. IV, croquis VI.
(4) *Ibid.*, croquis VII.

que l'ennemi défendait à outrance. Mais le potager est occupé par le 2e régiment de la Garde nationale (1) et les francs-tireurs pressent vivement le réduit. Une fusillade bruyante éclate de tous côtés, les fenêtres du château sont criblées de balles, les projectiles s'aplatissent sur les murs, les déchiquètent de leurs trous, les petits flocons de fumée de chaque détonation se réunissent en un long nuage blanc qui s'étend sur la gare et la route Impériale; les arbres du parc sont déchirés par les balles prussiennes qui ricochent de toutes parts; nombre de braves francs-tireurs s'affaissent tués ou blessés; le capitaine Junnemann, un de leurs officiers, tombe foudroyé; en dépit de notre supériorité numérique, la position est difficilement abordable.

Ce que voyant, le commandant de Lareinty, qui ne veut pas sacrifier ses mobiles, laisse les francs-tireurs continuer l'attaque de front et tente de tourner l'obstacle par la gauche, du côté de la route Impériale. Plusieurs francs-tireurs ont la même idée, et les voici débordant la droite du château, également par la route Impériale. Mais une belle villa, appartenant à M. Zimmermann, beau-père de Gounod, villa où le génial maëstro est mort en 1893, s'élève le long de cette route, entre le cimetière et le pont du chemin de fer. De cette villa, l'ennemi gêne singulièrement la manœuvre que nous essayons : les caves, les croisées, les greniers crachent tant de balles que la situation des assaillants devient fort critique : le lieutenant Guillot, et quelques hommes qu'il enlevait, sont abattus en peu de temps. Heureusement, le commandant de Lareinty a exécuté son long mouvement tournant, il a suivi le mur ouest du parc Pozzo di Borgo, et, y rencon-

(1) « La fusillade crépite de tous côtés, mais nous avançons toujours au milieu des jardins et des potagers. » (P. M. Marquez, p. 49.)

trant une petite porte, est entré avec ses mobiles. Grâce à cette chance, il tombe sur les derrières du château, s'en rend maître, ainsi que de toute la terrasse du parc, dite terrasse de Montretout, de laquelle on a une vue si admirable sur la Seine, le Mont-Valérien et Paris (1).

A notre extrême gauche, entre le chemin de fer et la Seine, le 3e bataillon des mobiles d'Ille-et-Vilaine et le 6e régiment de la Garde nationale, conduits par les intrépides francs-tireurs des Ternes, que l'on voit partout où il y a un danger à courir, emportent les villas Armengaud et de Béarn et pénètrent dans Saint-Cloud. Le colonel Mosneron-Dupin en occupe la moitié, jusqu'à l'église, y résiste aux retours offensifs de l'ennemi et s'y barricade fortement.

Pendant ce temps, le commandant de Lareinty avait lancé ses mobiles de l'autre côté de la route Impériale, avait traversé cette route au-dessus du tunnel et s'était établi dans la maison du *sculpteur* Dantan, merveilleusement placée pour la défensive et l'offensive.

Il eût été bon de se maintenir dans ce puissant réduit, mais le lieutenant de la Feuillade, officier d'ordonnance du général Noël, apporte au commandant l'ordre formel de l'évacuer et de se contenter d'occuper la villa Zimmermann. Par malheur, cette villa, construite en face de la propriété Pozzo di Borgo, presque au haut de la route, n'était pas aisément abordable, car le feu de l'ennemi, retiré dans les maisons construites près de la Porte-Jaune, enfilait la route Impériale et en rendait la traversée très périlleuse. M. de Lareinty avait

(1) Général Ducrot, t. IV, pp. 104 et 105, et croquis V. — « A la suite des mobiles de la Loire-Inférieure, nous (34e bataillon, 2e régiment de la Garde nationale) pénétrons dans le parc Pozzo di Borgo. » (P.-M. Marquez, p. 50.)

bien pu aller de l'autre côté de cette route, à l'endroit où elle passe sur le chemin de fer, parce que, là, elle se trouve un peu en contre-bas et ainsi garantie du feu de la Porte-Jaune, mais comment se lancer sur la chaussée, en face de la propriété Pozzo di Borgo? Quant à aller de la maison Dantan à la villa Zimmermann, autrement que par la route, il n'y faut pas songer, attendu que la tranchée du chemin de fer, les murs de jardin, sont des obstacles presque impossibles à franchir.

Il n'y avait donc pas à hésiter plus longtemps : c'est par la route Impériale que la villa doit être abordée. Les mobiles de la Loire-Inférieure ne se soucient pas tout d'abord de prendre ce chemin : il semble que l'entreprise va échouer. Alors avec une grande intrépidité, M. de Lareinty, quelques officiers et plusieurs braves jeunes gens traversent vivement la chaussée et brisent la grille qui ferme la cour de la villa. Les défenseurs, mal protégés de ce côté et ne pouvant guère atteindre les assaillants dissimulés derrière le mur de clôture, ne luttent que quelques secondes et se retirent vers la villa Clerc, tout près de la maison Dantan, entre la gare des fêtes et la tranchée du chemin de fer de Versailles. Le commandant de Lareinty se fortifie dans la villa Zimmermann ; les francs-tireurs des Ternes, ainsi que le 2e régiment de la Garde nationale, en font autant dans la propriété Pozzo di Borgo (1).

Le 58e régiment prussien et le 5e bataillon de chasseurs, dont quelques contingents viennent de nous disputer si obstinément la redoute, se sont retranchés dans la partie sud de Saint-Cloud, dans le parc, dont ils défendent les murs jusqu'à la hauteur de Garches, enfin dans ce dernier village et ses environs.

(1) Général Ducrot, t. IV, pp. 104 à 107. — Général Vinoy, p. 404. — *La Guerre franco-allemande*, 2e partie, p. 1092.

On voit quelles faibles forces étaient opposées aux Français. Mais, de leur côté, l'affaire était menée en dépit du bon sens : notre artillerie surtout, ne savait pas aligner utilement un seul canon. Ecoutons le plaidoyer du général Vinoy :

« Il était de toute nécessité d'armer sur-le-champ la redoute de Montretout, ainsi que la crête qui s'étend depuis ses murs jusqu'au point 155. Le commandant de l'aile gauche, qui reçut à cet effet les ordres du Gouverneur, ne put les mettre à exécution parce que la seule route, par laquelle il aurait pu faire arriver son artillerie et qui conduit du Mont-Valérien à la redoute, était encombrée par celle du général de Bellemare qui défilait pour se rendre à la ferme de la Fouilleuse. (Erreur, la route qui passe par Puteaux et Suresnes aboutit à la redoute de Montretout et n'a jamais été suivie par la colonne de Bellemare (1). Ce défilé interminable, qui ne dura pas moins de deux heures, s'accomplissait au moment même où l'armement de la redoute était encore possible ; quand il fut terminé, l'occasion favorable était perdue pour nous, car, vers midi, l'ennemi ouvrit, sur Montretout, un feu des plus violents qui nous interdit d'user efficacement, faute de pièces installées pour répondre, de l'ouvrage si important que nous avions pu reprendre. (Nouvelle erreur, à neuf heures et demie du matin, toute la colonne du centre avait achevé son défilé, se trouvait aux prises avec l'ennemi et l'artillerie du général Vinoy arrivait au carrefour de la Croix-du-Roi (Briqueterie), à un peu plus d'un kilomètre de la redoute ; donc cette artillerie

(1) Général Ducrot, t. IV, voir les croquis III à VIII. — Le général Ducrot dit que l'encombrement s'est produit parce que l'artillerie de la colonne de gauche a pris l'avenue de Courbevoie au lieu de la route de Puteaux et de Suresnes. (*Ibid.*, p. 121.) Il n'y avait qu'à ne pas suivre l'avenue de Courbevoie. (Voir, *suprà*, p. 144. — Charles de Mazade, *La guerre de France*, t. II, p. 292.

pouvait être en batterie avant midi (1).) En outre, les batteries, mises à la disposition des colonnes, étaient toutes des calibres 12 et 7, le Gouverneur n'ayant pas voulu que les batteries de 4 fussent employées dans cette journée où, cependant, en raison de leur légèreté, elles nous auraient été très utiles. En effet, elles auraient pu passer dans les terrains glissants et boueux où les pièces de 12 et de 7 s'embourbèrent au point de ne plus pouvoir être traînées par leurs attelages. En vain les chevaux avaient-ils été doublés, tous les efforts furent d'autant plus impuissants pour les faire avancer que ces animaux, affaiblis, eux aussi, par la privation de leur nourriture habituelle, avaient perdu leurs qualités et leur force ordinaire. (L'excuse du général Vinoy, bonne pour le cas où l'on a voulu monter les pentes et même marcher en surface plane à travers champs, ne peut être admise en ce qui concerne la redoute et la crête qui s'étend jusqu'au point 155, desservies par des chemins.) Arrêté par ces difficultés insurmontables, le général de Bellemare ne put parvenir à placer une seule batterie sur la hauteur, et l'artillerie de l'aile gauche, arrivée derrière la sienne, n'y réussit pas davantage (2). » (Il ne s'agit pas ici du général de

(1) Général Ducrot, t. IV, croquis VIII.

(2) Général Vinoy, pp. 405 et 406. — « Les retards de l'artillerie s'aggravèrent encore par le fait que les terres détrempées ne permettaient pas une facile circulation hors des routes ni même sur les routes (les chemins suivis par l'artillerie prussienne n'étaient pas meilleurs que ceux pris par la nôtre), et que, par ordre formel du général Trochu, ordre juste en principe, mais malheureux dans le cas particulier, les troupes n'avaient emmené avec elles que leur fort calibre de 12 et de 7, en laissant à Paris le 4 comme insuffisant. » (Colonel Lecomte, t. IV, pp. 40 et 41.) — Général Ducrot, t. IV, p. 121. — *La Guerre franco-allemande*, 2e partie, p. 1094. — M. Trochu n'a pas voulu de pièces de 4. (Henri Martin, t. VII, p. 319.) — Baron A. du Casse, p. 317. — « Les Prussiens parvinrent à surmonter les obstacles que le général Trochu devait déclarer infranchissables pour nous. » (A. Ballue, p. 124.)

Bellemare, qui n'avait pas de routes pour gravir les pentes, ce qui expliquerait peut-être l'inaction de son artillerie, mais du général Vinoy, dont les canons auraient pu suivre les chemins tracés sur les flancs et sur le sommet de la crête de Montretout.)

Aussi bien, pourquoi, de même que l'on avait fait passer la brigade Valentin de la gauche à la droite de la colonne du centre, afin de conjurer en partie l'absence de la colonne Ducrot, pourquoi ne s'était-on pas servi de l'artillerie du général de Bellemare, arrivée la première, pour garnir la position de Montretout, puisque c'était d'une urgence extrême? Pourquoi s'être obstiné à essayer de faire gravir les pentes de la crête de Montretout à l'artillerie de Bellemare, en face de la Fouilleuse, où il n'y avait pas de chemins, au lieu de la faire passer par la route de l'Empereur, le chemin de la Briqueterie à Montretout et le chemin de la Guette, qui conduit au point 155, où le général de Bellemare devait installer ses batteries? Ne fallait-il pas utiliser tout de suite les pièces que l'on avait sous la main, sans se préoccuper de celles qui n'étaient pas encore en vue? « Pourquoi un ordre supérieur ne prescrivit-il pas cette légère inversion dans le déplacement des colonnes de batteries du centre et de gauche (1)? » Parce que nos grands chefs, en général, et M. Trochu, en particulier, n'étaient pas capables de diriger une affaire, et ne connaissaient, en fait de tactique, que le *va-devant-toi*.

En somme, à notre extrême gauche, nous avons réussi, sans grandes pertes, à chasser le régiment et le bataillon ennemis qui occupaient les avancées; mais il ne faut pas oublier que, si les Prussiens avaient l'avantage de la position, nous avions ceux

(1) Colonel Lecomte, t. IV, p. 40. — Voir, aussi, *Ibid.*, p. 44, en note.

du nombre et de la surprise (1); il ne faut pas oublier que ce régiment et ce bataillon prussiens étaient parvenus, à eux seuls, sans le secours de leurs canons, à contenir toute la division de Beaufort et partie de la brigade Fournès (2). C'était fort honorable pour nos adversaires. De notre côté, les soldats improvisés de la Garde nationale « s'étaient avancés avec beaucoup d'ordre et d'entrain (3) »; les mobiles avaient bien marché, les francs-tireurs des Ternes avaient été excellents et la ligne n'avait pas fait mauvaise figure. Seuls, nos généraux avaient été au-dessous de tout, depuis le général en chef jusqu'aux brigadiers : on n'avait pu reconnaître, là, le coup d'œil du général Vinoy, qui semblait se désintéresser de l'affaire. Quoi qu'il en soit, « c'était un premier et important succès; notre ligne de bataille avait, désormais, un solide appui (4) ».

Suivons, maintenant, les mouvements de la colonne de Bellemare, dont nous avons laissé les brigades Fournès et Colonieu s'ébranlant contre la maison du Curé et la droite du parc de Buzenval.

Par suite de l'encombrement, la brigade Valentin, qui devait former la gauche du général de Bellemare et se relier à la droite du général Vinoy, défilait sur les routes, depuis le rond-point de Courbevoie jusqu'à la Fouilleuse, en passant par le rond-point des Bergères et le chemin d'Hérode, au-dessous du Mont-Valérien.

Ainsi privé de la brigade Valentin, le général de Bellemare, comme nous l'avons déjà expliqué, est obligé de porter la brigade Fournès un peu à gau-

(1) Général Vinoy, p. 404. — Général Ducrot, t. IV, p. 107.
(2) *Ibid.*, croquis VII.
(3) A. Ballue, p. 120.
(4) *Ibid.*, p. 123.

che, afin de lui faire enlever la position que le général Valentin avait mission d'emporter.

Ce changement dans les dispositions tactiques a le grand inconvénient de forcer la brigade Colonieu à se porter également sur la gauche, afin de rester reliée à la brigade Fournès, et de différer la prise du château de Buzenval.

Enfin, l'absence des troupes du général Ducrot rend difficile l'assaut des murs du parc de Buzenval par la brigade Colonieu, et va certainement retarder de plus de deux heures l'occupation de ce parc et permettre à l'ennemi de nous disputer le deuxième mur, le mur intérieur, que nous aurions démoli et franchi si le lamentable retard de M. Ducrot n'avait pas permis aux Prussiens de s'y porter en nombre suffisant pour nous barrer le passage. « Les Prussiens avaient besoin de deux heures pour se remettre de leur surprise, faire avancer des réserves écrasantes, nous battre. M. Ducrot se fit attendre deux heures (quatre heures), nous fûmes battus (1).

Mais reprenons la narration de la marche des brigades Fournès et Colonieu.

Après son départ de la Fouilleuse et son ascension de la colline, la brigade Fournès, en position aux environs de la redoute de Montretout, avait été subitement bombardée par deux pièces d'artillerie françaises, établies près d'une haie, au pied du Mont-Valérien. Nos artilleurs l'avaient prise pour une colonne prussienne, bien qu'ils n'en fussent qu'à 1,500 mètres !

On comprend l'émoi de ces pauvres gens : ils agitent des mouchoirs, des képis; les hommes du 2e bataillon de zouaves prennent le fanion tricolore du 11e régiment de la Garde natienale et l'élèvent le plus haut possible. Peines perdues! Nos

(1) Gustave Flourens, p. 201. — Rüstow, t. II, p. 225.

brillants artilleurs ont rectifié leur tir et, cette fois, deux obus éclatent au milieu du 3e bataillon des zouaves. Quatre hommes sont tués et six blessés grièvement. On n'a que le temps de se réfugier dans un trou à glaise, près de la Tuilerie, et l'on détache un sous-officier pour avertir la section d'artillerie qui fait de si belle besogne. Malheureusement , avant que nos soldats aient gagné l'excavation, deux autres décharges font cinq nouvelles victimes. Tout le monde est fou de rage.

« L'artillerie est placée, pendant le combat sous les ordres directs des généraux. Est-il possible qu'un homme, aussi haut placé dans la hiérarchie militaire, ait fait mettre en batterie, dans un bas-fond, deux pièces de canon, et n'ait pas prévenu l'officier commandant cette section qu'il aurait, à plus d'un kilomètre devant lui, *sur les hauteurs*, toute une division d'infanterie française? Non, répondront certainement les gens les plus étrangers aux choses de la guerre. Eh bien! cette énormité, cette monstruosité, cette impossibilité a été commise le 19 janvier 1871, au combat de Montretout (1). »

Attiré par le tumulte, le général Fournès accourt au galop et ne veut pas, tout d'abord, croire ce qu'on lui raconte. Hélas! les cadavres qui gisent à terre en sont les lugubres garants. Aussi bien, à ce moment, le sous-officier envoyé pour faire cesser le feu revient de sa mission. Voici la réponse que lui a faite l'officier commandant la section d'artillerie coupable :

«« J'appartiens au corps du général Vinoy. Dès le début de l'action, j'ai reçu l'ordre de m'établir ici. On m'avait bien dit que la Garde nationale attaquait Montretout, mais *j'ignorais* qu'il y eût des

(1) A. Ballue, p. 122.

troupes à sa droite. En voyant les masses en mouvement sur les hauteurs, ne pouvant, dans le brouillard, reconnaître les uniformes, j'ai cru que les Prussiens venaient prendre en flanc la Garde nationale et j'ai tiré dans le tas. »» Il aurait pu ajouter qu'il avait tiré juste. Voilà comment nos opérations étaient combinées, et comment les différentes armes se prêtaient, chez nous, un mutuel appui (1). »

Et le Gouverneur, installé au Mont-Valérien, comment n'avait-il pas fait cesser un tir qui s'exécutait à quelques mètres au-dessous de lui? Et son état-major, à son défaut, n'aurait-il pas pu garer de nos projectiles les régiments qu'il avait lancés en avant? Et le commandant du fort? Toujours revient le navrant refrain : *Drôles de généraux, singulier état-major!* L'Ecole polytechnique et celle de Saint-Cyr n'ont pas lieu d'être fières d'avoir doté la France de semblables guerriers! Les mathématiques auraient eu besoin d'être étayées par un grain de jugement!

Il est vrai que le Gouverneur télégraphiait au ministre de la Guerre, du Mont-Valérien, à dix heures cinquante minutes du matin, « qu'un épais brouillard lui dérobait absolument les phases de la bataille (2) ». Mais il ajoutait « qu'il lui devenait difficile de centraliser l'action *comme il l'avait fait jusque-là* (3) ». Donc, le brouillard ne l'empêchait pas, alors, puisqu'il n'était pas dix heures cinquante minutes, d'arrêter la regrettable canonnade des deux pièces d'artillerie braquées sous le Mont-Valérien.

Aussi bien, Jules Claretie fait justement observer,

(1) A. Ballue, pp. 121 à 123. — Etienne Dejoux, *Souvenirs du siège de Paris;* Moulin; Paris; pp. 113 et 114.
(2) Jules Claretie, t. I, p. 479.
(3) *Ibid.*

à ce sujet, que « le brouillard n'était pas si intense qu'il est dit dans les dépêches officielles et que, en descendant du Mont-Valérien, on pouvait, au contraire, parfaitement distinguer et suivre les phases décisives de cette émouvante bataille (1) ».

Quant au 1er bataillon du 4e zouaves, il avait, vers huit heures et demie (2), si lestement escaladé le coteau, entre la Tuilerie et la maison du Curé, que, d'un premier élan, bousculant devant lui les avant-postes prussiens, il était redescendu vers Garches, avait rapidement franchi les abatis d'arbres que l'on a voulu, depuis ce temps, faire passer pour infranchissables (3), et était entré dans le village dont il avait pris et fortifié toutes les maisons de la partie nord-est et d'où il tirait contre le parc de Saint-Cloud. Le 2e bataillon avait suivi et s'était établi dans une tranchée, un peu en arrière, au-dessous du cimetière. Il était neuf heures moins le quart (4).

Durant cette audacieuse pointe en avant, le 3e bataillon des zouaves et le 11e régiment de la Garde nationale, commandé par le lieutenant-

(1) Jules Claretie, t. I, p. 479. — Voir, *infrà*, p. 254.
(2) Viollet-le-Duc, p. 44.
(3) Voir le plan 36 de *La Guerre franco-allemande*. — « Nous avons traversé les tranchées, les abatis d'arbres exécutés par les ennemis. » (*Le Siège de Paris*, 1870-1871, *Souvenirs personnels d'un volontaire*, par M. de Senevas; Evreux, imprimerie Auguste Hérissey, 1871; p. 57.) — Etienne Dejoux, pp. 111 et 112.
(4) Général Ducrot, t. IV, pp. 107 et 108, et croquis VII. — « Notre 1er bataillon avait brillamment enlevé le village de Garches (les premières maisons) sous un violent feu de mousqueterie qui lui avait fait subir des pertes cruelles. » (A. Ballue, p. 123.) — Voir, *suprà*, p. 146. — « Le général Fournès était dans Garches et mettait le village en état de défense. » (*Notes personnelles du général de Bellemare.*) — « Il était alors neuf heures. » (De Senevas, p. 57.) — Général Vinoy, p. 404. — Colonel Lecomte, t. IV, p. 39. — Commandant Bonnet, t. III, p. 151. — Arthur Chuquet, p. 288. — M. de Molke. p. 430. — Le Faure, t. II, p. 388. — *Historique du 1er régiment d'infanterie de Basse-Silésie n°* 46. — Commandant Rousset, t. III, p. 375. — Moritz Busch, p. 432. — Henri Martin, t. VII, p. 318.

colonel Duval, avaient vivement emporté la maison du Curé, s'étaient établis sur le point 155, en dépit des abatis qui les protégeaient et qu'ils avaient occupés, lançant leurs tirailleurs jusqu'au haut du plateau (1).

A l'heure où le général Fournès abordait Garches si crânement, la brigade Colonieu s'en prenait au parc de Buzenval.

Ce parc a la forme d'une sorte de triangle, dont l'un des angles, la porte de Longboyau, est au nord-ouest, dont l'un des côtés, le mur de Longboyau, que les Prussiens appellent le *mur intérieur*, est une ligne droite, bordant le bois de Longboyau, qui pousse sur les pentes descendant au délicieux étang de Saint-Cucufa, dont l'autre côté, formé d'un mur avec deux rentrants, domine Rueil, et dont le dernier côté est fermé, au sud-est, de murs en ligne brisée, allant dans tous les sens. Ce parc se termine, presque en pointe, dans la direction de la maison du Curé. Les bâtiments de la Bergerie forment, au sud, une des pointes de cette ligne brisée ; le château de Buzenval, construction basse, carrée et massive, se dresse près d'un des rentrants du mur nord ; la maison Craon, bien fortifiée par l'ennemi, est bâtie en dehors du parc, à deux cents et quelques mètres à l'est de la Bergerie, dans la direction du cimetière de Garches. Le terrain s'élève, en pentes assez raides, depuis la porte de Longboyau et la pelouse du château, jusqu'au chemin qui traverse le parc de l'est à l'ouest. Cinq portes existent dans les murs de clôture. Enfin,

(1) Général Ducrot, t. IV, p. 108, et croquis VII. — « Zouaves et gardes nationaux marchaient avec une audace, une intrépidité superbes. Aussi, les avant-postes de l'ennemi furent-ils culbutés en un moment. » (*Le Bataillon de Provins*, par Médéric Charot ; Paris, Vanier, 1872 ; p. 203.)

une grille se trouve à côté du château, et l'on peut également entrer dans la propriété par la Bergerie, que les Prussiens ont transformée en un redoutable réduit.

C'est donc cette position que la seule brigade Colonieu attaque.

A huit heures et demie, les 2e et 3e bataillons du 136e de ligne arrivent, sans éprouver de pertes importantes, au mur irrégulier qui ferme la partie nord-est de la propriété. Les soldats du génie, sous la direction du capitaine Coville, démolissent le mur, à la pioche et à la dynamite. Comme il n'y a derrière que de très faibles détachements prussiens, nos deux colonnes d'assaut les repoussent facilement jusqu'à la maison Craon et la Bergerie. De ces deux points, l'ennemi nous tient en respect, grâce à l'arrivée du 5e bataillon de chasseurs prussiens qui vient, après neuf heures, « d'atteindre à temps le poste avancé de la Bergerie (1) », nos soldats ayant perdu de précieux moments, avant de se jeter sur ce puissant réduit de l'adversaire, que l'on aurait enlevé si aisément à six heures du matin, même à sept heures.

Le 136e de ligne incline alors à droite, vers le mur de Longboyau; il est soutenu, dans ce mouvement, par le 105e bataillon de la Garde nationale. Nous avançons, doucement, sous bois, le long des pentes, repoussant lestement les quelques enfants perdus qui font le coup de feu derrière les arbres. Pendant que le 136e montait lentement dans la direction de la Bergerie, la Garde nationale suivait, dans l'intérieur du parc, le mur en ligne brisée, en face et bien au-dessus de la maison Crochard, avec l'intention de tourner le château par l'est. Tout à coup, la fusillade éclate, les balles sifflent,

(1) M. de Moltke, pp. 430 et 431.

s'enfoncent dans les troncs moussus, cassent les branches et atteignent plusieurs des nôtres. Cette averse nous vient du fond du parc, du côté du mur de Longboyau; il est impossible de distinguer les tireurs; nos hommes, un peu intimidés, se cachent derrière arbres et talus, où ils attendent, en tirant au hasard, la fin de la bourrasque.

Au cours de l'attaque du 136e de ligne, les francs-tireurs de la division de Bellemare avaient essayé de marcher dans la direction de la grille du château, cherchant à se relier au général Ducrot. Hélas! du moulin des Gibets, où il se tenait, le bouillant ami de M. Trochu regardait le combat en amateur, attendant avec un calme, auquel on n'était guère habitué, que ses troupes fussent enfin sur le théâtre de la lutte (1). Or, elles en étaient loin. L'avant-garde n'avait pas encore gagné Nanterre, et le gros entourait Courbevoie, à plus de deux lieues du champ de bataille! Et il est huit heures et demie (2)! L'extrême droite de la colonne du centre est donc à peu près paralysée et avance à pas de tortue (3).

C'est l'instant où la brigade Valentin, qui devait former la gauche du général de Bellemare, en devient brusquement la droite, pour parer à l'inqualifiable absence de M. Ducrot, et se dirige directement sur le château de Buzenval. « Comme l'objectif primitif de la brigade Valentin avait été enlevé par la brigade Fournès, craignant une attaque sur la droite, qui n'était pas couverte, le général de division (de Bellemare) la chargea de l'opération confiée à la colonne de gauche du général Ducrot. Cette opération consistait à s'emparer

(1) « Chez Ducrot, il ne restait plus rien de l'élan de Champigny. » (Henri Martin, t. VII, p. 317.)
(2) Général Ducrot, t. IV, croquis VI.
(3) *Ibid.*, t. IV, pp. 108 et 109.

deshauteurs de droite du parc, jusqu'au plateau de la Bergerie (1). »

La brigade tourne donc brusquement à droite et pousse sur le château. Le 1er bataillon du 109e de ligne pénètre dans la propriété par la grille, laissant au dehors, en réserve, le 16e régiment de la Garde nationale. Les défenseurs du château, pressés, au nord, par le 109e, sur le point d'être cernés, au sud, par le 136e, quittent précipitamment la place, que nous mettons en état de défense. Il est un peu plus de neuf heures (2).

Sur toute la ligne du centre, « les régiments de Garde nationale mobilisée, faisant partie des têtes de colonnes d'attaque, ont marché à l'ennemi avec beaucoup d'entrain (3) ».

On le voit, « au centre, le corps Bellemare n'avait pas moins bien marché (4) » que la gauche. Seul, le général Ducrot, le Grouchy de Buzenval, faisait défaut, rendant inutiles les résultats obtenus jusque-là (5).

C'était d'autant plus regrettable qu'une démoralisation profonde, prélude de la panique, s'était

(1) *Historique de la* 1re *division du* 3e *corps*. — « Le retard de la colonne Ducrot, qui n'arriva qu'à midi, m'obligea à employer ma réserve générale que je voulais garder pour donner le coup de chien final. » (*Notes personnelles du général de Bellemare.*) — Vincent d'Indy, p. 132. — *Souvenirs de la mobile*, par Ambroise Rendu ; Paris, Didier, 1872 ; p. 206. — Rapport militaire, voir, *infrà*, p. 258. — Jules Claretie, t. I, p. 478.

(2) *Historique de la* 1re *division du* 3e *corps*. — Général Ducrot, t. IV, p. 109. — *Ibid.*, croquis nos VII et VIII. — *La Guerre franco-allemande*, 2e partie, p. 1091. — Général Vinoy, p. 404.

(3) *Historique de la* 1re *division du* 3e *corps*. — « Les zouaves, le 136e de ligne, quelques bataillons de mobiles et de Garde nationale ont bien donné. » (Robinet de Cléry, pp. 217 et 218.)

(4) Colonel Lecomte, t. IV, p. 39. — Charles de Mazade, *La guerre de France*, t. II, p. 295.

(5) « Le retard de la colonne de droite mettait celle du centre et de gauche dans une situation difficile. » (Jules Claretie, t. I, p. 479.) — Jules Favre, *Gouvernement de la Défense Nationale du* 31 *octobre* 1870 *au* 28 *janvier* 1871, p. 329.

emparée des soldats prussiens, à la suite de la vigoureuse attaque de Bellemare. En voici une preuve, fournie par un ennemi, qui, après avoir dit que, à deux heures, on croyait les Français à une demi-lieue de Versailles, ajoute : « Nous rencontrons, à Rocquencourt, un soldat qui, à notre question sur l'état des choses, répond que cela va mal pour nous, que les Français sont déjà sur les collines, derrière la Celle (1). » Tout cela parce que des zouaves se sont emparés de Garches! Qu'aurait-ce été si, ce qui était possible avec des généraux voulant vaincre, Saint-Cloud, Montretout, la Bergerie, Buzenval et la Jonchère avaient été abordés, aux premières lueurs du jour, par Vinoy, Bellemare et Ducrot, suivis de leurs innombrables canons, dont le feu se serait joint à celui du Mont-Valérien ? Nous avons vu de près les régiments allemands : nous les croyons redoutables dans la victoire, mais bien moins résistants que les nôtres en cas de défaite.

Au surplus, par la faute de MM. Trochu et Ducrot, ici vont s'arrêter nos succès ; par suite de la lenteur mise à s'emparer de Montretout et de Buzenval, les premiers renforts prussiens ont le temps d'accourir au secours des grand'gardes. Le 5e bataillon de chasseurs et les régiments nos 58 et 59 suffisent à contenir les colonnes Vinoy et de Bellemare, installés qu'ils sont dans le parc et la partie sud de Saint-Cloud, dans le nord-est de Garches, dans la maison Craon, dans la Bergerie et derrière le mur de Longboyau.

Aussi, quand le général de Bellemare, après la prise du château, veut s'avancer vers la Bergerie et pénétrer dans la partie occidentale du parc de

(1) Moritz Busch, p. 429. — Tous les habitants de Versailles ont pu constater la terreur des Prussiens dans la journée du 19 janvier.

Buzenval, a-t-il à compter avec une résistance d'autant plus acharnée que, tranquilles sur leur gauche par suite de la mauvaise volonté du général Ducrot, les Prussiens peuvent porter tous leurs efforts aux endroits menacés.

La marche dans le parc est donc des plus pénibles. Le 2e bataillon du 109e de ligne contient les défenseurs du mur de Longboyau pendant que le 136e de ligne et le 9e régiment de la Garde nationale, sous les ordres du lieutenant-colonel Allard, tournant à gauche, se dirigent du côté de la Bergerie. « Il faut gravir les pentes boisées, sous une fusillade de front et de flanc. On se heurte à des abatis formant un obstacle impénétrable. Cependant nos sapeurs, la hache à la main, s'y frayent un passage, et les hommes arrivent à la crête : devant eux s'étend un terrain presque découvert, limité par des tranchées et des abatis (1). » On laisse les soldats se reposer quelques minutes avant d'engager la lutte décisive, ce qui permet d'attendre l'entrée en action du colonel Colonieu (2).

A neuf heures trois quarts, le colonel amène le 1er bataillon du 136e de ligne et le 82e bataillon de la Garde nationale, qu'il place à la gauche des troupes du lieutenant-colonel Allard, qui a déjà commencé son mouvement, comme nous l'avons exposé quelques lignes plus haut, et, tout aussitôt, la brigade entière court sur la Bergerie et sur la maison Craon.

Ces deux propriétés sont bâties à 200 mètres l'une de l'autre, entre le château de Buzenval et Garches, qu'elles dominent. Pendant que la maison Craon commande Garches, la Bergerie balaye, de ses feux, la clairière existant dans la fin du bois de Buzenval

(1) Général Ducrot, t. IV, p. 109.
(2) *Ibid.*, pp. 109 et 110. — *La Guerre franco-allemande*, 2e partie, p. 1092.

et la plaine s'étendant entre elle et le haras Lupin. Les deux propriétés sont couvertes : la maison Craon par un bois triangulaire entouré de tranchées, la Bergerie par un grand mur crénelé, des tranchées et un fossé. Ce sont, par conséquent, de solides positions, malaisées à prendre sans le concours de l'artillerie, quand on ne s'y présente pas par surprise.

Pour aborder la Bergerie, le lieutenant-colonel Allard a donc lancé le 1er bataillon du 136e de ligne à gauche, le 2e au centre, le 3e à droite.

Le 2e bataillon, enlevé par son chef, le commandant Suillot, parvient jusqu'au mur nord de la Bergerie, qui joint le fossé au mur longeant l'un des côtés du triangle formé par le bois poussant au nord-ouest de la maison Craon. Ce mur, construit à 50 mètres des bâtiments de la Bergerie, avait été muni de créneaux et percé de meurtrières occupés par les soldats du 59e prussien ; un feu roulant avait accueilli nos soldats, dès qu'ils avaient débouché du bois, et le brave commandant Suillot avait été frappé à mort, à la tête de ses hommes. Partie du bataillon se réfugie dans le bois, partie dans la clairière, à 150 mètres de ce mur meurtrier, et voici que, de ce côté, le combat dégénère en un tir peu dangereux pour les deux adversaires abrités.

Une tentative, faite par le 1er bataillon du 136e, renforcé de quelques gardes nationaux du 105e, pour gagner la Bergerie et la maison Craon, ne réussit pas mieux. Du mur fermant le bois triangulaire attenant à cette maison, de la barricade coupant le chemin à la hauteur de l'autre mur où sont venus se briser les efforts du commandant Suillot, part une fusillade terrible qui force les assaillants à se retirer dans le bois de sapins qui couvre le haut de la pente sud, entre le parc et le ravin séparant ce bois de sapins du bois triangulaire de la maison Craon.

A la droite, le 3e bataillon du 136e, les francs-tireurs du commandant Blanc et le 105e bataillon de la Garde nationale arrivent jusqu'au mur qui sépare le parc de Buzenval de la plaine située à l'est du haras Lupin et contraignent les soldats du 59e prussien à se retirer dans les bâtiments de la Bergerie. Ce mouvement a été prestement exécuté, malgré les abatis couvrant le mur crénelé dans lequel nous faisons plusieurs brèches. Nos soldats débouchent dans la plaine, mais, alors, ils sont reçus par une telle averse de balles, partant du haras et des ouvrages qui le relient à la Bergerie, qu'il n'y a plus à songer à avancer. Les francs-tireurs et une compagnie du 3e bataillon du 136e de ligne se blottissent dans le fossé creusé de l'autre côté du chemin qui suit le mur conquis; les autres compagnies de ce bataillon et les gardes nationaux se tapissent derrière ce mur, ce qui donne un second étage de feux.

Vers l'ouest, le général Valentin avait jeté son 109e de ligne contre le mur de Longboyau, défendu par le 50e prussien. Le régiment ne peut dépasser un chemin creux qui monte, à travers bois, jusqu'à une porte de ce mur. Si, donc, l'angle sud-ouest est occupé par les francs-tireurs et le 10e bataillon de la Garde nationale, de la brigade Colonieu, le restant de ce mur, depuis cette petite porte jusqu'à la grille de Versailles et la grande porte de Longboyau, demeurent aux mains des Prussiens.

« Etabli dans les bois qui font suite au parc de Buzenval, l'ennemi s'était servi du mur de clôture comme de fortification et foudroyait, par les créneaux, tout ce qu'il découvrait dans l'enclos (1). »

Au cours de tous ces combats, les mobiles du

(1) *Enq. parlem. déf. nationale*, rapport de M. Chaper sur le Gouvernement de la Défense à Paris au point de vue militaire, p. 281.

Morbihan, réserve du colonel Colonieu, s'étaient tenus au bas des pentes, au dessous du bois de sapins où s'était réfugié le 1er bataillon du 136e de ligne. Le 110e, réserve du général Valentin, s'était également arrêté au bas des pentes, entre les mobiles du Morbihan et la grille du château de Buzenval (1). Il était neuf heures trois quarts.

A notre gauche, la situation ne s'était pas modifiée : nous occupions toujours la moitié de Saint-Cloud et la croupe de Montretout, mais nous avions déjà reculé, à la gauche de notre centre. En effet, vers neuf heures, le général de Bellemare, qui s'était rendu à Garches, se voyant, du côté du parc de Saint-Cloud, exposé aux feux de la Porte-Verte, de la Porte-Jaune et des batteries établies entre cette dernière porte et l'Etoile-de-Chasse, se voyant aussi, à droite, pris d'écharpe par la mousqueterie de la maison Craon et de la Bergerie, n'entendant parler ni de Ducrot, ni même de Vinoy, qui s'éternisait autour de la redoute et de la villa Zimmermann, craignant que ses zouaves, qui avaient si prestement emporté partie de Garches ne fussent cernés par l'ennemi, leur avait ordonné de se retirer, remettant à plus tard le mouvement offensif (2).

Le 1er bataillon de zouaves quitte donc Garches, sous la protection du 2e bataillon et du 11e régiment de la Garde nationale mobilisée. « Mais, plus sur notre gauche, une colonne ennemie, cheminant à

(1) Général Ducrot, t. IV, pp. 110 et 111, et croquis VIII et IX.

(2) *Notes personnelles du général de Bellemare.* — « Bellemare et Vinoy culbutèrent l'ennemi et s'emparèrent des positions qu'ils avaient ordre d'enlever; mais ils furent obligés de s'arrêter et d'attendre le général Ducrot pour ne pas être débordés sur leur droite. » (*Histoire générale de la guerre de* 1870-1871, par L. Dussieux, professeur honoraire à l'Ecole de Saint-Cyr; Paris, Victor Lecoffre, 1881; t. I, p. 268. — « Le général de Bellemare avait conduit avec assurance les brigades Colonieu et Valentin. » (Charles de Mazade, *La guerre de France*, t. II, p. 297.)

mi-côte, force les gardes nationaux du 11e régiment à rétrograder et marche vivement sur la maison du Curé, de manière à séparer la colonne du centre de celle de droite (1). »

Quel était le terrible adversaire devant lequel reculaient deux bataillons et un régiment, sans tenir compte des innombrables troupes qui les flanquaient à droite et à gauche, qui les soutenaient par derrière? Nous n'inventons rien, nous copions : « La 4e compagnie, sous le capitaine Buenau, venue de Garches, au pas de course, chasse l'ennemi (les Français) du village, de concert avec les quelques hommes qui luttaient déjà sur ce point, et occupe le cimetière, ainsi que la partie nord de Garches, conjointement avec la 8e compagnie et une partie de la 7e du 59e. Une tentative est faite pour pousser jusqu'à la hauteur de la maison du Curé, mais la supériorité numérique de l'adversaire oblige à y renoncer (2). »

Voilà les forces redoutables qui faisaient craindre au général de Bellemare qu'un bataillon de zouaves, installé dans les maisons de Garches, fût enlevé! Voilà les assaillants que M. Ducrot nous montre sur le point de séparer et de faire prisonniers des régiments entiers!

Nous comprenons facilement que le lieutenant-colonel de Courcy, quand il s'est porté en avant, à la tête du 4e bataillon des mobiles de Seine-et-Marne, « ait repris la position abandonnée par les gardes nationaux, qu'il ait poussé jusqu'à la hauteur du cimetière, qu'il ait chassé devant lui les tirailleurs ennemis, qu'il les ait forcés à rentrer dans le village, que les Allemands aient tenté un nouvel effort sans

(1) Général Ducrot, t. IV, p. 112.
(2) *La Guerre franco-allemande*, 2e partie, p. 1092.

plus de succès, et qu'ils aient été refoulés par les mobiles (1) ».

Mais c'est devant la Bergerie que la lutte est la plus vive. Le lieutenant-colonel Allard, constatant qu'il ne peut tourner cette ferme ni à droite ni à gauche, que les autres troupes de la colonne ne peuvent, non plus, ni s'emparer de la maison Craon ni franchir le mur sud du parc de Buzenval, demande au capitaine du génie Coville de renverser le mur de la ferme. Le capitaine a encore de la dynamite, mais il a usé toutes ses amorces pour la démolition du mur est du parc. Pourtant, il tente l'aventure : accompagné du sous-lieutenant Azibert et du sergent-major Lepage, il se glisse dans le fossé qui longe la muraille jusqu'à la ferme. A la faveur des broussailles poussant dans ce fossé, les trois braves parviennent jusqu'à la Bergerie sans avoir été découverts par les Prussiens ; ils posent la dynamite contre le mur, et le sergent-major Lepage, avec une témérité justifiée par l'importance du résultat à obtenir, fait feu presque à bout portant sur le sac de dynamite. L'explosion ne se produit pas ; le sous-lieutenant Azibert décharge son revolver... rien ! Le sergent-major recharge son fusil et tire une seconde fois... toujours rien ! Le sac de dynamite s'est éparpillé de tous côtés sous les trois coups de feu, mais n'a pas détoné. Il était gelé, et la dynamite n'éclate pas sous un choc quand elle est gelée (2).

Mais l'éveil est donné. Entendant les coups de fusil, les Prussiens sortent de la Bergerie et aper-

(1) Général Ducrot, t. IV, p. 112.

(2) « Une section du génie essaye, avec beaucoup de bravoure, de renverser le mur d'enceinte. Sa tentative échouait ; la dynamite étant gelée, l'explosion ne se produisait pas. » (*La Guerre franco-allemande*, 2e partie, p. 1093.) — Commandant Bonnet, t. III, p. 151. — Arthur Chuquet, p. 288. — M. de Moltke, p. 431. — Etienne Dejoux, p. 112.

çoivent les trois Français. Ils tirent sur eux, à vingt mètres, et ne les atteignent pas. Malheureusement, quatre soldats du génie, qui s'étaient, à leur tour, engagés dans le fossé afin de rejoindre leur capitaine, sont touchés par la décharge. Et voici toute la tranchée, allant de la Bergerie au haras Lupin, qui se garnit de canons de fusil : l'ennemi vise les sapeurs en train de creuser un passage pour relier le fossé au mur du parc de Buzenval et permettre ainsi au capitaine Coville et à ses deux compagnons de regagner le parc sans crainte des balles. En dépit de cette fusillade, le lieutenant-auxiliaire Giblain achève courageusement et habilement le travail, et les trois braves rentrent sans blessures au milieu de nos troupes.

C'est pour tenter un nouvel effort sur la gauche. Le colonel Colonieu demande au capitaine Coville d'ouvrir une brèche dans le mur sud-est du parc, en face des trois grands sapins s'élevant de l'autre côté du chemin qui borde le mur à percer. Seulement, les Prussiens garnissent la tranchée creusée autour du triangle de bois qui pousse entre la maison Craon et la Bergerie; dès qu'ils voient les pierres s'écrouler et le mur à moitié ouvert, ils concentrent leurs feux sur la brèche ; par suite des ricochets, il est impossible de s'approcher de l'ouverture et il faut renoncer à achever le travail. Là, comme devant la Bergerie, les murs crénelés nous arrêtent; abandonnés par l'artillerie, nos fantassins ne peuvent, eux seuls, renverser les obstacles qu'ils rencontrent : aucun point de la ligne de défense n'a été battu par nos canons, ni par ceux du Mont-Valérien, ni par les pièces de campagne; depuis Saint-Cloud jusqu'à Croissy, aucun passage n'a été ouvert aux masses dont nous disposons, ne leur a permis de tourner les positions prussiennes et de ramasser les détachements des

quelques régiments chargés de la défense de ce secteur. Au centre, il faut donc renoncer à s'emparer de la maison Craon et de la Bergerie (1). Le général de Bellemare, abandonné par le général Ducrot, n'ose plus pousser en avant ni lancer sa réserve contre l'ennemi : au contraire, il se dispose à en employer une partie pour se maintenir sur ses positions, trop étendues (2).

A ce moment, il est dix heures, nous tenons, à gauche, les villas Armengaud et de Béarn, la partie nord de Saint-Cloud d'où les Prussiens n'avaient pu nous chasser, pas plus que de la villa Zimmermann, toujours carrément défendue par les mobiles du commandant de Lareinty, pas plus que de la redoute et de la croupe de Montretout; au centre, nous occupons la maison du Curé et le point 155, jusqu'au parc de Buzenval, que nous remplissons, sauf une petite bande longeant la partie nord-ouest du mur de Longboyau, la porte à laquelle on a donné le même nom, et 200 mètres du mur nord du parc, allant de cette porte vers le château.

Quant à notre droite, rien ! M. Ducrot, qui en est chargé, n'a même pas délogé l'ennemi de la Malmaison : son avant-garde est près de Rueil, au bas des pentes de Monte-Maria , que la brigade de Miribel vient de couronner; la brigade Bocher, de la division Berthaut, arrive à la maison Crochard. C'est une faillite complète de la part de notre

(1) Général Ducrot, t. IV, pp. 112 à 114. — « Cinq à six compagnies du 59e régiment, aile gauche de la brigade Bothmer, font une vigoureuse résistance. Sur ce point, le combat est devenu promptement très vif et très sanglant de part et d'autre; les contingents français du centre s'y trouvent, après leurs premiers progrès, nettement arrêtés de front. » (Colonel Lecomte, t. IV, p. 39.)

(2) *Histoire critique du siège de Paris par un officier de marine*, p. 198.

droite, faillite qui rend difficile toute marche en avant de la colonne de Bellemare et rapetisse le combat : c'est plus de quatre heures de retard pour les troupes du général Ducrot, qui continue à suivre, placidement, les phases de la lutte, installé qu'il est sur le plateau s'étendant au-dessous du Mont-Valérien, du moulin des Gibets à la Maison-Brûlée (1).

Enfin, quoique l'opération fût manquée à notre droite, quoique nous ne fussions pas maîtres de la première ligne de défense de l'adversaire, puisque nous ne possédions ni la grille d'Orléans, ni Garches, ni la maison Craon, ni la Bergerie, ni le bois de Longboyau, ni la Jonchère, néanmoins, grâce à notre grand nombre, à la faiblesse de l'ennemi, au silence de son artillerie, au courage de plusieurs de nos bataillons, nous avions obtenu un certain succès, et la dépêche du général Trochu au Gouvernement : « Nous sommes maîtres de la redoute de Montretout et maisons annexes, du plateau 155, du château et des hauteurs de Buzenval ; Bellemare marche sur la maison Craon. Tout va très bien jusqu'à présent », était relativement justifiée (2).

Seulement, qu'espère-t-on de plus, à cette heure? Comment l'entrée en ligne de la colonne Ducrot aura-t-elle la vertu de nous faire conquérir et Saint-Cloud, et Garches, et le haras Lupin, et la Jonchère? Mis en éveil depuis près de trois heures, l'ennemi ne presse-t-il pas l'arrivée de ses réserves

(1) « Les colonnes du centre et de l'aile gauche, qui attendent le soutien de l'aile droite, ne se portent pas en avant avec l'audace et la rapidité qu'exigeait le but qu'on leur avait fixé. » (Rüstow, t. II, p. 225.)

(2) « Il était alors dix heures du matin : le début de la bataille était des plus favorables puisque les positions désignées comme objectifs à la gauche et au centre avaient été enlevées. » (Général Vinoy, p. 405.) — « Il n'était encore que dix heures du matin et, jusque-là, tout avait été bien pour l'attaque. » (Colonel Lecomte, t. IV, p. 39.)

et de son artillerie de campagne, qui rendront impossible l'enlèvement de positions, qu'une surprise nous aurait assurément données?

Et puis, notre artillerie, qui s'est montrée d'une incapacité pitoyable depuis le commencement du combat, puisqu'elle n'a même pas su se mettre en place et a laissé l'infanterie soutenir la lutte toute seule (1), soit parce que nos canons n'étaient pas là, soit parce qu'on ne savait pas se servir de ceux qui auraient pu tirer utilement, notamment de ceux du Mont-Valérien, notre artillerie, donc, va-t-elle se relever par la seule entrée en scène de M. Ducrot? Nos obus qui, jusqu'à dix heures, n'ont atteint que des soldats français, vont-ils enfin s'abattre sur les bataillons, sur les ouvrages prussiens? Alors que l'effet de nos pièces a été nul dans la première phase de la lutte, sera-t-il décisif dans la seconde?

C'est, par conséquent, une grande exagération, de la part de M. Trochu, sinon un mensonge, de télégraphier que « tout allait très bien » à dix heures du matin. Nous allons en avoir la preuve par la suite du récit.

ENTRÉE EN ACTION DE LA COLONNE. DUCROT

Depuis son arrivée au Mont-Valérien, le Gouverneur ne cessait de presser le général Ducrot d'entrer en ligne. A sept heures quarante minutes, il lui télégraphiait, au moulin des Gibets : « Combien de temps vous faut-il pour vous grouper? Voilà un bien long retard. P. O. Bibesco. » Une heure après, nouveau télégramme : « J'ai envoyé des officiers

(1) Voir, *suprà*, pp. 151 à 153. — Général Ducrot, t. IV, p. 121.

au rond-point de Courbevoie pour activer le mouvement. Restez où vous êtes, et que vos troupes arrivent le plus tôt possible à la maison Crochard. P. O. Bibesco. » A neuf heures quinze minutes, une autre dépêche : « Le commandant Faivre arrive à Montretout ; le combat est très vivement engagé sans résultat apparent. Bellemare a bien réussi, sans grand effort ; il occupe la maison du Curé et est entré dans le parc de Buzenval par une brèche. Il a mis Valentin à sa droite pour vous suppléer ; appuyez-le dès que vous le pourrez. P. O. Bibesco. » Enfin, à dix heures douze minutes, le Gouverneur fait encore expédier cette dépêche à M. Ducrot : « Nous sommes maîtres de la redoute de Montretout et maisons annexes, du point 112, du plateau 155, du château et hauteurs de Buzenval. Bellemare marche sur la maison Craon et vous attend pour agir sur la Bergerie. Tout va très bien jusqu'à présent. P. O. Bibesco (1). »

Le général Ducrot recevait philosophiquement tous ces télégrammes, et nous n'avons trouvé trace, nulle part, d'un ordre de lui pour faire accourir plus vite, à l'aide du général de Bellemare, une partie de sa colonne. Ce ne sera qu'à dix heures et demie, comme nous allons le constater, que son avant-garde coopérera à l'attaque du mur de Longboyau.

Au surplus, transportons-nous à la Maison-Brûlée, où le général Ducrot s'est placé, après avoir quitté le moulin des Gibets, et racontons l'entrée en action de notre colonne de droite.

S'il faut en croire M. Ducrot, son artillerie serait arrivée avant son infanterie. Il prétend qu'il a fait aligner ses canons, vers dix heures, sur le plateau de la Maison-Brûlée (moulin de Rueil), au-dessous du Mont-Valérien, au-dessus de Rueil et du parc

(1) Général Ducrot, t. IV. pp. 422 et 423.

Richelieu, et aux environs de la maison Crochard.

Nous ignorons si le général ne se trompe pas, et nous voulons bien admettre « qu'il a mis en position presque toute son artillerie (1) » ; mais a-t-elle tiré, ou, du moins, a-t-elle tiré utilement, sur les Prussiens et non sur les Français? Voilà ce dont nous doutons, car aucun vestige de son action n'apparaît dans les phases du combat.

Sans oser aller jusqu'à dire, après le général Vinoy : « L'aile droite n'avait pu agir à l'heure déterminée; elle n'avait donc pas concouru au mouvement offensif prononcé dès les premières heures du jour par l'aile gauche et le centre : à *une heure de l'après-midi*, son artillerie était arrivée seulement à la redoute des Gibets (2), » on peut cependant affirmer que les canons du général Ducrot ne tonnèrent pas avant onze heures, onze heures et demie, sauf, peut-être, quelques pièces de la réserve de la division Faron, arrivées, à dix heures passées, auprès de la Maison-Brûlée (3), et deux batteries que le lieutenant-colonel Ladvocat fit placer à gauche de la maison Crochard, vers onze heures moins le quart (4). Mais nous tenons plutôt pour onze heures et demie, ainsi que nous l'avons

(1) Général Ducrot, t. IV, p. 115.

(2) Général Vinoy, p. 406. — C'est aussi l'avis du colonel Lecomte : « Vers dix heures du matin seulement les premières troupes du général Ducrot arrivaient en ligne, fournies par la division Berthaut. Les deux autres divisions s'allongeaient indéfiniment en arrière, *l'artillerie plus encore. A midi, celle-ci atteignait à peine la redoute des Gibets.* » (T. IV, p. 40.) — Le Faure, t. II, p. 390.

(3) Les trois batteries de réserve de la division Faron, sous les ordres du lieutenant-colonel Briens, seraient parties de Rueil après neuf heures et se seraient portées vers la Maison-Brûlée, d'où elles auraient dirigé, longtemps après dix heures, selon nous, « *quelques coups* » sur la porte de Longboyau. (*Historique de la division Faron*, cité par le général Ducrot, t. IV, p. 432.)

(4) *Historique de la division Berthaut*, cité par le général Ducrot, t. IV, p. 427.

déclaré tout à l'heure, et croyons que c'est l'infanterie de la colonne de droite et non son artillerie qui s'engagea la première.

Enfin, le colonel de Miribel, à la tête de la 2e brigade de la division Berthaut, apparaît, vers neuf heures et demie, aux environs de Nanterre. Il se dirige droit sur Rueil, s'y loge et lance ses francs-tireurs sur la croupe de Monte-Maria, près du Pignon, tandis que les mobiles de la Seine-Inférieure et du Loiret occupent Bois-Préau et les environs du parc Richelieu. Il est dix heures passées (1).

De son côté, la brigade Bocher, toujours de la division Berthaut, se campe devant la Fouilleuse, à gauche de la maison Crochard.

Quant à une partie de l'artillerie, elle commence seulement, si l'on veut bien accepter la version de M. Ducrot, à viser les positions ennemies. Deux batteries canonneraient la porte de Longboyau et le bois de Saint-Cucufa. Mais, à cette canonnade, se borne, pour l'instant, son intervention; cela résulte clairement du texte même du général Ducrot, et nous profiterons de l'occasion pour faire remarquer que ce texte contredit formellement l'idée d'un appui donné, antérieurement, à notre gauche ou à notre centre, par les pièces de M. Ducrot, et que ce texte justifie le scepticisme exprimé par nous à l'endroit de cet appui (2).

Mais le général Ducrot ne peut borner sa coopération à une action d'artillerie ; son infanterie finit par arriver : il faut bien qu'il en fasse donner une partie. Seulement, au lieu de chercher à déborder la porte de Longboyau par la droite, en jetant, dans le bois du même nom, du côté de Saint-Cucufa, portion des troupes qu'il a sous la main, il les

(1) *Historique de la division Berthaut*, général Ducrot, t. IV, p. 426.
(2) Voir général Ducrot, t. IV, p. 116.

lance dans le parc de Buzenval, déjà rempli par les brigades Colonieu et Valentin. Le 120e de ligne, de la brigade Bocher, se joint aux soldats du général Valentin. Il est alors onze heures et demie (1). Plus de quatre heures de retard!

Se formant en colonnes d'assaut, un bataillon du 120e de ligne, le 110e et le 18e régiment de la Garde nationale se précipitent crânement contre le mur de Longboyau. Les rares Prussiens se trouvant dans le bois n'hésitent pas à se retirer devant cette puissante attaque : ils se réfugient derrière le mur qu'ils ne vont pas être en état de disputer au flot d'assaillants qui va les emporter. Hélas! là aussi, le retard de quatre heures va changer complètement le résultat. Malgré leur vigilance, malgré leurs bonnes dispositions défensives, pas plus à Longboyau qu'à la Bergerie, les ennemis n'auraient été en mesure d'arrêter nos troupiers les surprenant, à six ou sept heures du matin, puisque c'est juste à l'instant de l'entrée en scène de la brigade Bocher que « le 3e bataillon du 40e régiment prussien, accourant en hâte, parvient à repousser cette brigade (2) ». Ravis de se trouver secourus si à propos, les fuyards de tout à l'heure acclament les nouveaux venus, et tous font pleuvoir les balles sur les assaillants.

Ceux-ci ne s'émeuvent pas tout d'abord; ils continuent leur course et parviennent à une dizaine de mètres du mur; mais, là, les arbres ne les protégeant plus, ils sont si bien en vue que pas un projectile ne se perd; des nombreux trous, pratiqués

(1) *Historique de la division Berthaut*, cité par le général Ducrot, t. IV, p. 427. — « Il n'était pas moins de onze heures lorsque l'avant-garde du général Ducrot engagea un combat sérieux à la porte de Longboyau. » (Rustow, t. II, p. 225.) — « Ducrot était très en retard. « (*Ibid.*) — « La colonne Ducrot n'arriva qu'à midi. » (*Notes personnelles du général de Bellemare.*)

(2) M. de Moltke, p. 432.

dans la maçonnerie, jaillit l'éclair des coups de feu ; la crête de la muraille se garnit de canons de fusil, et les balles entrent, avec un bruit mat, dans le corps de nos courageux et inexpérimentés soldats.

Un moment d'hésitation se produit ; quelques vigoureux officiers veulent conjurer la reculade, s'efforcent d'enlever leurs hommes jusqu'à l'obstacle que l'on semble toucher : vains efforts, un poltron crie, fait demi-tour et s'enfuit ; alors, semblables à ces bandes de moineaux qui s'envolent précipitamment dès que l'un d'eux a donné le premier coup d'aile, tous crient, font demi-tour et s'enfuient. On ne parvient à les arrêter que dans le chemin creux qui traverse le parc du nord au sud ; en effet, ils y sont à l'abri des balles : il est possible de calmer les courages émus.

En revanche, quand le capitaine de Bogulawski, repassant le mur de Longboyau, veut poursuivre les fuyards, au moyen de deux compagnies de fusiliers, il est presque aussitôt arrêté par notre feu et forcé de défiler son monde dans le rentrant du mur nord, près de la porte de Longboyau (1).

Au cours de ce combat, un vaillant officier, le capitaine Maurice de Laumière, est tombé mortellement frappé de dix balles, dont l'une avait traversé le cœur, au moment où il relevait le commandant Bernard, grièvement blessé (2).

Les francs-tireurs de la division Berthaut, sous les ordres du commandant de Parseval, ont essayé, pendant ce temps, de s'emparer de la porte de Longboyau et de la maison du garde, qui en est à quelques mètres. L'abordant par la route de Rueil, qui va, sur le plateau, de la route de l'Empereur à

(1) Général Ducrot, t. IV, pp. 117 et 118. — *La Guerre franco-allemande*, 2e partie, p. 1095.
(2) Général Ducrot, t. IV, pp. 118 et 119.

la porte de Longboyau, ils se sont trouvés complètement à découvert, exposés aux feux de la maison du garde, du mur du bois de Longboyau, de la tranchée creusée, à la naissance de la pente, à droite et à gauche de la route de Rueil qui remonte dans le bois, enfin, du blockaus enterré qui enfile cette route : nos francs-tireurs ne peuvent approcher de la fatale porte et sont repoussés avec des pertes effrayantes (1).

Les généraux Ducrot et Berthaut avaient oublié de préparer cette attaque ; ils n'avaient pas compris, non plus, que le mur de Longboyau ne devait pas être attaqué seulement par le côté est, dans l'intérieur du parc, mais qu'il devait être tourné, par son côté ouest, par les crêtes boisées qui dominent le ravin de Saint-Cucufa. Il n'y avait, alors, qu'à suivre le mur et à se jeter résolument sur le garas Lupin et les ouvrages établis entre ce haras et Garches. Si l'on s'en emparait, et ce n'était pas impossible, grâce à la masse de combattants dont nous disposions, la Bergerie, la maison Craon tombaient, du coup, et nous demeurions maîtres du plateau (2).

Mais il aurait fallu commencer par le commencement, et il était bien difficile d'enlever la porte de Longboyau tant que la division de Susbielle n'avait pas occupé le château de la Malmaison, Monte-Maria, tant qu'elle ne menaçait pas, efficacement, les pentes situées au-dessous du pavillon de la Jonchère, défendues par le seul régiment n° 37, et protégées, il est vrai, par des abatis disposés au fond et sur le côté ouest du ravin creusé du parc de la Malmaison à la Vacherie de Saint-Cucufa.

(1) Général Ducrot, t. IV, p. 119.

(2) « Le corps de Ducrot attaqua ce mur (de Longboyau) par l'endroit le plus fort, la porte retranchée de Longboyau, au lieu de chercher à tourner la position. » (Henri Martin, t. VII, p. 319.)

Assurément, à onze heures et demie, pareille opération était délicate, alors qu'elle eût été de la dernière simplicité, nous ne cesserons de le répéter, si elle avait été entamée à sept heures du matin, comme c'était convenu ; néanmoins, même à onze heures et demie, la tentative n'était pas encore déraisonnable, à la condition que les trois attaques de la Bergerie, de la porte de Longboyau et de la Jonchère fussent *simultanées et poussées à fond*. Au cas où le général de Susbielle n'aurait pu escalader les hauteurs de la Jonchère, il aurait, cependant, assez occupé les défenseurs du pavillon pour les empêcher de tirer sur les assaillants de la porte de Longboyau.

Au contraire, nous avons constaté que le général de Susbielle n'avait pas encore fait œuvre de combattant, que l'objectif de la porte de Longboyau avait été abandonné presque tout de suite, et que l'effort s'était borné, ou à peu près, à l'assaut du côté est du mur de Longboyau, par l'intérieur du parc de Buzenval. De cette façon, l'insuccès était fatal. « L'aile droite tout entière avait fait défaut à l'heure dite, et la gauche et le centre avaient manqué d'ensemble (1). »

VAINS EFFORTS DE LA GAUCHE ET DU CENTRE

La lutte continuait, à Saint-Cloud, mais sans entrain de notre part ; on se fusillait de maison à

(1) *La Campagne de* 1870, traduit du *Times*, p. 278. — « Les attaques, au lieu d'être *simultanées*, se succédaient à intervalles, au préjudice de l'unité et de la solidarité des efforts. » (Général Trochu, *Œuvres posthumes*, t. I, p. 528.) — « L'effort aurait dû s'accomplir partout en même temps. » (*L'Empire et la Défense de Paris*, par le général Trochu ; déposition du comte de Meffray, p. 122.)

maison, dans les rues, dans les jardins, sans que nous pussions avancer d'un pas. « A notre aile gauche, le combat traînait en longueur, le retard du général Ducrot empêchant de continuer le mouvement en avant, si bien commencé dans la matinée (1). » Bien plus, voici, maintenant, que nous reculons : une compagnie du 58e prussien parvient à nous chasser de la gare et du tunnel. Heureusement, dans la partie nord de Saint-Cloud, que nous avons emportée au début de l'affaire, nous résistons mieux, grâce au petit nombre des assaillants (2).

Et, de fait, une dizaine de compagnies seulement sont aux prises avec nos soldats, le gros des forces ennemies se tient toujours en arrière, et il est intéressant de remarquer que sur les XVIIe et XXe brigades, qui se trouvent en première ligne à Saint-Cloud, à Buzenval et à la Malmaison, on ne compte qu'une trentaine de compagnies engagées, le restant est encore loin, dans le parc de Saint-Cloud, à la Porte-Jaune, à la Porte-Verte, au Clos-Toutain, devant le château de Beauregard, à la Celle-Saint-Cloud, à Bougival, à Louveciennes et au pavillon de la Jonchère. En somme, quatre ou cinq régiments suffisent à contenir près de six divisions françaises !

Il est vrai que les Prussiens tiraient « le plus souvent à couvert (3) », derrière des murs, des tranchées, des abatis, des maisons ; il est vrai que leur artillerie faisait, depuis dix heures, dix heures et demie, autant de besogne que la nôtre en abattait peu ; il est vrai, enfin, que la nature du terrain se prêtait parfaitement à la défense et qu'il fallait le quatuor Trochu-Ducrot-Berthaut-Schmidt pour

(1) Commandant Bonnet, t. III, p. 152.
(2) *La Guerre franco-allemande*, 2e partie, p. 1093. — Général Ducrot, t. IV, p. 120.
(3) *La Guerre franco-allemande*, 2e partie, p. 1096.

choisir une pareille lice comme suprême champ de bataille de l'armée de Paris ; néanmoins, il était dangereux, de la part des Prussiens, de conserver leurs réserves à deux, quatre et six kilomètres de l'action, surtout quand elles n'avaient rien à craindre de l'artillerie française muette. En effet, ces réserves risquaient d'arriver au secours des troupes de première ligne après leur écrasement, ce qui se serait vu si les assaillants avaient un peu étudié les chemins qu'ils avaient à parcourir, si leur artillerie de campagne avait tiré, si les canons du Mont-Valérien avaient fait utile et possible emploi de leurs puissants engins (1). Enfin, l'imprudence de l'ennemi ne lui a pas coûté cher, ne lui a même rien coûté, passons. Mais transportons-nous, une minute, du côté de la Malmaison, afin de voir ce que devient notre extrême droite.

A dix heures et demie, le général de Susbielle arrivait à Rueil. La brigade Lecomte se postait entre la gare et Rueil. Une batterie, établie à gauche de la station, tire sur le parc Metternich, d'après le dire du général Ducrot. La brigade Ragon occupe Rueil, le parc de Bois-Préau ; le 116e de ligne s'approche même du mur du parc de la Malmaison. Quant à la division Faron, elle parvient, enfin, à

(1) Quand l'artillerie prussienne, avant dix heures, défilait pour se mettre en position, on voyait, du Mont-Valérien, les longues lignes de voitures galoper sur les chemins. Un commandant du génie en prévint le Gouverneur, mais celui-ci : « Qu'en pensez-vous, Bibesco ? » Le fidèle aide de camp, avec son flair d'état-major, répondit que c'était de l'infanterie. « Le commandant du génie, piqué au vif et certain, d'ailleurs, qu'on laissait échapper une superbe occasion de causer un tort considérable à l'ennemi, remit l'œil à la lunette... «« C'est vrai, mon général, ce sont bien des fantassins ; seulement ils sont montés sur des chevaux qui traînent des canons. »» M. Trochu se serait bien gardé de donner tort à un de ses favoris. Aussi, au désespoir des artilleurs, tout prêts à faire feu, le Mont-Valérien laissa s'accomplir, en toute liberté, les évolutions des artilleurs prussiens. (*Histoire critique du siège de Paris par un officier de marine*, pp. 199 et 200.)

la maison Crochard et au parc Richelieu, derrière la division Berthaut, qu'elle va pouvoir appuyer, si l'ordre lui en est donné. Il est, alors, onze heures passées (1).

En attendant, les Prussiens font avancer leurs renforts et commencent à se servir admirablement de leur artillerie, qui a été longtemps à se mettre en action, mais qui, depuis dix heures (2), dix heures et demie, répare le temps perdu : les batteries de la Porte-Jaune, de l'hospice Brezin, parfaitement abritées derrière des épaulements, avaient ouvert le feu avec succès et continuaient à tonner sans relâche. La maison du Curé, surtout, prise comme point de mire par les artilleurs prussiens, était écrasée sous une pluie d'obus (3).

« A partir de dix heures, l'ennemi garnit de pièces de canon les embrasures de ses ouvrages, et non seulement ils étaient tous armés à la fin de la journée, mais encore beaucoup de pièces de campagne tiraient à découvert. Le total des pièces abritées par les épaulements de la deuxième ligne de défense était de 63 : on en pouvait compter 33 dans le parc de Saint-Cloud, 20 autour de l'hospice Brezin et 10 au haras. Ces dernières tiraient à gauche de la Bergerie ; mais les 53 autres concentraient leur feu sur l'espace compris entre la route de l'Empereur, au-dessus de Montretout, et la maison du Curé, c'est-à-dire, sur une étendue qui n'avait pas plus d'un kilomètre. Ce feu, qui (à la fin de la journée) était presque continu, rendait déjà toute cette position de la ligne de bataille très difficile à tenir (4). »

(1) Général Ducrot, t. IV, p. 123.
(2) Général Vinoy, pp. 407 et 408.
(3) A. Ballue, p. 125.
(4) Général Vinoy, p. 408. — Il résulterait même, de la phrase

Nos généraux n'avaient pas su mettre à profit les trois ou quatre heures de répit que les Prussiens leur avaient laissées, en ne commençant le tir à obus qu'à dix heures et demie, onze heures ; nous allions en souffrir cruellement, car, à présent, les éclats de fonte apportent leur concours aux balles ennemies, dans leur sanglante besogne.

Aussi bien, les généraux français finissent par comprendre qu'ils font la partie trop belle aux Prussiens en ne leur envoyant pas d'obus, et ils se décident à faire parler le canon. Hélas ! si l'artillerie du général Ducrot faisait entendre, à droite, ses premières détonations, celle du centre et de la gauche demeurait toujours muette.

Les pièces du général Vinoy, égarées dans l'avenue de Courbevoie, ne se retrouvaient qu'avec la plus grande peine et ne parvenaient à la Briqueterie, sous le Mont-Valérien, qu'à onze heures. Comment, dans ces conditions, exécuter l'ordre du Gouverneur qui prescrivait au général Vinoy

suivante de M. de Moltke, que ce ne serait qu'à midi que les canons prussiens auraient sérieusement donné : « Les batteries de la IXe division prussienne étaient arrivées une à une, et, *à midi*, 36 pièces ouvraient le feu. » (M. de Moltke, p. 431.) — Une dépêche, adressée du Mont-Valérien, au ministre de la Guerre, par un officier d'ordonnance du Gouverneur, *à dix heures trente-deux minutes du matin*, se termine par cette phrase : « *Je n'ai pas encore entendu un coup de canon prussien.* » (Cité par Jules Claretie, t. I, p. 479.) — Cité aussi par le général Ducrot, t. IV, p. 195. — « A dix heures et demie, on n'avait pas encore entendu un coup de canon prussien. » (Michel Cornudet, p. 421.) — « A partir de dix heures du matin, on entend une vive canonnade. » (Moritz Busch, p. 428.) — « Jusqu'à dix heures du matin, l'artillerie ennemie était restée muette ; pas un obus prussien n'était tombé sur nous. » (A. Ballue, p. 124.) — Colonel Lecomte, t. IV, pp. 42, 43 et 44. — *Journal de Fidus*, *La Révolution de septembre*, *La Capitulation*, *La Commune*, p. 234. — Voir, *infrà*, p. 207. — Après avoir longuement réfléchi sur la question, nous pensons que l'artillerie prussienne est entrée successivement en action de dix heures et demie à onze heures et demie.

d'armer la redoute de Montretout et de foudroyer la vallée de Garches (1)?

L'artillerie du général de Bellemare n'était pas en meilleure posture. Débouchant, péniblement, du rond-point des Bergères, elle avait voulu contourner les pentes du Mont-Valérien, par le chemin d'Hérode, et se diriger vers la Fouilleuse. Cette voie, étroite et déjà défoncée, avait été rendue presque impraticable par la pluie et le dégel. Hommes et chevaux mettent un temps infini à pousser et à tirer pièces et caissons dont les roues entrent, jusqu'au moyeu, dans des ornières invraisemblables. Enfin, après de longs efforts, l'artillerie du centre apparaît près de la Fouilleuse.

Le général de Bellemare veut lui faire couronner la crête de Montretout, d'où elle tirera sur Saint-Cloud, la grille d'Orléans, la Porte-Jaune et Garches; il veut aussi établir quelques pièces sur le mamelon situé entre la maison du Curé et la Bergerie, car, de là, il sera facile de battre cette dernière position et la maison Craon. Malheureusement, si l'on en croit les généraux responsables, à peine les lourdes pièces de 7 et de 12 ont-elles franchi la route de l'Empereur et commencent-elles à gravir les pentes, que le terrain, tout aussi boueux que dans le chemin d'Hérode, mais plus glissant, ne permet pas à nos chevaux, affaiblis par le manque d'avoine et de fourrage, de les enlever jus-

(1) « Général Trochu à général Vinoy.
« Mont-Valérien, 19 janvier, 10 heures du matin.
« Vous tenez la redoute de Montretout. Le point 112, le plateau 155, le château et les hauteurs de Buzenval sont occupés par Bellemare qui fait attaquer la maison Craon. Le moment me paraît venu de porter votre artillerie sur le plateau, en avant de Montretout, comme il a été convenu, pour tirer sur tout le bassin de Garches; elle pourra même s'étendre jusqu'au plateau 155, si l'artillerie de Bellemare, qu'il faudra consulter à ce sujet, n'y est pas arrivée. Elle est encore à la Fouilleuse. » (Cité par le général Vinoy, p. 527.)

qu'au sommet. Les chefs de notre artillerie ne savent pas trouver le moyen de vaincre l'obtacle : il faut renoncer à escalader les hauteurs et revenir en arrière. Le général de Bellemare aligne ses canons aux alentours de la ferme de la Fouilleuse, d'où ils tirent, au hasard, quelques coups dans la direction de l'ennemi. Ils ne sauraient aider en rien notre offensive, et il est permis de dire que les colonnes du centre et de gauche combattent au moyen de leur seule mousqueterie (1).

« L'artillerie de la colonne Vinoy n'ayant pu être mise en batterie sur la crête ni placée dans la redoute, à cause de l'état des terres détrempées et glissantes, le commandant de l'aile gauche la fit établir en avant de la Briqueterie (2). »

Certes, il était malaisé de hisser les pièces au haut de la côte, mais nos adversaires avaient eu, eux aussi, grand'peine à amener leurs canons sur le terrain ; nous avons vu qu'ils y avaient employé trois heures au moins, mais, enfin, leurs efforts avaient été couronnés de succès (3). Pourquoi nos généraux se sont-ils découragés? Il n'est jamais impossible d'enlever un canon jusqu'à la crête d'une colline quand on a des chevaux et des

(1) Général Ducrot, t. IV, pp. 120 à 122. — « C'est avec le chassepot seul qu'il va falloir lutter contre cet ennemi invisible qui, bien abrité dans des tranchées, derrière des murs, vise à coup sûr. » (Le Faure, p. 388.)

(2) Général Vinoy, pp. 409 et 410. — Du haut de Montretout, « nous (les zouaves) voyions l'interminable file des batteries françaises s'avancer, lentement, sur la route qui contourne le pied du Mont-Valérien, puis s'arrêter, puis se remettre en marche pour s'arrêter de nouveau... définitivement. Ainsi, nous étions condamnés à nous battre, sans canons, contre un ennemi qui avait mis en ligne une artillerie formidable ». (A. Ballue, p. 125.) — Arthur Chuquet, pp. 288 et 289. — P.-M. Marquez, pp. 48 et 49. — Commandant Bonnet, t. III, p. 151.

(3) « Il paraît que «« l'impossibilité d'amener de l'artillerie »» n'existait pas pour l'ennemi. » (Vincent d'Indy, p. 160.)

hommes à sa disposition : il ne s'agit que de savoir se servir des uns et des autres.

« M. Viollet-le-Duc avait offert de transporter les pièces, à bras d'hommes, en une heure, avec le concours de sa Légion auxiliaire du génie. Les militaires n'acceptèrent pas (1) », donnant ainsi une nouvelle preuve de la routine et de la mauvaise volonté d'un trop grand nombre d'entre eux, pour ne pas parler de leur incapacité.

« A la bataille de l'Alma, les zouaves avaient bien hissé des pièces sur un rocher à pic : est-ce que nos soldats étaient moins forts en 1871 qu'en 1854 (2) ? »

Non, quand, dans le *Rapport militaire* de la bataille de Buzenval, M. Trochu déclare qu'il était *impossible* d'amener de l'artillerie sur les crêtes ; il se trompe, ou mieux, veut nous tromper, puisque quatre pièces ont été portées près de la redoute de Montretout ; puisqu'une pièce de la batterie Donato a été enlevée de la Fouilleuse aux environs du point 155 : si l'on est parvenu à monter quatre pièces, à Montretout, une pièce devant la maison Craon, il était possible d'en hisser le double, le triple, vingt, cinquante, même cent, et d'en garnir les hauteurs, de Saint-Cloud à Buzenval (3).

Quoi qu'il en soit, le retard du général Ducrot à droite, l'éclipse de notre artillerie à gauche et au centre « étaient une faveur bien opportune que le Destin offrait, de nouveau, à l'armée prussienne.

(1) Jules Claretie, t. I, p. 479. — « Les pentes n'étaient pas si raides que, vingt, trente, quarante hommes de bonne volonté, aidant six chevaux, en poussant ou en tirant avec des cordes, ne pussent faire parvenir sur le sommet une pièce de 7. Et il y en avait des milliers d'hommes de bonne volonté, qui n'eussent pas demandé mieux, plutôt que de rester inactifs. » (Etienne Dejoux, p. 122.) — *Ibid.*, p. 123.

(2) Vincent d'Indy, p. 137.

(3) Voir, *infrà*, pp. 206, 207, 212 et 282.

De nouveau, celle-ci ne manqua pas d'en profiter, et elle le fit avec tous les avantages d'une bonne méthode de guerre (1) ».

ATTAQUE DE LA DROITE FRANÇAISE

A notre droite, une notable partie des troupes du général Ducrot est, enfin, en état de prendre part à la lutte. Nous avons déjà vu que, à dix heures et demie, un bataillon de la brigade Bocher était venu apporter son appui à la brigade Valentin et que, de concert, on avait marché contre la porte et le mur de Longboyau. Chacun sait, également, que cette attaque avait été infructueuse. Mais M. Ducrot n'a plus la liberté de borner son concours à l'entrée en action d'un bataillon : il faut que ses nombreux régiments marchent au feu, car il est onze heures et tout nouvel atermoiement ne pourrait être justifié. Donc, pendant que deux bataillons du 120e de ligne et un du 119e tiraillent en pure perte contre Longboyau, un autre bataillon du 119e se joint aux braves soldats du général Valentin, et bientôt le restant de la brigade pénètre dans le parc de Buzenval, de telle sorte que, tandis que le général Fournès occupe les hauteurs, aux alentours de la maison du Curé, en face du cimetière de Garches, la brigade Colonieu remplit les fourrés des trois Sapins, cherchant à se glisser dans le bois triangulaire dont l'angle oriental se trouve à la maison Craon et l'angle occidental à la Bergerie. En même temps, la brigade Valentin, maîtresse du mur, du fossé et de l'angle méridional du parc de Buzenval, tire contre la tranchée de la Bergerie. Mais elle

(1) Colonel Lecomte, t. IV, p. 41.

n'atteint pas la porte du mur de Longboyau et n'occupe qu'une centaine de mètres de ce mur, à son extrémité sud, sans pouvoir le dépasser, fusillée qu'elle est par les tirailleurs prussiens embusqués, en face, sous la lisière du bois de Longboyau. Il lui est alors impossible de prendre en flanc les défenseurs du mur, garantis, en partie, par la pente qui commence à 400 mètres de l'angle sud-ouest du parc et qui protège ainsi les défenseurs de ce terrible mur sur sa plus grande longueur (800 mètres environ), depuis la naissance de la pente jusqu'à la porte de Longboyau.

La brigade Bocher s'en prend donc aux Prussiens qui garnissent les créneaux et les meurtrières du mur fatal, et s'élance vaillamment contre l'ennemi invisible dont les balles sifflent sans un instant de répit. Mais, quand elle arrive à 100 mètres de l'obstacle, n'étant plus qu'imparfaitement protégée par les taillis et les troncs d'arbres, elle est en butte à un feu si violent que nos hommes tombent les uns sur les autres et que ceux qui s'obstinent à continuer leur marche s'abattent, tous, criblés de projectiles. C'est là que le brave Gustave Lambert, le savant explorateur, qui avait abandonné son grade d'officier de la Garde nationale pour celui de sergent au 119e de ligne auquel il venait d'être nommé, succombe en héros, sans vouloir reculer d'une semelle.

Devant ces hécatombes, les soldats du 119e et du 120e de ligne hésitent une minute, n'avancent plus, se cachent derrière les chênes, les hêtres, puis finissent par se retirer, précipitamment, dans les profondeurs des fourrés et dans la creusée qui coupe le parc. Pour la troisième fois, nous ne parvenons pas à aborder le redoutable mur de Longboyau (1).

(1) Général Ducrot, t. IV, p. 122.

Donc, vers midi ou une heure, sur toute la ligne d'attaque, « les défenseurs, qui tenaient bon depuis la matinée, étaient relevés et renforcés par des réserves fraîches, et nous éprouvions, une fois de plus, ce que peuvent des hommes exercés et tirant à l'abri, avec les armes actuelles, contre des troupes accourant à découvert sur un terrain inconnu. Et il n'est pas superflu de faire remarquer que, depuis l'investissement, les troupes allemandes n'avaient pas changé de cantonnements ; chaque corps avait eu, depuis le premier jour, le même terrain à fortifier, à garder, à défendre. Aussi, chaque homme retrouvait-il, à la première alerte de jour et de nuit, son poste de combat et connaissait-il tous les buissons d'alentour.

« Quoi qu'il en soit, le long de la Seine, nos troupes étaient arrêtées au delà de la Malmaison par des barricades et par des feux d'enfilade venus de l'autre côté du fleuve. Au bout du parc de la Malmaison, les murs étaient défendus et ne pouvaient être enlevés. Enfin, au point le plus important, à Longboyau et dans le parc de Buzenval, de nombreuses charges étaient venues s'arrêter au pied d'un mur infranchissable. En vain, d'innombrables tirailleurs s'étaient embusqués et le criblaient de leurs feux, les balles frappaient, inutiles, autour des créneaux ; en vain, les soldats du génie et des canonniers volontaires essayaient, à deux reprises, d'arriver jusqu'au pied du mur, pour y faire brèche, ils étaient tous abattus, dans leurs téméraires tentatives. A la vérité, quelques-uns avaient réussi à y faire quelques ouvertures, avec de la dynamite, mais l'ennemi était en nombre, il refermait les brèches et en garnissait les abords (1) ».

(1) *Enq. parlem. déf. nationale*, rapport de M. Chaper sur le Gouvernement de la Défense à Paris au point de vue militaire, pp. 281 et 282. — Colonel Lecomte, t. IV, p. 41.

Il y a, assurément, de l'exagération dans ce tableau, et l'on ne doit pas dire, notamment, que l'*ennemi était en nombre*, puisque personne n'ignore que les murs étaient défendus par quelques compagnies seulement ; mais ces compagnies, bien distribuées, disciplinées, suffisaient, derrière leurs abris, à repousser les masses françaises qui se mettaient à portée de leurs projectiles. De pareilles défenses, l'adversaire une fois prévenu, ne peuvent être emportées par de l'infanterie seule ; il faut, pour cela, le concours de l'artillerie, et, de même que nous voyons le 50e prussien résister victorieusement, derrière le mur de Longboyau, aux attaques de toute la division Berthaut, de même nous verrons, bientôt, à la fin de la journée, le petit bataillon des mobiles de la Loire-Inférieure, ramassé dans la villa Zimmermann, tenir tête, jusqu'au lendemain dans l'après-midi, à la division de Sandrart, et ne se rendre qu'au moment où, mourant de faim, il allait être broyé par l'artillerie. Tant les mêmes causes produisent toujours les mêmes effets ! Mais nous savons que notre artillerie était aphone, ou presque aphone, même celle du Mont-Valérien, qui tirait à regret... donc l'événement était fatal (1).

S'il faut reconnaître que M. de Moltke avait tiré le meilleur parti de ses troupes disponibles et de la situation des lieux, il n'en faut pas moins affirmer aussi qu'un général intelligent et entreprenant lui aurait rendu la vie impossible, autour de Paris, justement en raison de l'immense périmètre de

(1) « Il s'agissait d'aborder de vive force les retranchements établis par les Prussiens, sans avoir rien fait d'avance pour ruiner leurs défenses, pour amener les troupes d'attaque à portée de l'ennemi. » (*Précis de la guerre franco allemande* par le colonel Fabre ; Paris, Plon, 1875 ; p. 338.)

l'investissement. Hélas! les assiégés étaient commandés par M. Trochu!

Aussi bien, reprenons le récit du combat.

Le colonel Lecomte a admirablement résumé les dispositions adoptées par les Prussiens pour résister à la formidable attaque qui les avait surpris; nous ne saurions mieux faire que de reproduire les pages d'un écrivain militaire si estimé.

« A neuf heures et demie, le Ve corps fut mis en alerte générale. Son chef, le général de Kirchbach, ordonna la concentration des réserves principales de rassemblement prévues, au plateau de Jardy pour la IXe division, et près de Beauregard pour la Xe, et il se rendit aux avant-postes de cette dernière. Le grand état-major et celui de la IIIe armée se portèrent aussi en avant. Le roi, disons l'empereur, car l'empire d'Allemagne avait été proclamé solennellement, la veille, à Versailles, sur la proposition du roi de Bavière, se rendit à l'observatoire de Marly, au haut de l'aqueduc (1).

« Les dispositions de détail ordonnées pour renforcer les postes engagés furent essentiellement les suivantes :

« IXe division, aile droite. En soutien du 58e, la 1re batterie forte se porta rapidement à l'emplacement qui lui était assignée vers la Porte-Jaune. Un demi-bataillon du 47e, de service à la 1re batterie de siège, se rendit au tunnel du chemin de fer; le demi-escadron de dragons n° 4 alla veiller au terrain entre Ville-d'Avray et Marnes. La réserve

(1) « Le roi Guillaume se plaça sur l'aqueduc de Marly, le kronprinz à l'hospice Brezin, le général de Kirchbach, d'abord au Butard, plus tard à la Jonchère. » (*Historique du 1er régiment d'infanterie de Basse-Silésie*, n° 46.) — Bismarck avait rejoint l'empereur à Marly. (Moritz Busch, p. 429.) — Louis Schneider, t. III, p. 182. — Charles de Mazade, *La guerre de France*, t. II, p. 297. — Le Faure, t. II, p. 391. — Major de Sarrepont, *Histoire de la défense de Paris*, p. 408. — Edmond Neukomm, p. 267.

spéciale se forma dans les retranchements du parc de Saint-Cloud. Aile gauche. En renfort du 59e (qui tenait, le 1er bataillon la Bergerie, le haras Lupin avec les retranchements de Wilhemshöhe, le 2e bataillon l'hospice Brezin avec le kiosque Lulu et Villeneuve, le 3e en réserve à Wilhemshöhe), la 2e batterie légère occupa l'emplacement de l'hospice Brezin, le bataillon de chasseurs, les postes des hauteurs Montretout-Bergerie; le 2e escadron de dragons veilla aux abords de Vaucresson.

« Le reste de la IXe division s'établit en réserve principale sur le plateau de Jardy, moins un bataillon des grenadiers du roi et deux escadrons et demi de dragons, qui demeurèrent à Versailles, pour le service de la place et des derrières.

« Xe division : en avant-postes, la XXe brigade, Monbary; à l'aile droite le 50e, à la gauche le 37e. Le bataillon du 50e, qui tenait en jonction, avec la IXe division, le mur antérieur près du Pavillon de chasse, ou maison du garde, jusqu'à la Jonchère, reçut l'appui de trois compagnies du 50e et deux du 37e, au Pavillon de chasse et aux tranchées près de la Jonchère. A la gauche, le 2e bataillon du 37e, qui gardait l'espace entre la Jonchère et la Seine, fut soutenu par deux compagnies aux barricades de Bougival et aux retranchements de la Jonchère. Le reste de la XXe brigade se réunit en réserve spéciale, en arrière des ouvrages de la Celle-Saint-Cloud, ses deux batteries n°. 5 à leur emplacement du plateau de Saint-Michel, pour battre l'espace entre Rueil et la Seine.

« Le surplus de la Xe division, notamment toute la XIXe brigade, se forma en réserve principale près de Beauregard, à l'est de la route de Bougival, avec une compagnie détachée au Pavillon de Butard.

« L'artillerie de corps se répartit aux deux divisions et à la position centrale de Beauregard.

« D'autre part, le Ve corps devait être renforcé aussitôt par les corps voisins. A gauche, la division de landwehr de la Garde fournit promptement deux batteries et de l'infanterie à la Xe division, vers Saint-Michel ; à droite, la XXIe division fit un mouvement à gauche vers la IXe, du côté de Sèvres, et envoya un bataillon du 88e jusqu'à l'Etoile de chasse ; à l'extrême gauche, le IVe corps s'ébranla aussi vers le lieu du combat et avança un détachement d'artillerie et d'infanterie vers Houilles et Bezons, pour battre, de l'autre côté de la Seine, la position de Rueil et la droite des colonnes françaises.

« Il résulta de ces dispositions, rapidement ordonnées et exécutées, que déjà, *entre dix et onze heures, les avant-postes prussiens engagés commencèrent à être solidement soutenus*. Tous les retranchements et abatis se trouvaient bien garnis de ligne d'infanterie et une quinzaine de batteries entraient successivement en action, sur des points déterminés d'avance, dont on connaissait les conditions de tir efficaces. Après avoir constaté cette bonne tournure des événements à la gauche, à la Xe division, le général de Kirchbach se rendit à l'hospice Brezin et à la IXe division pour en diriger l'action (1). »

Tout cela est vrai, mais il résulte clairement, de ce fidèle exposé des mouvements et des positions des Prussiens dans la matinée du 19 janvier, qu'ils n'auraient pas été en mesure de repousser une attaque vigoureuse exécutée, au petit jour, par Vinoy, Bellemare et Ducrot, de Saint-Cloud à la Malmaison. En effet, ce n'est qu'entre « *dix et onze*

(1) Colonel Lecomte, t. IV, pp. 41 à 44.

heures que les avant-postes prussiens commencèrent à être solidement soutenus », donc, pendant trois et quatre heures, nous avions les coudées franches et nous pouvions écraser la première et la deuxième lignes prussiennes. Mais il fallait être à Rueil et à la Fouilleuse et non à Courbevoie. Nous y reviendrons dans les considérations.

Enfin, pendant tous les mouvements, toutes les attaques que nous avons déjà racontés, le temps a marché : il est midi et demi, et, maintenant, M. Ducrot a la totalité de ses bataillons sous la main; mais « le trait caractéristique de la lutte est que les Français, depuis leur heureuse attaque du début, n'obtiennent plus aucun succès sensible (1) ». Le moment psychologique n'a pas été utilisé par M. Trochu, quoiqu'il reconnaisse que « l'attaque aurait dû être soudaine, puisque son unique chance de réussite était dans la surprise de l'ennemi (2) ».

La division de Susbielle, à l'extrême droite, se tient devant Rueil, remplissant Bois-Préau, menaçant la Malmaison, en délogeant même un poste avancé et garnissant les murs du parc, tandis que son artillerie répond, de son mieux, à la batterie légère de réserve de la Garde, installée au nord de Chatou, et aux quatre batteries du IVe corps et de la landwehr de la Garde, établies sur la hauteur, entre Montesson et Carrières-Saint-Denis. Nos grosses pièces du Mont-Valérien, du moulin des Gibets, nos canons de la gare de Rueil sont si mal pointés et tirent si peu qu'ils ne parviennent pas à faire taire l'artillerie ennemie, qui ne cesse de semer ses obus sur les troupes du général de Susbielle, massées entre Rueil et Nanterre. Les pièces prussiennes visent même le train blindé, manœuvré

(1) Colonel Lecomte, t. IV, p. 44.
(2) Général Trochu, *Œuvres posthumes*, t. I, p. 527.

par les marins, qui s'est avancé sur la ligne de Saint-Germain, un peu à l'ouest de Nanterre, et le contraignent à se retirer (1), le lieutenant de vaisseau commandant ce train blindé ayant été grièvement atteint, quelques marins tués et la machine brisée (2).

Ce duel d'artillerie, où les canons de marine du Mont-Valérien et ceux du moulin des Gibets tiraient à 4,000 et 3,000 mètres environ des batteries ennemies, ne se prolongeait donc pas à notre honneur.

Mais le général de Susbielle, qui a dessiné un mouvement vers la Jonchère et s'est engagé dans la naissance du ravin de Saint-Cucufa, ne peut continuer à avancer. Il se trouve en présence d'un « obstacle colossal, comme on en voit rarement à la guerre, en présence de la rangée d'abatis qui s'étend depuis l'étang de Saint-Cucufa jusqu'au mur du parc de la Malmaison. Son épaisseur moyenne est de 100 à 120 pas; il est formé des plus gros arbres, et a, tant en avant qu'en arrière, 12 rangées de trous-de-loup. On peut le prendre d'enfilade, des murs crénelés et des tranchées-abris situés sur ses flancs (3) ».

A cette heure de la journée, enlever cet obstacle est impraticable. Le matin, au moment de la sur-

(1) *La Guerre franco-allemande*, 2e partie, pp. 1096 et 1097. — M. de Moltke, p. 432. — Amiral de la Roncière-le Noury, pp. 346 et 347.

(2) Général Ducrot, t. IV, p. 133. — « Pour *Maison-Brûlée*, 2 h. 55 m. Commandant Faverot à général Ducrot. Les locomotives blindées n'ont pu tenir contre batteries prussiennes qui tiraient à 90 degrés; elles ont été criblées. Capitaine blessé, se fait panser; lieutenant attend des ordres, mais les machines sont en mauvais état. » (*Ibid.*, p. 423.)

(3) Général Hagen, de l'armée des Etats-Unis, qui a assisté au siège de Paris; cité par le colonel Pierron; *Les Méthodes de guerre actuelles et vers la fin du* XIXe *siècle*; Paris, Dumaine, 1881; t. III, 1re partie, p. 263. — Nous allons expliquer pourquoi nous ne trouvons pas les abatis un *obstacle colossal*.

prise, il n'eût pas été plus difficile de traverser ces abatis que ceux de Garches, si prestement dépassés par les zouaves, mais, pour cela, il faut qu'ils soient peu ou point défendus ou bouleversés par l'artillerie. Ce n'est plus possible, maintenant qu'ils sont garnis de défenseurs, puisque nos canons sont impuissants : le général de Susbielle est donc arrêté à 600 mètres de l'étang de Saint-Cucufa (1), et n'a plus qu'à regagner le parc de la Malmaison. Encore une fois, c'est par les crêtes, le long du mur de Longboyau, qu'il eût fallu, le matin, tourner le parc de Buzenval et les abatis de Saint-Cucufa.

Néanmoins, l'attaque ébauchée par le général de Susbielle ne laisse pas d'occuper l'ennemi. Aussi, M. Ducrot, sa droite ainsi protégée par toute la division de Susbielle et par les formidables batteries de la Maison-Brûlée et du Mont-Valérien, veut s'emparer de la porte et du mur de Longboyau, ce qui lui donnera la possession du bois du même nom et lui permettra de dominer le ravin et l'étang de Saint-Cucufa.

En conséquence, à midi et demi, dit M. Ducrot (2), le général Tripier reçoit l'ordre de se préparer à faire sauter, à la dynamite, le mur qui nous arrête ; deux batteries de 12 sont placées sur la hauteur, entre la Malmaison et le parc Richelieu, à 800 mètres de la maison du garde de Longboyau qu'elles sont chargées de battre ; le colonel de Miribel se dispose à aborder cette maison, de front, pendant que le général Bocher renouvellera ses assauts contre le mur de Longboyau, par l'intérieur du parc de Buzenval.

(1) Viollet-le-Duc, p. 132.
(2) Le grand état-major prussien dit à tort à deux heures. (*La Guerre franco-allemade*, 2e partie, p. 1097.) D'après le récit du colonel Lecomte, il faut prendre l'heure de midi et demi. (T. IV, p. 45.)

Partie de la division Faron va concourir à cet effort. En effet, le 35e de ligne appuiera la brigade Bocher; le 19e régiment de la Garde nationale, lieutenant-colonel de Rochebrune, qui avait été mis, le matin, sous les ordres du général Faron et attaché à la brigage de la Mariouse, secondera le mouvement de la brigade de Miribel, en inclinant sur la droite, du côté de la porte de Longboyau.

Par malheur, les Prussiens n'avaient pas été sans voir nos préparatifs. De la villa Gérard, située au haut du mamelon qui domine la Jonchère, à l'angle nord-ouest du bois de Saint-Cucufa, et qui avait été transformée en observatoire, le général de Kirchbach, commandant du Ve corps, avait suivi les déplacements des troupes de Ducrot. Sans perdre une minute, il ordonne au général de Monbary de porter du monde à l'aide des défenseurs de Longboyau. Se conformant à ces prescriptions, M. de Monbary expédie au lieutenant-colonel de Sperling, qui dirige la défense de cette partie de la ligne prussienne, six compagnies des 50e et 37e. Trois compagnies du régiment de fusiliers n° 37 rejoignent les soldats qui nous disputent si obstinément la maison du garde. Ce sont donc treize compagnies qui vont recevoir le choc des brigades de Miribel et Bocher, soutenues comme nous venons de l'exposer (1).

« Sous un feu d'enfer, le général Tripier jette contre le mur une brigade de 10 sapeurs et d'un sergent commandée par le lieutenant Joseph Beau, pour faire sauter le mur de Longboyau avec la dynamite. Des 10 hommes et de l'officier, aucun ne survit; tous, victimes de leur héroïsme, sont foudroyés avant d'arriver au pied du mur; seul, le

(1) *La Guerre franco-allemande*, 2e partie, p. 1097. — Général Ducrot, t. IV, pp. 123 à 125. — Commandant Bonnet, t. III, p. 152.

sergent, atteint de trois blessures mortelles, parvient à traîner son corps sanglant jusqu'à nous (1). »

Mais ce sont la maison du garde et la porte de Longboyau que nos deux batteries de la Malmaison visent plus spécialement et atteignent d'une façon inquiétante pour l'ennemi, car les obus et les mitrailleuses démolissent le toit de la maison, percent les murs environnants, tuent ou blessent nombre de défenseurs de la position. Il serait donc possible de bondir sur ce redoutable réduit ; seulement, un petit blockaus, affirme M. Ducrot, est établi entre les deux chemins de bois, juste en face de la porte de Longboyau, et notre canon ne lui fait aucun mal (2). Ajoutons que, si les murs sont troués comme une écumoire, ils ne sont pas renversés (3) : il faudrait, pour les démolir, une canonnade un peu plus prolongée. Aussi, quand le colonel de Miribel précipite sa brigade sur la maison du garde, est-il reçu, à 200 pas, par le feu des treize compagnies qui la broie comme à bout portant.

En tête, s'était élancé le commandant de Parseval, entraînant les franc-tireurs de la division Berthaut ; le colonel de Montbrison et le lieutenant-colonel

(1) Général Ducrot, t. IV, p. 125. — « Un détachement du génie tente de faire brèche dans la muraille, avec autant de bravoure mais avec tout aussi peu de succès qu'à la Bergerie. La petite troupe, 1 officier et 10 hommes, succombe tout entière. » (*La Guerre franco-allemande*, 2e partie, p. 1097.) — Commandant Bonnet, t. III, p. 152. — M. de Moltke, p. 433.

(2) Nous n'avons pas trouvé trace, dans les cartes prussiennes, qui relèvent pourtant avec une exactitude scrupuleuse les moindres travaux de défense exécutés par les assiégeants autour de Paris, du *blockaus* produit de l'imagination de M. Ducrot. Sans oser lui donner un démenti formel, nous croyons, toutefois, pouvoir déclarer que ce *blockhaus* était un simple fossé dans lequel s'étaient blotties les troupes de la seconde ligne de défense de la maison du garde et de la porte de Longboyau. Voir le plan 36 de l'ouvrage du grand état-major prussien, dressé pour l'intelligence de la bataille de Buzenval.

(3) Capitaine Emile Imhaus. *Tactique de l'Infanterie*, avec préface de M. de Mahy, député ; Paris, Quantin, 1895 ; p. 123.

Fressinet de Bellanger venaient, ensuite, à la tête de deux bataillons des mobiles du Loiret. Derrière eux, se pressaient, en cohue, mais pleins de vaillance, des groupes de lignards, de mobiles, de gardes nationaux, séparés de leurs régiments. Ainsi que nous l'écrivions à l'instant, tous sont foudroyés par l'infernale fusillade des murs, de la maison et des pentes. Ces malheureux tournoient sur eux-mêmes, s'effarent; les uns s'enfuient, les autres poussent quand même vers les Prussiens et même dépassent leur ligne de défense.

L'héroïque colonel de Rochebrune tombe, frappé d'une balle, au moment où il aborde l'ennemi, en essayant d'entraîner ses gardes nationaux. Le colonel de Montbrison s'affaisse également, à côté des cadavres prussiens étendus près de la porte de Longboyau; quant au lieutenant-colonel Fressinet de Bellanger, il a son cheval tué, est jeté à terre, et, à peine relevé, se précipite encore sur l'ennemi. Mais rien ne peut plus galvaniser les troupes des généraux Bocher et de Miribel; après de vains efforts, faits par les officiers pour ramener leurs hommes au combat, les assaillants décimés, rompus, viennent s'abriter dans la creusée du parc de Buzenval et derrière les murs de ce parc.

C'est un chaos indescriptible : compagnies, régiments, brigades confondus; fuite de gardes nationaux se plaignant de n'avoir plus de cartouches, d'être blessés. Un moment, on craint que la panique ne gagne les soldats de la ligne et de la mobile, fatigués, démoralisés, eux aussi, par de si rudes engagements, par tant de pertes cruelles : il faut que les officiers déploient toute leur énergie afin de conjurer un sauve-qui-peut déplorable (1).

(1) Général Ducrot, t. IV, pp. 126 et 127. — *La Guerre franco-allemande*, 2e partie, p. 1097. — « Malgré tous les efforts des

« Pendant cinq heures, les gardes nationaux vont rester là, couchés dans la boue; attendant de l'artillerie pour renverser cet obstacle. Pas un casque à pointe ne se fait voir, mais les balles pleuvent. «« C'était, dit un témoin (Charles Habeneck, *Les Régiments martyrs*), comme si on vivait au milieu d'un essaim de mouches (1). »»

Le 19e régiment de la Garde nationale s'était bien conduit. « Il s'était porté en avant avec ordre, résolution et entrain. Plusieurs fois repoussé, il était revenu toujours à la charge et ne s'était arrêté que devant un obstacle matériel infranchissable (2). »

A quatre heures, le 19e, ayant épuisé ses munitions, reçoit l'ordre de se retirer en arrière pour se remettre d'un si chaud engagement (3).

Au cours de ces sanglantes bagarres, on ne voit pas l'action du chef de la division, M. Berthaut. Nulle part, il n'y a vestige de cette action, et l'on comprend, de reste, comment des troupes, conduites de cette sorte, n'ont pu que se faire tuer sans aucun résultat utile.

INACTION DES COLONNES VINOY ET DE BELLEMARE

Non seulement la division Berthaut était arrêtée, à notre droite, par la position de Longboyau, mais

officiers, qui paient bravement de leur personne, le mouvement (contre Longboyau) s'arrête, puis se transforme en une retraite assez peu régulière, qui n'est plus couverte, dans une certaine mesure, que par les troupes qui garnissent le mur extérieur (le mur nord). » (*Ibid.*) — « Les Français se retirent en désordre, malgré tous les efforts de leurs officiers qui s'exposent à tous les dangers pour les ramener au feu. » (M. de Moltke, p. 433.) — Commandant Bonnet, t. III, p. 152.

(1) Le Faure, t. II, p. 390.

(2) *Historique de la division Faron*, cité par le général Ducrot, t. IV, p. 431.

(3) *Ibid.*

les colonnes Vinoy et de Bellemare ne faisaient plus un pas en avant, depuis dix heures du matin, et avaient même beaucoup de peine à conserver le terrain conquis.

En dépit de notre écrasante supériorité en infanterie, l'absence de notre artillerie ne permet pas aux deux généraux, chargés de l'attaque de gauche et de celle du centre, de briser la résistance opposée, maintenant, par l'ennemi, de Saint-Cloud à la Bergerie.

De plus, la disette de cartouches commence à se faire sentir. La violence du feu a été telle que « tous les corps ont été obligés de prendre des cartouches dans les réserves; malheureusement, l'armement particulier et divers de la Garde nationale rend cette opération presque impossible, et ce n'est qu'avec la plus grande difficulté que l'on peut parvenir à en faire approvisionner quelques bataillons, principalement de la brigade Valentin (1) ». Quoi qu'il en soit, pendant que les Prussiens amènent batteries sur batteries, les généraux Vinoy et de Bellemare ne peuvent arriver à faire gravir la côte à un seul de leurs canons. Les pièces du général de Bellemare, notamment, continuent à demeurer devant la Fouilleuse, d'où elles tirent, au juger, par-dessus la colline, c'est-à-dire, sans produire aucun effet. Elles n'ont pas le pouvoir de servir à appuyer un mouvement contre le parc de Saint-Cloud, Garches ou la Bergerie (2).

Nous avons déjà démontré qu'une plus intelligente distribution des hommes et des chevaux aurait permis de monter, pièce par pièce, l'artillerie au sommet de la côte (3). Nous n'y reviendrons pas.

(1) *Historique de la* 1re *division du* 3e *corps*, p. 83.
(2) Colonel Lecomte, t. IV, p. 46.
(3) Voir, *suprà*, pp. 186 et 187.

En revanche, les Prussiens, à défaut d'infanterie, se servaient remarquablement de leur artillerie, établie dans le parc de Saint-Cloud, au sud de la Porte-Jaune, au-dessus de l'hospice Brezin, entre le haras Lupin et le château de Villeneuve-l'Etang. Bientôt, d'autres batteries venaient joindre leur feu à celui des pièces de première ligne, et, de Saint-Cloud à Chatou, en passant par Villeneuve-l'Etang, le château de la Marche, le plateau de la Celle-Saint-Cloud, Saint-Michel, au-dessus de Bougival, et le plateau dominant la Seine près de la machine de Marly, l'horizon se couvrait de longs nuages de fumée, s'élevant de toutes les batteries prussiennes, qui tiraient, sans un instant de trève, sur les trois colonnes françaises, mais principalement sur les troupes des généraux Vinoy et de Bellemare (1).

Ce dernier essayait bien de contre-battre les batteries du parc de Saint-Cloud et de l'hospice Brezin, au moyen de quelques pièces qu'on était parvenu à monter jusqu'aux environs de la maison du Curé; « mais le peu de largeur du plateau à cet endroit n'en permettait pas le développement, et, d'ailleurs, le feu de l'ennemi était devenu tellement violent qu'il n'était pas possible de rester en batterie sans épaulements préalables (2) ».

En somme, les Prussiens ont nombre de canons en action, et nous ne savons pas en aligner un seul. « Nous répétons toujours la même chose parce que c'est toujours la même chose, nous ne répéterions pas toujours la même chose si ce n'était pas toujours la même chose » : il n'est cependant pas plus difficile pour les Français que pour les

(1) *La Guerre franco-allemande*, 2e partie, pp. 1093 à 1097. — Général Ducrot, t. IV, pp. 127 et 128.
(2) *Historique de la* 1re *division du* 3e *corps*, p. 82.

Allemands d'installer leurs pièces en un point convenable (1) !

Les colonnes de gauche et du centre semblent donc paralysées, surtout celle du général de Bellemare qui s'était engagée tout entière, brigades Fournès, Colonieu et Valentin, de la maison du Curé au parc de Buzenval dont elle occupe la plus grande partie. La brigade Fournès, qui tient le mamelon 155, devant la Bergerie, n'y trouve aucun abri contre les projectiles ennemis et subit des pertes cruelles stoïquement supportées.

C'est pourquoi le général de Bellemare se décide à mettre au courant de la situation celui qui aurait dû la saisir tout de suite, du haut du Mont-Valérien où il trône, le généralissime, M. Trochu. Celui-ci, reconnaissant le danger couru par la brigade Fournès, adresse au général Vinoy la dépêche suivante :

« Mont-Valérien, 19 janvier, 1 heure.

« Appuyez énergiquement le général de Bellemare avec votre canon, partout où il peut se développer, et avec une part de vos effectifs. Le général Ducrot, qui est à la droite avec peu de monde, souffre beaucoup. Si vous aidez Bellemare, Bellemare pourra aider Ducrot (2). »

Quel étrange tacticien, qui ne voyait pas, du Mont-Valérien, à un kilomètre de lui, que le général Vinoy, depuis le matin, n'avait pu réussir à hisser un canon sur la crête ! Oui, M. Trochu n'avait pas découvert que la gauche et le centre n'avaient aucune batterie en position sur le faîte des collines !

(1) Voir, *infrà*, p. 282, l'opinion du colonel de Brancion.
(2) Général Vinoy, p. 527.

Bien mieux, il ne s'était pas aperçu que « le canon de la colonne Vinoy était derrière celui de la colonne Bellemare; celui-ci, ne réussissant pas à avancer, l'autre y parvenait encore bien moins, et les batteries venaient s'engouffrer près de la Briqueterie, où la confusion prenait tous les caractères d'une débandade lamentable. De tout cela, le Gouverneur, posté au sommet du Mont-Valérien, ne paraissait pas avoir le moindre soupçon (1) ».

Et puis, où le Gouverneur prenait-il que Ducrot avait moins de monde que Vinoy ou de Bellemare? Les généraux Vinoy, de Bellemare et Ducrot disposaient : le premier, de treize bataillons d'infanterie de ligne, neuf bataillons de mobiles, vingt bataillons de Garde nationale, une compagnie et demie du génie et dix batteries, soit 22,000 hommes; le deuxième, de quinze bataillons de ligne, dix-sept de mobiles, trente-deux de Garde nationale, deux compagnies du génie et dix batteries, soit 34,500 hommes; le troisième, de trente bataillons de ligne, six bataillons de mobiles, trente-six bataillons de Garde nationale, dix batteries, soit 33,500 hommes (2).

Avoir 11,500 hommes de plus que Vinoy et un millier de moins que Bellemare, alors que l'on a choisi l'élite de l'armée, soit trente régiments de ligne sur cinquante-huit, c'est se battre *avec peu de monde*, c'est se trouver dans une position bien plus difficile que celle des deux autres généraux, c'est avoir besoin d'être aidé par ceux qui souffrent plus que vous, qui ont de moins bonnes troupes, qui ont même, comme Vinoy, plusieurs milliers de soldats de moins que vous !

Voilà de quelle façon odieuse M. Trochu mar-

(1) Commandant Rousset, t. III, pp. 382 et 383.
(2) Jules Richard, pp. 64, 65 et 66.

tyrise la vérité : de même qu'il a affirmé solennellement, à la tribune de l'Assemblée nationale, l'existence d'une crue d'un mètre cinquante centimètres, la veille de Villiers, alors que la Marne avait baissé, ce soir-là, de deux centimètres (1), de même il ne craint pas de déclarer que, des trois généraux, celui qui a en main les forces les plus puissantes est celui qui a besoin d'être secouru par les plus faibles, et il s'apitoie sur le sort d'un ami auquel il ne saurait rien refuser ! Passons.

Le général Vinoy reçoit donc l'ordre de courir à l'aide du général de Bellemare. Mais, « pas plus que le général de Bellemare, le général Vinoy ne pouvait parvenir à faire monter son artillerie sur le plateau ; Montretout et ses abords n'étaient pas moins en butte aux coups incessants de l'ennemi que les positions de la colonne du centre. Dans la redoute, la place devenait de plus en plus difficile, les Prussiens la couvraient d'obus. Les projectiles se succédaient sans relâche, projetant partout des éclats de fer et de pierre. Soldats de la ligne, francs-tireurs, gardes nationaux, dans la boue jusqu'à mi-jambes, étaient tapis contre le talus ou réfugiés dans les casemates, et personne ne faisait plus le coup de feu. Du reste, on n'apercevait pas de Prussiens ; eux, au contraire, embusqués dans les maisons voisines, tiraient derrière les volets des fenêtres, aussitôt qu'une tête émergeait du parapet (2) ».

Avec son coup d'œil militaire, le général Vinoy sent bien que le seul moyen de lutter contre les Prussiens, et, par là, de dégager Bellemare, est de répondre à leur canon par du canon.

Quatre pièces, traînées aux prix d'efforts inouïs,

(1) *Paris, Thiers, le plan Trochu et l'Hay*, par Alfred Duquet ; Paris, Bibliothèque Charpentier, 1895 ; pp. 280 à 288.
(2) Général Ducrot, t. IV, p. 129.

par le commandant Tardif de Moidrey, vont enfin couronner la redoute ; hélas ! au moment d'y entrer, l'une verse dans le fossé ; les deux autres, auxquelles on veut éviter le même sort, sont ramenées au milieu du chemin, où elles s'enfoncent dans les ornières de façon à ne plus pouvoir avancer ; quant à la quatrième, on y attelle les chevaux des trois autres pièces, et, grâce à eux, la voici en batterie, à l'ouest de la redoute. Les artilleurs ennemis l'ont aperçue ; tous leurs coups convergent sur elle ; nos canonniers ne se découragent pas, ils chargent, ils pointent, ils tirent et déjà trois obus sont tombés au milieu des Prussiens, quand un projectile éclate sur la malheureuse pièce et la renverse en brisant ses roues et son affût (1).

C'est que le feu d'artillerie que nous subissions, de Montretout au point 155, au-dessus de Garches, feu provenant des batteries du haras Lupin, était des plus intenses. Depuis midi, ces batteries « couvraient la redoute de Montretout d'une telle quantité d'obus qu'il n'y avait pas à s'aventurer dans sa gorge (2) ». Il en était de même des canons que l'ennemi alignait, à mesure, sur le plateau de la Bergerie, d'où ils tiraient sur Rueil et Montretout (3).

Hélas ! Si les batteries prussiennes évoluaient, sinon avec facilité du moins avec utilité, les canons français demeuraient toujours inertes, englués dans la boue, sans que nos généraux trouvassent

(1) Général Vinoy, pp. 408 et 409. — La 2e batterie légère réussit à obliger à la retraite une batterie française, qui avait pris position à l'ouest de la redoute et qui ne put tirer que trois coups. (*Opérations du* Ve *corps prussien ;* cité par le général Ducrot, t. IV, p. 130, en note.) — « Le rôle de notre artillerie sur le centre et la gauche fut donc absolument nul. » (Commandant Rousset, t. III, p. 383.) — Général Ducrot, t. IV, pp. 129 et 130.

(2) Viollet-le-Duc, p. 46.

(3) *Ibid.*, p. 132. — Voir, *suprà*, p. 183.

moyen de les transporter où ils auraient pu brûler leur poudre autrement qu'aux moineaux !

A trois heures, le fameux général Guillemaut, le héros du plateau d'Avron (1), continuant à faire preuve de la même habileté, informait le général Vinoy qu'il n'avait pu retourner contre les Prussiens le feu de la redoute ; il écrivait : « Le feu de l'ennemi très violent, le mauvais état des chemins, surtout, nous empêchent de monter sur les parapets les quatre pièces que nous avons à notre disposition. Si on ne peut pas nous soutenir, des accidents sont à craindre (2). »

Mais le général Vinoy, qui connaît sans doute M. Guillemaut, ne donne pas immédiatement satisfaction à celui-ci : il tâche de conserver la redoute, sachant que, une fois évacuée, c'est la retraite sur toute la ligne, peut-être la déroute. Il fait même établir un bureau télégraphique dans une villa voisine de l'ouvrage : un fil, déroulé sur le sol, se relie, à la Briqueterie, au fil qui, par Suresnes, va au Mont-Valérien. Les employés, exposés au feu le plus terrible, n'en transmettent pas moins les dépêches qui informent le Gouverneur des phases du combat et font connaître ses ordres (3). Seulement, ses ordres étaient aussi rares que peu importants, sans compter qu'il n'était pas aisé d'en saisir le sens.

Et les lourdes pièces du Mont-Valérien continuaient à être quasi-muettes ! De temps en temps,

(1) *Paris, Second échec du Bourget et Perte d'Avron*, par Alfred Duquet, p. 236.

(2) Général Vinoy, p. 409. — *Viollet-le-Duc et Alphand au siège de Paris*, par Massillon-Rouvet, secrétaire de Viollet-le-Duc pendant le siège de Paris, 1870-1871 ; Paris, Librairies-Imprimeries réunies, 1892 ; p. 46. — Le Faure, p. 388. — Voir, au sujet de l'inintelligence du général Guillemaut : Général Ducrot, t. I, p. 5. — Colonel Lecomte, t. IV, p. 46.

(3) Général Vinoy, p. 409.

un flocon de fumée apparaissait au-dessus de l'imprenable citadelle, une détonation se faisait entendre, puis de longs moments se passaient sans que, de nouveau, le Mont donnât signe de vie.

Et, pourtant, seuls, ses gros canons pouvaient, à cet instant, sur notre gauche, soutenir efficacement les efforts des régiments engagés à Saint-Cloud et devant Garches. Les pièces du 6e secteur, braquées en face de Boulogne, auraient dû également appuyer le général Vinoy, mais, elles aussi, demeuraient muettes, et les heures s'écoulaient, permettant aux Prussiens d'engager leurs renforts en infanterie et surtout en artillerie.

Le général Vinoy suppliait donc le Gouverneur de faire battre, par ses pièces de position, le parc de Saint-Cloud, la Bergerie, Villeneuve-l'Etang et, d'une façon toute particulière, les batteries perfidement installées au-dessus de l'hospice Brezin, dans l'axe du Mont-Valérien (1).

M. Trochu répondait :

« Briqueterie,

« Gouverneur à général Vinoy.

« Mont-Valérien, 19 janvier, 2 heures 50 m. du soir.

« Je donne l'ordre de tirer, avec les grosses pièces du Mont-Valérien, sur tous les points que vous m'indiquez. J'en excepte l'hospice Brezin, trouvant dangereux de tirer, dans cette direction, par-dessus la tête de nos colonnes du centre (2). »

Bien qu'il n'en soit pas question dans cette dépêche, par raison d'humanité, c'est-à-dire, parce qu'il craignait que les coups n'atteignissent les

(1) Commandant Rousset, t, III, p. 383.
(2) Général Vinoy, p. 528.

vieillards restés dans l'hospice, le Gouverneur refuse ainsi de faire canonner les deux batteries fixes de vingt pièces voisines de l'hospice, et ces batteries profitent de l'aubaine pour tirer sur nous, comme à l'exercice, et accabler de leurs gros projectiles les infortunés soldats de Vinoy et de Bellemare.

M. Trochu prétend, dans sa dépêche, ne pouvoir battre les points indiqués par le général Vinoy, parce que ce ne serait pas prudent de tirer par-dessus notre colonne du centre (1).

Cette raison nous semble bien mauvaise car les compétents et savants officiers et pointeurs du Mont-Valérien doivent être assez habiles pour ne pas atteindre nos propres soldats.

De plus, le Gouverneur, en apportant comme cause de sa défense de tirer sur Garches, la crainte de tirer par-dessus la tête de notre colonne du centre, se contredit d'une étrange manière, puisque, en même temps, il prescrit de bombarder Saint-Cloud, Villeneuve-l'Etang et la Bergerie. N'y a-t-il donc pas, pareillement, dans ces directions, les têtes de colonne de gauche et du centre? Nos obus ne passeront-ils pas par-dessus nos bataillons qui luttent à Saint-Cloud, à Montretout, à la maison du Curé et dans le parc de Buzenval? S'il n'existe pas d'inconvénient à ce tir contre le parc de Saint-Cloud, Villeneuve-l'Etang et la Bergerie, pourquoi y en aurait-il un à celui dirigé contre les batteries dominant l'hospice Brezin?

Aussi bien, est-ce que les artilleurs prussiens, établis dans le parc de Saint-Cloud, au-dessus de la Porte-Jaune, ceux de l'hospice Brezin, ceux du plateau de la Celle-Saint-Cloud, ceux de Saint-Michel et ceux de Voisins, au-dessus de la machine de

(1) Général Vinoy, p. 410.

Marly, ne bombardent pas nos colonnes de gauche, du centre et de droite, en faisant passer leurs projectiles par-dessus les défenseurs de Saint-Cloud, de Garches, de la Bergerie, du bois de Longboyau, de la Jonchère et de la Malmaison? Pourquoi ne faisons-nous pas ce qu'ils font?

Reste la question d'humanité. A cet égard, nous ne tergiversons pas. Personne plus que nous n'a en horreur le massacre des vieillards, des femmes et des enfants, comme les Allemands l'ont perpétré, en écrasant, inutilement, de leurs bombes, les quartiers habités de Paris et de Saint-Denis : nous n'avons pas manqué de le proclamer (1); mais, la guerre n'étant pas un exercice sentimental, aucune considération, étrangère au but à atteindre, ne doit modifier la résolution du généralissime. Sans doute, pareilles nécessités sont abominables; sans doute, le cœur doit maudire ce que la raison commande; toutefois, il vaut encore mieux tuer une douzaine de vieillards, car, dès les premiers coups, l'hospice eût été évacué, et épargner la vie de centaines de soldats, qui seront broyés par les obus ennemis sans ce sacrifice de victimes innocentes, sacrifice qui préservera un bien plus grand nombre de vies humaines, fera gagner la bataille et sauvera la patrie. Là, encore, là, toujours, M. Trochu a agi en rêveur et non en général!

NOUVEL EFFORT DEVANT LA BERGERIE ET LA PORTE DE LONGBOYAU

A une heure et demie, la brigade Colonieu était toujours sur le point 155 et dans le haut du parc de

(1) Voir, *suprà*, pp. 17 à 31.

Buzenval, ne pouvant aborder la maison Craon, la Bergerie et le redoutable triangle, dont elles flanquaient les angles est et ouest. A cet instant de la journée, tourner cette position était difficile, sinon impossible, protégée qu'elle était par les longs abatis d'arbres la reliant, à sa droite, devant Garches, au chemin de la Tuilerie à la Porte-Jaune, à sa gauche, au haras Lupin. Restait l'attaque de front, mais comment franchir les murs du triangle sans que l'artillerie en démolît une partie? Or, nous savons que nos canons gisaient, embourbés, à la Tuilerie, à la Briqueterie, devant la Fouilleuse et à la gauche de la maison Crochard, nous savons que M. Trochu ne donnera l'ordre de faire parler les grosses pièces du Mont-Valérien qu'à deux heures cinquante minutes, presque trois heures (1).

Le lieutenant-colonel Allard, qui commande le 136e de ligne et le 9e régiment de la Garde nationale, devant la Bergerie, dont il est à 200 mètres à peine, demande donc quelques canons à son chef, le colonel Colonieu. Celui-ci ne peut que transmettre cette demande au général de Bellemare qui peste, depuis le matin, contre l'immobilité de son artillerie. Enfin, on double les attelages d'une pièce de 12, de la batterie Donato, et on la hisse péniblement au sommet de la pente qui s'élève devant la Fouilleuse. Le sous-lieutenant Lacaze, qui a amené cette pièce, l'installe à l'entrée d'un bois taillis, le long du mur est du parc de Buzenval et elle commence le feu contre la maison Craon. Mais un autre bois taillis croît dans l'angle est du fatal triangle qui, à vrai dire, est rempli de jeunes arbres : il préserve cette maison des coups de notre unique canon, les fusées percutantes éclatant dès qu'elles touchent les branches. Le sous-lieutenant Lacaze

(1) Voir, *suprà*, p. 209.

essaie, alors, de fusées fusantes; le résultat n'est pas meilleur : des bâtiments de la maison Craon part toujours une fusillade meurtrière, il est impossible de tourner le triangle du côté de l'est (1).

Le général Ducrot s'étonne que d'autres pièces n'aient pas suivi la section Lacaze. Il dit que plusieurs canons, braqués dans le chemin sud du parc de Buzenval, juste en face des bâtiments de la Bergerie, auraient rendu cette position intenable et auraient permis de déboucher sur le plateau, en tournant le triangle par son angle occidental (2).

C'est notre avis, mais, à cette heure, quel eût été l'intérêt de l'enlèvement de la Bergerie? On se serait trouvé en présence des formidables batteries et redoutes établies et élevées, des environs de la Bergerie au haras Lupin, et protégées par les abatis qui les entouraient. Les assaillants eussent été foudroyés. Le matin, grâce à une surprise, l'enlèvement de cette position eût été possible; après midi, le succès n'est pas admissible.

Mais la remarque de M. Ducrot nous conduit à demander pourquoi, puisqu'il trouve que le général de Bellemare a eu tort de ne pas hisser d'autres pièces sur les crêtes, par les pentes qui séparent la Fouilleuse du point 155, il n'a pas, lui aussi, fait venir ses canons dans le parc de Buzenval, en leur faisant suivre le chemin qui va du parc Richelieu et de la maison Crochard à la grille du château de Buzenval? Ce qui était possible, ici, n'était pas impraticable, là, d'autant mieux que les routes du parc, par lesquelles les pièces et caissons auraient gravi la côte, étaient en meilleur état que le mauvais chemin, allant de la Fouilleuse aux alentours du point 155, d'autant mieux qu'il est plus aisé de

(1) Général Ducrot, t. IV, pp. 130 et 131.
(2) *Ibid.*, p. 131.

voiturer de lourds fardeaux, comme les canons, sur des routes tracées que dans des champs cultivés, d'autant mieux que, mettant les choses au pire, il était commode de faire disparaître les ornières et les trous de la route au moyen de fagots coupés sur place, puisque les trois voies dont il fallait se servir traversent le bois même du parc. Or, à deux heures, le général Ducrot n'avait pas encore une seule pièce au haut des crêtes, et le général de Bellemare était arrivé à en hisser une. L'irascible commandant de notre colonne de droite a donc fait une critique qui se retourne contre lui : le trait, qu'il a voulu lancer contre son camarade, l'atteint lui-même en pleine poitrine.

Et, de fait, à la droite du parc de Buzenval, M. Ducrot n'était pas plus heureux que le général de Bellemare, au centre et à la gauche de ce parc. Si les brigades Colonieu et Valentin étaient arrêtées par la maison Craon et la Bergerie, les régiments des divisions Faron et Berthaut ne pouvaient venir à bout du mur de Longboyau et de la maison du garde. Bien que le parc de Buzenval fût plein de nos troupes, bien que le restant de ces deux divisions pressât vigoureusement la porte de Longboyau et la maison du garde, on n'avançait pas d'un mètre, on ne parvenait pas à approcher du mur ni à dépasser, du côté de la porte, l'angle nord-ouest du parc.

Vainement les soldats de la ligne, les mobiles et les gardes nationaux se précipitent-ils sur l'inébranlable mur, la fusillade les arrête toujours. « Le génie auxiliaire essaie encore de faire sauter le mur de Longboyau, contre lequel l'armée s'émiette. Viollet-le-Duc est là, à côté de ses hommes, les encourageant, les conseillant (1) »;

(1) Massillon-Rouvet, p. 152.

les balles fouettent mortellement tous ceux qui se découvrent. « Les assauts se succèdent, infructueux, contre un obstacle que six coups de canon démoliraient (1). »

Pourtant, les généraux Faron et Berthaut n'ont à redouter aucune attaque sur leur flanc droit. En effet, en outre de la difficulté pour l'ennemi de s'aventurer du côté de la maison Crochard et de s'exposer ainsi aux coups des batteries de la Maison-Brûlée et du Mont-Valérien, notre extrême droite, formée par la division de Susbielle, non seulement se maintient à Rueil, mais encore marche de l'avant, chasse les Prussiens de la villa Dollinger, bâtie au nord de la route de Rueil à Bougival, en face de Croissy, s'empare du poste de la Malmaison et refoule les bataillons de la Xe division jusqu'au pied des pentes que domine le pavillon de la Jonchère. La nombreuse artillerie, installée aux alentours de Rueil, facilite singulièrement, de ce côté, l'élan de nos troupiers.

A la même heure, le commandant Faverot de Kerbrech, à la tête de deux escadrons de dragons, des éclaireurs Franchetti et d'une section d'artillerie, galopait, le long de la Seine, de Chatou à Bezons, afin de pouvoir signaler tout passage du fleuve par les troupes du IVe corps prussien, maîtresses de la rive droite (2).

Il nous semble qu'il n'y avait guère péril de ce côté, car le Mont-Valérien et les nombreux ouvrages de la presqu'île de Gennevilliers auraient immédiatement réprimé toute tentative de traversée de la Seine. Là, comme du côté de Rueil, l'ennemi était tenu en respect par le Mont-Valérien : la prudence prussienne aurait dû rassurer le général Ducrot.

(1) A.-J. Dalsème, p. 318. — Adolphe Michel, p. 396. — Etienne Dejoux, p. 113.
(2) Général Ducrot, t. IV, pp. 131 et 132.

Nous reconnaissons, néanmoins, qu'il était préférable de voir ces escadrons vaquer à cette besogne plutôt que de ne rien faire du tout.

Mais si l'infanterie du IVe corps n'était pas à redouter, en revanche, la coopération de son artillerie, à laquelle s'étaient jointes deux batteries du Ve corps, n'avait pas manqué de se produire, ainsi que nous l'avons déjà constaté (1), et les projectiles prussiens, partant de Chatou, de Montesson et de Carrrières-Saint-Denis, prenaient fort désagréablement de flanc les bataillons du général de Susbielle et gênaient leurs mouvements.

Aussi bien, il est indispensable de revenir à la sempiternelle position de Longboyau devant laquelle le général Ducrot ne peut rester des heures et des heures en contemplation. Il prescrit de renouveler la tentative contre le mur et les portes. Avec une abnégation méritoire, les soldats des brigades Valentin, Bocher et de Miribel se jettent en avant... ils sont repoussés.

Alors, le colonel de Miribel fait sortir du parc un bataillon des mobiles du Loiret, cache sa réserve dans l'angle est du grand rentrant qui fait face à Rueil, et défile ses hommes le long du mur qui va, de ce rentrant, dans la direction de la porte de Longboyau. Au moment où l'ordre d'attaque est sur le point d'être lancé, le général Ducrot met son *veto* et ordonne au colonel de Miribel de se contenter de garder ses positions sans essayer de débusquer l'ennemi de ses réduits.

A cet instant, trois heures de l'après-midi, c'en est fait de la journée : tous les renforts des Prussiens, en infanterie et en artillerie, ont gagné leur poste de combat ; de Saint-Cloud à la Jonchère, nous avons échoué sur tous les points ; tandis que

(1) Voir, *suprà*, p. 195.

les batteries adverses tirent avec une précision meurtrière, nos canons restent, pour la plupart, muets ou inutiles; le désordre, l'encombrement règnent en maîtres sur toute notre ligne de bataille ; les régiments, les brigades, les divisions, les colonnes mêmes sont mélangés dans une confusion indescriptible; les hommes ne prennent plus la peine de tirer et attendent, inertes et hébétés, la balle ou l'éclat d'obus qui les couchera par terre tués ou blessés (1).

Dans tous les chemins environnant la Briqueterie, entre la Fouilleuse et Suresnes, au pied du Mont-Valérien, la place, laissée libre par nos pièces d'artillerie, qui avaient été conduites au bas des pentes dans l'espoir de les leur faire gravir, avait été remplie par d'innombrables voitures d'ambulances, par des camions de chemin de fer apportant des vivres et des munitions. Toutes ces lourdes voitures, enfoncées dans les profondes ornières creusées par l'artillerie, n'arrivaient pas à se dégager en dépit de la vigueur des chevaux qu'on y avait attelés (2).

« La Garde nationale qui, pour la première fois, était admise à prendre part, d'une façon sérieuse, à une action militaire qu'elle avait réclamée sur tous les tons et appelée de tous ses vœux, commençait à trouver la journée un peu longue et, surtout, périlleuse et meurtrière; déjà, des défaillances partielles se produisaient dans ses rangs, et des gardes nationaux n'avaient pas honte de quitter le lieu du combat pour enlever d'assaut les omnibus, destinés au transport des blessés, et se faire ramener à Paris.

(1) Général Ducrot, t. IV, pp. 133 et 134. — « Dans le parc de Buzenval, où plus de 10 régiments s'entassaient pêle-mêle, le désordre, porté à son comble, devenait particulièrement dangereux. » (Commandant Rousset, t. III, p. 381.)

(2) Général Vinoy p. 411.

Des officiers de cette même Garde abandonnaient leurs troupes et, sous le prétexte de blessures imaginaires, quittaient aussi le champ de bataille pour retourner chez eux. Ces coupables exemples de lâcheté étaient donnés principalement par des hommes appartenant aux bataillons de Belleville, et autres quartiers excentriques et populeux, qui s'étaient déjà signalés, aux avant-postes, par les mêmes marques d'indiscipline et de faiblesse. Les bataillons des autres quartiers de Paris montraient, au contraire, devant l'ennemi, une attitude réellement solide (1). »

OFFENSIVE DES PRUSSIENS

Mais l'ennemi ne donne pas à nos pauvres soldats le loisir de respirer bien longtemps. Voyant que « l'élan de l'attaque était rompu à l'aile droite française et qu'on y constatait des mouvements rétrogrades (2) », voyant « que la lutte allait en s'éteignant graduellement vers la gauche (3) », le général de Sandrart, commandant de la IXe division, pense que l'heure a sonné de prendre l'offensive. Sa décision est approuvée par le prince royal, qui se tient auprès de l'hospice Brezin. Ordre est envoyé à l'artillerie d'allonger son tir jusqu'au parc de Buzenval et jusqu'à la maison du Curé, que nous organisons pour la défense ; les réserves s'avancent afin de soutenir les troupes d'assaut. Il est trois heures et demie (4).

Deux compagnies du 59e prussien, sous les ordres

(1) Général Vinoy, pp. 411 et 412. — Docteur Sarazin, pp. 287 à 290.
(2) *La Guerre franco-allemande*, 2e partie, p. 1097.
(3) *Ibid.*, p. 1098.
(4) Général Vinoy, p. 412. — Colonel Lecomte, t. IV, p. 46.

du major Cumme, partent de l'hospice Brezin avec mission d'enlever « le mur sud du parc de Buzenval, dont les Français ont fort habilement achevé, en peu de temps, l'organisation défensive (1) ».

Cette attaque, exécutée par de si faibles contingents, était vouée d'avance à l'insuccès : malgré l'appui que lui apportent les défenseurs de la Bergerie et de la maison Craon, le major Cumme, s'il réussit à refouler nos tirailleurs, se heurte, devant le mur du parc de Buzenval, non seulement aux combattants des brigades Valentin et Colonieu, qui garnissent le haut du parc, mais encore à un bataillon de zouaves, à un du 35e de ligne et à deux des mobiles du Morbihan qui, pénétrant dans le parc, arrivent à la rescousse. Des masses si irrésistibles écrasent les assaillants qui se retirent « avec des pertes sensibles (2) ». Le capitaine de Scheve avait été tué ainsi qu'un lieutenant; deux officiers avaient été grièvement blessés, en essayant, à deux reprises, d'escalader le mur (3).

Effrayé par cet échec, le prince royal envoie quérir, en toute hâte, à Versailles, la 1re brigade de landwehr de la Garde (4).

Effectivement, l'offensive ne réussit pas, tout d'abord, aux Prussiens. Devant Garches, comme devant la Bergerie, leurs attaques échouent complètement. Le colonel de Koethen ébranle le bataillon de fusiliers des grenadiers du roi, descend du haras Lupin sur Garches et y commence le feu, de concert avec deux compagnies du 59e et une du 5e chasseurs, qui ont défendu Garches depuis le

(1) *La Guerre franco-allemande*, 2e partie, p. 1098.
(2) *Ibid.*
(3) *La Guerre franco-allemande*, 2e partie, p. 1098. — *Opérations du Ve corps prussien*, cité par le général Ducrot, t. IV, pp. 135 et 136. — Général Ducrot, t. IV, p. 136.
(4) *La Guerre franco-allemande*, 2e partie, pp. 1098 et 1099.

matin. Puis, sans attendre les grenadiers du roi qu'il a devancés, croyant que la maison du Curé est faiblement défendue, le colonel lance ses trois compagnies à l'assaut de la crête. Elles sont reçues par un feu roulant et hésitent ; l'arrivée des grenadiers du roi leur redonne du courage et voici les Prussiens escaladant de nouveau la côte. Un instant, les tirailleurs de la brigade Fournès plient devant l'élan de l'ennemi (1), mais le général de Bellemare a compris le danger : deux bataillons des mobiles de Seine-et-Marne et des Côtes-du-Nord, soutenus par les francs-tireurs de la division Courty, que le général Vinoy envoie confraternellement à son collègue menacé, accourent renforcer successivement nos combattants et tiennent tête aux assaillants.

« C'est sur le sommet de la crête que la lutte s'engage avec le plus de vivacité ; elle offre un spectacle des plus émouvants ; nos lignes fléchissent par moment, puis se reportent en avant avec une vigueur nouvelle. Trois fois de suite la partie de la crête qui s'étend entre la maison du Curé et la redoute de Montretout est abandonnée, puis reprise par nos troupes (2). » — « Zouaves, soldats de la ligne, mobiles rivalisent d'entrain et d'ardeur. Bientôt, les grenadiers du roi, les fusiliers-chasseurs, écrasés par une grêle de balles, font demi-tour et descendent plus rapidement la côte qu'ils

(1) Le commandant Ballue prétend que la brigade Fournès n'a pas été ébranlée : « A leur arrivée sur le plateau, les Prussiens furent accueillis par un feu de mousqueterie si nourri, si bien dirigé, qu'ils durent se retirer avant même d'avoir fait plier les tirailleurs des zouaves et de la Garde nationale. Ce fut l'affaire d'un instant. Le fracas de la fusillade s'éteignit subitement, et le silence ne fut plus troublé que par quelques rares coups de feu. » (A. Ballue, p. 125.) En tout cas, M. Ballue se trompe quand il écrit que cette attaque s'est produite vers *midi*. (*Ibid.*)

(2) Général Vinoy, p. 413.

ne l'ont montée. Nos francs-tireurs de la ligne les poursuivent jusqu'au cimetière de Garches. Mais, là, les Prussiens, bien abrités derrière les murs, les reçoivent par un feu de mousqueterie qui en tue ou blesse un grand nombre. Le commandant Lécuyer est mis hors de combat, le capitaine Frère, qui lui succède, est également atteint. Le capitaine Risbourg parvient cependant à ramener nos francs-tireurs sur la crête où, malgré la pluie d'obus qui inonde le terrain, nous tenons ferme sur nos positions. En résumé, l'attaque de gauche de la IXe division prussienne avait complètement échoué devant les troupes du général de Bellemare, soutenues, dans le parc de Buzenval, par une partie des troupes du général Ducrot, et, sur la crête de la maison du Curé, par les francs-tireurs de la division Courty (1). »

L'aile droite de la IXe division, formée par la brigade de Bothmer, échouait, de son côté, dans l'attaque qu'elle essayait sur la redoute de Montretout. Trois compagnies des 58e et 88e prussiens, partant du parc de Saint-Cloud, devaient se diriger contre la redoute, par la villa Clerc et la villa Dantan, par la gare des Fêtes et l'escalier qui mène à la rue Impériale.

Mais une compagnie de chasseurs et une du 59e prussien, ayant mission de tourner la droite de notre position, en débouchant du cimetière et en débordant le parc Pozzo di Borgo, « se heurtaient, dans les maisons barricadées de la partie nord de Saint-Cloud, à une résistance dont elles ne parvenaient pas à avoir raison, de sorte que les compa-

(1) Général Ducrot, t. IV, pp. 137 et 138.— « Bellemare opposait la plus ferme résistance à l'ennemi. » (Charles de Mazade, *La guerre de France*, t. II, p. 298.) — *Historique du 1er régiment d'infanterie de Basse-Silésie, n°* 46. — Etienne Dejoux, pp. 114 et 115.

gnies, chargées de l'attaque de front, ne pouvaient réussir dans cette attaque (1) ».

C'étaient les braves mobiles de la Loire-Inférieure qui, sous les ordres du commandant de Lareinty, repoussaient les assauts des Prussiens, les fusillant ainsi à l'ouest, au sud et à l'est. Bien installés dans la villa Zimmermann et dans un bâtiment y attenant, ils prennent de flanc les colonnes qui veulent gagner les maisons situées de l'autre côté de la rue Impériale, arrêtées, également, par la fusillade partant du parc et du château Pozzo di Borgo.

Se doutant que l'ennemi allait tenter un retour offensif, le général Vinoy avait renforcé les bataillons de la division de Beaufort qui luttaient depuis le commencement de l'affaire. Le 123e et le 124e de ligne, de la brigade Avril de Lenclos, avaient été dirigés : le premier sur la redoute de Montretout, le second vers la maison du Curé, afin d'appuyer la brigade Fournès (2). Les zouaves et les mobiles de cette brigade, les mobiles de la division de Beaufort n'ont pas faibli depuis le matin, mais il est temps de leur apporter un secours qui leur permette de respirer. En même temps, au bas de la côte de Montretout, entre la Seine et le chemin de fer, le restant de la brigade Avril de Lenclos occupe le parc de Béarn et la villa Armengaud (3).

L'ennemi avait donc été reçu de la belle façon. « Cette attaque, dit le récit des opérations du Ve corps, tombe sur des forces supérieures qui s'étaient tenues cachées derrière la ligne des hauteurs... Dans cet assaut, nous eûmes à subir des

(1) *La Guerre franco-allemande*, 2e partie, p. 1100. — « Vinoy défendait énergiquement ses positions. » (Charles de Mazade, *La guerre de France*, t. II, p. 298.)
(2) Général Vinoy, p. 413.
(3) Général Ducrot, t. IV, p. 138. — *Ibid.*, en note.

pertes énormes... Le mouvement des compagnies parties de la grille d'Orléans n'amena pas le résultat qu'on désirait. Elles éprouvèrent, dès la rue Impériale, une forte résistance qui empêcha la 2e compagnie de chasseurs et la 12e compagnie du régiment n° 59 de traverser Saint-Cloud pour gagner le flanc de la redoute, ainsi qu'on l'avait projeté. Les 7e et 10e compagnies, qui attaquaient de front, durent s'arrêter devant la résistance opposée par l'ennemi dans les maisons Zimmermann, Pozzo et celles situées en avant de la redoute; la 7e compagnie du régiment n° 88, envoyée comme renfort par le lieutenant-colonel de Klaiz, ne fut d'aucun secours (1) ».

La division de Sandrard (IXe) n'était parvenue à ébranler ni Bellemare ni Vinoy.

Du côté de Rueil, la division Schmidt (Xe) tâchait de reprendre la Malmaison et Bois-Préau. Après une canonnade assez vive, un bataillon du 37e prussien court vers les positions à enlever. Le 116e de ligne avait quitté le Bois-Préau pour soutenir, aux environs de la maison Crochard, les batteries qui y étaient établies. Aussi, n'y avait-il plus que les 90e et 160e bataillons de la Garde nationale pour recevoir le choc de l'ennemi. Gagnant un mur crénelé et une maison de garde bâtie près du rond-point, les Prussiens se mettent à tirer sur le 90e bataillon. Nos gardes nationaux ne trouvent pas le procédé de leur goût, et ces héros,

Sans chercher à savoir, et sans considérer

qu'ils ne sont pas encore abordés par l'ennemi et que la position à eux confiée est importante, crient à la

(1) Cité par le général Ducrot, t. IV, p. 139. — Charles de Mazade, *La guerre de France*, t. II, pp. 298 et 299. — Henri Martin, t. VII, p. 319.

trahison, dès les premières décharges, et se sauvent comme des cerfs.

Le général de Susbielle accourt afin de calmer ces affolés, mais ils n'entendent rien et prétendent que la ligne tire sur eux. Leur volonté de ne pas se hasarder dans le trajet des balles est inébranlable. Un d'eux, gesticulant avec son fusil, s'écrie : « Non, général, ce n'est pas aujourd'hui que nous risquerons de nous faire tuer; bientôt, une occasion meilleure se présentera. » Il attendait la Commune.

Malheureusement, la panique a gagné le 160e bataillon, qui est entraîné dans le torrent des fuyards inondant Rueil et allant même jusqu'à Nanterre. Il n'y a pas une minute à perdre : le général de Susbielle dirige, au pas de course, le 115e de ligne vers la position désertée par les gardes nationaux. Mais les volontaires de Montrouge, du 53e régiment de la Garde nationale, honteux de la lâcheté de leurs camarades, veulent réhabiliter les mobilisés et remplacer le 115e de ligne dans Bois-Préau. Comme les Prussiens ne se sont pas avancés, le lieutenant-colonel Delamarche, qui commande le 53e, amène les volontaires sur le terrain à défendre, et là, aidé par quelques hommes des 90e et 160e bataillons, moins poltrons que les autres, il tient tête aux Prussiens jusqu'à la tombée de la nuit, leur rendant balles pour balles (1).

On voit combien faibles avaient été les fractions de la division Schmidt qui s'étaient aventurées du

(1) Général Ducrot, t. IV, pp. 139 à 141. — « Le 90e bataillon se précipite en désordre dans Rueil, criant à la trahison. » (Docteur Sarazin, p. 289.) — « Les volontaires de Montrouge réclament l'honneur de remplacer les gardes du 90e qui ont abandonné leur poste. Ils reprennent, dans un admirable élan, les positions qui ont été perdues, et les défendent victorieusement jusqu'à la fin de cette sanglante bataille, qui n'est qu'un sacrifice inutile. Ils voient le feu pour la première fois et ils arrêtent tous les efforts de l'ennemi. » (*Ibid.*, p. 290.)

côté de Bois-Préau. Elles ne pouvaient songer à s'emparer de Rueil, que le Mont-Valérien, la Maison-Brûlée et le Moulin-des-Gibets auraient écrasé de leur feu : il était déjà assez difficile, pour les Prussiens, de se maintenir dans le parc de la Malmaison, également placé sous les coups du Mont-Valérien et de la Maison-Brûlée. On comprend, de reste, qu'ils se soient arrêtés devant Bois-Préau.

CONTINUATION DU COMBAT A BUZENVAL ET A SAINT-CLOUD

Dans le parc de Buzenval, nous avions renoncé à l'offensive. Le terrible mur de Longboyau et la maison du garde ne cessaient de tirer contre tout homme qui se montrait. Abrités derrière le mur nord du parc, derrière des arbres et dans le chemin creux, les soldats des brigades de Miribel et Bocher se contentent d'empêcher l'ennemi d'entrer dans la propriété. Le mur sud est défendu par la brigade Valentin, dont les tirailleurs sont tapis au fond du fossé qui longe ce mur, à l'extérieur. La brigade Colonieu se tient sous bois, le long de la route tracée dans l'axe du mur sud, en face et à 350 mètres de la Bergerie. Cette brigade occupe aussi le taillis où se trouvent les trois grands sapins, en face du triangle de bois dont le côté sud va de la maison Craon à la Bergerie. Il est cinq heures du soir (1).

Depuis trois heures et demie, la situation était devenue périlleuse dans le parc de Buzenval. En effet, les renforts prussiens avaient eu le temps d'affluer, et nos soldats épuisés n'étaient plus séparés

(1) Voir le croquis XVII de l'ouvrage du général Ducrot, t. IV.

des solides bataillons de la brigade Walther de Monbarry (XXe) que par le mur de Longboyau ; de plus, ils étaient exposés, non seulement aux feux de mousqueterie des adversaires qu'ils avaient devant eux, mais encore aux projectiles d'artillerie qui leur arrivaient, de face, des batteries du plateau de La Celle-Saint-Cloud, par derrière, des pièces de Chatou, de gauche, des batteries du parc de Saint-Cloud. Les officiers avaient eu grand'peine à maintenir leurs hommes sur place ; il avait même fallu relever les plus fatigués par la majeure partie de la division Faron et six bataillons de mobiles parisiens de la colonne de Bellemare, que le Gouverneur avait expédiés vers le parc, afin de soutenir la gauche ébranlée du général Ducrot. Les 10e et 11e bataillons (colonel Dautrement) et les mobiles de la Seine-Inférieure s'étaient blottis dans la creusée ; les 1er, 2e, 3e et 4e bataillons (colonel Pietri) s'étaient rangés près de la porte, percée dans le mur est du parc et donnant sur la pelouse, à 150 mètres du château. Grâce à ce secours, les mobiles du Loiret avaient pu se retirer en seconde ligne, derrière le château même (1).

Au cours de ces tireries sur place, l'artillerie du général Ducrot et, principalement, les grosses pièces du Mont-Valérien, tiraient des bordées avec une profusion dont il eût été heureux de les voir user le matin. Il résulte du récit des opérations du Ve corps prussien que les obus de campagne et les balles de mitrailleuses parvenaient, dans l'après-midi, jusqu'à la Celle-Saint-Cloud et la Jonchère ; quant aux lourds projectiles de siège, ils tombaient depuis Bougival jusqu'au haras Lupin, plusieurs, même, éclataient près du château de Beauregard, au-dessus de Rocquencourt, où était massée la

(1) Général Ducrot, t. IV, pp. 141 et 142.

réserve principale de la Xe division (1). Mais que pouvaient ces gros pains de sucre faisant explosion, au hasard, sur un espace aussi étendu? Sans doute, si l'un d'eux s'abattait sur un groupe ennemi, il y produisait d'horribles ravages, seulement, pareille aubaine ne nous arriva qu'une fois ou deux et c'est dans le vide que l'obus éclatait le plus souvent. Non, c'eût été sur le bois de Longboyau, la Bergerie, la partie sud-ouest de Saint-Cloud, toujours au pouvoir de l'ennemi, qu'il eût fallu concentrer le feu; mais nos artilleurs avaient probablement peur des coups trop courts, et voilà pourquoi les Prussiens étaient plus à l'abri de nos obus, en nous disputant, à une centaine de mètres, les positions que nous voulions leur enlever, qu'à un et deux kilomètres de leur première ligne de défense.

Quoi qu'il en soit, M. de Moltke n'entendait pas que nous restassions si près de ses avant-postes, pas plus qu'il ne voulait nous laisser nos conquêtes du matin, si précaires qu'elles fussent. Le général de Kirchbach reçoit l'ordre de nous chasser de Saint-Cloud, de la maison du Curé et de Buzenval.

Alors, à cinq heures, les batteries du parc de Saint-Cloud et de l'hospice Brezin tirent à outrance contre nos positions, et cela, avec une précision mathématique, qui est là à sa place, les obus et la mitraille passant par-dessus l'infanterie prussienne, s'abattant sur la ligne française, pendant que, profitant d'un brouillard mêlé de neige qui vient de se lever et qui ne permet pas de distinguer nettement à plus de cent mètres, de fortes fractions des 59e, 58e, 47e prussiens et des grenadiers

(1) D'après une citation faite par le général Ducrot, t. IV, p. 142.

du roi débouchent de Garches et courent vers la maison du Curé et Montretout (1).

Tout à coup, l'artillerie ennemie allonge son tir et les fantassins prussiens heurtent nos soldats qui, d'abord, leur résistent. Mais, entre Garches et la maison du Curé, nous faiblissons à vue d'œil et nos tirailleurs sont refoulés par l'élan de l'adversaire. Notre ligne de tirailleurs n'a plus de cartouches; nombre de compagnies de seconde ligne ont également vidé leurs gibernes. Et pas moyen de se réapprovisionner : il n'y a pas de voitures de munitions à portée des combattants. « Pas de cartouches, à trois kilomètres du Mont-Valérien ! Voilà qui en dit plus que les plus éloquents commentaires (2) ! » Enfin, notre centre ploie : c'est surtout devant la maison du Curé que le danger est pressant (3).

En effet, « le 11e régiment de la Garde nationale, en réserve, est porté de ce côté pour soutenir les zouaves et mobiles de la brigade Fournès, épuisés par une lutte de près de dix heures. Mais, à peine arrivés sur la crête, les gardes nationaux, terrifiés par le sifflement des balles, s'arrêtent, se couchent et, sans ordres, sans commandements, tirent dans toutes les directions, tuant ou blessant les zouaves et mobiles qui sont devant eux. On a toutes les peines du monde à faire cesser le feu. Le Gouverneur, accouru avec le général Clément-Thomas pour mettre fin à cette sanglante confusion, a l'un de ses officiers, M. de Langle de Cary, traversé par la balle d'un garde effaré (4) ».

(1) A. Ballue, p. 127. — Le brouillard qui s'était élevé à la fin du jour n'empêchait pas de voir, du haut de Montretout, les clochers, les tours et les coupoles de Paris. (*Ibid.*, p. 128.)

(2) *Ibid.*, p. 129. — *Ibid.*, p. 127.

(3) *La Guerre franco-allemande*, 2e partie, p. 1099. — « La situation est des plus critiques. » (A. Ballue, p. 128.)

(4) Général Ducrot, t. IV, p. 143. — Dans ses *Mémoires*, le

On comprend aisément que les ennemis s'empressent de mettre à profit une pareille anarchie : sur plusieurs points, la ligne française est enfoncée, et les grenadiers du roi, se mêlant à nos hommes, poursuivent les fuyards jusqu'aux abords de la Fouilleuse.

La version du général Trochu ne concorde pas avec celle de M. Ducrot, en ce qui concerne la qualité des fuyards : « J'étais à mon observatoire du Mont-Valérien, recevant et envoyant des télégrammes, quand, vers trois heures de l'après-midi, mes officiers me signalèrent, à la gauche de notre ligne, une véritable débandade. Un gros de troupes descendait des hauteurs dans un désordre significatif, et cette retraite précipitée laissait à découvert la brigade Avril de Lenclos, qui tenait ferme sur les côtes. A l'instant, je montai à cheval, et, suivi de mon état-major, de celui de la Garde nationale, à la tête duquel marchait le digne général Clément-Thomas, j'arrivai au pied des hauteurs, trouvant les fuyards groupés en troupeau de mouton derrière quelques maisons d'habitation. Elles les abritaient du feu déjà vif des Prussiens, qui avaient pris leur place sur le plateau. Il s'agissait de la reprendre. *Ces découragés étaient des soldats d'infanterie et de la mobile.* Leur chef, un général de brigade, me déclara nettement qu'il jugeait impossible, dans l'état de désarroi où ils étaient, de les ramener à l'ennemi (1). »

général Trochu n'attribue pas à la balle d'un garde national, mais à celle d'un Prussien, la blessure du jeune de Langle de Cary, « frappé d'une balle qui, pénétrant dans la poitrine, traversait le poumon et sortait par le dos ». (Général Trochu, *Œuvres posthumes*, t. I, p. 532.) — Dans le sens du général Ducrot : général Vinoy, p. 415. — Comparez A. Ballue, p. 128, qui, tout en étant plus indulgent pour les gardes nationaux, ne nie pas l'existence de la *panique* et reconnaît qu'ils ont « redescendu précipitamment la pente ».

(1) Général Trochu, *Œuvres posthumes*, t. I, pp. 530 et 531. —

Heureusement, le général de Bellemare n'a pas perdu de temps pour amener la brigade Hanrion, qui rétablit le combat, arrête les Prussiens, mais ne peut parvenir à reprendre le point 155, à l'ouest de la maison du Curé, où l'ennemi s'établit solidement.

De son côté, le Gouverneur avait entraîné les mobiles de la Vendée, commandés par le lieutenant-colonel Madelor, qui s'étaient décidés à suivre les généraux Trochu et Clément-Thomas. C'était un curieux spectacle que celui de ces « cinquante officiers à cheval, tout un grand état-major d'armée, dont la moitié, l'état-major de la Garde nationale de Paris, n'était guère préparée à cette aventure, et en subissait l'épreuve, à l'exemple du général Clément-Thomas, avec un calme imperturbable (1) ».

Après une ascension pénible et lente, les Vendéens et l'état-major couronnaient enfin les crêtes, et apportaient l'appui de leurs fusils et de leur présence aux combattants de gauche et de droite qui n'avaient pas lâché pied.

Il est vrai qu'à gauche, du côté de Montretout, nos affaires n'avaient pas été en si mauvais point : les assaillants n'ont pu nous ébranler, et la brigade Pistouley s'approche afin de soutenir les braves défenseurs de Montretout et de Saint-Cloud (2).

A l'heure où nous faiblissions ainsi devant la maison du Curé et nous raidissions si désespérément devant la redoute, les infortunées brigades Colonieu et Valentin qui, elles aussi, se battaient depuis le matin, avaient à subir une violente poussée de la part de l'ennemi.

On sait qu'elles occupaient la partie sud du parc

Il n'est pas question ici de la débandade de la Garde nationale. — Voir, sur ce sujet, *Ibid.*, p. 536.

(1) *Ibid.*, pp. 531 et 532.

(2) Général Ducrot, t. IV, pp. 142 et 143. — *La Guerre franco-allemande*, 2e partie, p. 1099.

de Buzenval, le haut de la côte, ainsi que partie du bois des *Trois Sapins*, devant le mur à ligne brisée, faisant face à la maison Craon, dont la gauche de la brigade Colonieu était séparée par un ravin au fond duquel un chemin était tracé. Par bonheur, « le mur constituait pour elles un solide point d'appui qu'elles avaient su, très habilement et en fort peu de temps, mettre en état de défense (1) ».

Donc, à la tombée de la nuit, les Prussiens, se faufilant derrière les abatis qui couvrent le sol depuis le haras Lupin jusqu'à la redoute construite à 250 pas de la Bergerie, atteignent le fossé creusé le long du mur du parc de Buzenval. Et les voici qui se glissent, par le fossé, vers l'angle droit formé par ce mur, dans la partie sud du parc, du côté de la Bergerie. La brigade Valentin était à l'ouest et la brigade Colonieu à l'est, toujours dans les fourrés de la partie supérieure de la propriété de Buzenval.

Mais les sentinelles du général Colonieu aperçoivent un mouvement dans le fossé, et, bientôt, des groupes en surgissent, s'approchant du mur sud du parc. « Qui vive! » crient nos avant-postes. « Ne tirez pas! Ne tirez pas! » leur répond-on, en français. « Indécis, anxieux, officiers, soldats épient les mouvements de cette masse noire s'avançant lentement entre les broussailles; quelques-uns pensent que c'est une troupe de mobiles ou de francs-tireurs qui, parvenue à tourner la Bergerie, vient se relier à nous; mais, à vingt mètres, le doute n'est plus possible : ce sont des Prussiens! Une forte décharge à bout portant en renverse une partie, le reste s'enfuit à toutes jambes, mais pas assez vite pour échapper à notre feu qui atteint bon nombre d'assaillants : le fossé par lequel ils

(1) M. de Moltke, p. 433.

sont venus est rempli de leurs cadavres (1). »

« Un nouvel effort, dit le récit allemand des opérations du Ve corps, tenté pour gagner du terrain, échoua encore, malgré toute la bravoure des officiers et des soldats (2). »

Là aussi, l'ennemi était repoussé : la XXe brigade réussissait bien à nous empêcher d'enlever le mur de Longboyau; la XVIIe ne nous avait pas permis d'aborder la Bergerie et la maison Craon; mais, si le point 155 avait été conquis par nos adversaires, ils n'avaient pu s'installer ni dans le parc de Buzenval, ni à la maison du Curé, ni dans la redoute de Montretout, ni dans la partie nord de Saint-Cloud. Telle était notre situation, à sept heures du soir, quand les ténèbres d'une nuit sans lune (3) enveloppaient ce terrain imbibé du sang français et prussien.

« Le feu se ralentit, la bataille tire évidemment à sa fin, par suite de la lassitude des combattants et de l'obscurité. Ce sera encore, semble-t-il, une journée indécise, sans donner de grands résultats immédiats, elle pourra, toutefois, tourner au profit de celui qui gardera la meilleure contenance et le plus de foi au lendemain. Ce ne seront pas les Français (4) » : nous allons malheureusement le voir.

(1) Général Ducrot, t. IV, p. 144. — « Le 59e essaya de reprendre le mur extérieur du parc de Buzenval, mais il fut repoussé par les Français qui lui infligèrent des pertes graves. » (Major Scheibert, *La Guerre franco-allemande de* 1870-1871, décrite d'après l'ouvrage du grand état-major prussien et avec son autorisation; traduit par Ernest Jaeglé, professeur à l'Ecole militaire de Saint-Cyr; Paris, Berger-Levrault, 1895; p. 530.) — M. de Moltke, p. 433.

(2) Cité par le général Ducrot, t. IV, p. 144.

(3) Jusqu'à une heure du matin, la nuit fut très obscure, de gros nuages noirs et du brouillard cachant la lune; mais, à cette heure, les nuages disparurent, le brouillard se dissipa, la nuit devint claire et la gelée reprit. (Général Vinoy, p. 418.) — « La nuit était venue tout à fait, et, comme la veille, l'obscurité était des plus profondes. » (*Ibid.*, p. 416.)

(4) Colonel Lecomte, t. IV, p. 47.

DÉBANDADE DES FRANÇAIS

Si la situation topographique des deux partis n'avait pas changé depuis nos conquêtes de la matinée, leur situation morale, leur situation militaire étaient loin d'être les mêmes.

D'un côté, les Prussiens, repoussés, il est vrai, meurtris par la lutte, c'est encore vrai, mais n'ayant pas fait donner toutes leurs réserves, parfaitement installés dans leur deuxième ligne de défense, et, surtout, sévèrement tenus en main par leurs officiers, chaque régiment, chaque bataillon bien à sa place, prêts, sinon à se ruer de nouveau contre nous, tout au moins à recevoir brutalement le suprême effort que nos généraux voudraient tenter, à la faveur de l'obscurité.

De l'autre côté, une masse d'hommes épuisés de fatigue, brisés par une nuit sans sommeil, par un combat de douze heures, par un jeûne plus long encore, démoralisés par l'insuccès d'attaques sans cesse répétées, toujours infructueuses. Francs-tireurs, gardes nationaux, lignards, mobiles, s'agitent, au hasard, mélangés dans un gâchis inénarrable, séparés, la plupart, de leurs officiers, murmurant contre leurs généraux, presque sans munitions, et si près de l'ennemi qu'on entend distinctement les colloques allemands des troupes avancées, et qu'un officier français est enlevé par les Prussiens à deux pas de ses hommes qui n'en peuvent mais (1).

Rien n'est terrifiant comme de se trouver au milieu de cette cohue humaine, la nuit, avec le sifflement des balles, sans compter le bruit sinistre

(1) Général Vinoy, p. 415.

des obus qui éclatent, déchirant les ténèbres de leurs gerbes de feu aussitôt disparues que l'éclair.

Le Gouverneur, qui avait quitté le Mont-Valérien, comme nous l'avons raconté, au moment du retour offensif de l'ennemi, et qui avait ramené, par trois fois, au combat, ses troupes ébranlées, se laissait d'autant plus aller à la désespérance qu'il n'avait jamais eu le moindre espoir de vaincre et ne songeait plus qu'à battre en retraite.

Les gardes nationaux, dont le concours eût été des plus utiles, s'il ne s'était agi que d'appuyer des troupes victorieuses dans leur marche en avant, ne possédaient ni l'instruction régimentaire, ni la discipline nécessaire pour supporter, sans faiblir, de si dures fatigues, de si cruelles privations, de si grands dangers. On ne s'habitue pas, du jour au lendemain, à voir ses amis, ses camarades tomber à côté de soi, foudroyés par les balles ou déchirés par les éclats d'obus : à ce spectacle hideux, les plus braves ont d'abord un sursaut d'horreur, les nerfs s'excitent fébrilement, préparant la panique, que le plus léger incident, le moindre bruit peuvent déchaîner (1).

« Des soldats, si bien dressés qu'ils soient, réunis du jour au lendemain en compagnie, bataillon, etc., ne sauraient avoir, n'ont jamais eu cette solidarité qui, du haut en bas, ne peut naître que de la connaissance mutuelle (2). »

Il n'y a donc pas lieu de s'étonner de l'attitude de la Garde nationale parisienne qui, ce jour-là, en dépit de défaillances fatales, ne se comporta pas

(1) « Après avoir refusé, jusqu'au 19 janvier, de se servir de la Garde nationale, quel concours peut-on attendre d'une troupe que l'on n'a su ni exercer, ni discipliner, dont l'organisation en régiments date d'hier, dont les officiers ignorent, pour la plupart, quel est le colonel dont ils dépendent? » (Francis Garnier, p. 141.)

(2) *Etudes sur le combat*, par le colonel Ardant du Picq; Paris, Hachette, 1880; p. 93. — Ambroise Rendu, p. 221.

mal puisqu'elle compta 60 officiers et 1282 soldats tués et blessés (1); quand il est si difficile à un chef de répondre de ses hommes, aventurés, la nuit, à quelques mètres de l'ennemi, à deux pas de la mort, même lorsque ce sont des troupes solides, il n'est pas extraordinaire que, par cette sombre soirée de janvier, la Garde nationale et les mobiles n'aient pas paru présenter les qualités de résistance indispensables pour tenir tête aux soldats de métier que M. de Moltke avait la possibilité de jeter sur eux.

Donc, à la vue de l'indescriptible confusion dont il est témoin, à l'audition du concert de lamentations, de supplications, exécuté par les généraux présents, dans un ton qui n'avait aucun rapport avec celui de la *Marseillaise*, le Gouverneur ordonne brusquement la retraite, vers cinq heures et demie, six heures moins le quart (2). Puis, il fait faire demi-tour à son cheval, et le voici piquant des deux vers le Mont-Valérien (3).

(1) Général Ducrot, t. IV, p. 189.

(2) M. de Moltke dit *cinq heures et demie* (p. 434); le colonel Lecomte, quatre heures et demie (t. IV, p. 47); le général Vinoy, même heure (p. 417); *La Guerre franco-allemande*, 2e partie, p. 1102, cinq heures et demie; M. de Mazade, sept heures (t. II, p. 301); le général de Bellemare, même heure (*Notes personnelles*); M. Jules Claretie, huit heures (t. I, p. 480). Il y a une erreur matérielle commise par le général de Bellemare et MM. de Mazade et Claretie, car, le 19 janvier, le soleil se couchant à quatre heures trente-quatre minutes, à sept heures il faisait nuit depuis longtemps, et le général Trochu n'aurait pas tant attendu, au milieu des ténèbres, pour donner le signal de la retraite. Nous avons adopté l'heure de cinq heures et demie, six heures moins le quart, non parce que c'est un terme moyen, mais parce que le soleil se couchant comme on vient de le voir, il faisait complètement nuit à cinq heures. Or, le général Ducrot déclare qu'à la nuit (t. IV, p. 144), la bataille continuait, dans un désordre inexprimable, et que c'est cette constatation qui a décidé le Gouverneur à battre en retraite (t. IV, p. 145). Il a donc dû se passer une demi-heure ou trois quarts d'heure depuis la tombée de la nuit jusqu'à l'ordre de retraite. Voilà ce qui nous a déterminé à adopter cinq heures et demie, six heures moins le quart.

(3) Général Vinoy, p. 415.

C'est le signal de la déroute. Le mot vole de bouche en bouche et, sans attendre les ordres, sans assurer ses derrières, toute cette masse affolée dévale, à grands flots, le long de la colline, courant, à toutes jambes vers la Fouilleuse, vers la Briqueterie, et se heurte aux lourdes voitures d'ambulance, aux camions de chemin de fer, aux omnibus, aux fourgons qui gisent, embourbés, sur les routes, au bas des pentes. Alors, c'est un remous terrible autour de ces obstacles contre lesquels se brise la cohue des fuyards ; les uns sont écrasés, les autres passent par-dessus ou par-dessous les voitures, plusieurs se sauvent à travers champs ; la peur, la peur folle talonne ces gens qui lui ont résisté toute la journée ; c'est un troupeau prêt pour la boucherie, disposé à s'étouffer lui-même (1).

« Sur toutes les pentes, des mobiles, débandés, déchargent leurs armes en l'air, et, fuyant le champ de bataille, poussent, sans interruption, ce cri honteux : «« la paix ! la paix ! (2) »». — « Beaucoup de gardes nationaux, fatigués d'une lutte aussi prolongée, souffrant du froid et de la faim, s'étaient débandés. Des amas d'hommes, plus ou moins blessés, de chevaux, de voitures se forment pêle-mêle entre le Mont-Valérien et la Briqueterie (3). » — « On s'en allait, après une journée où l'on avait tenu tête honorablement à l'ennemi jusqu'au bout, comme on s'en serait allé après la plus complète déroute, comme si tout était perdu (4). »

Heureusement, les Prussiens ne voient pas ce déplorable spectacle ; contenus par les vaillants qui

(1) Viollet-le-Duc, p. 48.
(2) A. Ballue, p. 131.
(3) Colonel Lecomte, t. IV, p. 47.
(4) Charles de Mazade, *La guerre de France*, t. II, p. 302. — « La retraite, sur un trop grand nombre de points, se transforma en une véritable débandade. » (Commandant Canonge, t. II, p. 387.) — « C'était une immense débandade. » (Ambroise Rendu, p. 213.)

n'ont pas cédé à la panique, intimidés par la résistance que leur opposent les mobiles de la Loire-Inférieure du commandant de Lareinty, qui continuent à tenir la villa Zimmermann, intimidés aussi par l'attitude résolue des 126e et 125e de ligne garnissant la crête qui va de la redoute de Montretout à la maison du Curé, par la fermeté des brigades Fournès, Colonieu et Valentin, qui ne reculent pas d'une semelle devant la maison Craon et le parc de Buzenval, les Prussiens, donc, n'osent, tout d'abord, reprendre l'offensive, car leur gauche, menacée par le général Berthaut qui reste cramponné devant Longboyau, ne leur semble pas suffisamment assurée.

Enfin, à cette heure, sept heures passées, l'obscurité est telle, nous le savons, que l'on ne s'avance qu'au hasard et, pour des gens prudents comme les Prussiens, la perspective n'avaient rien de séduisant.

C'est ce qui nous sauve. Vers huit heures, les abords de la Briqueterie et de la Fouilleuse sont débarrassés de tous les encombrants équipages qui obstruaient le chemin; les pièces de 12, montées à si grand'peine à la redoute de Montretout, les canons des colonnes Vinoy et de Bellemare se concentrent autour de la Briqueterie (1).

Alors, seulement, les troupes de première ligne de gauche et de partie du centre se replient, à leur tour, vers la Briqueterie et la Fouilleuse, sous la protection des brigades Hanrion et Pistouley. Mais ces malheureux régiments, épuisés par la lutte, par la fatigue, par la faim, pataugeant dans la boue,

(1) Général Vinoy, pp. 416 et 417. — « Vers huit heures du soir seulement, la voie devint assez libre pour que la circulation pût s'y faire et les convois marcher raisonnablement. » (Colonel Lecomte, t. IV, p. 48.)

n'arrivent au Mont-Valérien qu'après une marche longue, pénible et désordonnée.

Au surplus, la retraite a été si précipitée que MM. Trochu et Noël ont oublié de prévenir les solides mobiles du commandant de Lareinty et les gardes nationaux du lieutenant-colonel Mosneron-Dupin, qui sont oubliés dans la villa Zimmermann et dans les villas de Béarn et Armengaud (1). Il est vrai que, sans cet oubli, les Prussiens, libres de leurs mouvements et certains de notre retraite, n'auraient pas manqué de nous poursuivre et de bombarder, du haut de Montretout, les masses entassées dans le vallon de la Fouilleuse. Ç'eût été un horrible massacre (2). A ce point de vue, l'oubli de ces troupes a été une *heureuse faute;* néanmoins, il n'y a pas lieu d'en féliciter les deux généraux qui l'avaient commise, car il leur eût été possible de conjurer le danger sans sacrifier tant de braves gens.

Continuons ce navrant récit. Le Gouverneur,

(1) Général Ducrot, t. IV, pp. 144 à 147. — « On avait oublié totalement les braves défenseurs de Saint-Cloud. » (M. de Moltke, p. 434.) — « Le bataillon de Lareinty a été oublié quand on a donné l'ordre de retraite. Ce n'est pas moi qui ai donné cet ordre, c'est le Gouverneur, directement, en allant voir les avant-postes et au moment des dernières tentatives que faisaient les Prussiens pour s'emparer des positions que nous avions conquises... Ces ordres ne m'ont été communiqués qu'assez tard. » (*Enq. parlem. déf. nationale*, déposition du général Vinoy, p. 123.) — Le bataillon de M. de Lareinty « resta complètement oublié ». (*Ibid.*, rapport de M. Chaper sur le Gouvernement de la Défense à Paris au point de vue militaire, p. 285.) — Colonel Lecomte, t. IV, p. 49. — *La Guerre franco-allemande*, 2e partie, p. 1102. — Major Scheibert, p. 530. — Arthur Chuquet, p. 291. — Charles de Mazade, *La guerre de France*, t. II, p. 301. — Major de Sarrepont, *Histoire de la Défense de Paris*, p. 417, en note. — Commandant Rousset, t. III, p. 387. — Commandant Canonge, t. II, p. 387. — Robinet de Cléry, p. 218. — Ambroise Rendu, p. 214.

(2) « Les Prussiens n'avaient pas encore réussi à reprendre la redoute de Montretout. La cause principale en était que, dans la ville de Saint-Cloud même, on n'était pas parvenu à progresser. » (M. de Moltke, p. 434.)

sachant que le général Vinoy s'était installé à la station de Suresnes pour surveiller la fin du mouvement de retraite (1), lui télégraphie :

« Mont-Valérien, 19 janvier 1871, 10 h. 22 m. du soir.

« Il se peut qu'à la suite de la retraite confuse de ce soir nous ayons demain à combattre. L'infanterie du général Courty se trouvant à la Briqueterie, autour du général de Beaufort, j'ai recommandé à celui-ci de dire à Courty de se tenir prêt. Je vous prie de faire la même recommandation à l'infanterie qui se trouverait disponible autour de vous. Le général d'Ubexi, avec son artillerie très fatiguée et embourbée, se tiendra prêt également. Montretout, que le général Noël m'a déclaré intenable, a dû être évacué, comme tout le reste de nos positions (2). »

Toutes les dépêches de M. Trochu sont du genre de celle-là. Comment, avec de pareilles instructions, un général peut-il manœuvrer devant l'ennemi? Aucune vue d'ensemble, aucun but indiqué, rien de clair, rien de précis. De plus, comme ce chef d'armée connaît bien l'emplacement de ses troupes! Il croit que l'artillerie d'Ubexi, la division de Courty sont à la Briqueterie, tandis que, ainsi que nous le verrons tout à l'heure, l'une est au delà du Mont-Valérien, l'autre à Puteaux! Et puis, de quelle manière l'armée de Paris aurait-elle été attaquée le 20! Etait-il admissible que les Prussiens, qui « ne pouvaient voir qu'avec satisfaction la résolution que nous avions prise de nous retirer (3) », se risqueraient à venir nous chercher sous le feu du Mont-Valérien, pour recommencer

(1) Général Vinoy, p. 417.
(2) *Ibid.*, pp. 530 et 531.
(3) *Ibid.*, p. 416.

une lutte qu'ils avaient soutenue la veille, avec si peu d'entrain? Enfin, le Gouverneur et le général Noël étaient de bien piètres militaires pour affirmer, l'un après l'autre, que Montretout, défendu par deux divisions (de Beaufort d'Hautpoul et Courty), était intenable, à l'instant où, par une admirable leçon de choses, le commandant de Lareinty démontrait qu'un simple bataillon de mobiles pouvait s'y maintenir sans secours, contre les masses prussiennes, pendant près de vingt heures (1) !

Mais, passons. Le général Vinoy reçoit, presque aussitôt, une note au crayon, toute maculée de boue et écrite par le général de Beaufort. La voici :

« Briqueterie, 19 janvier, 11 h. du soir.

« Je reçois du Gouverneur la dépêche suivante : (Reproduction presque littérale de la dépêche adressée au général Vinoy, que nous venons de donner à l'instant, *in extenso*.) Le général d'Ubexi est, je crois, rentré à Neuilly, rue Charles-Laffitte, 42. Toute l'artillerie est partie. Quant à la division de Courty, il ne me reste que quatre compagnies. Tout le reste est parti aussi pour Puteaux. J'attends, à peu près seul, à la Briqueterie. Si vous avez des ordres donnez-les-moi par le retour du planton (2). »

Le général Vinoy, qui ne savait pas plus que le Gouverneur où étaient son artillerie et la division Courty, informe incontinent M. Trochu de la situation.

Alors, sans plus se préoccuper d'une attaque des Prussiens, le Gouverneur fait rentrer toutes les troupes dans leurs cantonnements : la Garde natio-

(1) La villa est à quelques mètres de Montretout.
(2) Général Vinoy, p. 530. — *Ibid.*, p. 417.

nale gagne l'intérieur de Paris; l'artillerie et la division de Beaufort d'Hautpoul, Neuilly; la division Courty, Puteaux. Les régiments des généraux Ducrot et de Bellemare se retirent sur Clichy-la-Garenne et Levallois-Perret (1). Expliquons, sans plus tarder, leur attitude à la fin de cette lugubre journée.

RETRAITE DE L'AILE DROITE

Notre droite et les deux brigades du général de Bellemare (Colonieu et Valentin) étaient en bien meilleure posture que notre gauche et notre centre; en effet, quoique ces deux brigades fussent sur pied depuis la veille et au feu depuis le matin, l'appui que leur prêtait la gauche du général Ducrot facilitait leur tâche. En réalité, le général Ducrot avait pris la direction de toutes les troupes remplissant le parc de Buzenval, qu'il avait fait fortifier, et dont les Prussiens ne pouvaient s'approcher sans être décimés. C'étaient deux divisions, au moins, qui défendaient la position, et l'on comprend, de reste, que les attaques partielles de l'ennemi, au moyen de quelques bataillons, étaient vouées à l'insuccès.

Aussi, le général Ducrot comptait que nous allions passer la nuit sur place et disposait tout pour reprendre la lutte, le lendemain, au petit jour. Il venait de rentrer à la maison Crochard, maison de campagne, construite entre Rueil et la Fouilleuse, en face de Buzenval, à égale distance des troupes qu'il avait à diriger, quand il reçoit, du Gouverneur, la dépêche suivante :

(1) Général Ducrot, t. IV, p. 158.

« Vu l'extrême désordre des troupes, je suis obligé d'ordonner la retraite. »

Le général Ducrot répond immédiatement :

« Je ne sais de quel désordre vous voulez parler. Nous occupons toutes les positions conquises dans la journée et nos troupes sont dans un ordre parfait. Nous tiendrons aussi longtemps que vous voudrez. »

Pourtant, il ne fallait pas s'obstiner à tenir à Buzenval quand Saint-Cloud était évacué, car la retraite aurait pu devenir plus que difficile si les troupes, en se repliant, avaient été prises en flanc par le canon de Montretout, la droite entière ne pouvant s'écouler par la seule route de la porte de Longboyau à la Malmaison. C'est pourquoi le général Ducrot se décide à obéir. Il s'abouche avec le général de Bellemare et tous deux s'entendent pour éviter un encombrement qui aurait été plus désastreux que celui qui avait signalé la débandade de la majeure partie de l'aile gauche et du centre (1).

« Dans cette nuit obscure, il n'était pas facile d'évacuer les positions, à quelques pas de l'ennemi, sous ses yeux mêmes, pour ainsi dire; aussi le général Ducrot fait-il prendre les plus grandes précautions : un rideau de tirailleurs reste face à l'ennemi, des guides sont donnés à chaque colonne par les éclaireurs du capitaine de la Rochethulon, lesquels, depuis longtemps sur le terrain, en ont une connaissance parfaite; ainsi dirigées, toutes les troupes s'écoulent successivement dans un ordre parfait (2).

(1) Général Ducrot, t. IV, pp. 147 et 148.
(2) *Ibid.*, p. 148.

A dix heures, le général de Susbielle avait évacué ses positions du parc de la Malmaison et s'éloignait de Rueil; à minuit, les divisions Berthaut et Faron quittent le parc de Buzenval et ses abords et se dirigent du côté du Mont-Valérien, pendant que quelques tirailleurs continuent à amuser l'ennemi par une fusillade inoffensive. A la même heure, les valeureuses brigades Colonieu et Valentin abandonnent également la partie sud de Buzenval, protégées, dans leur mouvement de retraite, par un bataillon placé sous les ordres du lieutenant-colonel Allard, installé en face de la Bergerie, qu'il tient en respect.

Enfin, à deux heures du matin, toutes les troupes, ayant assuré les derrières des colonnes Ducrot et de Bellemare, se dérobent prestement et rejoignent leurs corps sans être inquiétées, bien que, dès neuf heures du soir, à la suite du départ des brigades Noël et Pistouley, les Prussiens aient occupé la redoute de Montretout et la maison du Curé, et soient même descendus jusqu'au bas de la côte, à onze heures du soir, de telle sorte que les troupes des généraux de Bellemare et Ducrot avaient été, pendant près de cinq heures, menacées d'être prises en flanc et presque à revers (1). Mais, nous le répétons, la présence des mobiles de la Loire-Inférieure à la villa Zimmermann, au haut de Saint-Cloud, la crâne attitude des mobiles d'Ille-et-Vilaine et du 6e régiment de la Garde nationale dans les villas Armengaud et de Béarn, continuent à rendre l'ennemi circonspect, le danger des mêlées de

(1) M. de Moltke dit que « les Français tinrent toute la nuit, derrière le mur extérieur du parc de Buzenval ». (p. 434.) Quelques lignes plus loin, il affirme même « que les défenseurs du mur du parc ne quittèrent ce poste que dans la journée du 20 ». (*Ibid.*) M. de Mazade déclare que la brigade Hanrion « occupa le château jusqu'au jour ». (T. II, p. 302.)

nuit ne l'encourageant pas, non plus, à s'aventurer, au milieu des ténèbres, à la suite de nos derniers combattants (1).

Maintenant, il est temps de raconter la marche en avant des Prussiens et comment ils reprirent Montretout et ses environs.

RÉSISTANCE DU COMMANDANT DE LAREINTY

Le général de Kirchbach croyait son aile droite si peu assurée, par suite de la perte de Montretout, que, après la première attaque infructueuse de la redoute, il avait enjoint au général de Sandrart de reconquérir, à tout prix, cet ouvrage, le soir même ou le lendemain de grand matin, au plus tard (2). Dès six heures du soir, il expédiait un régiment de la Xe division, le 46e, pour renforcer le général de Sandrart.

Celui-ci prenait le parti d'attaquer tout de suite et mettait à la disposition du général de Bothmer, en outre des deux régiments de sa brigade (58e et 59e) et du 5e chasseurs, le 46e, qui venait d'arriver, le 1er bataillon du 47e, de la XVIIIe brigade, et le 1er bataillon du 88e, du XIe corps, accouru, de Sèvres, vers sept heures et demie.

Donc, à huit heures, trois colonnes s'ébranlent afin d'exécuter une attaque convergente, sans tirer un coup de fusil. La colonne de gauche, partie de Garches, et la colonne du centre ne trouvent aucune résistance et occupent immédiatement la maison du Curé et la redoute, où les Prussiens capturent 18 retardataires (3). Mais la colonne de droite,

(1) Général Ducrot, t IV, pp. 148 à 150.
(2) *Historique du 1er régiment d'infanterie de Basse-Silésie*, n° 46.
(3) *La Guerre franco-allemande*, 2e partie, pp. 1100 et 1101. —

sous les ordres du major Schulz, « rencontre, de nouveau, dans Saint-Cloud, une résistance opiniâtre. C'est en vain que les 2e et 4e compagnies du 47e s'efforcent, au prix de pertes très sérieuses, d'enlever quelques maisons. Finalement, et en attendant mieux, les Prussiens se contentent de les cerner étroitement (1) ».

Ce sont les vaillants mobiles du commandant de Lareinty, que rien n'a pu encore démoraliser, qui arrêtent ainsi les Prussiens. Le commandant avait reçu l'ordre d'occuper la villa Zimmermann, tant qu'on ne le préviendrait pas d'avoir à l'abandonner, « parce qu'elle était considérée comme le pivot du mouvement tournant de l'armée marchant sur Versailles (2) » : il y était entré, le matin, et, depuis ce moment, ni un renseignement, ni un avis ne lui était parvenu. Il se battait donc sans une minute de répit, attendant un ordre quelconque, et la canonnade, et la fusillade grondait et crépitait continuellement autour de l'héroïque petite troupe.

Tout à coup, à quatre heures et demie, le bruit d'un combat furieux éclate à 200 mètres de la villa. Une heure s'écoule : le calme se fait. La nuit a jeté son voile noir sur les abords de la villa et d'un pavillon, construit également sur la rue Impériale, à une trentaine de mètres de la maison principale, presqu'en face de la rue reliant à la rue Impériale

Après huit heures du soir, « c'est-à-dire, un peu tard, les Prussiens, mécontents de leur journée, rentraient en lice. Par ordre supérieur, une nouvelle attaque de leurs positions avancées perdues fut organisée dans la soirée. Vers neuf heures du soir, cette attaque réussit d'autant mieux que la position était évacuée par les Français depuis cinq heures du soir. » (Colonel Lecomte, t. IV, p. 48.)

(1) *La Guerre franco-allemande*, 2e partie, p. 1101. — Major Scheibert, p. 530. — *Historique du* 1er *régiment d'infanterie de Basse-Silésie*, n° 46.

(2) *Enq. parlem. déf. nationale*, déposition de M. de Lareinty, p. 316.

la route de Suresnes à Montretout, près de la propriété Pozzo di Borgo.

« Tout autour des deux maisons, on entend des allées et venues, des coups de sifflet. Enfin, vers neuf heures, le bruit sourd, cadencé, d'une troupe marchant au pas se distingue parfaitement. Bientôt, les mobiles, la plupart endormis, sont sur pied. Quelques-uns prétendent encore que ce sont des Français, mais les cris de *hurrah! hurrah! forwert! forwert!* se font entendre. Il n'y a plus de doute possible : des fenêtres, des murs, un violent feu de mousqueterie est dirigé sur les masses ennemies entassées dans la rue Impériale; de la maison du concierge, on en fit surtout un grand massacre. Trois fois les Prussiens reviennent à la charge, trois fois ils sont repoussés (1). »

L'ennemi se le tenait pour dit. La nuit fut tranquille. Cependant, par instant, le tambour battait, on entendait le roulement des canons et des caissons qui passaient prendre leurs positions, le pas des hommes qui emportaient les morts et les blessés. L'investissement de la propriété Zimmermann s'achevait méthodiquement: les bâtiments élevés de l'autre côté de la rue Impériale, en face du cimetière, le château Pozzo di Borgo, son parc, la gare du chemin de fer, la villa Dantan, la villa Clerc et les maisons voisines, la tranchée du chemin de fer et le cimetière étaient bondés de soldats ennemis. Un trou, creusé dans le jardin de la propriété Zimmermann, à 80 mètres de la maison, le long de la tranchée, était rempli par les tirailleurs du 47e prussien. L'enveloppement était complet.

Le général Noël, le Gouverneur avaient oublié d'informer M. de Lareinty de la retraite de l'ar-

(1) Général Ducrot, t. IV, pp. 152 et 153.

mée (1). Pourtant l'ordre de se retirer avait été signifié aux francs-tireurs des Ternes et aux gardes nationaux des 11e et 34e bataillons, « qui occupaient le parc Pozzo, et l'on n'avait pas pensé à prévenir le commandant de Lareinty, qui était en face du parc Pozzo, de l'autre côté de la rue Impériale (2) » ! De sorte que, au lever du soleil, l'infortuné bataillon de mobiles va se trouver noyé, dans Saint-Cloud, au milieu des masses prussiennes, alors que tous nos régiments seront rentrés sous le canon des forts! Voilà une étrange manière de tenir ses troupes en main, et l'on s'explique à merveille, par ce fait, que la direction de la bataille ait grandement laissé à désirer.

Le long de la Seine, au-dessous du parc Pozzo di Borgo, la colonne Mosneron-Dupin, forte de 3,000 hommes et composée presqu'en entier de gardes nationaux, avait également arrêté les Prussiens. Mais le colonel, bien que renforcé par un bataillon du 124e de ligne, se sentait en mauvaise posture, presque tourné, depuis que l'ennemi occupait la redoute de Montretout et était même descendu jusqu'à la Tuilerie. Il expédie donc un officier de la Garde nationale au général Vinoy, à Suresnes, pour le prévenir du danger que court sa colonne. Le général, ainsi averti à une heure du matin, et qui croyait, d'après les assurances que lui avait données le général de Beaufort d'Hautpoul, que toutes les troupes de la colonne de gauche s'étaient retirées, sans aucune exception, se hâte de prescrire au colonel Mosneron-Dupin de le rejoindre immédiatement. La retraite se fait admirablement, en suivant le chemin de fer, avec des flanqueurs à

(1) Général Vinoy, p. 418. — Général Ducrot, t. IV, p. 153.
(2) *Enq. parlem. déf. nationale*, déposition du général Vinoy, p. 123.

droite et à gauche : les soldats de ligne, les mobiles et les gardes nationaux ont une excellente contenance, et la colonne rejoint, sans accidents, le gros des troupes du général Vinoy, sous le Mont-Valérien (1) : « elle n'a pas perdu un seul homme (2) » dans sa marche en arrière.

A neuf heures trente-cinq minutes du soir seulement, le général Noël s'était aperçu que le commandant de Lareinty et la colonne Mosneron-Dupin n'avaient pas suivi le mouvement général de retraite. Il dépêche un de ses aides de camp à M. de Vertus, commandant des francs-tireurs des Ternes, avec ordre d'exécuter deux reconnaissances afin de prévenir les troupes oubliées.

Le commandant de Vertus se déclare prêt à se conformer à l'ordre reçu, réclamant, pourtant, du soutien, car la moitié de ses officiers est hors de combat et ses hommes sont à bout de forces. L'aide de camp du général Noël lui promet le concours des mobiles et des gardes nationaux qui sont à l'abri, derrière le remblai du chemin de fer, à quelques pas de lui. Le rassemblement se fait avec peine, la majeure partie des renforts refuse de marcher : on parlemente et, finalement, il n'y a plus qu'une compagnie de mobiles disposée à coopérer au sauvetage du bataillon Lareinty.

Néanmoins, le commandant de Vertus se dispose à partir. Tout à coup, apparaît le clairon Roth, des francs-tireurs des Ternes, qui était entré dans la villa Zimmermann avec les mobiles de la Loire-Inférieure et qui venait de s'en échapper, à la faveur

(1) « Ce fut seulement assez tard dans la soirée du 19 que l'on pensa au bataillon des mobiles de la Loire-Inférieure. » (Général Ducrot, t. IV, p. 155.) — On avait oublié la colonne Mosneron-Dupin et les mobiles de la Loire-Inférieure. (Général Vinoy, p. 418.)

(2) *Ibid.*, pp. 151 et 152, en note. — M. P. Marquez, pp. 53 et 54. — *La Guerre franco-allemande*, 2e partie, p. 1102.

de la nuit. Il est haletant, fort ému des dangers qu'il vient de courir. Après s'être remis, il annonce au commandant que la villa est entourée de tous côtés et que les Prussiens ont réoccupé les positions que nous leur avions prises le matin : Saint-Cloud, propriété Pozzo di Borgo, Montretout. Comme le commandant de Vertus sait que la redoute est, aussi, au pouvoir des Prussiens, il lui semble, avec raison, impossible de parvenir jusqu'à la villa Zimmermann sans recommencer l'assaut du matin ; or, comment le tenter avec ses 300 hommes?

L'aide de camp du général Noël lui dit donc d'attendre les nouvelles instructions qu'il va quérir auprès de son chef. Bien entendu, la nuit se passe sans que ces instructions soient apportées. Le matin, quand le commandant de Vertus se rend au Mont-Valérien, afin de savoir ce qu'il doit faire, le général Noël lui confirme le blocus étroit de la villa Zimmermann (1). Puis il est appelé par le général Vinoy. Celui-ci l'interroge sur la possibilité de délivrer les mobiles de la Loire-Inférieure ; le commandant répond qu'avec des hommes et de la bonne volonté rien n'est infaisable. Alors, il est décidé, d'après l'avis du général Noël, que l'opération aura lieu à la nuit. Autant dire qu'elle n'aura pas lieu, car il est peu probable que M. de Lareinty résistera, toute la journée, aux masses prussiennes, privé, comme il est, de vivres et de munitions. Et, de fait, à neuf heures du soir, au moment où le

(1) « Général Noël à général Vinoy, Suresnes.
« Mont-Valérien, 20 janvier 1871, 4 h. 25 m. du soir.
« Un aumônier qui, à raison de son caractère, a pu arriver dans le voisinage de la maison Zimmermann, raconte qu'un officier prussien lui a dit que le bataillon Lareinty était bloqué dans la maison Zimmermann, et que l'ennemi comptait sur la faim pour l'obliger à se rendre. Pouvez-vous y envoyer, ce soir, des troupes solides pour tenter de délivrer ce bataillon? Je n'ai pas les éléments nécessaires. Je demande des ordres. » (Général Vinoy, p. 531.)

commandant de Vertus, qui n'avait pas assisté à la délibération de MM. Vinoy et Noël, se prépare à tenter l'aventure, il reçoit le contre-ordre suivant :

« Mont-Valérien, 20 janvier 1871, 8 h. 35 soir.
« Général Noël à commandant de Vertus.
« Je reçois, à l'instant, par le gardien du château de Puteaux, une lettre du commandant de Lareinty qui me prévient que, cerné par des forces supérieures, il a été obligé de se rendre. L'opération projetée pour ce soir n'aura pas lieu. Je préviens le général Vinoy (1). »

Effectivement, le général Noël télégraphiait en même temps au général Vinoy :

« Mont-Valérien, 20 janvier 1871, 9 h. du soir.
« Le nommé François Bruninkx m'apporte, à l'instant, un billet du commandant de Lareinty :
«« Cerné par des forces très considérables dans la maison Zimmermann, n'ayant pas de vivres et plus de munitions, le commandant de Lareinty a été obligé de se rendre »». Je préviens M. de Vertus que l'expédition projetée pour cette nuit n'aura pas lieu. Bruninkx, gardien du château de Puteaux, où habitait M. de Lareinty, avait suivi le bataillon en qualité d'ambulancier; grâce à son brassard, après avoir été conduit à Ville-d'Avray, il a été ramené de poste en poste jusqu'à Montretout et là, remis en liberté. Il prétend avoir vu beaucoup de troupes (2). »

Il n'en fallait pas davantage pour décider à l'inac-

(1) Général Ducrot, t. IV, p. 157. — *Ibid.*, pp. 155 à 157.
(2) Général Vinoy, pp. 532 et 533.

tion des gens qui espéraient bien ne rien faire. Mais revenons auprès des mobiles abandonnés.

La nuit s'était achevée tant bien que mal, les alertes s'étant succédées à cause des essais tentés par les Prussiens pour enlever la position de vive force. On les avait toujours repoussés. Le commandant de Lareinty ne désespérait pas encore d'être secouru : au petit jour, il avait planté, sur le toit de la villa, un drapeau tricolore qu'il avait fait confectionner avec des rideaux, il ne cessait de faire sonner le clairon et, de temps en temps, des coups de feu étaient tirés, dont le bruit et la fumée, à défaut du drapeau et du clairon français, devaient signaler, à nos généraux du Mont-Valérien et du bois de Boulogne, la situation terrible dans laquelle se trouvait la vaillante petite troupe.

Rien. Un calme désolant plane sur la grande ville et ses puissantes fortifications : Paris ne semble pas se douter de l'existence des obstinés qui conservent le poste à eux confié. Cependant l'amiral de Langle avait aperçu le signal et télégraphié au général Trochu qu'il voyait le drapeau français à Montretout. Le Gouverneur lui avait répondu : « Ce n'est pas possible ; il n'y a pas là de troupes françaises ; tirez dessus. » La livraison était consommée, le massacre ordonné.

Alors on ne se bat presque plus, on s'observe des deux côtés. Afin de gagner du temps, à neuf heures et demie, le commandant de Lareinty envoie un de ses officiers négocier une suspension d'armes de deux heures pour l'enlèvement des blessés. La discussion a lieu dans la rue Impériale. Les Prussiens, pressés d'en finir, refusent péremptoirement. Bien plus, ils somment les bloqués de se rendre à discrétion et tout de suite, avec menace de les faire bombarder par l'artillerie qui se met en position.

Cette reddition à merci exaspère le commandant de Lareinty, qui ne peut s'y résoudre. Et, pourtant, les obus français s'abattent sur ou près de lui, en attendant les obus prussiens. Ainsi que nous venons de le voir par sa dépêche à l'amiral de Langle, M. Trochu, admirablement informé comme toujours, ne croit pas à la présence de Français à Saint-Cloud après la débandade de la veille ; il n'admet pas l'hypothèse de soldats ne fuyant pas à toutes jambes et conservant la position qu'on leur a dit de garder. Et le combat reprend autour de la villa Zimmermann : les meilleurs tireurs des mobiles garnissent les créneaux des murs, se dissimulent derrière les matelas bouchant les fenêtres, et visent tout Prussien qui laisse passer sa tête. Hélas ! les munitions sont épuisées, la faim tourmente ces pauvres jeunes gens, la soif les fait cruellement souffrir, surtout les blessés que la perte de leur sang altère davantage. C'est en courant les plus grands dangers que l'on se procure quelques bouteilles d'eau dans le petit bassin du jardin. Et voici la batterie prussienne qui va commencer le feu à 500 mètres de la villa (1) ! La situation est horrible : elle ne saurait durer plus longtemps.

« Se voyant abandonné sans secours et sur le point d'être canonné, le commandant de Lareinty tente de parlementer de nouveau ; il s'abouche lui-même avec un officier supérieur qui lui répond qu'il n'a qu'à se rendre et lui donne un quart d'heure pour réfléchir. Le commandant rassemble ses officiers et leur expose la situation ; il propose trois partis qu'il met aux voix : ou attendre le soir pour faire une trouée, ou se faire tuer jusqu'au

(1) *Enq. parlem. déf. nationale*, déposition de M. de Lareinty, p. 316. — Général Ducrot, t. IV, p. 154.

dernier sous les décombres de la maison, ou capituler. Ce dernier parti est adopté (1). »

On sonne donc au parlementaire pour la troisième fois et la poignée de braves gens se rend avec les honneurs de la guerre : 18 officiers, 325 mobiles bretons, 3 francs-tireurs, 1 garde national défilent, en armes, devant les Prussiens, respectueux et sympathiques, malgré eux, à de si courageux adversaires (2).

« Quant aux braves défenseurs de Saint-Cloud, on les y avait oubliés ; c'est seulement dans *l'après-midi du lendemain*, et à la suite de longues négociations, qu'après avoir vu amener deux pièces pour les réduire, ils se décident à déposer les armes (3). » — « Rien n'avait été fait pour les délivrer que des projets qui n'eurent pas de suite (4). »

FIN DE SORTIE

Nous venons de voir comment le commandant de Lareinty avait employé la journée du 20, combien il avait résisté opiniâtrément, et de quelle façon MM. Trochu, Vinoy et Noël s'y étaient pris pour l'arracher du guêpier où leur impéritie l'avait

(1) Général Ducrot, t. IV, pp. 154 et 155.
(2) *Ibid.*, p. 155.
(3) *La Guerre franco-allemande*, 2e partie, p. 1102. — « Le petit bataillon de mobiles dut se rendre prisonnier dans l'après-midi du 20. » (Colonel Lecomte, t. IV, p. 49.) — « M. de Lareinty s'est trouvé cerné. Il a tenu jusqu'au lendemain (20) à trois heures de l'après-midi; mais la bataille ayant cessé et l'impossibilité de rejoindre les lignes françaises étant constatée, il a dû mettre bas les armes. » (Robinet de Cléry, p. 218.) — Commandant Bonnet, t. III, p. 153. — Major Scheibert, p. 530. — M. de Moltke, p. 434. — Ambroise Rendu, p. 214.
(4) Commandant Rousset, t. III, p. 388. — Voir général Vinoy, pp. 420 et 421.

fourré. Transportons-nous, maintenant, auprès de nos grands chefs et des troupes qu'ils ont ramenées vers Paris.

Au lever du soleil, le ciel, qui s'était éclairci après une heure du matin, se rembrunit et la journée s'annonça sombre comme celle de la veille. Le Gouverneur, qui mettra sur le compte du brouillard l'abandon des mobiles, à Montretout, et de la colonne Mosneron-Dupin, dans les propriétés de Béarn et Armengaud, alors que ce brouillard n'existait pas quand, le 19, M. Trochu avait donné l'ordre de retraite (1), parle encore, dans une dépêche du 20 au matin, d'un brouillard épais qui n'empêche pas l'amiral de Langle de distinguer, de nos lignes, le drapeau tricolore agité par les mobiles de la Loire-Inférieure, au-dessus de la villa Zimmermann (2). Bien loin d'avoir les éléments contre lui, M. Trochu s'en sert avec une habileté surprenante : selon les besoins de la cause, il invente du brouillard, cache la lune, fait tomber la pluie, arrête le soleil, comme Josué, mais, à l'inverse du général hébreu, se fait toujours battre abominablement.

Quoi qu'il en soit, dans la matinée du 20, le Gou-

(1) « Ce brouillard intense n'a existé que pour *l'Officiel.* » (*Enq. parlem. déf. nationale*, déposition de M. de Lareinty, p. 316.) — « M. Trochu invoque, pour sa défense, un brouillard épais qui n'a jamais existé que dans son imagination. » (Vincent d'Indy, p. 129.) — *Ibid.*, p. 137. — Le brouillard qui couvrait les collines et la plaine au lever du jour a persisté jusqu'à dix heures du matin; mais, à ce moment, il s'est levé, puisque le général Vinoy voit les colonnes prussiennes s'avancer et remarque d'épais nuages de fumée, depuis la Bergerie jusqu'à la Seine. (Général Vinoy, p. 413; Vincent d'Indy, p. 163; Jules Claretie, t. I, p. 479; Ambroise Rendu, pp. 201 et 202.) Mais, à l'instant où la nuit commence à tomber, la brume a reparu. (Général Vinoy, p. 414.) — « Le brouillard a bon dos. » (*Notes d'un assiégé* par A. Lecoy de la Marche; Paris, Bray et Retaux, 1872; p. 209.)

(2) Voir, *suprà*, p. 251.

verneur, qui n'a qu'une idée : conjurer toute lutte nouvelle, expédie la dépêche suivante :

« Mont-Valérien, 20 janvier, 9 h. 30 du matin.
« Gouverneur à général Schmitz.
« Le brouillard est épais ; l'ennemi n'attaque pas ; j'ai reporté en arrière la plupart des masses qui pouvaient être canonnées des hauteurs ; quelques-unes dans leurs anciens cantonnements. Il faut, à présent, parlementer d'urgence à Sèvres pour un armistice de deux ou trois jours, qui permettra l'enlèvement des blessés et l'enterrement des morts. Il faudra, pour cela, du temps, des efforts, des voitures très solidement attelées, et beaucoup de brancardiers. Ne perdez pas de temps pour agir dans ce sens (1). »

Conformément à ces instructions pacifiques, M. Trochu avait, une demi-heure auparavant, télégraphié, du Mont-Valérien, au général Vinoy :

« Ne laissez à la Briqueterie que peu de monde bien défilé. Rappelez, en arrière, dans leurs cantonnements, celles de vos troupes qui sont encore accumulées en arrière de la Briqueterie. La Garde nationale pourra rentrer à Paris. Votre artillerie fera d'abord son mouvement et ira se cantonner où elle était avant-hier, à Neuilly (2). »

Mais le général Vinoy va bientôt quitter Suresnes, profitant de la liberté à lui laissée par la dépêche suivante, que lui avait adressée le général Schmitz, à cinq heures quinze minutes du soir : « Le Gouver-

(1) Général Ducrot, t IV, p. 159.
(2) Général Vinoy, p. 531.

neur est absent du Louvre, mais vous pouvez rentrer à Paris (1). »

« De son côté, le général de Bellemare était revenu, à cinq heures du matin, à son quartier général de Courbevoie (2). »

Dans l'après-midi, un armistice était obtenu et le drapeau blanc à croix rouge, uni au drapeau parlementaire, permettait de ramasser les morts et les blessés (3).

Il n'y avait plus qu'à savoir comment la population recevrait les remarquables militaires dont les qualités tactiques n'avaient guère brillé le 19 janvier. Quant au général Vinoy, le héros de la retraite de Mézières, démoralisé, risquons le mot, dégoûté de la façon avec laquelle les généraux Trochu et Ducrot dirigeaient la défense, il était, à la fin du siège, descendu à leur niveau et ne méritait pas plus d'indulgence que les autres, de la part des Parisiens.

Enfin, pour le moment, contentons-nous d'écrire que les troupes (ligne, mobile, gardes nationaux) employèrent la journée du 20 à rentrer, fort penaudes, dans Paris : le dépit, la rage, et aussi la confusion, remplissaient l'âme de ces soldats repoussés ; la colère et les railleries des habitants ne les ménageaient pas ; le désespoir gagnait tout le monde ; on sentait, cette fois, que l'on était perdu, que la capitulation n'était plus qu'une affaire de quelques jours.

Voici les dernières pièces officielles se rapportant à la bataille du 19.

A deux heures du matin, le Gouverneur envoie le rapport suivant :

(1) Général Vinoy, p. 533.
(2) *Historique de la 1re division du 3e corps.*
(3) Général Vinoy, p. 420.

« Notre journée, heureusement commencée, n'a pas eu l'issue que nous pouvions espérer.

« L'ennemi, que nous avions surpris, le matin, par la soudaineté de l'entreprise, a, vers la fin du jour, fait converger sur nous des masses d'artillerie énormes avec ses réserves d'infanterie.

« Vers trois heures, la gauche, très vivement attaquée, a fléchi. J'ai dû, après avoir ordonné partout de tenir ferme, me porter à cette gauche et, à l'entrée de la nuit, un retour offensif des nôtres a pu se prononcer.

« Mais, la nuit venue et le feu de l'ennemi continuant avec une violence extrême, nos colonnes ont dû se retirer des hauteurs qu'elles avaient gravies le matin.

« Le meilleur esprit n'a cessé d'animer la Garde nationale et la troupe qui ont fait preuve de courage et d'énergie dans cette lutte longue et acharnée.

« Je ne puis savoir encore quelles sont nos pertes. Par des prisonniers, j'ai appris que celles de l'ennemi étaient fort considérables.

« Général Trochu (1). ».

Voici, maintenant, le rapport militaire :

« Les rapports des commandants de colonnes sur la journée d'hier ne sont pas encore tous parvenus au Gouverneur; il croit cependant devoir donner, dès à présent, un aperçu général des opérations qui se sont accomplies le 19 janvier.

« L'armée était divisée en trois colonnes principales, composées de troupes de ligne, de garde

(1) *Journal officiel*, n° du 20 janvier 1871.

mobile et de Garde nationale mobilisée incorporée dans les brigades.

« Celle de gauche, sous les ordres du général Vinoy, devait enlever la redoute de Montretout, les maisons de Béarn, Pozzo di Borgo, Armengaud et Zimmermann.

« Celle du centre, général de Bellemare, avait pour objectif la partie est du plateau de la Bergerie.

« Celle de droite, commandée par le général Ducrot, devait opérer sur la partie ouest du parc de Buzenval, en même temps qu'elle devait attaquer Longboyau, pour se porter sur le haras Lupin.

« Toutes les voies de communication ayant accès dans la presqu'île de Gennevilliers, y compris les chemins de fer, ont été employées pour la concentration de ces forces considérables, et, comme l'attaque devait avoir lieu dès le matin, la droite, qui avait un chemin extrêmement long (12 kilomètres) à parcourir au milieu de la nuit, sur une voie ferrée qui se trouva *obstruée*, et sur une route qu'occupait une colonne d'artillerie *égarée*, ne put parvenir à son point de réunion qu'après l'attaque commencée à gauche et au centre.

« Dès onze heures du matin, la redoute de Montretout et les maisons indiquées précédemment avaient été conquises sur l'ennemi, qui laissa entre nos mains 60 prisonniers.

« Le général de Bellemare était parvenu sur la crête de la Bergerie, après s'être emparé de la maison dite du Curé, mais, en attendant que sa droite fût appuyée, il dut employer une partie de sa réserve pour se maintenir sur les positions dont il s'était emparé.

« Pendant ce temps, la colonne du général Ducrot entrait en ligne. Sa droite, établie à Rueil, fut canonnée, de l'autre côté de la Seine, par des batteries *formidables*, contre-battues par l'artillerie

qu'elle avait à sa disposition et par le Mont-Valérien.

« L'action s'engagea vivement sur la porte de Longboyau où elle rencontra une résistance acharnée, en arrière de murs et de maisons crénelés qui bordent le parc.

« Plusieurs fois de suite, le général Ducrot ramena à l'attaque les troupes de ligne et la Garde nationale, sans pouvoir gagner du terrain de ce côté.

« Vers quatre heures, un retour offensif de l'ennemi, entre le centre et la gauche de nos positions, exécuté avec une violence extrême, fit reculer nos troupes qui, cependant, se reportèrent en avant vers la fin de la journée. La crête fut encore une fois reconquise, mais la nuit arrivait, et l'*impossibilité* d'amener de l'artillerie, pour constituer un établissement solide sur des *terrains déformés*, arrêta nos efforts.

« Dans cette situation, il devenait dangereux d'attendre sur ces positions *si chèrement acquises*, une attaque de l'ennemi qui, *amenant des forces de toutes parts*, ne devait pas manquer de se produire dès le lendemain matin. Les troupes étaient harassées par douze heures de combat et par les marches de nuit précédentes, employées à dérober les mouvements de concentration; on se retira alors en arrière, dans les tranchées, entre la maison Crochard et le Mont-Valérien.

« Nos pertes sont sérieuses, mais, d'après le récit des prisonniers prussiens, l'*ennemi en a subi de considérables*. Il ne pouvait en être autrement après une lutte acharnée qui, commencée au point du jour, n'était pas encore terminée à la nuit close.

« C'est la première fois que l'on a pu voir, réunis sur un même champ de bataille, en rase campagne, des groupes de citoyens unis à des troupes de ligne, marchant contre un ennemi retranché dans des

positions aussi difficiles; la Garde nationale partage avec l'armée l'honneur de les avoir abordées avec courage, au prix de sacrifices dont le pays leur sera profondément reconnaissant.

« Si la bataille du 19 janvier n'a pas donné les résultats que Paris en pouvait attendre, elle est un des événements les plus considérables du siège, l'un de ceux qui témoignent le plus hautement de la virilité des défenseurs de la capitale (1). »

Certes, il y aurait long à dire sur ce rapport militaire. Mais nous croyons devoir nous borner à quelques remarques.

M. Trochu prétend que la colonne Ducrot fût en retard parce qu'une voie ferrée se trouva « obstruée », parce qu'une route était encombrée par de l'artillerie « égarée ».

« Il semble que, lorsqu'on a à faire d'aussi grands mouvements de troupes, on doit, au préalable, prendre garde que les routes ne se trouvent *obstruées*, pour que les manœuvres puissent se faire régulièrement. Lorsqu'il y a de grandes manœuvres à Longchamp ou au Champ-de-Mars, les troupes connaissent leur ordre de marche, on veille à ce que leur chemin ne soit pas *obstrué ;* pourquoi n'en est-il pas de même dans les préparatifs d'une bataille, chose bien plus grave, on en conviendra, qu'une revue? Enfin cette colonne d'artillerie *égarée* paraît d'un naïf qui touche à l'absurde : on égare un mouchoir de poche ou une épingle de cravate, mais on n'égare pas un régiment d'artillerie, dans la banlieue même de la ville qu'on est chargé de défendre. Si les chefs de cette colonne avaient perdu leur route dans la presqu'île de Gennevilliers, il faut avouer qu'ils

(1) *Journal officiel*, n° du 21 janvier 1871.

connaissaient bien mal leur carte des environs de Paris; ils avaient cependant bien eu le temps de l'étudier pendant cinq mois (1). »

Voilà un musicien, M. Vincent d'Indy, qui nous paraît raisonner plus intelligemment des choses de la guerre que MM. les polytechniciens qui *s'égarent* à une lieue de Paris!

Aussi bien, voici un avocat, et non le premier venu, M. Edmond Rousse, ancien bâtonnier, membre de l'Académie française, qui partage l'avis de M. Vincent d'Indy :

« Au *Journal officiel*, un rapport militaire sur la bataille du 19, très confus, très maladroit. Il y est parlé d'une route « obstruée par une colonne d'artillerie *qui s'y était égarée...* » Une colonne d'artillerie française, sortant de Paris, et *s'égarant* entre Argenteuil et Nanterre (2)!!! » Rien à ajouter.

Maintenant, les batteries qui ont pris de flanc la colonne Ducrot, pendant sa marche vers la Malmaison, n'étaient pas *formidables*, bien moins *formidables* que celles du Mont-Valérien : c'étaient quatre batteries du IVe corps, que le colonel de Crusius avait installées au nord de Chatou, sur le chemin qui conduit à Carrières-Saint-Denis (3). Deux batteries légères, une batterie lourde et une batterie d'artillerie à cheval (4) n'ont jamais été considérées comme *formidables*, surtout quand elles tirent en plein champ, sans ouvrages de terre pour les protéger.

A propos de l'*impossibilité* d'amener de l'artillerie sur les crêtes et de l'y établir sur des *terrains déformés*, nous répéterons que nous y avons bien monté quatre pièces et que les terrains n'étaient pas moins

(1) Vincent d'Indy, pp. 135 et 136. — *Ibid.*, p. 138.
(2) Edmond Rousse, t. II, p. 360.
(3) *La Guerre franco-allemande*, 2e partie, pp. 1096 et 1097.
(4) *Ibid.*, p. 1097 en note.

déformés pour les Prussiens que pour nous (1).

Quant à la redoute de Montretout, à la maison du Curé, au parc de Buzenval, positions où nous nous maintenions depuis la matinée, elles n'avaient pas été *chèrement acquises*, puisqu'elles avaient été enlevées presque sans coup férir. C'était donc une erreur que d'attribuer, à leur conquête, des pertes que nous avions éprouvées pour emporter la Bergerie et le mur de Longboyau.

Pourquoi dire, aussi, que l'ennemi *amenait des forces de toutes parts*, quand les Prussiens avaient à peine fait appel à leurs réserves, quand le Ve corps seul, faiblement soutenu sur ses flancs par les corps voisins, avait repoussé notre attaque (2) ?

Enfin, comment M. Trochu ose-t-il affirmer que l'ennemi *a subi des pertes considérables, fort considérables*, à en croire le rapport de la nuit, de manière à donner à penser que, si nous avons reculé, l'adversaire a payé ce succès par de lourds sacrifices, plus lourds que les nôtres, quand nous allons voir que nos pertes ont été près de sept fois plus fortes que celles des Prussiens ?

A la fin du siège, comme au commencement, comme au milieu, comme toujours, jamais M. Trochu ni le Gouvernement n'ont dit la vérité. Or, il n'est permis de la voiler que dans l'intérêt supérieur de la patrie, lorsqu'on est décidé à sauver quand même le Capitole et que l'on fait tout pour y arriver. Ce n'était pas le cas : les aigles du Quatre-Septembre n'ont su que *mener le deuil du siège*, comme on l'a dit si justement.

Puisque nous avons rapidement examiné les

(1) Voir, *suprà*, pp. 186 et 187.

(2) *La Guerre franco-allemande*, 2e partie, p. 1102. — Dans la bataille du 19, le IVe corps a eu cinq hommes hors de combat, le XIe seize et le 2e régiment de landwehr de la Garde un. (*Ibid.*, pp. 485* et 486*.

phrases officielles militaires engendrées par la bataille de Buzenval, nous pouvons développer, à notre aise, les considérations qu'elle fait naître.

RÉSULTATS ET CONSIDÉRATIONS

« Cette bataille mal préparée, mal dirigée (1) », « cette bataille incompréhensible, ce coup suprême tenté *sans bonne foi* (2) », quasi-effort de la défense, dernière convulsion de la grande ville étranglée par l'anneau de fer des armées d'investissement, coûtait aux assiégés : 189 officiers et 3,881 hommes hors de combat (3).

D'après le général Ducrot, les Prussiens comptaient 40 officiers et 673 hommes tués, blessés ou disparus (4). D'après le grand état-major prussien, ce ne serait que 41 officiers et 570 hommes, dont 11 prisonniers, au lieu de 65 (5), comme l'affirme le général Ducrot, avec raison, croyons-nous.

Les Prussiens nous avaient opposé 21,000 fantassins, 1,100 cavaliers et 84 bouches à feu (6). Les Francais étaient, par conséquent, de beaucoup les plus maltraités.

Parmi les morts, nous comptions Henri Regnault,

(1) *Gaulois et Germains*, *Récits militaires* par le général Ambert ; *Le Siège de Paris* ; Paris, Bloud et Barral ; p. 368. — « La grande tentative finale, le 19 janvier, fut mal entendue. » (*La Campagne de* 1870, traduit du *Times*, p. 278. — « Cette entreprise maladroitement conduite, misérablement terminée. » (Mme Adam, pp. 396 et 397. — Wyrouboff, p. 50. — Le Faure, t. II, p. 392. — *Histoire critique du siège de Paris par un officier de marine*, p. 201.

(2) Vincent d'Indy, p. 119. — « On n'avait aucun objectif. » (*Histoire critique du siège de Paris par un officier de marine*, p. 201.)

(3) Général Ducrot, t. IV, p. 188.

(4) *Ibid.*, p. 191.

(5) *La Guerre franco-allemande*, 2e partie, p. 486*.

(6) Commandant Bonnet, t. III, pp. 153 et 154.

un peintre qui avait donné, avec le plus grand succès, avec le succès le plus mérité, *Salomé*, *Prim*, *une Exécution sans jugement sous les rois maures de Grenade*, et plusieurs autres tableaux qui le désignaient comme un maître. Engagé volontaire dans les bataillons de marche de la Garde nationale, bien que son titre de prix de Rome l'exemptât de tout service militaire, il avait pris son rôle au sérieux et s'était battu comme un vieux soldat. Frappé d'une balle, à la fin de la journée, il était tombé foudroyé (1). « Il n'avait que vingt-neuf ans, et tous les connaisseurs s'accordaient à voir en lui un futur chef d'école, un de ces hommes qui renouvellent l'art et font la gloire d'un siècle. Il avait vingt-neuf ans, il était jeune, débordant de vie, fiancé depuis deux ans à une jeune fille dont il était éperdument aimé. Un coup de fusil tiré au hasard par quelque imbécile allemand, jadis balayeur de nos égouts, et tout cela, ce bonheur, cette gloire, ces joies, tant de chefs-d'œuvre espérés, évanoui, perdu à jamais, et voilà une fiancée au désespoir, une mère qui se meurt de chagrin, une nation et l'art en deuil (2) ! »

Etaient encore tombés : le vieux marquis de Coriolis, volontaire aussi, à soixante-sept ans ; Gustave Lambert, l'explorateur, « Seveste, un jeune comédien du Théâtre-Français, lieutenant dans les carabiniers parisiens ; il avait reçu une balle dans la cuisse, et, comme on l'apportait, tout sanglant, enveloppé de linges, à l'ambulance de la Comédie-

(1) Général Ducrot, t. IV, p. 145. — Charles de Mazade, *La guerre de France*, t. II, p. 299. — Le Faure, t. II, p. 392. — Jules Claretie, t. I, p. 482. — Docteur Sarazin, p. 290. — Théophile Gautier, pp. 175 à 189. — Francisque Sarcey, p. 281. — Louis Moland, p. 235. — Jules de Marthold, p. 271.

(2) Francisque Sarcey, p. 281. — « Henri Regnault laisse trois ou quatre chefs-d'œuvre. Sa gloire est assurée. Il a débuté en génie, il est mort en héros. » (Théophile Gautier, p. 189.)

Française : ««« Je viens, dit-il, jouer une fois encore la dernière scène des *Fourberies de Scapin.* »» On l'amputa, et Seveste mourut, décoré sur son lit d'agonie, comme son commandant, le pianiste Pérelli, blessé et expirant comme lui (1). »

Il faut ajouter, enfin, à cette funèbre liste : le colonel de Montbrison ; le lieutenant-colonel de Rochebrune, de son vrai nom François Rochebrun, un des combattants de l'insurrection polonaise (2) ; Mitchell, un enfant de dix-sept ans, que sa nationalité dispensait du service ; Adrien Peloux, bâtonnier des avocats de Valence, volontaire aux mobiles de la Drôme ; M. de Bellefonds ; le comte d'Estourmel (3).

Heureux ces morts glorieux qui, en tombant, ont encore pu croire à la victoire finale, qui n'ont vu que les deuils de 1870, sans les hontes de la Commune, sans les tristesses de l'heure présente, qui ne verront pas les catastrophes que les socialistes préparent à notre malheureux pays !

Il est intéressant d'étudier nos pertes, car cette étude éclairera, d'un jour cru, la bataille elle-même, remettra au point des critiques et des éloges également exagérés.

Tout d'abord, la colonne du général Vinoy a eu 1,079 tués, blessés ou disparus ; la colonne de Bellemare, 2,156 ; la colonne Ducrot, 827 ; les troupes de marine 8 (4).

On saisit, immédiatement, combien la besogne du général Ducrot a été moins dure que celle du

(1) Jules Claretie, t. I, p. 482. — A.-J. Dalsème, p. 320. — A. du Mesnil, p. 171.
(2) *L'Intermédiaire des chercheurs et curieux*, n° du 20 mai 1897, p. 647.
(3) Le Faure, t. II, p. 392. — Jules de Marthold, p. 271.
(4) Général Ducrot, t. IV, p. 188.

général de Bellemare qui, à lui seul, compte plus d'hommes hors de combat que ses deux collègues, malgré les 385 prisonniers du bataillon Lareinty, de la colonne de gauche. Il est alors aisé de voir que les attaques des généraux Vinoy et Ducrot ont, en somme, été assez molles, puisque l'un n'a eu que 694 tués et blessés et l'autre 803 (1), ce qui explique l'insuccès de ces attaques.

A propos du bataillon de Lareinty, expliquons que ce doit être par suite d'une erreur que le général Ducrot ne mentionne ni un tué, ni un blessé, pour ce bataillon, dans la journée de Buzenval (2). En effet, non seulement M. de Lareinty parle de *l'enlèvement de la villa Zimmermann par son bataillon ; des officiers de francs-tireurs qui s'étaient, le matin du 19, bravement fait tuer ou blesser à côté de lui*, parle de *la nuit du 19 au 20 qui fut occupée à repousser les attaques des masses prussiennes qui essayaient d'enlever de vive force la position*, parle des *deux jours et de la nuit où il resta sous le feu croisé des Français et des Prussiens et des coups d'une batterie ennemie tirant à 500 mètres de la villa Zimmermann et qui détermina la reddition* (3) ; mais le général Ducrot, lui-même, écrit que *les mobiles de la Loire-Inférieure ont, le matin du 19, refoulé les Prussiens jusqu'au château Pozzo di Borgo, mais n'ont pu s'emparer de ce réduit ; que la fusillade se précipitait ; que les balles sifflaient, ricochaient d'arbre en arbre ; que le commandant de Lareinty, enleva une barricade sur le boulevard de Saint-Cloud, fut arrêté par une autre barricade et finit par enlever le château Pozzo di Borgo ; que la grande porte de la villa Zimmermann fut enfoncée*

(1) Général Ducrot, t. IV, pp. 171 et 187.
(2) *Ibid.*, p. 165.
(3) *Enq. parlem. déf. nationale*, déposition de M. de Lareinty, p. 316.

par les mobiles, dont plusieurs tombèrent en traversant la rue Impériale; que l'ennemi ne put nous chasser de la villa, menacée à la fois par le chemin de fer et la rue Impériale; que, le 20, à quatre heures et demie du matin et à cinq heures, les Prussiens attaquaient en masse la villa et furent repoussés; que M. de Lareinty demanda une suspension d'armes pour conduire les blessés à l'ambulance, que les blessés surtout souffraient cruellement du manque d'eau (1). Alors comment admettre qu'une troupe, ainsi au premier rang, pendant deux jours, attaquant et repoussant des assauts, n'a eu ni un tué ni un blessé (2)?

Autre remarque.

L'armée active et les mobiles ont eu 2,613 officiers et soldats hors de combat, la Garde nationale mobilisée 1,457 (3), soit près du tiers des pertes totales. Donc les gardes nationaux se sont aussi bien conduits au feu que la ligne et les mobiles.

Et, de fait, voici les 16 régiments qui ont le plus souffert à la bataille de Buzenval :

1° Le 109e de ligne, lieutenant-colonel Landrut, du centre, 476 tués et blessés.

2° Le 136e de ligne, commandant Suillot, du centre, 273.

3° Le 18e régiment de la Garde nationale mobilisée, lieutenant-colonel Langlois, du centre, 254.

4° Le 16e régiment de la Garde nationale mobilisée, lieutenant-colonel de Brancion, du centre, 178.

(1) Général Ducrot, t. IV, pp. 104, 105, 106, 114, 152, 153 et 154.

(2) MM. Léon de Villiers et Georges de Targes appellent la défense de M. de Lareinty une « héroïque défense ». (*Tablettes d'un mobile*, par Léon de Villiers et Georges de Targes ; Paris, Mollie, 1871 ; p. 327.) Comment cette défense aurait-elle été *héroïque*, si le bataillon n'avait même pas eu un homme blessé ? — Francis Wey, p. 354.

(3) Général Ducrot, t. IV, p. 188.

5° Le régiment de Seine-et-Marne, du centre, 167.

6° Le 4e zouaves, dont les trois bataillons étaient commandés par les capitaines Bories et Paquin et le commandant Ballue (1), du centre, 159.

7° Le 17e régiment de la Garde nationale mobilisée, lieutenant-colonel Ibos, de la droite, 131.

8° Le 117e de ligne, capitaine Girodias, de la droite, 120.

9° Le 120e de ligne, capitaine Montheil, de la droite, 118.

10° Le 9e régiment de la Garde nationale mobilisée, lieutenant-colonel de Crisenoy, du centre, 116.

11° Le 5e régiment de la Garde nationale mobilisée, lieutenant-colonel Boudonneau, de la gauche, 104.

12° Le 11e régiment de la Garde nationale mobilisée, lieutenant-colonel Duval, du centre, 102.

13° Le 19e régiment de la Garde nationale mobilisée, lieutenant-colonel de Rochebrune, de la droite, 102.

14° Le 14e régiment de la Garde nationale mobilisée, lieutenant-colonel de Rancy, du centre, 93.

15° Les mobiles du Loiret, colonel de Montbrison, de la droite, 87.

16° Le 110e de ligne, commandant Bernard, du centre, 84.

Les autres régiments de ligne, de mobiles ou de mobilisés n'ont que des pertes de beaucoup inférieures à celles-là, quand elles ne sont pas nulles (2).

Il est donc démontré :

1° Que, c'est le centre (Bellemare) qui a le plus donné;

(1) Celui dont nous citons souvent le livre : *Les Zouaves à Paris pendant le siège*, et qui a été, à la Chambre des députés, président de la commission de réorganisation de l'armée.

(2) Général Ducrot, t. IV, pp. 165 à 189.

2° Que, sur les seize régiments les plus éprouvés, la Garde nationale mobilisée figure pour la moitié.

3° Que le seul régiment de la gauche (Vinoy) qui a été véritablement atteint est un régiment de la Garde nationale qui, à lui seul, compte près du septième des pertes totales de la colonne en tués et blessés.

4° Que ce sont les gardes nationaux de l'ordre qui ont le plus donné, le plus souflert, et que les bataillons des quartiers socialistes n'ont brillé, dans cette journée, que par leur absence ou par leur fuite (1).

Il n'en faut pas moins reconnaître que la majorité des gardes nationaux engagés s'est admirablement comportée devant l'ennemi, et que, selon le mot juste du général Trochu, « elle a fait preuve de courage et d'énergie dans cette lutte longue et acharnée (2) ».

Il n'y a donc pas lieu de s'arrêter aux attaques, aux railleries que certains généraux, dépités de voir des non-militaires se conduire si bravement pour leur baptême du feu, ont eu le mauvais goût d'adresser à des hommes que, depuis le commencement du siège, ils avaient fait profession de mépriser, qu'ils n'avaient pas exercés et qu'ils s'étaient obstinément, jusque-là, refusé à engager (3).

Et, ici, il est utile de rassembler les témoignages

(1) Voir, *infrà*, pp. 278 à 280.

(2) Voir, *suprà*, p. 257. — Dans le conseil de guerre du 22 janvier, le commandant Bourgeois, de l'état-major de l'armée, « fait le plus grand éloge de la tenue de la Garde nationale à Buzenval ». (*Enq. parlem. déf. nationale*, rapport de M. Chaper sur le Gouvernement de la Défense à Paris au point de vue militaire, *Pièces justificatives*, p. 214.)

(3) Voir, notamment, au sujet des reproches faits à la Garde nationale de Buzenval : *Enq. parlem. déf. nationale*, déposition du général Ducrot, pp. 102 et 105. — *Historique de la 2e division du 2e corps* (*Berthaut*), cité par le général Ducrot, t. IV, p. 429.

à l'appui de cette bonne tenue de la Garde nationale le 19 janvier.

Commençons par le témoin qui lui est le moins favorable.

Après avoir reconnu qu'un certain nombre de gardes nationaux « s'était bravement, héroïquement comporté... que parmi les plus illustres comme parmi les plus obscurs, beaucoup avaient montré que le dévouement n'était pas rare dans les bataillons de Paris (1) », le général Ducrot ajoute : « la masse, nullement façonnée par la discipline à soutenir les longues et émouvantes épreuves du champ de bataille, se trouvait, à la fin de la journée du 19, complètement abattue, découragée et absolument impuissante (2) ».

Ne serait-ce donc rien que d'avoir tenu, toute une journée, contre les vieilles troupes de la Prusse? Mais si des gardes nationaux ont quitté le champ de bataille en désordre, à la tombée de la nuit, nombre de mobiles et de soldats de ligne n'en ont-ils pas fait autant? Et puis, quoi d'étonnant, en admettant que ce soit vrai, à ce que les gardes nationaux aient été *abattus*, *découragés à la fin de la journée?* Est-ce que la façon déplorable, avec laquelle Trochu, Ducrot et Vinoy conduisaient le combat, n'aurait pas justifié *l'abattement et le découragement* de troupes mieux *disciplinées*, plus manœuvrières, plus aguerries que les régiments de la Garde nationale parisienne?

Il n'y a à retenir que l'aveu d'*héroïsme*, de *courage*, de *dévouement*, arraché par la vérité à M. Ducrot, sans s'arrêter aux réserves embarrassées par lesquelles il voudrait diminuer cet aveu.

(1) Général Ducrot, t. IV, p. 145.
(2) *Ibid.*, — Dans le même sens : *Enq. parlem. déf. nationale*, rapport de M. Chaper sur le Gouvernement de la Défense à Paris au point de vue militaire, p. 284.

Aussi bien, que disent les divisionnaires de M. Ducrot?

« Les 19e et 25e régiments de Paris ont fait preuve de discipline, d'obéissance et d'élan. Le 19e, brillamment conduit par le brave colonel de Rochebrune, s'est porté à l'attaque des positions ennemies, fortifiées d'une façon formidable, avec une vigueur peu commune (1) ».

« L'attitude des troupes a été excellente. L'infanterie de ligne et la *Garde nationale* ont rivalisé de vigueur dans quelques moments difficiles, et si, parfois, il s'est produit certains troubles, quelques tireries désordonnées, c'est la conséquence inévitable de l'inexpérience et de l'agglomération qui, malgré tous nos soins et nos efforts, s'est produite fatalement sur quelques points (2). »

A la bonne heure, voilà la vérité! Mais qui était responsable de l'agglomération si ce n'est le Gouverneur, et, à propos de l'inexpérience, nous venons de dire que ce sont les militaires de profession qui l'avaient soigneusement entretenue depuis le commencement du siège.

« Quant au manque d'éducation militaire qui était reproché aux bataillons de la Garde nationale, il doit être attribué au retard mis à les enregimenter et à les organiser plutôt qu'à une certaine négligence de leur part. Si, dès le commencement d'octobre, on les eût réunis dans les camps d'instruction et on les eût associés au grand mouvement de terre auquel on ne songea jamais sérieusement, si on eût pratiqué les sorties quotidiennes à l'abri des tranchées, opérations que les officiers d'état-major jouissant d'une grande autorité dans

(1) *Historique de la division Faron*, cité par le général Ducrot, t. IV, p. 433.

(2) *Journal des marches et opérations de la 2e armée*, cité par le général Ducrot, t. IV, p. 448.

les armées étrangères ont unanimement déclaré avoir pu être entreprises dès le mois de septembre, on n'aurait jamais eu à se plaindre de l'inefficacité du concours des bataillons de marche (1). »

M. Ducrot prétend encore que les gardes nationaux « affolés, terrifiés, couraient à droite et à gauche, tiraient dans tous les sens et faisaient de nombreuses victimes dans nos propres rangs (2) ». Il n'y a preuve, nulle part, de cet affolement, de cette terreur qui sont démentis par l'état des pertes de la Garde nationale et par les positions qu'elle occupait au moment de la retraite. « Que quelques gardes nationaux aient tiré sur nos troupes, cela a pu arriver; la ligne, à Forbach, a bien tiré, par méprise, sur un bataillon de chasseurs à pied, et, à Buzenval même, notre artillerie faisait encore feu sur le parc alors que les gardes nationaux y avaient pénétré. Ce qui est hors de doute, c'est l'*incomparable bravoure* déployée par la Garde nationale dans cet *effort* du désespoir (3). »

Voyons, maintenant, ce que M. Trochu pense de la question.

« On a dit et écrit que la Garde nationale avait eu, à Buzenval, un rôle d'empêchement bien plus qu'un rôle d'assistance, et, sur ce thème, les commentaires malveillants ou railleurs n'ont pas manqué. Ils sont absolument contraires à la vérité et à l'équité. La Garde nationale ne pouvait prétendre à l'expérience du combat, et quelques-uns de ses groupes montrèrent au feu de l'*ahurissement*. Nulle part il n'y eut de *débandade*,

(1) *Le général Trochu devant l'histoire*, extrait du *Diario del sitio de Paris*, par A. Borrego ; traduit de l'espagnol par Louis Gerdebat ; Paris, Librairie générale ; p. 61. — Francisque Sarcey, p. 280.

(2) Général Ducrot, t. IV, p. 126. — *Une page d'histoire contemporaine*, par le général Trochu, p. 129.

(3) Jules Claretie, t. I, p. 483.

et la seule troupe qui lâcha pied fut la brigade d'infanterie et de mobiles (1), dont la retraite en désordre m'obligea à intervenir personnellement pour la faire relever à son poste par les Vendéens.

« Les gardes nationaux montrèrent, généralement, en dépit de leur insuffisance militaire, beaucoup de bon vouloir et de fermeté. Plusieurs de leurs bataillons, engagés dans les attaques et ensuite dans la défense, *se signalèrent par leur énergie*, et j'oppose à leurs détracteurs une statistique qui prouve que ces soldats-citoyens ne s'épargnèrent pas à la peine et méritèrent une place à l'honneur.

« Officiers supérieurs tués	4	en tout.
(De la Garde nationale).	2	
« Capitaines tués	25	en tout.
(De la Garde nationale).	9	
« Lieutenants tués.	14	en tout.
(De la Garde nationale).	9	
« Sous-lieutenants tués	13	en tout.
(De la Garde nationale).	7	

« Je n'ajoute rien à ce frappant tableau qui fait voir : 1° que nos pertes en officiers furent très restreintes ; 2° que celles de la Garde nationale furent à peu près égales à celles de l'armée, que la légende représente comme ayant porté presque tout le poids de la journée (2). »

« Des gardes nationaux, dont l'inexpérience était évidente, et les mobiles de la Vendée, ont pris et repris, avec l'énergie suppléant à l'expérience *et comme auraient fait de vieilles troupes*, *sous un feu terrible*, des hauteurs qui avaient été abandonnées (3). »

(1) Voir, *suprà*, p. 229.
(2) Général Trochu, *Œuvres posthumes*, t. I, p. 536.
(3) *L'Empire et la Défense de Paris*, par le général Trochu, p. 444.

« La Garde nationale de Paris montra, le 19 janvier, un très grand courage (1). »

Voilà ce que pense d'eux le général en chef de ces gardes nationaux tant décriés. Donnons l'opinion de nos ennemis à leur égard.

Alors que M. de Moltke et les militaires qui le suivent, obéissant au même sentiment que celui qui animait le général Ducrot et nombre d'officiers, parle de l'*indiscipline* de cette Garde nationale, à Buzenval, et attribue la retraite à cette indiscipline (2), les civils et même l'Empereur tiennent un tout autre langage. On lit dans les souvenirs de Louis Schneider, revus et annotés par le roi Guillaume :

« Cette sortie du 19 fut un combat très sérieux, et, en réalité, le premier où la Garde nationale ait montré vraiment une attitude militaire, surtout à l'attaque du parc de Buzenval. Jusque là, en effet, elle n'avait sérieusement donné nulle part, mais, le 19, elle prouva qu'habilement employée, elle pouvait être très utile et que *nous n'avions plus le droit de la dédaigner. C'est ce que reconnut l'Empereur dans la matinée du* 20 (3). »

A Versailles, le 20 janvier, on parlait « de la valeur dont les combattants parisiens avaient fait preuve... car nous devons dire que, dans tous les documents allemands que nous avons eu sous les yeux, on rend hommage à l'entrain des troupes françaises engagées le 19 janvier (4). »

Voici, encore, l'opinion d'un étranger : « Les gardes nationaux mobilisés, qui allaient, pour la

(1) *Une page d'histoire contemporaine*, par le général Trochu, p. 127.
(2) M. de Moltke, p. 434. — *La Guerre franco-allemande*, 2e partie, p. 1102.
(3) Louis Schneider, t. III, p. 182.
(4) Edmond Neukomm, p. 267.

première fois, au feu, en rase campagne, s'étaient bravement battus (1). »

Encore une fois, que peut-on demander de plus à des soldats-citoyens?

Mais, passons, enfin, en revue les témoignages français.

« De mon côté, a dit le général Vinoy, l'affaire s'est assez bien passée; on s'est emparé de Montretout; j'avais des colonnes de gardes nationaux qui se sont bien conduites (2). »

« Nos bataillons de marche avaient été très braves (3). » — « Bien que fatiguées par une marche de nuit longue et difficile, nos troupes, y compris la Garde nationale, sont pleines d'entrain, d'ardeur (4). »

Des officiers présents à la bataille « ont reconnu l'élan qu'avait montré la Garde nationale, et plusieurs ont constaté, avec de grands éloges, sa solidité à Buzenval: je citerai, par exemple, M. le commandant Bourgeois et M. le colonel Warnet (5). »

« Au centre, les régiments de Garde nationale soutinrent, avec quelques bataillons de la ligne, le poids de cette journée meurtrière, jusqu'à la nuit tombante, sans reculer d'un pas (6). »

(1) Rüstow, t. II, p. 226. — « Les Prussiens, sans être précisément alarmés, ne laissaient pas d'être préoccupés; ils se sentaient si peu victorieux qu'ils ne songeaient qu'à réparer leurs échecs et ils restaient dans cette pensée que rien n'était fini, que les Français reprendraient l'action le lendemain, que, tout au moins, il y aurait un effort des plus sérieux à renouveler pour nous reprendre nos positions. Ils s'y attendaient et ils s'y préparaient. » (Charles de Mazade, *La guerre de France*, t. II, pp. 300 et 301.)

(2) *Enq. parlem. déf. nationale*, déposition du général Vinoy, p. 123.

(3) *Ibid.*, déposition de M. Henri Martin, p. 404.

(4) Général Ducrot, t. IV, p. 159.

(5) *Enq. parlem. déf. nationale*, lettre de M. Henri Martin, député de l'Aisne, *Réclamations*, pp. 92 et 93.

(6) *Ibid.*, p. 93.

« Les régiments de Garde nationale mobilisée faisant partie des têtes de colonnes d'attaque (du centre, Bellemare) ont marché à l'ennemi avec beaucoup d'entrain (1). »

« Les bataillons de guerre de la Garde nationale avaient montré un remarquable courage (2). »

« La Garde nationale s'était généralement bien conduite au feu ; elle avait eu, suivant l'expression du général Trochu, une attitude à la fois énergique et étonnée (3). »

On ne saurait en faire un plus bel éloge.

« Les bataillons de la Garde nationale mobilisée, qui ont pris part à la bataille du 19, se sont comportés vaillamment. Ils se sont élancés avec beaucoup d'entrain sur l'ennemi, lorsqu'on les a jetés en avant. Ils ont reçu avec fermeté et sans défaillance les décharges de la mousqueterie, lorsqu'ils y ont été exposés (4). »

Comme l'a très bien dit le colonel de Montagut, ancien chef d'état-major de la Garde nationale : « Le général commandant la Garde nationale a vu, hélas! bien des actes regrettables et le *Journal officiel* fait foi qu'il ne leur a épargné ni sa réprobation, ni l'appel à la réprobation publique, mais il a eu aussi à louer des actes méritoires. M. le général Ducrot n'a pas connu ceux-ci et n'a aperçu que

(1) *Historique de la* 1re *division du* 3e *corps*.

(2) Jules Favre, *Gouvernement de la Défense nationale du* 31 *octobre* 1870 *au* 28 *janvier* 1871, p. 332.

(3) Dussieux, t. I, p. 268.

(4) Louis Moland, p. 235. — Dans ce sens : Ambroise Rendu, pp. 203 et 221 ; *Journal de Fidus*, *La Révolution de septembre*, *la Capitulation*, *la Commune*, p. 243 ; Vincent d'Indy, p. 126 ; Emile Chevalet, pp. 256 et 257 ; Jules Claretie, t. I, pp. 480 et 482 ; Le Faure, t. II, p. 392 ; *Le Standard*, Pierre Maquest, pp. 711 et 715. — M. P. Marquez, p. 56. — Michel Cornudet, p. 426. — *Histoire critique du siège de Paris par un officier de marine*, p. 201. — Adolphe Michel, p. 396. — Edouard Cadol, p. 102. — Léon de Villiers et Georges de Targes, p. 328. — Colonel Vandevelde, p. 335. — Henri Martin, t. VII, p. 320.

ceux-là. Fort heureusement pour l'histoire, il ne sera pas son seul témoin et elle constatera, dans la déposition de M. l'amiral Pothuau, que cet officier général a pu se servir avec fruit de la Garde nationale. *Il est vrai qu'il l'a voulu* (1). »

Il y a donc à ne pas rabaisser les *bons* parce qu'il s'en est trouvé de *mauvais*. Au contraire, l'excellente tenue des premiers est d'autant plus louable qu'ils se sont séparés des seconds (2).

Par conséquent, nous n'hésitons pas à déclarer que l'attitude de la Garde nationale, devant Garches et à Buzenval, a été, non seulement très bonne, mais encore qu'elle a été extraordinaire, et qu'il est peu de pays qui pourraient donner un pareil exemple de fermeté au feu, de la part d'hommes étrangers au métier militaire.

Il est vrai que, à côté des huit régiments dont nous avons signalé les pertes en tués et blessés, il y en a vingt et un autres qui ont été peu engagés, ne l'ont pas été du tout ou ont fui.

Mais la faute en est, nous ne le crierons jamais trop haut ni trop souvent, à ceux qui ont si mal dirigé le combat que jamais on n'aurait pu croire qu'il y avait des chefs chargés de le conduire. Il est évident qu'accumuler, sur un terrain aussi étroit, les masses que M. Trochu y avait amenées, c'était vouloir en paralyser plus de la moitié, car tout le monde reconnaît « qu'en principe, il n'est pas avantageux d'avoir en profondeur plus de six à sept hommes par mètre courant de front d'attaque (3) »; or, « la bataille a été livrée, du côté des

(1) *Enq. parlem. déf. nationale*, Réclamations, p. 97. — Jules Claretie, t. I, p. 476.

(2) Du reste, nous traitons cette question du bon grain et de l'ivraie, *infrà*, p. 278 à 280.

(3) Général Lamiraux, commandant de l'Ecole supérieure de guerre; *Etudes pratiques de guerre;* Paris, Lavauzelle; p. 211.

Français. par 90,000 hommes environ... sur un front de 5,000 à 6,000 mètres entre Saint-Cloud et Bougival, avec une espèce de pointe vers le parc de Buzenval (1) ». C'était une faute lourde. « Pour l'offensive, a écrit le duc Guillaume de Wurtemberg, les Français massaient encore plus leurs troupes que pour la défensive, comme le prouve la bataille de Buzenval. Si l'artillerie prussienne pouvait se montrer dans toute son action, la faute en revient à la tactique française qui lui opposait des masses humaines (2). »

Quant « aux quelques bataillons qui avaient gagné au pied pendant l'affaire (3) », leur éducation militaire n'avait en rien déterminé leur course en arrière. Ils ne s'étaient pas battus parce qu'ils ne voulaient pas se battre et non parce qu'ils ne le pouvaient pas : ils l'ont trop bien prouvé trois mois après.

« A côté de certains bataillons, qui ont fait leurs preuves à Buzenval, d'autres, qui devaient, plus tard, constituer l'élite des troupes de la Commune, se sont débandés dès le premier moment. Le mot d'ordre leur avait été donné par les comités auxquels ils obéissaient; ils criaient à la trahison en se sauvant. Il avait été décidé, dans les régions supérieures de Belleville, que la Garde nationale réserverait ses forces et son courage pour une meilleure occasion : celle que devait offrir la plus odieuse des insurrections. Mais, devant l'ennemi, et à l'heure

(1) Général Lamiraux, p. 222.

(2) *Mode d'attaque de l'infanterie prussienne dans la campagne de* 1870-1871 par le duc Guillaume de Wurtemberg ; traduit de l'allemand par M. Conchard-Verneuil, lieutenant d'infanterie ; Paris, Ch. Tanera, 1871 ; p. 29. — Major de Sarrepont, *Histoire de la Défense de Paris*, p. 402.

(3) Dussieux, t. I, p. 268. — Il n'y avait eu, dans la Garde nationale, que « quelques défaillances ». (Général Ducrot, t. IV, p. 160.)

de la bataille que tous réclamaient et appelaient depuis si longtemps, une grande partie n'a rien fait ou s'est enfuie. Par conséquent, dans la Garde nationale, il faut distinguer ceux qui ont voulu se battre : ceux-là se sont très bien conduits, quoique leur élan ne fût pas toujours bien dirigé ; et ceux auxquels leurs opinions défendaient, sans doute, de combattre (1). »

Et le commandant Bonnet résume ainsi la question :

« A Buzenval, quelques bataillons (la grande majorité des bataillons) de la Garde nationale avaient été admirables de fermeté et de tenue. Ils

(1) Ambroise Rendu, p. 122. — « Des gardes nationaux, même des officiers, se retiraient du combat sous prétexte de blessures imaginaires. » (Charles de Mazade, *La guerre de France*, t. II, p. 300.) — Voir, aussi, Général Ducrot, t. IV, p. 361. — « J'avais avec moi le fameux bataillon de Belleville. Pendant la nuit, quand je me rendais à Suresnes où j'avais établi mon quartier général, je rencontrai les hommes de ce bataillon qui retournaient déjà à Paris. Je les ai fait revenir ; ils disaient : «« Nous ne savons pas avec qui nous allons ; nous devons être avec le général Courty. »» Je leur dis : «« Le général Courty est sous mes ordres, je suis le général Vinoy, vous allez venir avec moi. »» Je les ai fait mettre au Mont-Valérien ; le soir, ils se sont éparpillés. Quand ils ont entendu siffler les balles et vu les obus tomber, ils se sont emparés des omnibus et des voitures qui étaient pour les blessés. J'ai attrapé au collet un capitaine, et je lui ai dit : «« Faites-moi voir votre blessure. »» Il n'en avait pas. » (*Enq. parlem. déf. nationale*, déposition du général Vinoy, pp. 122 et 123.) — Le régiment (34e) où se trouvait ce fameux bataillon de Belleville n'eut, bien entendu, le 19 janvier, ni un tué ni un blessé. » (Général Ducrot, t. IV, p. 170.) — « Le 227e bataillon de la Garde nationale, commandé par Martin, est resté tout entier, toute la journée du 19, commandant en tête, caché dans des trous... Eh bien, le 227e s'est battu comme un enragé pendant l'insurrection. » (*Enq. parlem. sur l'Insurrection du Dix-Huit-Mars*, déposition de M. Ossude, p. 469.) — « Il y avait, dans la Garde nationale, 60,000 sectaires qui *avaient ordre* de ne pas combattre contre les Prussiens et de rassembler le plus d'armes possible, pour faire une révolution au moment propice. » (Vincent d'Indy, p. 123.) — Général Vinoy, p. 412. — Il faut reconnaître, néanmoins, qu'un bataillon de Montmartre s'est bien battu (*Ibid.*, p. 473) et que les volontaires de Montrouge ont été très crânes. (Voir, *suprà*, p. 224.)

appartenaient aux quartiers du centre, étaient formés de gens instruits et éclairés. Quant aux bataillons venus de Belleville et des quartiers excentriques, ils avaient montré la plus honteuse poltronnerie (1). »

En réalité, si l'intervention de la Garde nationale n'a pas donné de meilleurs résultats, le 19 janvier, la faute en est à MM. Trochu, Ducrot et Vinoy, dont aucun, ce jour-là, n'a fait œuvre de général.

En effet, pour ne parler que du Gouverneur, on ne saurait s'imaginer la rareté, l'insignifiance, l'incompréhensibilité des ordres envoyés par lui pendant la bataille.

Ici, encore, les témoignages abondent, et, comme leur valeur est bien supérieure à toutes les dissertations, nous n'allons pas les ménager.

Le général Trochu reconnaît, d'abord, lui-même, que la Garde nationale a été abandonnée à elle-même, ce qui a dû grandement la décourager, l'affaiblir et déterminer des défections qu'on n'aurait pas eu à déplorer si elle avait été tenue en main par un véritable général :

« Au combat, manquant d'ensemble, ne rencontrant pas habituellement dans le commandement le point d'appui, la direction qui sont nécessaires, chacun opérait à peu près pour son compte (2). »

« Le Gouverneur, dit le général de Bellemare,

(1) Commandant Bonnet, t. III, p. 155. — « Si les régiments de la Garde nationale les plus calmes et les plus modérés avaient tenu solidement, les plus bruyants et les plus tapageurs avaient été les premiers à déguerpir. » (Arthur Chuquet, p. 291.) — Voir, aussi, la déclaration du général Clément-Thomas, *Enq. parlem. déf. nationale*, rapport de M. Chaper sur les procès-verbaux des séances du Gouvernement de la Défense nationale, p. 136. — Edmond Rousse, t. II, p. 359. — Général Vinoy, pp. 414 et 422. — Antonin Gourju, *La Côte-d'Or au siège de Paris;* Paris, Armand Colin, 1871; pp. 30 et 31. — Baron A. du Casse, p. 317.

(2) *Une page d'histoire contemporaine*, par le général Trochu, p. 128.

ne donna aucun ordre dans la journée (sauf celui de la retraite). A un certain moment, sur une demande de moi au sujet d'un mouvement à exécuter, il me répondit, par télégraphe, de m'entendre avec Ducrot. Ce fut tout (1). »

« Nous avons longuement relaté dans notre journal (*Diario del sitio de Paris*), écrit M. Andrès Borrego, les événements de la journée de Buzenval; nous y établissons, avec preuves à l'appui, le manque de direction, de simultanéité et d'ensemble qui caractérisa les mouvements des colonnes; nous constatons que des divisions et des brigades (des régiments, des bataillons) de la Garde nationale (et de l'armée) se virent isolées, ne reçurent pas d'ordres et se trouvèrent sans savoir où porter leurs pas, au moment où plusieurs de leurs corps venaient de remporter des avantages dont on aurait pu profiter. Les bataillons qui opérèrent du côté de Montretout ne virent, de toute la journée, pas un seul officier d'état-major qui leur apportât des ordres ou les instruisît de ce qui se passait ailleurs. Abandonnés à eux-mêmes pendant toute la journée, ces bataillons quittèrent, de leur propre mouvement, les positions avancées qu'ils avaient occupées, et bien leur en prit, car, s'ils ne se fussent pas retirés d'eux-mêmes, ces braves seraient restés prisonniers en bloc entre les mains de l'ennemi (2) », comme les mobiles de la Loire-Inférieure du commandant de Lareinty.

A la réunion du 22 janvier, tenue au ministère de l'Instruction publique, voici ce qu'ont déclaré les colonels Brancion et Germa :

« M. le colonel Brancion fait l'historique de la journée de Buzenval-Montretout et se livre à

(1) *Notes personnelles du général de Bellemare.*

(2) Borrego, p. 60. — « La bonne volonté des gardes nationaux fut paralysée sur tous les points par l'absence de direction. » (Ambroise Rendu, p. 221.)

d'amères critiques contre la direction des opérations de cette journée. Le général en chef n'avait pris aucune mesure sérieuse; l'artillerie était restée hors de la portée de l'ennemi, sans que rien ait été tenté pour la mettre en position. L'on a inutilement sacrifié un grand nombre de gardes nationaux et de soldats, sans que jamais on ait eu la pensée de tirer un parti quelconque de cette attaque...

« M. le colonel Germa se livre, comme le précédent orateur, à de violentes récriminations contre la direction des opérations militaires de la journée de Buzenval. Jamais plus d'insouciance n'a été jointe à plus d'incapacité (1). »

Nous tenons à accumuler les citations, en dépit de ceux qui trouvent que nous en abusons, afin de confondre, une bonne fois, les défenseurs de MM. Trochu et Ducrot. Nous continuons donc :

« La bataille de Buzenval fut une bataille inutile, entreprise sans but précis, sans espoir de réussite, mal conçue et *plus mal dirigée* (2). »

« Les culottes de peau affectaient de mépriser les bourgeois déguisés en soldats. On assurait qu'un des vieux généraux, parlant de cette expédition (Buzenval), avait dit, en propres termes : «« Ces

(1) *Enq. parlem. déf. nationale*, t. V, Pièces diverses, p. 55.

(2) Commandant Rousset, t. III, p. 389. — « Comme toujours, c'est à l'insuffisance du commandement qu'il faut attribuer l'insuccès d'une affaire bien commencée. » (Emile Chevalet, p. 257.) — « Le commandant en chef avait manqué de virilité. » (Jules Claretie, t. I, p. 479.) — « Ce combat fut livré sans grand espoir de succès par les chefs militaires. » (*Enq. parlem. sur l'Insurrection du Dix-Huit-Mars;* rapport de M. de la Rochethulon, p. 399.) — « Les batailles livrées par M. le général Trochu furent des batailles *en pure perte.* » (Borrego, pp. 52 et 53.) — « La journée du 19 janvier coûta la vie à un grand nombre de pères de famille qui furent sacrifiés à l'injustifiable projet d'exécuter ce que le général Trochu a dit n'avoir pas été exécutable, car il a reconnu qu'il n'y avait pas d'espoir d'arriver à Versailles. » (*Ibid.*, p. 59.) — Ambroise Rendu, p. 221. — Vincent d'Indy, p. 119. — Francis Wey, p. 350.

blagueurs de gardes nationaux veulent absolument qu'on leur fasse *casser la gueule*, on va les y mener. »» Ce propos soldatesque avait été traduit par les journaux dans un style moins pittoresque, mais plus académique : «« La Garde nationale veut une *saignée*, nous allons la lui faire faire (1) »».

« Rarement la vie humaine eut moins de valeur qu'à cette époque, chez les Français, car, de temps à autre, les généraux faisaient, semble-t-il, pratiquer une *saignée* pour se laver des accusations de trahison que les journalistes leur jetaient à la face (2). »

Mais, ici, il faut approfondir la question. Pourquoi ce combat, qui aurait dû être la convulsion suprême, si puissante, si irrésistible qu'elle devait sauver les assiégés en écrasant les assiégeants, a-t-il été *mal conçu et plus mal dirigé ?* Parce que M. Trochu et les autres généraux, ses favoris, MM. Ducrot, Schmitz, Berthaut et les autres, ne croyant plus à rien, n'ont rien voulu faire (3). Incapables des grands mouvements du cœur et de l'esprit, rivés à la routine, ennemis de Paris, mécontents d'eux-mêmes et d'autrui, humiliés par l'avalanche de défaites lamentables qui s'était écroulée sur le pays, par suite de la nullité de tous ces maréchaux et généraux dont pas un n'avait su diriger une armée, ils ne possédaient, ni la foi qui

(1) Francisque Sarcey, pp. 279 et 280.

(2) *Historique du 4e régiment de la Garde à pied prussienne*, par le capitaine Bagensky; Bibliothèque nationale, in-8°, M, 4409. Traduction de M. Stanislas Mouillard.

(3) Voir, *suprà*, p. 118. — « La haute confiance en soi-même, l'assurance de vaincre, la conviction inébranlable que tout ira bien, et même pour le mieux, sont des qualités que nous considérons comme l'apanage indispensable de tout généralissime. » (Karl Bleibtreu, p. 80.) M. Trochu avait bien une haute confiance en lui-même, cela touchait même à la fatuité, mais il était à cent coudées de « l'assurance de vaincre et de la conviction inébranlable que tout ira bien ».

vient à bout des obstacles, ni l'expérience qui aide à les tourner. Ces militaires n'avaient plus qu'une tactique, qu'une stratégie : arriver à faire accepter la capitulation par la population civile; leur but, n'était plus la victoire, c'était la reddition!

Or, cette stratégie leur suggéra la pensée de la *saignée nécessaire*, de la saignée à faire sur la Garde nationale, et si copieuse que, si elle n'en restait pas complètement épuisée, elle n'eût plus envie de voir recommencer sur elle une autre opération. Ce n'était plus la capitulation par persuasion, mais la mort par anémie.

Là, encore, les témoignages surabondent. Il n'est pas douteux que les généraux qui s'étaient attribué le monopole de la direction militaire pendant le siège de Paris avaient entamé l'affaire de Buzenval « sans espoir de réussite (1) », puisque, dans les ordres pour la bataille, on ne prévoit pas ce qu'il y aura à faire quand la première ligne sera enlevée, sauf pour le haras Lupin (2).

« En examinant attentivement ces ordres, a dit le général de Bellemare, il est facile de se rendre compte qu'on voulait, en haut lieu, ne faire qu'une simple démonstration pour satisfaire l'opinion publique; en effet, après l'indication des premières positions à enlever, il n'y a plus rien : aucune instruction sur *l'objectif*, sur les dispositions à prendre pour continuer le mouvement, rien en ce qui concerne les munitions et les vivres, rien, enfin, de ce qui constitue un véritable plan de campagne (3). »

« On avait dit, dans les conseils du Gouvernement, c'est M. le marquis de la Rochethulon qui répète la phrase dans son rapport : ««« L'opinion

(1) Commandant Rousset, t. III, p. 389.
(2) Voir, *suprà*, pp. 123 à 128.
(3) *Notes personnelles du général de Bellemare.* — « On n'emmenait aucun bagage. » (A. Ballue, p. 120.)

publique ne sera calmée que lorsqu'il y aura 10,000 gardes nationaux par terre (1). »»

Il n'y en a eu que 1,342 (2), mais cela a suffi pour faire passer la capitulation!

Voici, maintenant, des réflexions fort sensées de M. Louis Moland, réflexions couchées sur le papier le surlendemain de la bataille :

« Qu'on n'ait pas *voulu* vaincre, c'est beaucoup dire; mais qu'on n'ait pas cru à la victoire, il y a quelque vraisemblance. Etait-ce bien la peine de mettre en mouvement cent mille hommes, pour ne pas obtenir, malgré le brouillard, de plus sérieux résultats?... Tout indique qu'on n'avait aucune foi dans le succès. Cette bataille, qui est probablement la dernière, devait être pour notre honneur un vigoureux effort, un effort suprême, dans lequel tous nos moyens auraient été déployés. Elle a été, au contraire, livrée comme par acquit de conscience; elle paraît n'avoir été qu'une satisfaction donnée à la Garde nationale et à la population de Paris (3).

(1) *L'Empire et la Défense de Paris* par le général Trochu, plaidoirie de M. Grandperret, p. 355. — *Enq. parlem. sur l'Insurrection du Dix-Huit-Mars*, rapport de M. de la Rochethulon, p. 399, en note. — Comte de Carneville, pp. 31 et 32. — *Journal de Fidus, La Révolution de Septembre, La Capitulation, la Commune*, p. 121. — Etienne Dejoux, p. 126.

(2) Général Ducrot, t. IV, p. 189.

(3) Louis Moland, pp. 243 et 244. — « Le général Trochu était bien persuadé de l'insuccès de cette suprême tentative... qui n'était plus qu'une *satisfaction donnée à l'opinion publique*, le mot a été dit malheureusement. » (Le Faure, t. II, p. 385.) — « Il faut tenir compte de *l'opinion publique* qui veut qu'on fasse quelque chose. » (Paroles de l'amiral de la Roncière-le Noury, *Paris, Second échec du Bourget et Perte d'Avron*, par Alfred Duquet, p. 303.) — Il faut attaquer un point de la ligne des assiégeants, poussé que l'on doit être « par des considérations qui ne sont pas seulement militaires mais aussi *politiques*. » (Paroles du général Schmitz, *Ibid.*, p. 301.) — « L'essentiel pour Paris est de durer. Voilà la grande condition militaire; mais la *politique* commande autre chose. Son avis est donc favorable à la défense active. » (Paroles du général Trochu, *Ibid.*, p. 309.) — Tous les généraux

« Petit à petit, entrait dans l'esprit des chefs cette pensée cruelle, impie, et cependant toute logique (non), que ce monde turbulent (la Garde nationale) ne se tiendrait tranquille que lorsqu'il se serait fait un peu tuer, et que, pour guérir Paris de sa fièvre, pour faire tomber son exaltation, il fallait lui soustraire quelques pintes de sang. ««« Ces gaillards-là ne seront contents que lorsque nous leur aurons démontré, *ad hominem*, qu'ils sont incapables de s'en tirer, et qu'il est temps de poser les armes »», chuchotait-on tout bas dans les états-majors (1). »

Voilà les pensées abominables qui hantaient le cerveau dévoyé de nos généraux et de leurs aides de camp : on ne saurait le contester, après tant d'autres preuves, puisque c'est l'un d'eux, M. le comte d'Hérisson, qui l'avoue avec une inconscience qui frise l'irresponsabilité.

L'avis de tous ces généraux était qu'il n'y avait plus rien à faire qu'à capituler, et que l'opération sur Buzenval n'avait aucune chance de succès.

Eh bien, si! Il y avait quelque chose à tenter, même le 19 janvier, même à Buzenval, et soutenir que l'échec était inéluctable est une hérésie tacti-

considéraient la bataille « comme une représentation militaire à la fois inutile et meurtrière ». (*Enq. parlem. déf. nationale*, rapport de M. Chaper sur le Gouvernement de la Défense de Paris au point de vue militaire, p. 254.) — Voir, aussi, *suprà*, pp. 281 et 282, l'opinion de MM. les colonels Brancion et Germa.

(1) Comte d'Hérisson, p. 308. — Le soir du 19, « tout le monde est mécontent ; on dit : ««« C'est une *comédie* qui coûte trop cher. » (Docteur Sarazin, p. 292.) — « On prêtait, au général Trochu, ce mot qu'il aurait dit, vers la fin du jour : ««« Cessons le combat, ils se sont assez fait tuer! »» (Jules Claretie, t. I, p. 483.) — « Le général Trochu n'a pas eu l'intention de vaincre, mais seulement de faire tuer du monde. » (Gustave Flourens, p. 200.) — Ce fut « un *simulacre* de dernière bataille ». (*Ibid.*) — Un des membres du Gouvernement disait : « Il faut faire faire quand même une grande sortie à la Garde nationale, car l'opinion ne s'apaisera que quand il y aura 10,000 gardes nationaux par terre. » (Général Ducrot, t. IV, p. 163.) — Voir, *suprà*, p. 281.

que, chère, sans aucun doute, aux vaillants guerriers de 1870, dont elle vient, fort à propos, ménager l'amour-propre militaire, mais qui ne résiste pas à une discussion approfondie.

Il était, tout d'abord, permis d'exécuter un plan qui aurait consisté à pousser deux puissantes pointes par Saint-Cloud et la Jonchère, de manière à ramasser, par un à-droite et un à-gauche des deux pointes, les défenseurs de Garches, du haras Lupin, de la Celle-Saint-Cloud, de Longboyau et de Buzenval, que notre centre aurait inquiétés sans essayer de les déloger.

On pouvait également réussir en attaquant, d'un seul élan, les trois colonnes simultanément, sans coups de canon, sans fusées, sans bombardement préalable. Dès que les troupes d'assaut auraient atteint la première ligne prussienne, le tir aurait commencé sur la deuxième ligne et au delà, afin de faciliter son enlèvement, afin de gêner les mouvements des troupes de renfort.

Nous sommes persuadé, nous ne cesserons de le maintenir, qu'une attaque d'infanterie, se produisant au petit jour, aurait trouvé les murs de la Bergerie et de Longboyau aussi dégarnis de défenseurs que Saint-Cloud, Montretout et Buzenval, et qu'il aurait été possible de les occuper et de se porter ensuite rapidement sur le haras Lupin, que Bellemare, la gauche de Ducrot et la droite de Vinoy auraient tourné, par la Celle-Saint-Cloud et Vaucresson, pendant que la droite de Ducrot et la gauche de Vinoy auraient vigoureusement attaqué la Jonchère et le parc Saint-Cloud (1).

« Il faut donc attribuer au retard de l'aile droite

(1) On verra, *infrà*, p. 290, que c'est, à peu près, ce que le général Vinoy a pensé qu'il eût été raisonnable de tenter.

l'échec que nous avons subi (1)... L'ardeur n'était plus la même dans l'armée régulière que dans la Garde nationale... Peut-être (certainement) le découragement auquel cédaient beaucoup de nos officiers (de nos généraux) et de nos soldats, a-t-il contribué à faire manquer le rassemblement du matin (2).

Oui, sans le mauvais vouloir de M. Ducrot, la situation aurait pu changer.

Maître du haras Lupin, il était aisé d'occuper le plateau de la Celle-Saint-Cloud, de pousser jusqu'à Bougival. Puis, on s'arrêtait, on se fortifiait sur les positions conquises, si faciles à défendre, et les 85,000 hommes (3) composant l'armée de sortie se déployaient à volonté sur le terrain à disputer, au lieu de s'écraser, les uns contre les autres, sous le Mont-Valérien, autour de la Fouilleuse et de la Briqueterie. Notre nombreuse artillerie prenait ses places de combat et nous attendions, tranquillement, la *rescousse* des Prussiens, au cas où ils seraient revenus de la stupeur dans laquelle une pareille aventure n'aurait pas manqué de les plonger.

Or, ce retour offensif n'eût pas été plus heureux, après cet ébranlement formidable, que ne l'a été celui qu'ils ont tenté, à la fin de la journée, contre la Malmaison, Buzenval, la maison du Curé et Montretout, car il faut tenir compte du désarroi matériel et moral au milieu duquel nos ennemis se seraient

(1) « Il n'y a qu'une voix pour blâmer le retard de deux heures (de quatre heures) du général Ducrot dans la journée du 19. » (*Journal du siège par un bourgeois de Paris*, p. 825.) — « Un inqualifiable retard n'avait permis de commencer qu'à huit heures du matin une action qui aurait dû être entamée déjà à six heures du matin, avant le jour. » (Jules Claretie, t. I, p. 478.)

(2) Louis Moland, p. 241. — Massillon-Rouvet, p. 120.

(3) Tel est le chiffre du général Vinoy (p. 400), mais d'autres, et notamment le major Blume, donne plus de 100,000 hommes (p. 372). — Dans ce dernier sens : *Le Standard*, Pierre Maquest, p. 711.

débattus, à la suite de la poussée qu'ils auraient subie. Les conséquences, soit de l'abandon, par eux, des positions emportées, soit de leur échec pour les reprendre, eussent été incalculables. En dépit du peu de temps que nous laissait, à cette époque, l'épuisement de nos ressources alimentaires, on ne saurait nier qu'une victoire, à quelques kilomètres de Versailles, pouvait donner des résultats immenses (1).

Mais un véritable général ne se serait pas arrêté en route, et l'enthousiasme causé par l'enlèvement des premières positions ennemies aurait porté les troupes elles-mêmes à pousser de l'avant sur Versailles.

Quelle était, alors, la force des lignes ennemies de ce côté ? Le général Vinoy va nous le dire :

« La ligne des avant-postes s'étendait depuis le bord de la Seine, près de la Malmaison, jusqu'à la redoute de Montretout et, de là, à l'extrémité de Sèvres. *Elle était assez faible*, sauf cependant en avant de la Malmaison, où des ouvrages établis sur le coteau de la Jonchère et dans le ravin de Saint-Cucufa lui servaient de réduit.

« La seconde ligne allait du château de Beauregard à la Bergerie, et tournait au sud pour atteindre le parc de Saint-Cloud à la porte de Villeneuve, passant par l'Etoile-de-Chasse et gagnant enfin la Lanterne, que l'ennemi avait fait sauter, on ne sait trop dans quelle intention. C'est là que se trouvaient les ouvrages les plus solides et les plus puissants moyens de défense : les redoutes du haras Lupin et

(1) « La prise de ce plateau eût certainement obligé l'ennemi à abandonner Versailles précipitamment, et cela eût pu avoir les conséquences les plus graves. » (Viollet-le-Duc, p. 136.) — « Si l'on pouvait parvenir au plateau de la Bergerie, au bois Toutain, il y avait d'immenses chances pour le succès de cette entreprise. » (*L'Empire et la Défense de Paris*, par le général Trochu, déposition du général Schmitz, p. 149.) — Etienne Dejoux, p. 117.

de l'Etoile-de-Chasse étaient surtout très fortes.

« Une troisième ligne, passant en arrière de Ville-d'Avray, était établie entre Vaucresson et Chaville. *Elle était moins redoutable que la deuxième. Quant à Versailles, qui se trouvait à trois kilomètres en arrière, il n'avait pas été mis en état de défense.* Le Gouverneur de Paris, qui avait paru si convaincu, dans un des conseils de guerre de janvier, des moyens de défense que, d'après ses renseignements particuliers, il supposait exister en avant de Versailles même, avait été trompé par de faux avis..... En résumé, la ligne d'avant-postes ne présentait une grande résistance que du côté de la Jonchère ; la deuxième ligne était beaucoup plus sérieuse ; *elle avait cependant son point faible dans la tranchée qui s'étend de l'hospice Brezin à la Bergerie. Un mouvement tournant, venant de Garches et dirigé vers l'ouest, prenait à revers toutes les magnifiques défenses du haras sans avoir à rencontrer d'autres empêchements que la tranchée et un mur crénelé. Le seul ouvrage qui pût alors faire obstacle était le Butard, mais il était facile de passer, sans l'enlever, en descendant du Clos-Toutain pour déboucher sur le plateau de Jardy dans le bois des Hubies. Dès lors, la troisième ligne, tournée par sa gauche, tombait sans résistance* (1). »

Admettant donc l'hypothèse d'une marche sur Versailles, marche possible, le général Vinoy le reconnaît, que serait-il arrivé ?

Assurément, nous ne saurions le dire d'une façon précise ; néanmoins, il est permis de penser, après avoir pris connaissance de la description des ouvrages de l'ennemi donnée par le général Vinoy; qui avait intérêt à en exagérer l'importance, que, en vertu de tout succès, de toute marche hardie

(1) Général Vinoy, pp. 396, 397 et 399.

contre un point choisi, en vertu du découragement, de la dépression morale toujours exercée sur l'âme d'une armée par un premier échec, il est permis de penser que les assaillants auraient pu enlever facilement la première ligne, comme les zouaves ont emporté Garches le matin, bousculer les renforts allemands accourant par petits paquets, essoufflés et démoralisés, tourner les points les plus forts de la deuxième ligne prussienne, déborder la troisième et se présenter devant Versailles désarmé. On était en droit « d'espérer que des défaillances se produiraient dans les troupes ennemies, sur une ligne de défense aussi étendue, et faciliteraient l'attaque (1). »

Qu'on ne vienne pas dire que les abatis, que les tranchées des Prussiens étaient infranchissables ! Ces abatis, ces tranchées existaient à Garches et dans le parc de Buzenval (2), et, cependant, nous avons pris facilement ces deux positions, au commencement de la journée (3). Il en eût été de même du parc de Saint-Cloud, du haras Lupin, de la Jonchère, si l'attaque s'était produite à six heures du matin.

Oui, l'entrée à Versailles n'était pas une chimère et l'on a vu, à la guerre, des choses bien plus extraordinaires. Encore une fois, les conséquences étaient incalculables, car « ce n'est pas le nombre des ennemis tués qui vous donne la victoire, a dit Frédéric II, mais le terrain que vous avez gagné ». Et les écrivains militaires confirment cet axiome de combat : « Le salut est dans le mouvement en

(1) Général Vinoy, p. 399. — « Au lieu de faire, couverts par les hauteurs, un mouvement de flanc... il n'y eut que des attaques continuelles contre des murs. » (Duc Guillaume de Wurtemberg, p. 32.) Le duc écrit que cette remarque s'applique aux murs des jardins de la Bergerie (et de Longboyau), le 19 janvier (*Ibid.*). — Baron A. du Casse, p. 316.

(2) Voir, *suprà*, p. 130.

(3) Voir, *suprà*, pp. 158 et 159 à 162.

avant. Le signe tangible de la victoire, c'est la prise de possession, l'occupation effective du terrain sur lequel l'adversaire se tient (1). » Les Prussiens le savaient si bien qu'ils ne voulurent jamais nous laisser aucune de nos conquêtes, même quand ils désiraient faire croire qu'elles étaient insignifiantes, même quand notre état-major les déclarait sans la moindre importance, comme le Bourget et le plateau d'Avron.

Examinant les objections que l'on peut faire contre ces inductions, nous ne croyons pas que le temps aurait manqué aux Français pour mener l'opération à bien avant l'arrivée des véritables renforts ennemis. M. de Moltke a beau dire que « la ligne des avant-postes allemands a reçu ses premiers renforts un peu après neuf heures (2) », ce n'était que quelques centaines d'hommes à peine. Oui, comme l'affirme le colonel Lecomte, les avant-postes n'ont « commencé à être solidement soutenus qu'entre dix et onze heures (3) », plus tard même,

(1) Urbain Gohier, *L'armée nouvelle ;* Paris, Stock, 1897; p. 29.

(2) M. de Moltke, p. 430. — Le grand état-major prussien dit que « la position se trouvait garnie à neuf heures et demie ». (*La Guerre franco-allemande*, 2e partie, p. 1093.) Nous le répétons, à cette heure, ce n'était que des groupes insignifiants qui avaient renforcé les postes de deuxième ligne, et ils étaient incapables de résister à la poussée des 80,000 combattants de Trochu. Aussi bien, il suffit de lire le récit du grand état-major prussien pour se convaincre que des renforts appréciables ne sont arrivés que de dix heures et demie à midi. (Voir, notamment, le premier alinéa de la page 1096.) En somme, même à neuf heures du soir, déclare le major Blume, « les troupes, *trop peu nombreuses* dont on disposait, ne parviennent pas, tout d'abord, à enlever le parc de Buzenval et la redoute de Montretout ». (Major Blume, p. 371.) Or, c'était dans l'après-midi que les Prussiens tentèrent cette offensive, ils y échouèrent, faute de monde, et ce ne fut qu'après le départ des Français que les détachements ennemis exténués purent enfin les réoccuper.

(3) Colonel Lecomte, t. IV, pp. 43 et 44. — Le poste de la Bergerie, par exemple, n'a été secouru qu'après l'évacuation de Garches par les zouaves, c'est-à-dire, vers neuf heures un quart. (M. de Moltke, pp. 430 et 431.) — Voir, *suprà*, p. 168. — De plus,

selon nous. Quant à l'artillerie prussienne, nous savons déjà qu'elle n'a pu tirer son premier coup de canon qu'à dix heures, d'aucuns disent dix heures et demie, onze heures (1).

Il ne fallait guère qu'une heure, en combattant, pour franchir la demi-lieue qui sépare le château de Buzenval du haras Lupin; alors, les Français pouvaient aisément atteindre le haras vers huit heures et demie, neuf heures, avant l'arrivée des bataillons de soutien. Et, de fait, puisque l'artillerie prussienne n'a pu se porter sur le lieu du combat avant dix heures, onze heures et midi, les réserves d'infanterie n'auraient pas été en état, selon nous, d'entrer utilement en action avant le même moment, plutôt après, l'artillerie ayant passé la première.

Et puis, en plus des quelques régiments qui combattaient à la Malmaison et à Saint-Cloud, quels étaient donc les renforts sur lesquels l'ennemi pouvait compter? Il n'y avait que la valeur d'une demi-brigade à Louveciennes, la XIXe brigade d'infanterie à Rocquencourt, la brigade de landwehr de la Garde et une brigade bavaroise à Versailles. Ajoutons qu'on n'aurait pas rencontré une force sérieuse de Versailles à Clamart (2). On comprend, de reste, quel résultat on eût pu obtenir si l'assaut de toutes les positions prussiennes avait été brusqué, le matin, comme l'avait été celui de Garches?

Il est bien entendu que l'attaque française ne

M. de Moltke déclare que, quand, « à dix heures et demie », eut lieu « l'attaque principale » des Français, « à la Malmaison, les Prussiens n'avaient qu'un poste commandé par un sous-officier », et que c'est à cette heure que la Jonchère et la porte de Longboyau furent « renforcés par des détachements ». (M. de Moltke, p. 432.)

(1) Voir, *suprà*, p. 183.

(2) Voir le plan 36 de l'ouvrage du grand état-major prussien, bataille du Mont-Valérien.

devait pas se borner à la Jonchère, Buzenval, Montretout et Saint-Cloud : Carrières-Saint-Denis, Chatou auraient dû être écrasés par l'artillerie; le Bas-Meudon, Meudon auraient été abordés vigoureusement, sauf à ne pas pousser à fond (1). Il fallait ne laisser dans les forts du Nord, de l'Est et du Sud, que la garnison strictement nécessaire à leur défense; tout le restant des hommes en état de combattre se serait jeté sur l'ennemi, de Rueil à Issy; il aurait fallu que l'attaque sur Meudon et Clamart fût puissante et même simuler ou essayer un passage de la Seine entre Carrières-Saint-Denis et Bezons, ce qui aurait eu l'inappréciable avantage de paralyser tout appui des corps, voisins du Ve, en faveur de ce dernier. « Au contraire, sur toute la ligne d'Issy à Ivry, ordre fut donné, le 19, à six heures du matin, de ne pas tirer un coup de fusil (2). » Si MM. Trochu et Ducrot avaient voulu faire échouer l'opération, s'y seraient-ils pris autrement?

Non, nous le répétons, il eût fallu faire la poussée suprême contre tout un côté de la ligne ennemie, de manière à l'enfoncer au milieu; en un mot, il eût fallu tendre l'arc jusqu'à l'arrondir, sauf à le briser; il eût fallu précipiter le centre de l'armée jusqu'au haras Lupin, sauf à le voir enlevé par l'ennemi, tout valant mieux que la capitulation fatale, dans la huitaine.

(1) Francis Garnier, p. 144. — *Histoire critique du siège de Paris par un officier de marine*, p. 201.

(2) Louis Moland, p. 243. — « Puisque la Garde nationale était appelée à combattre, on eût pu, avec les milliers d'hommes dont on disposait, faire de puissantes diversions à l'attaque principale. » (*Ibid.*) — Voir aussi, *suprà*, p. 84, l'opinion du confident de l'empereur Guillaume. — M. Trochu en jugea autrement : même devant Saint-Cloud et Buzenval, on laissa 60 bataillons sur 80, l'arme au pied, dans la plaine de Puteaux. (Vincent d'Indy, p. 129.) — *Ibid.*, p. 138. — *Ibid.*, p. 177. — Voir, sur la possibilité de briser le cercle d'investissement, *infrà*, p. 317, l'opinion du général Annenkoff, rapportée par le prince de Sayn-Wittgenstein-Berlebourg, aide de camp général de l'empereur de Russie.

On aurait pu croire que le Gouverneur envisageait la situation de cette manière quand il s'écriait, au cours du conseil de guerre du 31 décembre : « Quand nous approcherons de la crise finale, quand des désordres, peut-être difficiles à réprimer, auront éclaté, nous suivrons l'avis du général Thomas (se servir de la Garde nationale) ; j'ai dit que je ne capitulerais pas et je ne capitulerai pas. Je vous proposerai, à cette dernière heure, une dernière entreprise, *qui se transformera peut-être en désastre, mais qui, peut-être aussi, aura des résultats inattendus* (1). »

Au surplus, comment les Allemands auraient-ils eu le pouvoir de s'emparer de l'armée installée sur le plateau de la Celle-Saint-Cloud? Encore une fois, le 19 janvier, alors que nous n'avions pas d'artillerie, alors que nos colonnes d'attaque avaient marché « processionnellement, ôtant à l'action ce caractère de simultanéité » qui aurait, nécessairement, « augmenté la confusion de l'adversaire (2) », facilité, triplé notre élan, alors que nous avions ainsi perdu des heures et des heures, permis à l'ennemi d'amener tous ses renforts, alors que nous combattions sur cette crête étroite, de Saint-Cloud à Buzenval, tellement entassés qu'aucun mouvement n'était exécutable, eh bien, ce jour-là, cependant, quand, vers le soir, les colonnes prussiennes s'ébranlèrent et se jetèrent contre les vaillants régiments qui luttaient depuis le matin, elles furent repoussées durement, tous les assauts qu'elles tentèrent furent vains, c'est librement, pendant la nuit, que nos troupes se retirèrent.

(1) *Enq. parlem. déf. nationale*, Procès-verbaux des séances du Gouvernement de la Défense nationale, pp. 113 et 114.

(2) Commandant Rousset, t. III, p. 375. — « Il était de la plus haute importance d'assaillir à la fois les différents objectifs assignés. » (Commandant Canonge, t. II, p. 384.)

Qu'eût-ce été le lendemain du jour où nos soldats se seraient établis sur les hauteurs comprises dans le quadrilatère Saint-Cloud, Vaucresson, Bougival et Rueil, alors que nos innombrables canons eussent appuyé nos 100,000 chassepots, alors que le succès de la veille eût quintuplé nos courages et entamé la confiance des soldats prussiens?

Il nous semble que, suivant la formule consacrée, poser la question c'est la résoudre, et que, d'ailleurs, tout était préférable à la lamentable fin que le manque de foi, l'incapacité de nos généraux avaient préparée.

Mais, une fois maître du haras Lupin et même de Versailles, il n'aurait pas fallu songer à marcher « vers l'ouest ou le midi, à travers les provinces dévastées, sans convois, sans munitions, sans cavalerie (1); seulement, l'effet matériel et moral eût été tel qu'il aurait électrisé les armées de province et, probablement, déterminé l'ennemi, atterré, à lever le siège.

M. Chaper, lui-même, malgré son désir d'abonder toujours dans le sens de M. Ducrot, reconnaît que la déroute n'était pas fatale. Ecoutons-le :

« En affirmant, comme le faisaient quelques-uns d'entre eux, que la bataille finirait certainement par une défaite, les généraux considéraient comme prouvée la mauvaise qualité de leurs troupes et l'insuffisance militaire des gardes nationaux ; mais ils n'avaient pas encore vu les gardes nationaux au feu et ils affirmaient une chose dont ils n'étaient pas certains. Il y a eu, dans la journée de Buzenval, des bataillons de l'armée et de la Garde nationale qui se sont bien conduits; nous avons obtenu, en certains points, à la gauche en

(1) *Enq. parlem. déf. nationale*, rapport de M. Chaper sur le Gouvernement de la Défense à Paris, au point de vue militaire, p. 313.

particulier, des succès partiels. *Un succès général n'était donc pas impossible;* la guerre a ses chances qui déjouent quelquefois toutes les probabilités. Pourquoi ne pas espérer une fortune favorable? Et ne faut-il se battre qu'à coup sûr (1)? »

En résumé :

La Garde nationale a fait son devoir, sauf quelques bataillons rouges.

Les régiments de ligne et les mobiles de province, engagés le 19, se sont, aussi, fort honorablement conduits, surtout les zouaves qui, d'un élan irrésistible, en dépit des abatis soi-disant infranchissables, sont arrivés jusqu'à Garches, d'où ils auraient bondi sur le haras Lupin, non encore garni de défenseurs, si Vinoy et Ducrot ne les avaient pas laissés seuls.

Il faut signaler également les brigades Colonieu et Valentin qui, durant les longues heures de la journée, ont fourni les preuves de leurs qualités de résistance au feu et de persévérance dans l'offensive.

Quant à la Garde mobile parisienne, elle a été peu brillante, et, soit parce qu'on ne l'a pas engagée, soit pour toute autre cause, elle n'a contribué en rien à l'effort esquissé pour briser le cercle d'investissement qui étreignait la capitale. On s'en convaincra en remarquant que ses pertes se bornèrent à 10 blessés (2)!

Le Génie, ce jour-là, s'est admirablement comporté, et c'est le cas, à son propos, de répéter : *Si Pergama dextra...*

Que ne pouvons-nous en dire autant de l'artillerie! Le mieux est de n'en pas parler... Aussi bien,

(1) *Enq. parlem. déf. nationale*, rapport de M. Chaper sur le Gouvernement de la Défense à Paris au point de vue militaire, pp. 254 et 255.

(2) Général Ducrot, t. IV, pp. 165 à 189.

ce que nous en avons déjà raconté et ce que nous en raconterons encore est et sera suffisant.

Une dernière fois, les coupables furent Trochu, Ducrot, Vinoy et presque l'unanimité des divisionnaires : si l'on fut battu, c'est à cause de leur défaillance et de leur ignorance des règles tactiques.

M. Ducrot croit se justifier de son inaction, de sa mollesse dans l'attaque, à Buzenval, en transcrivant cette citation : « Selon Napoléon, dit le maréchal Bugeaud, on ne doit livrer une bataille que lorsqu'on a soixante-dix chances sur cent de la gagner, et, de plus, quand il n'est pas possible d'arriver à ses fins sans tenter ce moyen extrême. » Et M. Ducrot ajoute : « Il fallait se renfermer dans la défensive jusqu'à ce que nous en soyons arrivés à notre dernier morceau de pain (1). »

Que d'hérésies militaires dans ces quelques lignes.

D'abord, si Napoléon *n'avait livré bataille que lorsqu'il avait soixante-dix chances sur cent de la gagner*, que de victoires, au commencement, que de défaites, à la fin, n'eût-il pas remportées et essuyées ! Mais, admettons l'authenticité du propos attribué à Napoléon, que fait-on des deux dernières lignes? Etait-il possible, en janvier 1871, *d'arriver à nos fins*, c'est-à-dire, à la levée du siège, *sans tenter ce moyen extrême*, sans livrer le grand combat du désespoir? Que vient donc faire ici le singulier axiome militaire ainsi prêté à Napoléon par le maréchal Bugeaud?

Quant à l'opinion de M. Ducrot qu'il n'y avait qu'à *se renfermer dans la défensive jusqu'au dernier morceau de pain*, c'était contraire aux règles éternelles de la guerre, c'était permettre à l'ennemi d'écraser les armées de province, c'était rendre la

(1) Général Ducrot, t. IV, p. 162.

capitulation fatale, c'était voler au-devant des désirs de l'assiégeant. La déclaration du général Ducrot est un nouvel aveu que les duumvirs ne voulaient rien faire le 19, si ce n'est jouer une indigne et sanglante comédie.

Au reste, ils ne surent même pas tenir à peu près leurs rôles; eux, et les autres généraux, ont été, ce jour-là, plus que médiocres (1). En effet, si le général de Bellemare et ses brigadiers, les généraux Fournès, Colonieu et Valentin, avaient fait preuve de vigueur et de solidité, en emportant Garches et le parc de Buzenval, en résistant aux retours offensifs de l'ennemi, les généraux de la colonne de droite et de celle de gauche s'étaient montrés d'une faiblesse, d'une nullité désolantes.

Vinoy avait assisté à la bataille en fataliste, aigri, dégoûté, jetant le manche après la cognée. Ses divisionnaires, ses brigadiers n'avaient guère mieux fait, le souffle leur avait manqué pour dépasser la redoute de Montretout et la villa Zimmermann.

Ducrot s'était désintéressé de la marche de ses divisions, n'avait rien trouvé pour prévenir le gâchis où les troupes s'embourbèrent durant la nuit du 18 au 19, n'avait rien fait pour les en tirer, et il semble qu'il avait pris plaisir, par ses retards injustifiables, à empêcher Bellemare d'emporter le haras Lupin (2). *Au pied du mur* de Longboyau, Ducrot s'était montré bien mauvais ouvrier, puisque toutes ses forces (3) avaient été arrêtées devant ce mur, défendu, sans artillerie, par un régiment;

(1) « Ce combat, humiliant pour les généraux, glorieux pour les officiers et les soldats. » (A. J. Dalsème, p. 319.)

(2) « En 1870, c'est à qui livrera son camarade aux coups de l'ennemi; Ducrot laisse écraser Abel Douay à Wissembourg, Vinoy à Montretout. » (*Le Haut Commandement*, par Urbain Gohier; *Le Soleil*, n° du 24 mars 1897.)

(3) 33,500 hommes, d'après Jules Richard, p. 66.

puisqu'elles ne s'étaient emparées d'aucune position, la Malmaison ne comptant pas (1); puisque c'étaient les brigades Colonieu et Valentin qui avaient pris le château et le parc de Buzenval, attaqué la maison Craon et la Bergerie, enfin repoussé les assauts des Prussiens contre le mur sud du parc.

Ainsi, un ou deux régiments ennemis, le 37e et le 50e, échelonnés de Bougival à l'angle sud-ouest du parc de Buzenval, avaient tenu tête à 33,500 hommes! Cela ne fait guère honneur à M. Ducrot, qui n'a pas su tourner l'obstacle de Longboyau, ne pouvant l'emporter de front.

Quant à ses divisionnaires, ils avaient été bien ternes : le général de Susbielle, notamment, s'était laissé berner par quelques compagnies.

M. Berthaut, qui avait eu un éclair de sens tactique, lors des batailles de la Marne, était tombé, devant Buzenval, aussi bas que les généraux dont la médiocrité nous avait fait essuyer tant de défaites. Il ne paraît pas qu'il ait influencé en bien M. Ducrot; il demeura, avec sa division, en oriental, à regarder la porte de Longboyau; mais, encore un coup, nous ne pouvons saisir la moindre idée tactique sortie de son cerveau.

Les généraux d'artillerie Frébault, d'Ubexi et Princeteau n'avaient pas su mettre leurs canons en batterie et avaient laissé nos malheureux troupiers lutter, toute une journée, avec leurs seuls chassepots et tabatières, contre la redoutable artillerie prussienne. Ils avaient donc été franchement mauvais, car nous n'accepterons jamais qu'il ait été plus aisé pour l'adversaire que pour nous de transporter des pièces et de s'en servir avec succès.

Enfin, il faut bien terminer par le Gouverneur, attendu qu'il était général en chef, attendu que les

(1) Voir, *suprà*, p. 292, note 3, *in fine*.

dispositions qu'il a prises, ou fait prendre par son état-major, auraient été à sa gloire, s'il avait réussi, attendu que, en droit et en fait, c'est le généralissime qui est responsable.

Eh bien, on le pressent déjà, l'exposé de la bataille, l'étude de ses péripéties ont démontré clairement, ont enraciné en nous la conviction que le général Trochu a encore plus mal dirigé l'affaire de Buzenval que toutes les autres. Cela peut paraître, tout d'abord, difficile, étant donné Châtillon, Chevilly, Bagneux, La Malmaison, Villiers, Champigny et le Bourget, mais c'est un fait évident.

Pour ne citer qu'un exemple : « la porte (et le mur) de Longboyau (que nous n'avons jamais pu enlever) n'aurait fait aucune résistance dès lors que le mouvement tournant, au lieu de partir d'en bas, serait venu d'en haut (1) », ce qui eût été faisable « si la colonne de droite avait été rassemblée sous le Mont-Valérien, à côté de celle du centre, et avait attaqué les ouvrages du ravin de Saint-Cucufa en les prenant de flanc (2) ».

Nous avons cité, plus haut (3), l'opinion de plusieurs militaires et écrivains sur cette bataille « incompréhensible tentée sans bonne foi », et où Trochu et Ducrot ont accompli « des choses semblant dépasser les bornes de l'ineptie humaine (4) », nous aurons peu de chose à ajouter.

Il n'y a donc pas trace de direction du combat par M. Trochu. En effet, nous ne saurions appeler direc-

(1) Général Vinoy, p. 401.

(2) *Ibid.* — « L'action se poursuivit dans des conditions déplorables de désordre et de décousu. » (Commandant Rousset, t. III, p. 372.

(3) Voir, *suprà*, pp. 263 et 280 à 286.

(4) *Journal des Goncourt*, t. I, p. 198. — « Toujours, toujours, l'incapacité des chefs. » (*Ibid.*, p. 199.) — « Retard et désordre. » (Ambroise Rendu, p. 204.) — « Paris méritait mieux que ces chefs incapables. » (Adolphe Michel, p. 399.)

tion tactique l'ordre d'appuyer le général qui a le plus de troupes, donné à celui qui est le plus menacé. Nous ne considérons pas, non plus, l'ordre de retraite comme un acte du général en chef pouvant influer sur le résultat de la lutte puisqu'il est, en quelque sorte, l'aveu, l'enregistrement de l'échec. Le Gouverneur a été le spectateur, merveilleusement placé, de la bataille de Buzenval, il n'en a pas été le directeur, et personne, pas plus Vinoy que Bellemare et Ducrot, ne l'a conduite, à son défaut.

C'est, alors, la *Sacrée Majesté le Hasard* de Frédéric II qui a, de notre côté, fait mouvoir ou piétiner nos bataillons. En de pareilles conditions, il est surprenant que la lutte ait pu durer tout un jour et ne se soit pas terminée par un désastre.

L'INSURRECTION DU 22 JANVIER

DESTITUTION DU GÉNÉRAL TROCHU

Le soir de la bataille de Buzenval, à dix heures, les membres du Gouvernement s'étaient réunis en conseil. Il y avait une demi-heure que l'on délibérait quand arrive une dépêche du Gouverneur annonçant la retraite de l'aile gauche. Il n'y a pas à s'y tromper : c'est un échec. Le général Trochu demande, dans sa dépêche, que connaissance en soit donnée à la population afin, sans doute, de la décourager et de la préparer à la capitulation. Mais le Conseil ne veut pas exaspérer ainsi l'opinion publique, il décide qu'un extrait seulement sera publié. Puis, MM. Favre, Ferry et Le Flô courent rejoindre le Gouverneur au Mont-Valérien. En attendant leur retour, le Conseil reste en permanence.

Introduits auprès de M. Trochu, les trois envoyés ne dissimulent guère leurs sentiments. La situation actuelle ne peut plus se prolonger; jusqu'à cette heure on a *trompé* la population sur la durée de la résistance. « Il faut avertir officiellement les maires et les mettre en demeure de prendre les mesures nécessaires au salut de la cité, dans la redoutable crise qui se prépare. Le général Trochu a déclaré, dans une

proclamation célèbre, mais dont on a exagéré la portée, qu'il ne capitulerait jamais. Il faut cependant, si toute action offensive est devenue impossible, sauver Paris d'une prise de vive force ou des horreurs de la mort par la faim. L'autorité militaire et l'autorité municipale doivent s'entendre sur tous ces points (1). »

Si MM. Le Flô, Favre et Ferry ne disent pas au Gouverneur que sa démission est réclamée par tout le monde, et par le Gouvernement lui-même, leur attitude ne peut laisser aucun doute sur leurs sentiments. « L'opinion », à cet égard, était aussi unanime que menaçante (2).

A quatre heures du matin seulement, les trois ambassadeurs reviennent. « M. Jules Favre confirme la défaite de la journée. Le Gouverneur lui a déclaré que, vu l'absence de vivres, c'était la fin du siège. En présence de ce découragement du général Trochu, M. Favre croit qu'il y aurait lieu de le remplacer (3). »

Le belliqueux Jules Simon réclame l'offensive, et cela, sous deux jours. La discussion s'engage au sujet des vivres qui restent encore. Bref, on se sépare sans rien décider, après s'être lamenté à propos d'une dépêche de Gambetta qui accuse Paris d'inaction (4). Les maires ont été convoqués au ministère des Affaires Etrangères.

Avant cette réunion des maires a lieu la séance de jour du 20, dont l'importance est des plus grandes. Après avoir communiqué au Conseil l'alarmante dépêche du Gouverneur où il demande

(1) Jules Favre, *Gouvernement de la Défense nationale du 31 octobre 1870 au 28 janvier 1871*, p. 333.
(2) *Ibid.*, p. 334.
(3) *Enq. parlem. déf. nationale*, rapport de M. Chaper sur les procès-verbaux des séances du Gouvernement de la Défense nationale, p. 131.
(4) *Ibid.*, pp. 131 et 132.

deux jours pour relever les blessés, dépêche que nous qualifierons plus loin comme elle le mérite, après avoir également fait connaître la note de M. de Chaudordy annonçant l'écrasement du général Chanzy, M. Jules Favre interpelle ses collègues. Que va-t-on répondre aux maires de Paris dont on attend la visite redoutée ?

M. Ferry ne veut pas mettre les maires dans les secrets du Gouvernement : on ne leur parlera que des subsistances ; mais il faut trouver le remplaçant du général Trochu, car, ajoute M. Ferry, « mon avis est de tenter un nouvel effort, ne fût-ce que pour convaincre la Garde nationale de son impuissance (1) ».

M. Picard réclame, sans ménagements, la destitution de M. Trochu. Alors un nouveau général risquera un nouvel effort, on essaiera, en même temps, de négocier avec les Allemands.

« L'adversaire le plus décidé de M. Trochu, dans les conseils du Gouvernement, était M. Ernest Picard. Partisan de la paix, regardant la victoire comme impossible, M. Picard n'en poussait pas moins M. Trochu à l'action. ««« Au moins, si vous faites la guerre, faites-la avec énergie. »»» Ce gros homme, perspicace et narquois, peu enclin aux héroïsmes de Saragosse, avait percé à jour, le général, et deviné sa mollesse, dissimulée sous sa faconde séduisante (2). »

M. Emmanuel Arago, que nous avons si souvent critiqué, présente deux observations pleines de bon sens. Il voit, d'abord, une contradiction entre préparer une nouvelle bataille et négocier ; il fait remarquer, ensuite, que « *le Gouvernement ne*

(1) *Enq. parlem. déf. nationale*, rapport de M. Chaper sur les procès-verbaux des séances du Gouvernement de la Défense nationale, p. 133.
(2) Jules Claretie, t. I, p. 299.

doit pas compromettre la France entière en négociant (1). »

M. Jules Simon, à son tour, s'exprime d'une façon raisonnable : il approuve M. Arago et déclare que « *le Gouvernement doit disparaître afin de réserver les droits de la France* (2) ».

M. Garnier-Pagès traduit cette pensée d'une manière très claire : « *Paris doit traiter pour Paris* (3). »

Pourquoi, quelques jours plus tard, ces singuliers hommes politiques engageront-ils le pays tout entier?

En somme, la majorité est d'accord pour remplacer le général Trochu et tenter un dernier et suprême effort (4).

Mais l'exaspération s'empare de la ville entière. Cette faillite de la Défense, cet échec inattendu, ces défaillances de généraux, cette absurde conduite de la bataille de la veille rendaient fous de rage les gens les plus modérés. Aux militaires, aux généraux qui, non contents d'avoir si follement gaspillé tant de ressources matérielles et morales, ne se bornaient pas à baisser la tête mais voulaient encore prouver à la population qu'ils avaient bien mérité de la patrie, « Paris répondait : aux généraux, ««« Vous êtes des traîtres »», aux militaires, ««« Vous êtes des lâches (5). »»

Dès le 19, au soir, quand les mauvaises nouvelles avaient été officiellement confirmées, l'agitation avait augmenté dans toutes les parties de la ville,

(1) *Enq. parlem. déf. nationale*, rapport de M. Chaper sur les procès-verbaux des séances du Gouvernement de la Défense nationale, p. 133.

(2) *Ibid.*

(3) *Ibid.*, p. 134. — Paris ne doit capituler que pour Paris. (Henri Martin, t. VII, pp. 321, 325 et 326.)

(4) *Enq. parlem. déf. nationale*, rapport de M. Chaper sur le Gouvernement de la Défense à Paris au point de vue militaire, p. 287.

(5) Général Ducrot, t. IV, p. 197.

et, surtout, le long des boulevards : *le matin, nous étions maîtres des hauteurs, mais, « à la fin du jour, l'ennemi avait fait converger sur nous ses réserves et une artillerie formidable. Il était devenu prudent de se concentrer en arrière des positions prises le matin.* Toujours la même histoire, écrite une fois pour toutes au commencement de cette guerre : cela ressemblait vraiment à une gageure (1) ».

« Ainsi, ce serait donc toujours la même chose ! Toujours on nous parlerait de ces masses énormes d'artillerie qui, arrivées à la fin du jour, changeaient la face du combat ! Ah çà ! mais, et nous, nous n'avions donc pas d'artillerie ? Qu'avait-on fait de ces centaines de canons, que nous avions, par élan de souscription patriotique, fait fondre et offerts au Gouvernement de la Défense nationale ? Apparemment, il les gardait pour les offrir aux Prussiens le jour de la reddition (2). »

A l'heure de la lutte, tous ces canons étaient restés inutiles, au bas du Mont-Valérien ou dans Paris, entourés par les artilleurs armés en guerre, mais sans un seul cheval, ou attelés de chevaux d'omnibus, sans un artilleur prêt à aller au feu. Et cependant, ces canons, ces artilleurs de la Garde nationale n'étaient pas à dédaigner, car si l'on y rencontrait des novices dont l'inexpérience était largement compensée par la bonne volonté, on y comptait une majorité considérable d'anciens artilleurs de l'armée, d'anciens canonniers de la marine qui ne le cédaient pas aux Allemands comme habiles pointeurs (3). Mais les duumvirs les avaient baptisés *incapables* et l'on sait que de pareils par-

(1) Edmond Rousse, t. II, p. 357.
(2) Francisque Sarcey, p. 282.
(3) A nous déclaré par M. Léon Bourgeois, ancien président du conseil, dans une conversation qu'il avait, avec nous, le 26 mars 1897.

rains ne changent jamais les noms que, dans leur infatuation, ils ont donnés, une première fois, à ceux qu'ils avaient l'honneur de conduire au feu pour le salut de la patrie.

Et l'irritation croissait d'heure en heure, multipliée, plutôt qu'atténuée, par une nuit fiévreuse, exaspérante, pleine de désolantes réflexions, de sinistres pressentiments. « La défaite provoquait dans la ville une explosion d'amertume et de colère (1). » — « A la stupeur succédaient des récriminations, de plus en plus violentes, quand on savait les détails de la journée et de ses pitoyables préliminaires de la part du commandement en chef (2). » — « On retrouvait dans Paris, sur le boulevard, le découragement navré d'une grande nation qui, par ses efforts, sa résignation, son moral, a beaucoup fait pour se sauver, et se sent perdue par l'inintelligence militaire (3). »

Mais, quand parut la dernière dépêche de M. Trochu, « non moins alarmante qu'exagérée (4) », annonçant la demande d'un armistice de deux jours, réclamant, tout de suite, des voitures solidement attelées et beaucoup de brancardiers pour enlever les blessés, du temps pour enterrer les morts (5), ce fut de la stupeur (6).

Il était impossible de laisser paraître, d'une façon plus maladroite, le désir d'épouvanter les habitants de Paris, afin de les amener à la capitulation. Tout

(1) Charles de Mazade, *La guerre de France*, t. II, p. 303. — Général Vinoy, pp. 422 et 423.
(2) Colonel Lecomte, t. IV, p. 49.
(3) *Journal des Goncourt*, t. I, p. 199.
(4) Général Vinoy, p. 419. — Colonel Lecomte, t. IV, p. 49. — A. Ballue, p. 132. — *Journal du siège par un bourgeois de Paris*, p. 798. — *Histoire critique du siège de Paris par un officier de marine*, p. 203. — *Journal de Fidus*, *La Révolution de septembre*, *La Capitulation*, *La Commune*, p. 245.
(5) Voir, *suprà*, p. 255.
(6) Colonel Lecomte, t. IV, p. 49.

y était : les blessés, les morts, les brancardiers, l'enterrement (1)! « C'était le dernier mot, décourageant et lugubre, qui ne répondait pas à ce qui s'était passé réellement à Buzenval (2). »

« Jamais la littérature militaire n'a produit un morceau élégiaque plus attendri. Pour faire croire à un immense désastre de notre armée, M. de Bismarck n'a pas autre chose à faire que de publier ce bulletin, sans y rien ajouter (3). » Deux jours! Mais il y a donc des montagnes de blessés... Il semblait qu'il s'agît de déblayer le champ de bataille de Waterloo (4).

« Ce ne fut qu'un cri : ««« On n'est pas si maladroit que cela! »»» Puis, la réflexion aidant, on se demanda : « Est-ce bien vraiment maladresse? Ne serait-ce pas plutôt calcul? Ne veut-on pas, en effrayant les imaginations, incliner les Parisiens à l'idée d'une capitulation (5)? »

Plusieurs eurent d'abord cette idée et ce fut bientôt tout le monde (6).

Aussi bien, les Prussiens n'acceptèrent pas cet armistice de deux jours et n'accordèrent que deux heures « qui furent suffisantes (7) ».

Mais revenons aux délibérations du Gouvernement.

La séance de nuit du 20 janvier est tout aussi tour-

(1) « Outre que cette dépêche semait le trouble dans la population, elle était terriblement exagérée, et nous n'avions pas besoin de tant de brancardiers pour enlever nos morts. » (Jules Claretie, t. I, p. 482.) — Le Faure, t. II, p. 394. — Commandant Rousset, t. III, pp. 395 et 396. — Emile Chevalet, p. 259.

(2) Charles de Mazade, *La guerre de France*, t. II, p. 303.

(3) Edmond Rousse, t. II, p. 361.

(4) Francisque Sarcey, p. 282. — A. J. Dalsème, p. 321. — Mme Edgar Quinet, p. 287. — A. du Mesnil, p. 272.

(5) Francisque Sarcey, p. 283. — Mme Adam, p. 394.

(6) Francisque Sarcey, p. 283. — A. Ballue, p. 132. — Michel Cornudet, p. 426. — Flourens, p. 202. — Francis Garnier, p. 146.

(7) Francis Wey, p. 349.

mentée que celle du jour. Ahuris, les gouvernants ne savent plus à quelle divinité s'adresser pour conjurer l'insurrection qui menace de les écraser. La plupart ne pensent plus qu'à la paix; mais c'est le monstre, c'est Paris qui les guette, en rugissant, et qui va les dévorer dès que ce mot de paix sera prononcé!

On décide, alors, de garder le général Trochu comme Gouverneur, et de nommer un autre généralissime. Piteuse solution, piètre expédient! Au reste, en apprenant cette décision, prise en son absence, M. Trochu répond à Jules Favre « que ses qualités de Gouverneur, de Président du Conseil et de général en chef sont solidaires les unes des autres, et qu'il ne quittera pas l'une sans abandonner les autres (1) ».

Singulière théorie, en vérité, mais qui ne laisse pas d'embarrasser les tristes personnages que la fatalité avait placés à la tête de la France. Tout est remis en question. Que va-t-on dire aux maires?

En effet, nous venons de l'expliquer, la crainte de la population ne cessait de peser sur les gouvernants, et les maires de Paris étaient les représentants de cette population, formant, ainsi, gouvernement contre gouvernement. Or, ces maires ne restaient pas inactifs, du moins en paroles, depuis la nouvelle de la défaite de Buzenval; ils attendaient, avec impatience, les communications que le Gouvernement leur avait promises en les convoquant. Chacun sentait que la dernière carte allait se jouer, que la fin de la formidable partie, engagée entre Paris et l'Allemagne, était proche, si elle n'était pas déjà terminée.

Ce fut avec consternation que les magistrats

(1) *Enq. parlem. déf. nationale*, rapport de M. Chaper sur les procès-verbaux des séances du Gouvernement de la Défense nationale, p. 136.

municipaux reçurent la communication de M. Jules Favre. Le général Trochu eut beau se répandre en un interminabl discours, tendant à démontrer qu'il n'avait commis aucune faute, qu'il était le meilleur général d'armée que peuple ait eu le bonheur de voir à sa tête, cette éloquence irritante ne produisait pas l'effet cherché et rien ne déridait les auditeurs quand il eut la malencontreuse idée de déclarer que, le moment fatal arrivé, « la municipalité de Paris aviserait et s'aboucherait avec le quartier général prussien, dans le but de stipuler, en faveur de la cité, les conditions que garantissent les droits de la guerre et les principes d'humanité respectés par tous les peuples civilisés (1) ».

A ces paroles, une clameur d'indignation s'élève dans la salle. Comment! vous avez dirigé la défense, sans contrôle, pendant près de cinq mois, et, quand tout est perdu par votre faute, vous voulez passer votre jeu en d'autres mains ! A l'unanimité, les maires signifient au Gouvernement qu'il a assumé, volontairement, toutes les responsabilités, et qu'il ne peut, à l'heure suprême, s'en décharger sur la municipalité (2).

On comprend l'irritation des maires, et ils auraient dû dire : « Ce n'est pas à nous, c'est à l'autorité militaire de discuter avec l'ennemi les conditions de la reddition. » Mais, si ce n'était pas le fait des maires, ce n'était pas non plus le fait du Gouvernement d'entamer les négociations, car il était, alors, fatalement entraîné à traiter pour toute la France, quand il avait le devoir strict de n'en-

(1) Jules Favre, *Gouvernement de la Défense nationale du 31 octobre 1870 au 28 janvier 1871*, p. 340.

(2) *Ibid.*, p. 341. — « Dans leur aversion pour l'œuvre qu'on voulait leur imposer, les maires n'apercevaient pas les conséquences fatales d'une capitulation négociée par le Gouvernement. » (Henri Martin, t. VII, p. 321.)

gager que Paris : la chute d'une ville ne saurait entraîner celle de tout un peuple. Encore une fois, dans l'intérêt du pays, le chef militaire commandant la place, seul, aurait dû traiter.

Aussi bien, les maires rejetaient avec énergie toute idée de capitulation. « Leur douleur patriotique était telle, dit M. Jules Favre, qu'ils se refusaient à nous donner d'autre concours que celui du désespoir. Ils étaient prêts à mourir, ils préféraient les horreurs de la famine à l'humiliation d'une soumission; ils parlaient de s'ensevelir tous sous les ruines de la cité; ils nous adjuraient d'essayer encore un suprême effort offensif. La Garde nationale le réclamait..... Quant à la population..... elle aimait mieux mourir de faim que de honte (1). »

En somme, il n'y avait que MM. Trochu, Favre et Picard qui fussent opposés à un dernier effort : les autres membres du Gouvernement et tous les maires le réclamaient énergiquement, car « ils savaient que si, sans préparation, sans transition, le mot de capitulation était prononcé, la guerre civile en résulterait et, comme conséquence de la guerre civile, l'entrée des Prussiens (2) ».

On se sépara en promettant aux maires de réunir immédiatement un conseil de guerre chargé d'examiner la question d'une nouvelle sortie.

A ce conseil, le général Vinoy déclara qu'il n'y avait qu'une chose à faire : continuer la défense

(1) Jules Favre, *Gouvernement de la Défense nationale du 31 octobre 1870 au 28 janvier 1871*, p. 342. — « Avec tout cela, l'énergie de la grande capitale n'avait pas faibli. Inconsciente de ses dangers les plus graves, elle ne demandait qu'à résister à outrance. » (Colonel Lecomte, t. IV, p. 50.) — « Personne, en Europe, ne voulait croire que les Parisiens pussent résister aussi longtemps qu'ils l'ont fait. « (Rüstow, t. II, p. 84.) — Commandant Canonge, t. II, p. 345. — Henri Martin, t. VII, p. 321. — Voir, surtout, *Ibid.*, pp. 324 et 325.

(2) *L'Empire et la Défense de Paris*, déposition de M. Vacherot, p. 181. — Charles de Mazade, *La guerre de France*, t. II, p. 304.

des forts; quant à des sorties, il ne fallait plus y compter (1).

Cette déclaration, ayant été approuvée par les autres généraux, fut communiquée aux maires, qui n'en furent aucunement ébranlés, si bien que quelques membres du Gouvernement proposèrent de consulter des militaires d'un grade moins élevé : colonels, chefs de bataillon, capitaines. Rendez-vous fut pris pour le lendemain matin, chez M. Jules Simon; certains maires furent délégués pour assister à cette réunion. Mais, sur l'heure, ces maires exigeaient la retraite du général Trochu, car, de tous les points de la grande ville, s'élevaient des cris de trahison et d'incapacité. Tous les citoyens s'unissaient contre le Gouverneur; les bataillons des faubourgs s'apprêtaient à marcher contre le Louvre et l'Hôtel de Ville; « il fallait, à tout prix, apaiser cette effervescence : on espérait que la démission du général Trochu aurait ce résultat (2) ».

Mais celui-ci ne voulait pas s'en aller, ou, du moins, paraissait ne pas le vouloir puisqu'il per-

(1) Général Ducrot, t. IV, p. 214.

(2) Jules Favre, *Gouvernement de la Défense nationale du 31 octobre 1870 au 28 janvier 1871*, p. 349. — « A partir de la bataille de Buzenval, a dit le général Trochu dans son discours à l'Assemblée nationale, la population, la presse, la Garde nationale, le Gouvernement se prononcèrent contre moi d'une manière définitive. » (*Une page d'histoire contemporaine devant l'Assemblée nationale*, par le général Trochu, p. 130.) — « Les maires de Paris m'invitèrent à donner ma démission. » (*Ibid.*, p. 132.) — « Il y a unanimité pour mettre de côté le Gouverneur de Paris. » (*Journal du siège par un bourgeois de Paris*, p. 825.) — « Le général Trochu perdait, à cette affaire, ce qui lui restait de popularité et de prestige..., il voyait se déchaîner contre lui toutes les irritations et les défiances. » (Charles de Mazade, *La guerre de France*, t. II, pp. 303 et 304.) — *Histoire critique du siège de Paris par un officier de marine*, p. 203. — Francis Wey, pp. 359 et 360. — *Enquête parlem. déf. nationale*, rapport de M. Daru, p. 321. — Général Trochu, *Œuvres posthumes*, t. I, pp. 538 et 541. — Comte d'Hérisson, pp. 317 et 318. — Colonel Vandevelde, p. 336.

sistait à ne se démettre de son titre de généralissime qu'en abandonnant, du même coup, la présidence du Gouvernement. Les magistrats municipaux réclamèrent, alors, une audience du général Trochu, afin de lui faire entendre raison.

L'audience fut accordée et, devant les membres du Gouvernement, quelques maires, parlant au nom de tous, dirent de rudes vérités au général. Le débat fut, nécessairement, passionné, pénible et long. Le Gouverneur se retranchait dans son idée de s'en aller tout entier. « Destituez-moi, si vous voulez », disait-il à ses collègues. A onze heures du soir, le débat durait encore, aussi les maires finirent-ils par se retirer (1).

Aussitôt après leur départ, les supplications des membres du Gouvernement recommencent; ils invoquent leur déférence, leur affection, bref, M. Trochu, trop heureux, par cette escobarderie, d'échapper à son serment *de ne pas capituler*, l'envoie rejoindre celui *de se faire tuer pour le salut de l'Impératrice et de la dynastie napoléonienne*, et se décide à donner satisfaction à ses collègues : le général Vinoy est désigné comme son successeur (2).

(1) Jules Favre, *Gouvernement de la Défense nationale du 31 octobre 1870 au 28 janvier 1871*, pp. 350 et 351. — M. Jules Favre dit que la discussion durait encore à minuit, mais il doit se tromper car, dans les procès-verbaux de M. Dréo, la suite de la discussion est placée à la date du 21 janvier. (*Enq. parlem. déf. nationale*, rapport de M. Chaper sur les procès-verbaux des séances du Gouvernement de la Défense nationale, p. 137.) — Henri Martin, t. VII, p. 322.

(2) Jules Favre, *Gouvernement de la Défense nationale du 31 octobre 1870 au 28 janvier 1871*, p. 352. — « Le général Trochu dégageait, du même coup, cette parole hasardeuse qu'il avait prononcée : «« Le Gouverneur de Paris ne capitulera pas! »»... Le biais semblait étrange. » (Charles de Mazade, *La guerre de France*, t. II, p. 306.) — « On voit là une escobarderie qui ne plaît point. » (Louis Moland, p. 249.) — « Quelques-uns se permettent de qualifier énergiquement cette manière d'agir et de lui appliquer, dans le mauvais sens, le mot de *jésuitique*... C'est

Enfin, nous sommes délivrés de « ce prédicateur, de ce Mangin généralissime et capitaine-pacha (1) ». A ce moment, voici le jugement bien modéré que porte sur lui M. Louis Moland :

« Je ne crois pas qu'il ait été à la hauteur d'une situation, il est vrai, sans exemple. Je ne crois pas qu'il ait tiré, des prodigieuses ressources qu'il eut sous la main, tout le parti possible. Il eût pu, certainement, employer plus efficacement le concours dévoué de la masse de la population ; il eût pu faire produire, à ce vaste ensemble de forces et de bonnes volontés, des effets plus grandioses et plus puissants.

« Non seulement le général Trochu n'a pas été l'homme supérieur, le génie exceptionnel que nous autres Français nous invoquons toujours, pour nous tirer des abîmes où nous nous sommes jetés tête baissée, mais il paraît n'avoir pas déployé même la vigueur qu'on doit attendre d'un chef militaire. Il n'a point tenu son armée en haleine ; il y a laissé fléchir la discipline et s'éteindre la confiance et l'ardeur.

« Il n'a rien fait de franchement heureux, de bien réussi, d'artistement exécuté ; il ne nous a pas donné une bonne journée qui ait satisfait, sans mélange, notre fierté patriotique.

« La population parisienne lui ouvrit le plus large crédit que peuple ait jamais ouvert à un général, et il n'en usa point.

un pauvre homme qui agit envers le Gouvernement de l'Hôtel de Ville comme il a agi avec le Gouvernement impérial ; il n'a pour guide que sa vanité. » (*Journal de Fidus, la Révolution de septembre, La Capitulation, La Commune*, pp. 250 et 251.) — A. du Mesnil, pp. 274 et 275. — Adolphe Michel, p. 408. — Francisque Sarcey, p. 284. — Mme Adam, p. 398. — Jules Claretie, t. I, p. 517.

(1) Deux des nombreux qualificatifs dont les journaux l'affublaient. (Louis Moland, pp. 246 et 247.)

« Il laisse le désarroi et presque le vertige dans les esprits (1). »

« Le Gouvernement a eu deux torts : le premier de n'avoir pas su reconnaître à temps la nullité de M. Trochu; le second, après avoir été forcé de la reconnaître, de ne s'être décidé à lui retirer le commandement qu'alors que tout était perdu (2). »

« Le général Trochu, à ce qu'on assure, ressentit une sorte de soulagement lorsqu'il se vit exonéré du commandement; il se croyait ainsi dégagé du dernier devoir de livrer la place qu'il avait défendue et qu'il avait promis de ne pas rendre. C'était, de sa part, une subtilité ou une faiblesse de croire qu'après avoir tout dirigé, tout conduit pendant trois mois, il lui suffirait de s'effacer au dernier moment, et qu'il resterait étranger à une capitulation inévitable parce qu'il ne la signerait pas comme Gouverneur de Paris (3). » — « Le général Trochu a eu beau se dérober quelques jours avant la chute de Paris, la responsabilité en est remontée jusqu'à lui (4). » Comme l'a parfaitement dit Louis Veuillot, « le 4 septembre, en avançant plus ou moins la main, M. le général Trochu s'est emparé du pouvoir; mais, ce jour-là, aussi, et par cette action-là, il a perdu le droit d'être malheureux (5) ». Il s'était condamné, sinon à chasser les Allemands de France, au moins à faire lever le siège de Paris.

(1) Louis Moland, pp. 248 et 249. — « La tâche remplie par l'ex-Gouverneur de Paris ne lui donne nullement le droit de se faire passer à toute force pour un grand homme de guerre lorsque, en réalité, M. Trochu n'a fait autre chose que de se tenir derrière les remparts et les forts, tant qu'il a eu des vivres, et avoir capitulé bénévolement le jour où il n'eut plus de quoi nourrir l'immense population de Paris. » (Borrego, p. 44.) — « Trochu n'a rien fait. » (Hippolyte Lucas, p. 11.) — *Ibid.*, p. 14.

(2) Colonel de Meffray, p. 8.

(3) Charles de Mazade, *La guerre de France*, t. II, p. 308.

(4) Colonel Fix, p. 537.

(5) Louis Veuillot, t. II, p. 144.

Or, M. Trochu manquait des qualités les plus élémentaires du chef d'armée. Voici ce qu'en pensait, à la fin de 1870, le prince Emile de Sayn-Wittgenstein-Berlebourg, aide de camp général de l'empereur Alexandre II, ainsi qu'il appert d'une lettre, écrite par ce prince à sa sœur, la comtesse de Gœrtz, lettre envoyée de Walluf, le 2 décembre 1870 :

« Le général Annenkoff sort d'ici ; c'est lui qui a apporté le bâton de feld-maréchal au Kronprinz ; il a étudié pendant quinze jours l'enceinte de Paris. C'est un de nos officiers d'état-major les plus distingués, un Moltke en herbe, et très intéressant à écouter. Il ne croit pas que Paris puisse tenir plus de deux ou trois semaines, et *estime que Trochu est complètement au-dessous de sa tâche*. Selon Annenkoff, *Trochu devrait pouvoir sortir avec l'armée de* 400,000 *hommes dont il dispose, la ligne de blocus étant à peine supérieure à* 200,000 *hommes* (1). »

Et c'était la vérité.

« M. Trochu prétend qu'il a été destitué ; M. Jules Favre soutient que, vaincu par les arguments qu'on lui présentait, il consentit à donner sa démission (2). »

En réalité, « le général Trochu avait été obligé à donner sa démission (3) », enchanté d'une aubaine

(1) *Souvenirs et Correspondance du prince* Emile de Sayn-Wittgenstein-Berlebourg, aide de camp général de S. M. l'empereur Alexandre II de Russie ; Paris, Calmann-Lévy, 1889 ; t. II, p. 383.

(2) Wyrouboff, p. 17.

(3) *Enq. parlem. déf. nationale*, déposition du général Ducrot, p. 105. — *Ibid.*, rapport de M. Chaper sur le Gouvernement de la Défense à Paris au point de vue militaire, pp. 299 et 305. — « Les membres du Gouvernement n'étaient pas les moins irrités contre le général Trochu : un conseil fut tenu, et, après une courte discussion, il fut décidé que l'on demanderait au Gouverneur de Paris de donner sa démission. » (Le Faure, t. II, p. 394.) — « Le général Trochu se résignait. » (Charles de Mazade, *La guerre de France*, t. II, p. 306.) — « La révocation du Gouver-

qui le faisait sortir, non en galant homme, mais en agent d'affaires, de l'impasse où sa promesse fanfaronne de ne pas capituler l'avait finalement acculé.

« Le Gouvernement choisissait, pour remplacer le commandant en chef, le jour même où ses fonctions devenaient inutiles, puisque la capitulation était nécessaire. Dès le lendemain, les négociations pour l'armistice allaient commencer. On se fondait, pour destituer le général Trochu, sur son refus d'ordonner une sortie en masse, une *trouée*, pour employer le langage du temps, et on lui donnait pour successeur le général Vinoy, que l'on savait bien décidé à ne pas l'ordonner davantage. Enfin, le parti révolutionnaire reprochait, depuis longtemps, au général Trochu, d'être trop peu républicain, et on nommait à sa place un ancien sénateur, qui passait, non sans raison, pour l'être encore moins (1). »

C'était la logique des Jules Favre, des Jules Simon, des Arago, des Pelletan et autres lumières du Gouvernement.

Revenons, maintenant, au conseil à la fin duquel M. Vinoy avait été nommé généralissime, en remplacement de M. Trochu.

A l'instant même de cette nomination, un officier d'état-major, dit M. Jules Favre, un charbonnier du boulevard Mazas, dit M. Daru, vient prévenir le Gouvernement qu'une foule avinée a envahi la prison de Mazas, délivré les prisonniers du Trente-et-un-Octobre, parmi lesquels se trouvent Flourens,

neur fut alors décidée par les membres du Gouvernement et les maires de Paris. » (Général Ambert, *Récits militaires*, *Le Siège de Paris*, p. 369.) — A. du Mesnil, p. 275.

(1) *Enq. parlem. déf. nationale*, rapport de M. Chaper sur le Gouvernement de la Défense à Paris au point de vue militaire, p. 306.

Pillot, Léo Meillet et Bauër, qui marchent sur le boulevard, à la tête de 5 à 600 hommes, aux cris de : *Vive la Commune! Mort au Gouvernement!*

En attendant l'acceptation du général Vinoy, M. Trochu prend des dispositions de défense; mais, au lieu de se précipiter sur le Louvre et d'enlever le Gouvernement, comme c'est possible, les insurgés s'emparent de la mairie du XXe arrondissement, y pillent 2,000 rations de pain et de vin, destinées aux pauvres du quartier, et dévalisent un épicier du voisinage. Il est deux heures du matin. Des ordres sont lancés pour reprendre la mairie au petit jour, préparatifs inutiles, du reste, car, à quatre heures et demie, la bande d'insurgés s'est évanouie, tout paraît rentrer dans le calme (1).

Voici ce qui s'est passé.

La prison de Mazas est admirablement protégée par de hautes et épaisses murailles qui ne permettent ni l'escalade ni le renversement. Une grande porte de fer, incrochetable et presque indéfonçable, serait la seule baie pour entrer dans la place si, à droite, une petite porte de service n'avait été ménagée pour le directeur, les greffiers, le brigadier-chef, les sous-brigadiers et les gardiens, logeant dans le pavillon faisant face à l'entrée ou de service dans la prison même. Jusqu'à minuit, cette petite porte restait ouverte pour laisser passer les employés et leur famille. Enfin, un poste, alors occupé par une trentaine de gardes nationaux, se tenait à gauche de la grande porte de fer.

Le 21, rendez-vous avait été pris pour l'enterre-

(1) *Enq. parlem. déf. nationale*, rapport de M. Chaper sur les procès-verbaux des séances du Gouvernement de la Défense nationale, pp. 137 à 139. — Jouaust, p. 82. — *Journal du siège par un bourgeois de Paris*, p. 828. — Louis Moland, p. 253. — *Histoire critique du siège de Paris par un officier de marine*, p. 219. — A. du Mesnil, p. 277. — *Journal d'un Suisse pendant le siège de Paris*, par P. Schuler; Bienne, p. 414.

ment de Rochebrune, tué le 19, et 130 hommes, dit Flourens, s'étaient rendus à l'appel et avaient marché sur Mazas, tambours battant et drapeau rouge déployé.

Près de la prison, les insurgés se dissimulent et se taisent, quatre hommes résolus surprennent le poste, la bande tout entière se précipite par la porte de service. Le directeur, nommé Bayet, fait semblant de résister; on le bouscule, un révolver est braqué sur sa poitrine, il cède. En réalité, « la prison est, non pas forcée, mais livrée par la connivence ou la faiblesse du directeur (1) ». Flourens est délivré le premier, puis les autres détenus politiques; des malfaiteurs de droit commun profitent même de la confusion pour se dire condamnés politiques et obtenir ainsi la clef des champs, et voici la colonne, forte de 500 hommes au moins, maintenant qu'elle est victorieuse, qui se dirige vers la mairie du XXe arrondissement, dont Flourens est le maire-adjoint.

On s'empare facilement de cette mairie, on y festine, comme nous l'avons déjà exposé; mais le nombre des insurgés n'augmente plus depuis que le vin est bu, depuis que les victuailles sont absorbées par les patriotes socialistes. Un seul chef de bataillon arrive, sans ses hommes, pour se mettre à la disposition de Flourens; la masse de la population n'a pas l'air de vouloir risquer un coup; des amis engagent le bouillant tribun à laisser venir les événements. C'est ce qu'il fait, en raison de l'abandon de la plupart de ses partisans. L'approche d'une compagnie de douaniers, envoyée par Clément-Thomas pour reprendre la mairie, le confirme dans ses

(1) *Enq. parlem. déf. nationale*, rapport de M. Daru, pp. 348 et 349. — Francisque Sarcey, p. 285. — *Journal du siège par un bourgeois de Paris*, p. 828. — A. du Mesnil, p. 277. — Lecoy de la Marche, p. 213. — Francis Wey, p. 362.

prudentes résolutions, il cède même la place et se cache dans une maison sûr (1).

Pendant ce temps, le général Vinoy était avisé de la triste mission qui lui était confiée. « Il n'avait pu ignorer tout à fait que, plusieurs fois pendant le siège, son nom avait été prononcé lorsqu'on cherchait un capitaine habile et résolu (2). » Mais, s'il eût accepté, sinon avec joie, du moins sans trop de répugnance, d'essayer de tirer la capitale des griffes des assiégeants alors qu'il était encore possible de battre l'ennemi, comment consentirait-il à assumer les redoutables fonctions de général en chef « quand la partie était définitivement perdue, quand il n'y avait plus, pour lui, d'autre rôle à jouer que celui de signataire d'une capitulation (3) » ? — « C'était le changement des médecins près d'un malade à l'article de la mort (4). »

La question se posait de savoir si le général Vinoy voudrait être le liquidateur de la faillite de M. Trochu.

Tout d'abord, il répond, nettement, non. Il semble que rien ne vaincra sa résistance. Seul, le général Le Flô, ministre de la Guerre, ne se décourage pas. Il supplie M. Vinoy, le prend par les sentiments, lui montre l'émeute triomphante, l'armée en débandade, les Allemands au cœur de Paris. Le général Vinoy reste toujours impassible.

« C'est un devoir civique autant qu'un devoir militaire, dit encore le ministre de la Guerre.

« Me l'ordonnez-vous? dit le général.

« Je vous l'ordonne, réplique le ministre.

(1) Gustave Flourens. pp. 203 à 205. — *Enq. parlem. déf. nationale*, rapport de M. Daru, p. 349.

(2) Jules Favre, *Gouvernement de la Défense nationale du 31 octobre 1870 au 28 janvier 1871*, p. 353.

(3) *Ibid.*

(4) *Journal des Goncourt*, t. I, p. 202.

« Je suis soldat, reprend M. Vinoy, vous êtes mon supérieur; j'obéis. »

Et les deux généraux tombent dans les bras l'un de l'autre (1).

Le nouveau général en chef va prendre les ordres du Gouvernement, puis il rédige et fait afficher l'ordre du jour suivant, adressé à l'armée :

« Le Gouvernement de la Défense nationale vient de me placer à votre tête; il fait appel à mon patriotisme et à mon dévouement; je n'ai pas le droit de me soustraire. C'est une charge bien lourde, je n'en veux accepter que le péril, et il ne faut pas se faire d'illusions.

« Après un siège de plus de quatre mois, glorieusement soutenu par l'armée et par la Garde nationale, virilement supporté par la population de Paris, nous voici arrivés au moment critique.

« Refuser le dang reux honneur du commandement dans une semblable circonstance serait ne pas répondre à la confiance qu'on a mise en moi. Je suis soldat et ne sais pas reculer devant les dangers que peut entraîner cette grande responsabilité.

« A l'intérieur, le parti du désordre s'agite, et cependant le canon gronde. Je veux être soldat jusqu'au bout, j'accepte ce danger, bien convaincu que le concours des bons citoyens, celui de l'armée et

(1) Jules Favre, *Gouvernement de la Défense nationale du* 31 *octobre* 1870 *au* 28 *janvier* 1871, pp. 353 et 354. — « Le général Vinoy, ferme et sensé, hésita quelque temps à se charger d'une telle responsabilité. Il accepta, enfin, par patriotisme, cet avancement, tardive compensation aux méfiances dont il avait été l'objet. » (Colonel Lecomte, t. IV, p. 50.) — « Le général Vinoy accepta avec abnégation. » (Rüstow, t. II, p. 235.) — Docteur Sarazin, p. 298. — Henri Martin, t. VII, p. 322. — Charles de Mazade, *La guerre de France*, t. II, p. 307. — Commandant Rousset, t. III, p. 398.

de la Garde nationale ne me feront pas défaut pour le maintien de l'ordre et le salut commun (1). »

Cet ordre du jour tient plus de la lettre de faire-part de décès que de la proclamation. Tout est bien fini; les fusils ne vont plus partir contre les Allemands mais contre les Français : à la guerre étrangère succède la guerre civile, et nos désastres sont complets.

Le *Journal officiel* publie aussi la note que voici :

« Le Gouvernement de la Défense nationale a décidé que le commandement en chef de l'armée de Paris serait désormais séparé de la présidence du Gouvernement.

« M. le général de division Vinoy est nommé commandant en chef de l'armée de Paris.

« Le titre et les fonctions de Gouverneur de Paris sont supprimés.

« M. le général Trochu conserve la présidence du Gouvernement (2). »

En dépit de cette phrase, M. Trochu n'en est pas moins outrageusement congédié comme un simple incapable. Hélas! pourquoi ne s'en est-on pas séparé plus tôt! A cette heure, répétons-le, il n'y a plus rien à faire, en raison de la prochaine disparition des vivres : on ne peut demeurer dans une attitude défensive. Quant à un coup sur un point quelconque de la ligne ennemie, il n'y faut plus songer, en admettant qu'il n'ait pas été déjà trop tard le 19 janvier, car la percée a toujours été très difficile, car on ne devait raisonnablement compter que sur le harcèlement, sur le siège en règle des travaux

(1) *Journal officiel*, n° du 23 janvier 1871.
(2) *Ibid.*, n° du 22 janvier 1871.

ennemis, sur des conquêtes de terrain élargissant, dans des proportions exagérées, la ligne de contrevallation allemande, et, là aussi, il faudrait du temps, partant, des vivres : cette tactique, excellente dès le mois de novembre, n'a plus, en janvier, aucune chance de réussite.

C'est pourquoi, au moment où le Gouvernement délibérait, avec le nouveau commandant en chef, sur les mesures à prendre pour mater l'insurrection qu'on entendait gronder, qu'on sentait venir, le fameux conseil de guerre des chefs inférieurs, proposé dans la séance à laquelle les maires avaient assisté, se tenait, au ministère de l'Instruction publique, sous la présidence de M. Jules Simon.

Figuraient à ce conseil de guerre le général Lecomte, qui devait être assassiné rue des Rosiers par les communards; les colonels Lespiau, Boulanger, Colonieu, les lieutenants-colonels Warnet et Vosseur, le commandant Bourgeois, deux colonels de la Garde nationale de Paris. Etaient encore présents : M. Dorian, ministre des Travaux publics, MM. Henri Martin, Arnaud de l'Ariège, François Fabre, Clemenceau, Bonvalet, Tirard et Hérisson, maires de Paris.

Tous les militaires consultés désapprouvent une grande action, sauf le colonel Germa, de la Garde nationale.

Le commandant Bourgeois, qui ne sait pas que nous sommes à bout de vivres, préconise fort intelligemment la tactique qu'un général moins nul que M. Trochu n'aurait pas manqué d'adopter au commencement du siège, la tactique qui, selon nous, était la seule à suivre par les défenseurs de Paris. Le commandant Bourgeois « est absolument contraire à une grande action; elle serait désastreuse, et, dans tous les cas, stérile au point de vue du débloquement, même au point de vue de

l'honneur militaire, auquel elle n'ajouterait rien. Il pense, au contraire, qu'on devrait harceler l'ennemi par des opérations simultanées et assez fréquemment répétées pour l'inquiéter sérieusement; l'on devrait chercher à profiter de ces attaques répétées pour se maintenir dans les positions conquises, au lieu de battre chaque fois en retraite, et, enfin, tenter un dernier effort, au cas où une armée de secours nous arriverait de province (1) ».

« M. le colonel Boulanger n'est pas, non plus, d'avis de tenter une grande action. Les petites attaques, dont il vient d'être parlé, et qui eussent été excellentes dès le début, lui paraissent tardives (2). »

Voilà deux officiers supérieurs qui viennent de parler en tacticiens. Le brave colonel Colonieu prend, à son tour, la parole et émet l'hérésie d'une *opération gigantesque*. Il reconnaît, néanmoins, qu'une fois la trouée faite l'armée serait à la merci des Allemands. Enfin, il termine par cette phrase très sensée : « Je crains, si l'on fait un nouvel effort, que ce ne soit un inutile sacrifice de l'armée et de la Garde nationale, au profit des gredins qui n'attendent que leur écrasement pour se livrer au pillage et à la dévastation (3). »

Le général Lecomte conseille « de traiter avec l'ennemi pendant que nous avons encore la main sur le pommeau de l'épée (4) ».

En résumé, tous reconnaissent que, « si de nouveaux efforts doivent être tentés, la fraction honorable de la Garde nationale paiera encore de sa

(1) *Enq. parlem. déf. nationale*, rapport de M. Chaper sur le Gouvernement de la Défense à Paris, au point de vue militaire; *Pièces justificatives*, compte rendu de M. Tirard, maire du Xe arrondissement, p. 214.
(2) *Ibid.*
(3) *Ibid.*
(4) *Ibid.*, p. 215.

personne, laissant derrière elle, pour l'insurrection et le pillage, la majeure partie, composée d'éléments viciés (1) ». Presque tous avouent « qu'il n'y a plus rien à tenter, que la partie est perdue, que le rôle militaire doit céder la place à la diplomatie (2) ».

MM. Clemenceau, Bonvalet et Hérisson, maires *sang-impur* présents à ce conseil de guerre, ne trouvent rien à répondre : la capitulation apparaît, fatale, aux yeux de tout le monde (3), d'autant plus que l'on vient d'apprendre la défaite de Chanzy, au Mans, où il a perdu 12 canons et 10,000 prisonniers.

Un mot sur ce qui s'est passé dans la ville les 19, 20, 21 et 22 janvier, en dehors de ce que nous avons déjà raconté, en dehors de l'insurrection dont nous allons, tout à l'heure, faire le récit.

Le 19, les distributions gratuites de vin commencent pour les nécessiteux, c'est-à-dire, pour toute la classe ouvrière. Les boulangers sont chargés de cette distribution.

La question des perquisitions au domicile des absents, dont on a tant parlé, est enfin résolue. Avec raison elles sont ordonnées. De ce que les clubs imbéciles demandaient cette mesure depuis longtemps, il ne s'ensuivait pas qu'elle fût illicite

(1) *Enq. parlem. déf. nationale*, rapport de M. Chaper sur le Gouvernement de la Défense à Paris, au point de vue militaire; *Pièces justificatives*, compte rendu du colonel Vosseur, p. 217.

(2) *Ibid.* — *Ibid.*, déposition de M. Henri Martin, p. 406. — « Le découragement militaire était grand; celui des officiers généraux et supérieurs touchait au dégoût. » (Colonel Lecomte, t. IV, p. 50.) — *L'Empire et la Défense de Paris*, déposition de M. Arnaud de l'Ariège, p. 184.

(3) Jules Favre, *Gouvernement de la Défense nationale du 31 octobre 1870 au 28 janvier 1871*, p. 356. — *Enq. parlem. déf. nationale*, rapport de M. Daru, pp. 361 à 364. — *Ibid.*, rapport de M. Chaper sur le Gouvernement de la Défense à Paris, au point de vue militaire, pp. 314 et 315. — Henri Martin, t. VII, p. 323.

ou dangereuse : un dément dit, fatalement, quelquefois, des choses sensées. Il est donc décidé que des perquisitions à l'effet de rechercher les combustibles, comestibles, denrées et liquides de toute nature, qui peuvent se trouver au domicile des absents, seront immédiatement faites. Aussi bien, les gens les plus conservateurs, comme M. Michel Cornudet, sont forcés de reconnaître que cette décision n'est pas illégale, en l'espèce. « Dans les temps ordinaires, c'est là un procédé absolument condamnable ; aujourd'hui, il faut peut-être en passer par là, bien que le résultat utile soit plus que douteux. (Pourquoi?). Tout dépendra, du reste, de la manière dont l'arrêté sera exécuté. M. Ferry ordonne que les perquisitions soient effectuées par le maire ou par un délégué spécial assisté, s'il y a lieu, du commissaire de police. Il sera tenu compte au propriétaire absent de la valeur des objets enlevés, sur les évaluations faites par un ou plusieurs experts désignés par le maire de l'arrondissement (1). » Dans ces conditions, en un pareil temps, devant de telles nécessités, que peut-on exiger de plus, et M. Michel Cornudet n'a pas tort d'écrire qu'il faut, *peut-être, en passer par là* (2)?

Le pain est décidément rationné à 300 grammes pour les adultes et à 150 grammes pour les enfants au-dessous de cinq ans, à raison de 10 centimes les 100 grammes (3). C'est encore là une mesure dictée par la situation. Elle aurait même dû être prise

(1) Michel Cornudet, pp. 424 et 425. — Voir aussi, *Ibid.*, pp. 428 et 429. — *Journal officiel*, n° du 19 janvier 1871. — *Journal du siège par un bourgeois de Paris*, p. 784. — Emile Chevalet, p. 255. — Jouaust, p. 79.

(2) Michel Cornudet, p. 424.

(3) *Journal officiel*, n° du 19 janvier 1871. — *Journal du siège par un bourgeois de Paris*, p. 785. — Emile Chevalet, p. 255. — Michel Cornudet, p. 424. — Jouaust, p. 79. — Jules de Marthold, pp. 266 et 267.

plus tôt. Qui veut la fin veut les moyens..... un seul jour gagné, à la guerre, et la face des choses est complètement changée, c'est la délivrance !

Les Prussiens, occupés sérieusement du côté de Saint-Cloud, négligent le bombardement, qui ne fait pas rage, comme les jours précédents. Seules, les batteries de Châtillon continuent à tirer avec leur vigueur ordinaire (1). Du 19 au 20 le bombardement fait 9 victimes, atteint 44 maisons, détermine un incendie (2).

Le 20, brouillard intense.

La médaille militaire est donnée à Godefroy Cavaignac, mobile de la Seine, qui s'est fort bien conduit au feu (3). Si le père du jeune médaillé, si l'honnête républicain de 1848 et l'énergique soldat s'était trouvé là, il est permis de penser que M. Trochu n'aurait pas usurpé sa place, et que la défense de Paris ne se serait pas si lamentablement terminée !

Ce même jour, le Gouvernement annonce d'abord qu'il ne peut donner, tout de suite, les dépêches apportées, la veille, par un pigeon, mais, cependant, « qu'il y a eu un temps d'arrêt dans les progrès de nos armées de l'Ouest ».

L'extrait suivant de la dépêche de M. de Chaudordy, cause de la singulière phrase qui précède, montre que « le temps d'arrêt » était, bel et bien, une terrible défaite pour nos armes (4).

« Bordeaux, 14 janvier 1871. — Le général Chanzy, après deux jours de brillantes batailles près du Mans, a dû se replier derrière la Mayenne.

(1) *Journal du siège par un bourgeois de Paris*, pp. 795 et 796.
(2) Major de Sarrepont, *Le Bombardement de Paris*, pp. 162, 163 et 164.
(3) Jules de Marthold, p. 275.
(4) Michel Cornudet, p. 427.

« Il croit qu'il a eu affaire à 180,000 combattants, commandés par Frédéric-Charles et Mecklembourg en personne.

« Il n'est pas découragé ni la France non plus, et le général annonce que, sous peu de jours, il reprendra ses opérations offensives.

« Il a perdu un douzaine de canons et environ 10,000 prisonniers; mais les ennemis ont eu, de leur côté, de grandes pertes.

« Le général Bourbaki est tout près de Belfort. Il a gagné une première bataille à Villersexel et une seconde avant-hier.

« Vesoul et Lure sont évacués. Il a grande confiance et se loue beaucoup des troupes et des officiers.

« Le général Faidherbe a eu encore quelques succès (1). »

On sait quel effet cette note de M. de Chaudordy produisit sur le Gouvernement, qui la considéra, avec raison, comme l'anonce de l'écrasement du général Chanzy, écrasement devant lequel les prétendus succès de Bourbaki et les escarmouches de Faidherbe pesaient d'un poids bien léger (2).

La population de Paris ressentit la même impression : elle demeura consternée à la nouvelle de cette catastrophe militaire se joignant au piteux avortement de la *grande sortie*. Aussi, n'y eut-il qu'un cri : « Nous ne devons plus compter sur la province (3). »

C'était très juste, mais, hélas ! Paris ne pouvait plus, à cette heure, compter davantage sur lui-même ! Il était trop tard : les hommes du Quatre-Septembre, et les généraux choisis par eux, avaient amené, presque sans combat, les centaines de mille hommes dont ils disposaient à la capitulation forcée !

(1) *Journal du siège par un bourgeois de Paris*, pp. 796 et 797.
(2) Voir, *suprà*, pp. 305 et 326.
(3) *Journal du siège par un bourgeois de Paris*, p. 798.

L'inquiétude se répandit de tous côtés; la faim pressait les malheureux emmurés; les désordres commençaient; « quelques boutiques de vivres étaient pillées aux Halles (1) ». — « Sans être découragée, la population était triste, appréhendant une issue fatale (2). » — « Abattue la veille, d'abord étonnée jusqu'à la stupéfaction, elle s'énervait bientôt et l'on sentait, de nouveau, un ferment d'agitation (3). »

Et le bombardement ne cessait pas. Le Jardin des Plantes était toujours visé, de même que le couvent des *Dames de la Retraite*, dans le quartier du Luxembourg. Ce couvent, depuis le 6 janvier, avait reçu 105 obus (4).

Du 20 au 21, les Allemands tuaient ou blessaient 14 personnes, endommageaient 73 maisons et, pourtant, n'allumaient qu'un incendie (5).

Rue de la Parcheminerie, à deux pas du quai Saint-Michel, tout près de Notre-Dame, un obus, éclatant dans une chambre, écrase un enfant de sept ans et en blesse un de quatorze. En outre, 2 femmes et 1 homme sont tués, 2 femmes et 6 hommes sont blessés. Une maison de la rue de la Montagne-Sainte-Geneviève est perforée, de la toiture à la cave. Singulier effet : personne n'est touché. Des bombes s'abattent sur la rue d'Assas, la rue de Tournon, le Collège de France. Avec un à-propos involontaire, un obus allemand renverse le drapeau flottant sur l'Ecole polytechnique (6), une des principales causes de nos désastres! Hélas! notre en-

(1) *Journal du siège par un bourgeois de Paris*, p. 801.
(2) Jules de Marthold, p. 274.
(3) *Ibid.*, p. 277.
(4) *Journal du siège par un bourgeois de Paris*, p. 798.
(5) Major de Sarrepont, *Le Bombardement de Paris*, pp. 162, 163 et 164.
(6) Jules de Marthold, pp. 274 et 275.

gouement pour les mathématiques, le coupable esprit de corps, qui supprime toute responsabilité, nous en réservent bien d'autres (1) ! Sans compter l'admirable fonctionnement de notre suffrage universel qui viendra bien à bout de la France.

Le 21, la rive gauche de la Seine, Grenelle, Vaugirard sont criblés et abandonnés en grande partie.

Les formidables batteries de la terrasse du château de Meudon ont repris la parole, malgré la riposte du fort d'Issy et des pièces de marine des bastions.

Et le Mont-Valérien, semblable au géant Atlas, la cime cachée dans le brouillard, continue à rester muet et à ne pas inquiéter les Allemands (2) ! Du 21 au 22, l'ennemi, par ses obus, atteint 21 victimes, et détermine 2 incendies (3).

« Sur les boulevards, le bruit circule que les clubs veulent se réunir, à l'Hôtel de Ville, pour renverser le Gouvernement (4). » C'est le premier éclair de l'orage du lendemain.

Devant le palais municipal, la foule circule et pérore. « Beaucoup de folies sont débitées ; mais,

(1) Le pont de bateaux de Bezons, la rupture de la digue du Bouzet, l'effondrement du pont sur l'Adour, l'état déplorable de notre marine militaire, démontrent la menaçante incapacité de la majorité de nos ingénieurs polytechniciens. — L'impartialité nous force à reconnaître que le général Billot, ministre de la Guerre, vient, à ce sujet, de faire faire un grand pas dans la voie du sens commun. Conformément aux *desiderata* exprimés par nous, dans *Paris*, *Second échec du Bourget et Perte d'Avron*, pp. 320 et 321, on demande, maintenant, aux candidats à l'Ecole spéciale militaire de Saint-Cyr, moins de mathématiques et plus de littérature et d'histoire. A quand la même réforme pour l'Ecole polytechnique, si l'on veut continuer à en faire une pépinière d'officiers ?

(2) *Journal du siège par un bourgeois de Paris*, p. 826.

(3) Major de Sarrepont, *Le Bombardement de Paris*, pp. 162. et 164.

(4) *Journal du siège par un bourgeois de Paris*, p. 826.

tous, hommes et femmes, demeurent unanimes dans la résolution de combattre jusqu'à la dernière extrémité (1). »

Le 22, « pendant que les Prussiens de Paris nous fusillaient sur nos places, les Prussiens d'Allemagne nous bombardaient vigoureusement (2) », selon leur habitude.

Châtillon, les forts, l'enceinte font un feu d'enfer. Le faubourg Saint-Germain et les quartiers environnants reçoivent tellement d'obus que l'on est obligé de fermer les églises.

Du 22 au 23, le bombardement ne fait, chose extraordinaire ! qu'une seule victime et atteint 32 maisons (3) ; à Saint-Denis, les obus allemands tuent 2 enfants, 1 femme et 1 homme, blessent 2 enfants et 1 homme (4).

Et la faim torture de plus en plus les pauvres gens qui ne sont pas fonctionnaires, politiciens, clubistes, millionnaires ou indigents. Les volailles maigres valent de 50 à 60 francs pièce. Plus de légumes frais ou secs. On n'a que des conserves qu'on s'arrache à des prix invraisemblables. Quand on a la chance rare de mettre la main sur de l'âne, du cheval ou du mulet, il faut les payer 15 francs la livre. Le pain devient immangeable : on se soutient avec du café, du riz ou du sucre (5).

« Il n'y a, dit un assiégé, que deux classes bien distinctes qui mangent bien : les millionnaires et les indigents. Les premiers en faisant de grandes dépenses, les autres en se faisant inscrire au bureau de bienfaisance. Les millionnaires trouvent des

(1) Jules de Marthold, p. 277.
(2) *Journal du siège par un bourgeois de Paris*, p. 834.
(3) Major de Sarrepont, *Le Bombardement de Paris*, p. 162 et 163
(4) Jules de Marthold, p. 279.
(5) *Journal du siège par un bourgeois de Paris*, p. 834.

dindes à 200 francs, des poulets à 70 francs, des lapins à 45 francs, des choux à 20 francs et des conserves de toutes sortes à 30 ou 40 francs la boîte. Les indigents reçoivent des fournaux, ou trouvent dans les cantines municipales, de bonne viande, du lard, des légumes (non, à cette époque, comme cet assiégé l'a écrit une page plus haut, on trouve très difficilement de la viande et il faut se passer de légumes), et dans les mairies (non chez les boulangers), du vin comme supplément à la ration de pain diminuée. Les classes intermédiaires sont les plus à plaindre car, n'ayant pas de fortune ou n'étant point assistées, c'est à leurs faibles ressources qu'elles demandent la subsistance de chaque jour (1). »

« La question des vivres est à la fois résolue et insoluble. Tout est mangé. Le pain est rationné, mais on a rendu pleine liberté au commerce de la pomme de terre, devenue un mythe, même à 25 francs le boisseau. Toujours quand on en trouve, le beurre se paie 25 et 30 francs la livre, ainsi que le jambon. Le gruyère a atteint le prix vraiment exceptionnel de 36 francs le kilo, et le haricot, celui de 16 francs. Les salades, à la livre, valent de 3 à 7 francs, sans l'huile et le vinaigre, dont la qualité baisse, à mesure que le prix hausse. On est heureux de trouver un oignon pour 1 franc, un poireau pour 50 centimes. Un lapin 60 francs. Les volatiles, poulet, oie, dindon varient entre 60 et 200 francs. Le poisson de Seine se vend de 10 à 12 francs la livre. Une carpe 40 francs ; un petit brochet 25 francs. Chien et chat font enfin bon ménage, se vendant même prix, 4 francs la livre. Chauffage et éclairage deviennent difficiles, le bois étant à 15 francs le cent, le charbon à 3 francs le boisseau,

(1) *Journal du siège par un bourgeois de Paris*, p. 835.

et quel charbon! et la bougie à 3 francs la livre (1). » Seuls, les champignons frais ont des prix abordables : on en trouve encore facilement à 3 francs la livre (2).

Est-il besoin d'ajouter que, dans ses déplorables conditions hygiéniques, le bilan de mort est effrayant pour la semaine du 14 au 21 ? On compte 483 décès de plus que la semaine précédente, soit 4,465. En voici le tableau :

Variole	380
Scarlatine	8
Rougeole	44
Fièvre typhoïde	375
Erysipèle	18
Bronchite	598
Pneumonie	426
Diarrhée	137
Dysenterie	42
Angine couenneuse	13
Croup	27
Affections puerpérales	15
Autres causes	2.382
Total	4.465 (3).

C'étaient là des hécatombes de batailles, attestant le courage de la population civile, qui payait de sa vie sa foi dans le triomphe final, alors que les généraux ne pensaient plus, depuis longtemps, qu'à se rendre, si l'on admet qu'ils ont eu jamais l'idée de vaincre.

(1) Jules de Marthold, pp. 278 et 279.
(2) Jouaust, p. 79.
(3) *Journal du siège par un bourgeois de Paris*, p. 836.

L'ÉMEUTE

A l'instant où se tenait le conseil de guerre des chefs inférieurs, que nous avons rapporté plus haut (1), la fusillade crépitait à l'Hôtel de Ville. En effet, malgré la dispersion de la bande qui avait délivré Flourens, l'agitation s'était accentuée, d'une façon inquiétante, dans tous les quartiers de la capitale.

A la fin de la soirée du 21, le club de la Reine-Blanche avait donné rendez-vous aux socialistes sur la place de Grève, pour le lendemain 22 ; M. Clémenceau, maire de Montmartre, futur ami du trop célèbre Cornélius Herz, avait été prié de se mettre à la tête de la manifestation, afin de lui donner une plus grande importance ; mais, peu pressé de se mêler à ces sortes d'aventures, où l'on a chance de recevoir des horions, il s'était dérobé à cet honneur : un de ses adjoints devait le remplacer (2). En résumé, si l'émotion était considérable, si les appels à la révolte étaient pressants, la masse des révolutionnaires ne montrait guère d'enthousiasme et ne se souciait pas de faire le jeu des malins qui savent toujours se tirer d'affaire au moment opportun.

C'était avec grande raison qu'un garde national, très exalté cependant, s'écriait, au club Favié : « Que les citoyens de bonne volonté aillent chercher leurs armes et s'inscrivent ! Nous nous compterons et, si nous sommes en nombre suffisant, je marcherai. Sinon, je n'irai pas me faire fusiller parce que vous aurez crié : *Allons-y !* Je ne veux

(1) Voir, *suprà*, pp. 324 à 326.
(2) G. de Molinari, p. 264, *et passim*. — *Enq. parlem. déf. nationale*, rapport de M. Daru, p. 346.

pas être dupe, comme tant d'autres, des vaines promesses que nous fait l'alliance républicaine. Elle publie des manifestes rouges, signés Ledru-Rollin; ces manifestes sont fort beaux; on nous pousse, mais, quand il s'agit d'aller au rendez-vous, ces gens-là restent chez eux. » La séance suspendue, on ne recueillait que 23 signatures (1).

Les journaux rouges n'en continuaient pas moins à prêcher la marche sur l'Hôtel de Ville; Félix Pyat, toujours invisible, comme le dieu de l'Insurrection, jetait, de tous côtés, ses appels à la guerre civile; mais, « en dehors de la presse, son influence était nulle; il était incapable de se montrer à l'heure du danger : il restait dans l'ombre (2) ». Et puis, le préfet de police, M. Cresson, n'était pas homme à se laisser surprendre : point du tout influencé par l'éternel optimisme des Dorian, des Trochu, des Pelletan, des Ferry, des Garnier-Pagès et des Arago, car, « le 22, au matin, on disait, dans le Gouvernement, que les précautions demandées par le préfet de police étaient inutiles, ridicules (qu'il n'y aurait rien), on niait l'existence du mouvement, et on disait que le préfet voyait à travers un voile d'inquiétudes (3) », M. Cresson avait préparé ses agents et prévenu le général Vinoy. A peine nommé, celui-ci, de son côté, avait fait

(1) *Enq. parlem. déf. nationale*, rapport de M. Daru, p. 347. — Les gens du Quatre-Septembre, comme les chefs socialistes, ont toujours eu horreur de ce qui pouvait faire mal, ont toujours eu la plus grande inclination pour les bonnes choses. (*Souvenirs du Siège et de la Commune, ou déposition d'un témoin non entendu dans le conseil d'enquête*, par Anatole Duruy, ancien officier de l'armée, ancien chef du cabinet du ministre de l'Instruction publique; Paris, chez l'auteur, 1873; pp. 102 et 103. Bibliothèque nationale, L, b, 57, p. 78.) — *Simples notes prises pendant le siège de Paris*, par Nérée Quépat; Paris, Thorin, 1871; p. 41.

(2) *Enq. parlem. sur l'Insurrection du Dix-Huit-Mars*, déposition de M. Leblond, p. 151.

(3) Général Ducrot, t. IV, p. 280; déclaration de M. Cresson.

rentrer des régiments de ligne dans Paris : l'Hôtel de Ville était garni de mobiles sur la fidélité desquels on pouvait compter.

Bien que des groupes, composés d'hommes armés et de femmes, n'aient cessé de stationner devant l'édifice municipal durant toute la nuit, la matinée se passa tranquillement. Pourtant, vers dix heures, les attroupements se multiplièrent, tout en conservant une attitude pacifique. Néanmoins, il était facile de prévoir qu'un coup de force se préparait, et le comte de Legge, qui avait si bien jeté par la fenêtre les insurgés du Trente-et-un-Octobre, et qui commandait encore, le 22, le 3e bataillon des mobiles du Finistère, chargé de la garde de l'Hôtel de Ville, avait cru devoir demander des renforts au ministre de la Guerre.

A midi, il n'y a plus à s'illusionner sur la gravité de la situation. De toutes parts, des bandes armées débouchent sur la place. Ce ne sont que cris, vociférations, chants de la *Marseillaise*, de la *Carmagnole*, imprécations de toutes sortes. Durant plus d'une heure, le tumulte va sans cesse en augmentant. Enfin, vers deux heures un quart, le colonel Vabre, commandant militaire du palais municipal, avisé par M. Cresson que les révolutionnaires de profession s'avancent, par petits groupes, vers l'Hôtel de Ville, fait rentrer les factionnaires placés à l'extérieur et reste, seul, dehors, pour décider du moment où il faudra faire les sommations légales. Bientôt, le comte de Legge et l'adjudant-major Bernard le rejoignent.

Aussi bien, il va falloir subir le défilé des députations. Une première, conduite par Mégy et Tony Révillon, qui devait finir si princièrement, demande à s'entretenir avec M. Ferry. A son défaut, M. Chaudey la reçoit et s'en débarrasse avec de bonnes paroles. Mais, en sortant, les députés sont cons-

pués par les masses stationnant sur la place. On crie : *A la trahison! à la Garde prétorienne! On veut égorger le peuple! La Garde nationale seule doit occuper l'Hôtel de Ville!*

Une deuxième bande, dirigée par un certain commandant Baconnet et Léo Meillet, adjoint du XVe arrondissement, succède à la première. M. Chaudey la comble des mêmes paroles. A la sortie, pareils cris, pareilles menaces et injures. La marée populaire se brise contre les grilles du palais en couvrant les mobiles d'outrages de toutes sortes. Ces hommes font peur à voir; ils se précipitent, comme des fous furieux, sur la grille, hurlant les insultes les plus grossières, écumant comme des bêtes fauves, essayant, à l'égard des mobiles, tous les moyens d'intimidation (1). Mais, pour le moment, tout se borne à des cris, le sang ne coule pas encore, il est permis d'espérer que les balles françaises n'iront pas trouer d'autres poitrines que les poitrines allemandes.

Malheureusement, une troisième députation, beaucoup plus nombreuse, beaucoup plus insolente que les autres, se présente aux portes, ayant à sa tête un illuminé, Jules Allix, l'homme aux escargots sympathiques.

Un jeune exalté, nommé Montel, que l'ineptie de nos généraux a exaspéré et qui se croit un Kléber ou un Hoche, harangue longuement M. Chaudey. Celui-ci, perdant patience, le fait mettre à la porte. Furieux, Montel grimpe sur le piédestal d'un réverbère et soulève la foule par ses paroles passionnées. Le champ est prêt : un rien va suffire pour faire partir les fusils.

Aussi, le colonel Vabre et le commandant de

(1) Général Ducrot, t. IV, p. 467; récit du capitaine de Mauduit.

Legge s'efforcent-ils, à la porte du palais, de démontrer aux émeutiers l'inutilité de leur tentative, et, comme le capitaine de la Garde nationale Serizier laisse percer la crainte de voir les mobiles tirer sur la foule, le comte de Legge lui répond : « Soyez tranquille, ils ne le feront pas sans mon ordre. »

Le prudent Blanqui s'est terré au café du Gaz, rue de Rivoli, prêt à se montrer ou à disparaître complètement, selon que les insurgés seront vainqueurs ou vaincus. Mais sa présence est signalée : un instant, il est entouré de gardes nationaux qui le somment de se mettre à leur tête. Très ennuyé, Blanqui gagne du temps, espérant un incident, ou un accident, qui décidera de son attitude. Félix Pyat, de son côté, « est dans un fiacre, à l'encoignure d'une rue près de l'Hôtel de Ville, attendant (comme Blanqui) l'issue de la tentative, prêt à en profiter, si elle réussit, prêt à fuir, en cas d'échec (1) ».

Tout à coup, le 101e bataillon de la Garde nationale, composé des habitants de la Maison-Blanche, et commandé par Serizier, débouche sur la place. Blanqui n'hésite plus, il sort du café, donne ses instructions ; le 101e se déploie devant l'Hôtel de Ville, et, sans sommation, sans pourparlers, ces braves, persuadés, par la réponse de M. de Legge à leur chef, que les mobiles ne feront feu qu'après un ordre formel (2), tirent sur le colonel Vabre, le

(1) *Enq. parlem. sur le Dix-Huit-Mars*, déposition de M. Leblond, p. 150. — « Le comité se trouvait réuni au premier étage du café du Gaz, à l'angle de la rue du Gaz et de la rue de la Coutellerie ; il était composé de tous les chefs de la future Commune. Ces messieurs étaient là, très près du centre de l'action, à l'abri des balles de l'Hôtel de Ville, et ayant des facilités de toute nature pour s'esquiver en cas d'insuccès. » (Récit du capitaine de Mauduit, général Ducrot, t. IV, p. 468.) — Les chefs socialistes « auraient profité de la victoire si elle était restée à l'émeute ». (Jules Favre, *Gouvernement de la Défense nationale du* 31 *octobre* 1870 *au* 28 *janvier* 1871, p. 358.)

(2) Général Ducrot, t. IV, pp. 472 et 473 ; récit du capitaine de Mauduit.

comte de Legge et l'adjudant-major Bernard qui, à découvert près d'une des portes du palais, s'emploient à calmer les émeutiers qui peuvent les entendre.

Le malheureux Bernard tombe foudroyé, la tête fracassée et les deux bras percés de balles ; le colonel Vabre et M. de Legge veulent se réfugier à l'intérieur, mais, en entendant les détonations, les mobiles, effrayés, ont fermé toutes les portes..... voici leurs deux chefs exposés aux balles des insurgés. MM. Vabre et de Legge se dissimulent tant bien que mal ; après des minutes interminables, ils parviennent à faire entr'ouvrir un battant et à rentrer, sans blessures, dans l'édifice. Mais, comme on le devine, au bruit de la fusillade, en voyant leurs chefs visés et l'un deux frappé, en entendant les projectiles s'aplatir sur les murs et écorner les arêtes des fenêtres, les mobiles qui remplissent la salle Saint-Jean avaient riposté sans perdre une seconde. Grâce à cette réplique immédiate et brutale, le colonel Vabre et le commandant de Legge, qui se sont jetés à plat ventre pour se garer des balles, ont la chance de ne pas être assassinés par une seconde décharge : la décision avec laquelle le capitaine Gourlaouen, commandant dans la salle du Trône, et le capitaine Le Stinuf, commandant à l'entresol, ont ordonné de faire feu, a sauvé la vie de MM. Vabre et de Legge (1).

A peine la fusillade dure-t-elle un quart d'heure. Se voyant si bien reçus, les insurgés cherchent Blanqui, ne l'aperçoivent plus et, se sentant abandonnés, déguerpissent à l'envi. Hommes, femmes, enfants, car, suivant la bonne tactique révolutionnaire, Blanqui, avant de donner l'ordre de

(1) Général Ducrot, t. IV, p. 469. — *Histoire critique du siège de Paris par un officier de marine*, p. 220. — Commandant Rousset, t. III, p. 401.

tirer, ne les a pas fait éloigner, afin d'exciter la pitié des soldats ou de les rendre odieux s'ils faisaient leur devoir ; donc, hommes, femmes, enfants envahissent les rues voisines ; la place est déserte et les coups de feu des insurgés ne partent plus que des maisons bâties aux angles de l'avenue Victoria.

Le long de la Seine, M. Cresson, préfet de police, avec un entrain tout militaire, se met à la tête des gardiens de la paix et enlève crânement la barricade élevée sur le quai : en quelques minutes, les maisons de l'avenue Victoria, où se sont réfugiés les émeutiers, sont nettoyées et occupées par la police (1). « Les insurgés se sont aperçus qu'ils n'avaient plus affaire à M. Trochu (2). »

Le général Dargentolle apparaît alors, conduisant la garde municipale, l'artillerie et la troupe. Le préfet de police va à sa rencontre, sur le quai de la Mégisserie, et le salue, en lui disant : « Général, tout est fini (3). » Effectivement, le général parvient sans peine jusqu'à la place de Grève ; là, il agite son képi, en faisant signe de cesser le feu. Il n'y a plus d'émeutiers, les mobiles tiennent compte de l'avis, la fusillade ne fait plus entendre son sinistre crépitement ; les troupes occupent les abords de l'Hôtel de Ville et toute la cité.

Il y a une vingtaine de blessés étendus sur la place. On les relève. Parmi eux, trois membres de l'Internationale, Sapia, Châtaignaud et Fontaine, ne tardent pas à succomber. Dans les maisons de l'avenue Victoria, les troupes font plusieurs prisonniers, notamment Serizier, que

(1) *Enq. parlem. sur le Dix-Huit-Mars*, déposition de M. Cresson, p. 133. — Commandant Rousset, t. III, p. 401.
(2) Baron A. du Casse, p. 326.
(3) *Enq. parlem. déf. nationale*, Annexe à la déposition de M. Cresson, p. 56.

l'on saisit en train de se débarrasser de son képi, de son sabre et de son ceinturon; mais il n'a pas eu le temps de retirer son uniforme et il est amené devant Jules Ferry, qui se promène dans la salle du Trône, en compagnie du colonel Vabre et du comte de Legge.

Ceux-ci le reconnaissent tout de suite comme l'homme qui a commandé le feu sur eux. Pâle d'épouvante, Serizier ne nie point. Le colonel et M. de Legge veulent le faire fusiller immédiatement : M. Ferry n'y consent pas et l'expédie à Vincennes.

Le coup est manqué, il a suffi de quelques décharges pour disperser les matamores de clubs qui, heureusement, n'ont pas fait meilleure figure devant des Français que devant les Prussiens. A la vue de la lâcheté dont les rouges s'étaient rendus coupables en prenant pour cibles MM. Vabre, de Legge et Bernard, «les gardes mobiles, sans attendre aucun commandement, avaient tiré sur les agresseurs, et, en un clin d'œil, la place de Grève avait été balayée. Depuis ce moment jusqu'au 18 mars, on ne vit plus un chat, passez-moi cette expression, dit M. Jules Ferry, sur la place de Grève; on n'y rencontra plus aucune espèce de manifestation. Même le 18 mars, ce n'est qu'à la nuit close que les gardes nationaux insurgés se glissèrent le long des murs, de l'autre côté de la place, de façon à se tenir à distance respectueuse de cet édifice d'où leur était venue, deux mois auparavant, une si juste correction (1).

L'attitude de Chaudey, pendant cette échauffourée, avait été fort piteuse. Il n'avait su que dire au commandant de Legge : « Evitez de faire feu ». Il

(1) *Enq. parlem. déf. nationale*, déposition de M. Jules Ferry, pp. 416 et 417. — Deux capitaines avaient commandé le feu.

l'avait répété plus de dix fois. Si les insurgés n'avaient pas tiré les premiers, comme les Anglais à Fontenoy, ils n'auraient eu qu'à escalader les fenêtres et à briser les portes pour entrer triomphalement à l'Hôtel de Ville : le Dix-Huit-Mars aurait eu lieu le 22 janvier, et les Prussiens nous auraient imposé toutes les conditions qu'ils auraient voulu.

Cependant, pour être dans le vrai, il faut dire que, dans la foule qui se pressait, ce jour-là, autour du palais municipal, il n'y avait pas que des gredins. Depuis le matin, un défilé de citoyens de toutes opinions, portant la crosse en l'air et protestant contre le Gouvernement, n'avait pas cessé jusqu'à l'arrivée du 101e. Chacun était outré de la mauvaise foi, de la nullité des Trochu, des Simon, des Favre, des Pelletan, des Ferry, des Arago, pour ne nommer que ceux-là (1). Les malheureux Parisiens ne savaient comment témoigner leur indignation contre tous ces fantoches : ils avaient choisi ce mode de protestation, ce n'était pas un crime, pas même un délit, et si les socialistes, bon pêcheurs en eau trouble, n'étaient pas venus se mêler aux citoyens honnêtes, s'ils n'avaient pas eu la déloyale idée de commencer le feu, tout se serait passé tranquillement, en dépit des cris et des discours. Mais il eût été naïf de ne pas compter sur leur intervention ; ils n'ont pas manqué de faire couler le sang, même le sang innocent, car, nous le répétons, de braves gens, pas révolutionnaires du tout, mais exaspérés par les hâbleurs gouvernementaux, étaient tombés victimes des Blanqui, des Pyat, de tous ceux qui ne savent que jeter le peuple contre les fusils des sol-

(1) « Les gardes nationaux de toutes les nuances d'opinion sont presque unanimes à déclarer qu'ils ne soutiendront, à aucun prix, un gouvernement dont la faiblesse et l'impéritie ne leur inspirent plus que du dégoût. » (Francis Garnier, pp. 153 et 154.)

dats, sans jamais marcher en avant des pauvres diables égarés par leurs misérables excitations.

M. Jules Favre reconnaît lui-même que l'insurrection du 22 janvier fut une révolte d'indignation. « Il y eut, ce jour-là, a-t-il dit, une insurrection qui m'a paru dirigée contre les hommes du Gouvernement de la Défense nationale et non contre la société. C'était surtout contre le général Trochu que l'émeute était dirigée (1). »

Il y a donc des circonstances atténuantes à accorder, non à tous les émeutiers du 22 janvier, mais à un grand nombre d'entre eux; aucun rapport, au point de vue de la criminalité, ne saurait exister entre le 22 janvier et le 18 mars. Plus tard, nous aurons l'occasion de le démontrer d'une façon irréfutable.

Quant à la version de Gustave Flourens, mettant sur le compte des mobiles bretons les premiers coups de feu, cause de la bagarre, elle ne peut être soutenue une minute (2). D'abord, si le colonel Vabre et M. de Legge avaient eu la détestable idée de faire tirer, sans provocation, sur la foule, ils n'auraient pas commis l'imprudence de demeurer, seuls, en dehors du palais. Enfin, tous les témoignages, tous les documents sont contre la version de M. Gustave Flourens et mettent le guet-apens à la charge des socialistes (3). Nous n'hésitons donc pas, nous nous rallions à la version du colonel Vabre, confir-

(1) *Enq. parlem. sur le Dix-Huit-Mars*, déposition de M. Jules Favre, p. 44.

(2) Gustave Flourens, pp. 206 et 207.

(3) Jules Favre, *Gouvernement de la Défense nationale du* 31 *octobre* 1870 *au* 28 *janvier* 1871, pp. 357 et 358. — *Enq. parlem. déf. nationale*, rapport de M. Daru, pp. 351 et 352. — *Ibid.*, dépositions : de M. Jules Ferry, p. 416 ; du comte de Legge, p. 226 ; du colonel Vabre, p. 233. — Général Ducrot, t. IV, p. 232. — A. du Mesnil, pp. 277 et 278. — Schuler, p. 414. — Adolphe Michel, p. 410. — Lecoy de la Marche, p. 213. — Watari, p. 45. — Baron A. du Casse, p. 326. — Henri Martin, t. VII, p. 322.

mée par l'immense majorité des témoins de l'attentat.

Le lendemain, le Gouvernement fera apposer sur les murs la proclamation suivante :

« Citoyens,

« Un crime odieux vient d'être commis contre la Patrie et la République.

« Il est l'œuvre d'un petit nombre d'hommes qui *servent la cause de l'étranger*.

« Pendant que l'ennemi nous bombarde, ils ont fait couler le sang de la Garde nationale et de l'armée sur lesquelles ils ont tiré.

« Que ce sang retombe sur ceux qui le répandent pour satisfaire leurs criminelles passions.

« Le Gouvernement a le mandat de maintenir l'ordre, l'une de nos principales forces en face de la Prusse.

« C'est la cité tout entière qui réclame la répression sévère de cet attentat audacieux et la ferme exécution des lois.

« Le Gouvernement ne faillira pas à son devoir.

« Paris, 23 janvier 1871 (1). »

Que les socialistes *servent*, consciemment ou inconsciemment, *la cause de l'étranger*, ce n'était pas douteux alors, pas plus que ce ne l'est aujourd'hui ; mais qui donc nous a créé cette effroyable situation intérieure et extérieure, sinon les hommes du Quatre-Septembre, anciens amis des hommes de la Commune, dignes précurseurs des partageux actuels (2)?

(1) *Journal officiel*, n° du 23 janvier 1871.

(2) Voici les sources où nous avons puisé pour écrire notre récit de l'émeute du 22 janvier : *Enq. parlem. déf. nationale*, rapport de M. Daru, pp. 349 à 353. — *Ibid.*, dépositions de : M. Jules

A l'heure où cette stupide échauffourée se déroulait place de l'Hôtel de Ville, personne ne s'en doutait à 500 mètres de là. Les obus allemands éclataient sur la rive gauche de la Seine : au Panthéon, au Luxembourg, à Vaugirard. Une foule considérable assistait à la représentation du *Mariage de Figaro* donnée au Théâtre-Français. Aux Champs-Elysées, les enfants jouaient comme à l'ordinaire, tout un monde de promeneurs endimanchés regardait curieusement passer un escadron de cavalerie qui s'avançait, fanfare en tête, sur la chaussée. Rien ne peut mieux faire sentir combien Paris est vaste, quel univers est cette grande ville (1).

Aussi bien, Paris s'habituait au danger. La pluie de bombes n'avait pas cessé le 19, le 20, le 21, le 22, comme nous l'avons déjà raconté (2). « Au Collège de France, un obus vient tomber au pied de la chaire de M. Levasseur qui fait son cours. Il se lève tranquillement, et, après s'être assuré que personne n'est atteint : ««« Si cela ne vous gêne pas, dit-il, nous continuerons notre cours. »»» Personne n'est sorti (3). »

Comme l'écrivait M. Vitet : « Plus de 100,000 projectiles sont déjà tombés sur Paris, les deux tiers environ de la provision de toutes ces pièces de siège transportées de si loin, si lentement, à si grand' peine : qu'en est-il résulté ? Nos forts et nos rem-

Ferry, p. 416; de M. Cresson, p. 41; du colonel Vabre, pp. 232 à 234; du comte de Legge, pp. 225 et 226. — Jules Favre, *Gouvernement de la Défense nationale du* 31 *octobre* 1870 *au* 28 *janvier* 1871, pp. 356 et 358. — Général Ducrot, t. IV, pp. 230 à 233. — Gustave Flourens, pp. 206 à 208. — Jouaust, p. 82. — Major de Sarrepont, *Histoire de la Défense de Paris*, p. 428. — Michel Cornudet, p. 438. — *Journal du siège par un bourgeois de Paris*, pp. 829 à 831. — Louis Moland, pp. 251 à 257. — Jules Claretie, t. I, p. 520 à 523.

(1) Francisque Sarcey, pp. 285 et 286.

(2) Voir, *suprà*, pp. 326 à 334.

(3) Jouaust, p. 81. — Mme Edgar Quinet, p. 298. — Henri Dabot, p. 144.

parts sont effleurés à peine et, dans l'intérieur de la ville, si nous n'avions pas à pleurer tant d'innocentes victimes, les dégâts matériels, plutôt nombreux qu'irréparables, n'auraient jusqu'à présent aucune gravité. Mais quelque chose est plus intact encore et que les forts et que la ville, c'est justement ce dont ces bombardeurs croyaient le mieux triompher, ce qui leur semblait ne pouvoir survivre à deux décharges d'obusier, la fermeté morale des habitants de Paris. Les forts, à la rigueur, on peut y trouver trace du choc des projectiles ; il y a, par-ci par-là, des pierres épaufrées, des moellons labourés, tandis que je défie qu'on me trouve une échoppe, aussi bien qu'un somptueux hôtel, une boutique, une mansarde, aux faubourgs comme au cœur de la ville, un lieu quelconque où s'abrite un cœur d'homme et même aussi de femme, à qui cet odieux vacarme et ces atrocités n'inspirent moins de trouble que d'exaspération. Ils n'ont pas tous même courage, même mépris du danger, mais l'idée que la résistance en doive être abrégée d'un seul jour, cette idée n'entre chez personne, pas même à Belleville... Ce grand bombardement moral, ce moyen infaillible, ce souverain remède, tant promis à Berlin, tant attendu, tant exalté, cette façon d'en finir et d'épargner le temps, d'échapper aux dangers entrevus à Versailles, ce bombardement, quoi qu'on fasse, ne sera qu'un avortement sans cesser d'être une abomination (1). »

Au surplus, nous touchons à la fin du bombardement, puisque les négociations pour la capitulation vont être entamées après Buzenval : on peut donc résumer ses effets.

D'après un correspondant du *Times*, les Alle-

(1) L. Vitet, 5e, 6e *et* 7e *lettres*, pp. 62, 63, 64 et 66. — Il n'est pas tombé 100,000 projectiles sur Paris. Voir, *infrà*, p. 348.

mands auraient jeté sur la ville 25,000 obus, et 28,000 sur les forts. Ce n'est pas possible : les moyens de les transporter auraient manqué à l'ennemi (1). D'après le major Blume, il ne serait tombé que 5,500 projectiles sur la ville (2). D'après M. Chaper, il faudrait admettre le chiffre de 8 à 9,000; enfin, d'après le major de Sarrepont, l'intérieur de Paris n'aurait pas reçu plus de 12,000 bombes (3).

Cette averse de fonte tua, sur le coup : 54 hommes, 24 femmes, 33 enfants ; elle blessa 142 hommes, 90 femmes, 38 enfants (4).

Sans parler des ambulances, des couvents, des écoles, des lycées, des musées et établissements scientifiques atteints par ces gros projectiles, il est bon cependant de noter que les églises de Notre-Dame-des-Champs, du Panthéon, de Saint-Etienne-du-Mont, de Saint-Germain-des-Prés, de Saint-Nicolas, de Saint-Pierre-de-Montrouge, de Saint-Sulpice furent gravement endommagées par les obus, et que les hôpitaux de Bicêtre, de la maison de santé du docteur Blanche, de la Charité (annexe), de l'hospice Cochin, des Enfants-Malades, des Invalides, des Incurables-Femmes, de La Rochefoucauld, de Lourcine, de la Maternité, du Midi, de Necker, de la Pitié, de la Salpêtrière, de Sainte-Anne, du Val-de-Grâce furent écrasés comme de simples bastions. Notamment : l'asile Sainte-Anne reçut 137 obus, le Val-de-Grâce 75, la Pitié 47, la Salpêtrière 31 (5).

(1) Voir *Paris, Second échec du Bourget et Perte d'Avron*, par Alfred Duquet, pp. 15 à 17.

(2) Major de Sarrepont, *Le Bombardement de Paris*, p. 180.

(3) *Enq. parlem. déf. nationale*, rapport de M. Chaper sur le Gouvernement de la Défense à Paris au point de vue militaire, *Pièces justificatives* p. 199. — Major de Sarrepont, *Le Bombardement de Paris*, p. 180.

(4) *Ibid.*, p. 181.

(5) *Enq. parlem. déf. nationale*, rapport de M. Chaper sur le

Il est à remarquer, également, que, de tous les édifices bombardés, ce sont les établissements hospitaliers qui ont été le plus éprouvés. « Et quand on reprochait aux Allemands de tirer surtout sur les hôpitaux, les bombardeurs accusaient des erreurs de pointage (1). »

On voit que la modestie des artilleurs ennemis était à la hauteur de l'humanité de M. de Bismarck.

Il faut donc répéter sans cesse que le courage de la population civile de Paris fut au-dessus de tout éloge et que, si elle ne fut pas éprouvée comme celle de Mézières qui, sur 4,000 habitants, compta 60 tués, proportion donnant 30,000 morts pour Paris (2), elle était prête, néanmoins, à subir le même sort plutôt que de se rendre.

Au moment où l'émeute du 22 janvier naissait et expirait devant l'Hôtel de Ville, les Allemands commençaient le bombardement de Saint-Denis (3).

« Les sujets de l'empereur d'Allemagne avaient choisi l'anniversaire de la mort du roi Louis XVI pour mutiler la basilique qui renferme les tombeaux des rois de France (4). » En effet, « le feu paraissait se diriger de préférence sur le quartier général qui est à la sous-préfecture, sur la mairie, *sur la basilique* et sur l'église paroissiale (5) ».

Gouvernement de la Défense à Paris au point de vue militaire, *Pièces justificatives*, p. 199. — Major de Sarrepont, *Le Bombardement de Paris*, p. 170.

(1) Major de Sarrepont, *Le Bombardement de Paris*, p. 171.

(2) Général Thoumas, *Les Capitulations*, p. 87.

(3) Voir, *suprà*, p. 332.

(4) Major de Sarrepont, *Le Bombardement de Paris*, p. 157. — Le bombardement de la ville avait commencé dans la nuit du 21 au 22; interrompu dans la matinée du 22, à cause du brouillard, il reprenait avec fureur dans l'après-midi. (*La Guerre franco-allemande*, 2e partie, p. 1105.) — Henri Martin, t. VII, p. 323.

(5) Amiral de la Roncière-le Noury, p. 358. — *Ibid.*, pp. 363 et 364. — *Le vice-amiral baron de la Roncière-le Noury*, par Alfred de Jancigny, ancien préfet; Evreux, imprimerie Charles Hérissey, 1881; p. 41. — Jules Claretie, t. I, p. 526. — Mme Edgar Quinet, p. 297. — Adolphe Michel, p. 417.

Rien ne saurait donner une idée de la fureur de l'ennemi : il précipitait ses coups et faisait pleuvoir une grêle d'obus sur les malheureux habitants de cette ville populeuse.

Pendant ce temps, les forts environnant Saint-Denis, ceux entourant Paris n'étaient pas épargnés : toutes les batteries allemandes les couvraient de feu, et cela, depuis le commencement du bombardement, pour obtenir peu de résultats. Qu'on en juge :

« D'abord la riposte des forts extérieurs et de quelques batteries de l'enceinte ne céda en rien à l'attaque. Elle se maintint sans interruption forcée et durable. Aucun ouvrage ne fut démantelé au point de devoir cesser le feu pendant plus de 24 heures. Quelques batteries furent plus ou moins endommagées, surtout au front du sud, des pièces mises hors d'état, des abris percés, des embrasures effondrées, mais les dégâts étaient réparés pendant la nuit, en totalité ou en partie, les positions restaient gardées, le feu maintenu, avec des intervalles plus ou moins prolongés et un peu plus de danger pour les servants. Le service même ne discontinua pas ni ne se ralentit sensiblement. Le fort le plus maltraité fut celui d'Issy. Entre autres, la terrible canonnade du 15 janvier réussit à l'entamer ; une de ses courtines fut ébréchée, les canonniers durent s'abriter pour laisser passer l'orage, tandis que les pièces de Vanves et des secteurs de Passy, de Vaugirard, de Montparnasse soutenaient la lutte. Mais grâce à l'énergie et à l'activité du commandant du fort, le colonel Guichard, le mal fut réparé dans les 24 heures ; le 16 janvier, déjà, le canon d'Issy rouvrait le feu, allégé d'une grosse poudrière qui avait offert de graves dangers et qui fut évacuée dans l'église d'Issy. Le fort de Montrouge, capitaine Amet, perdit le plus de monde.

Il eut 135 hommes hors de combat, dont 47 tués, chiffre minime sur un personnel de 1,330 hommes et en regard des 12,000 obus qui le frappèrent. L'ensemble des pertes des garnisons des forts et de l'enceinte s'éleva environ à 420 hommes, dont 20 pour cent de tués, ce qui est peu, comparativement à la pluie d'obus qui tomba pendant si longtemps sur ces ouvrages et sur leurs abords.

« Les batteries allemandes, beaucoup plus effacées que les françaises, ne subirent également pas de pertes marquantes.

« C'est là tout ce qu'il y a d'essentiel à constater dans ce gigantesque duel d'immenses projectiles. Beaucoup de bruit, peu de mal, point de brèche, point d'assauts (1). »

Or, comme le fait si justement observer l'éminent critique militaire Charles Malo, « monter la garde devant Metz, annihilé volontairement, et devant Paris, impuissant à se délivrer lui-même, sans presque rien faire pour hâter *le moment psychologique* (sauf le bombardement qui ne produisit aucun effet dans ce sens), c'est-à-dire, l'inévitable reddition finale, cela témoigne de beaucoup de vigilance et surtout d'une patience méritoire, mais l'art n'a que peu de chose à voir, sinon dans les dispositions prises pour bloquer hermétiquement les deux places, du moins dans le parti que les circonstances amenèrent à en tirer (2) ». Donc, comparer M. de Moltke à Napoléon c'est comparer la butte Montmartre au Gaurisankar.

En effet, « si la défense de Paris, au point de vue des sorties, a été médiocre, elle a été, en tant que défense éloignée, très remarquable et de beaucoup supérieure à l'attaque, car, à l'exception du

(1) Colonel Lecomte, t. IV, p. 10 à 12.
(2) *M. de Moltke*, par Charles Malo; Paris, Berger-Levrault, 1891; p. 46.

choix des positions occupées pour investir et brider Paris, l'assiégeant n'a rien fait; il s'est retranché et s'est défendu quand on l'a attaqué; il a exécuté un bombardement inutile et a attendu, quatre mois et demi, que la famine ou l'émeute forçât la ville à se rendre. *Cette longue* inaction était une faute grave, car elle permettait à la France d'organiser de nouvelles armées, et il suffisait d'un succès sérieux obtenu par l'une de ces armées pour obliger les Prussiens à lever le siège (1) ».

Mais les Allemands ne se sentaient ni le moyen ni le courage de tenter l'assaut : la perspective d'une entrée de vive force dans la ville leur répugnait au dernier point. « Si les Prussiens avaient pris les forts et forcé l'enceinte continue, il n'est pas douteux que les Parisiens n'eussent combattu avec l'intrépidité et l'acharnement des Saragosains... Mais affamer Paris a semblé à l'ennemi plus sûr et moins périlleux que de l'attaquer (2). »

Finissons de raconter la journée du 22 janvier. Le Gouverneur, durant l'émeute, se tenait en permanence à l'Elysée, écoutant anxieusement le bruit de la fusillade, qui parvenait jusque-là, dit M. Jules Favre. Celui-ci et M. Trochu étaient revenus de leur optimisme du matin : désemparés, la confiance naïve du premier, la belle assurance du second faisaient place à un abattement définitif.

Tout à coup, un chef de division de la ville de Paris, M. Pelletier, insiste pour être immédiatement entendu par le Gouvernement. Il entre, très ému, et déclare, d'une voix tremblante, « que la

(1) Dussieux, t. I, pp. 184 à 185. — La défense de Paris, en 1870, n'est pas *remarquable*, elle est *à remarquer*, ce qui n'est pas la même chose. Nous avons déjà, souventes fois, expliqué que MM. Trochu et Ducrot n'avaient pas su profiter des facilités de *défense éloignée* que leur présentaient Paris et ses environs.

(2) Henry Houssaye, *Athènes, Rome, Paris;* Paris, Calmann Lévy, 1879 ; p. 325.

commission chargée de l'alimentation a commis une erreur sur la quantité des farines qui sont à sa disposition ; qu'elle n'a pu réunir pour le surlendemain que trois mille quintaux ; qu'il lui en faut au moins cinq mille six cents ; qu'il vient faire part de l'anxiété de la commission et de la sienne et prendre des ordres (1) ».

« L'autorité n'a donc jamais bien connu ses ressources (2). »

« Il n'y a pas de mots dans la langue humaine, a écrit M. Jules Favre, qui puisse peindre l'effet de ces paroles. A quelques pas de nous la guerre civile, à quelques heures la famine. Paris, à son lever, n'ayant pas même son rationnement de 300 grammes par adulte, de 150 par enfant ! On refit les calculs, on repassa les états, la sentence était irrévocable. Elle aurait été exécutée, « Dieu seul peut savoir avec quels désastres, si le ministre de la Guerre n'avait consenti à laisser entamer les réserves qui étaient destinées à nourrir son armée et à prolonger de deux ou trois jours le délai pendant lequel il fallait faire vivre Paris pour le ravitailler. On fit venir les intendants ; ils discutèrent pied à pied, défendant avec une louable rigueur la sévérité de leurs règles et les ressources de leurs soldats. Dans ce moment d'angoisse, il nous aurait paru doux d'être frappés par une balle qui aurait mis fin à ces tortures. Mais la fusillade avait cessé. Notre cruelle incertitude durait encore et, malgré les assurances qui nous étaient données, nous ne pouvions nous défendre d'un légitime effroi en pensant que, si une nouvelle erreur avait été commise, la catastrophe devant laquelle l'imagination reculait d'épouvante pouvait s'accomplir : Paris

(1) Jules Favre, *Gouvernement de la Défense nationale du 31 octobre 1870 au 28 janvier 1871*, pp. 359 et 360.
(2) A. Morillon, p. 58. — *Ibid.*, p. 158.

serait livré au supplice de la mort par la faim (1)! »

A partir de ce moment, la capitulation immédiate fut décidée par le Gouvernement : nous raconterons, dans le prochain volume, les négociations qui la préparèrent.

Mais, encore un mot sur la journée du 22 janvier, si fertile en émotions de toutes sortes.

Le résultat de cette journée est la proposition, faite par M. Jules Favre, de supprimer les clubs. Elle est adoptée, à l'unanimité; le préfet de police se charge de commencer par la fermeture du club Favié.

M. Cresson réclame encore la suppression du *Réveil* et du *Combat*, l'arrestation de Félix Pyat et de Delescluze (2).

Certes, les articles incriminés poussaient à l'insurrection, mais leurs auteurs, en cela, ne faisaient que suivre l'exemple donné, le 4 septembre, par les gouvernants du jour, avec la différence que ces derniers n'avaient pas de mandat de la France tandis que l'Empire en avait reçu plusieurs.

Et puis, ces articles étaient-ils donc si exagérés? Trouverait-on un mot à retirer à l'un deux, celui du *Combat* du 21 janvier, où l'on pouvait lire :

« Dans une réunion des maires, qui a eu lieu aujourd'hui, un membre du Gouvernement aurait promis que demain on annoncerait à Paris la révocation du général Trochu. Il est trop tard! Le général Trochu n'est pas seul coupable de la sinistre situation qui nous est faite, mais bien le Gouvernement tout entier, qui n'a cessé d'applaudir tacitement et ostensiblement à tous les actes de ce général de

(1) Jules Favre, *Gouvernement de la Défense nationale du 31 octobre 1870 au 28 janvier 1871*, p. 360.

(2) *Enq. parlem. déf. nationale*, rapport de M. Chaper sur le Gouvernement de la Défense à Paris au point de vue militaire, p. 317.

la défaite. Donc, puisque la tragi-comédie touche à son dénouement, puisque l'on pense qu'assez de sang a été inutilement répandu, il ne faut pas qu'un seul acteur paie pour les autres, tous sont coupables, tous doivent disparaître. Pas de replâtrage : il est trop tard (1). »

Il n'y avait pas là de cas pendable : déclarer que MM. Jules Favre, Jules Simon, Jules Ferry, Emmanuel Arago, Magnin et les autres n'étaient pas des aigles, même des aigles républicains, ne nous semble pas une entorse à la vérité.

Enfin, la suppression du *Réveil* et du *Combat* est votée, de même que l'arrestation de Delescluze et de Pyat, grâce à l'insistance de M. Eugène Pelletan, qui les déclare convaincus d'avoir recommandé une action coupable, malgré l'opposition de M. Emmanuel Arago, qui déclare qu'on n'a le droit de les frapper qu'en supprimant leurs journaux (2).

« Le Gouvernement faisait, tout à coup, preuve d'une énergie tardive... l'affaire du 22 janvier allait lui permettre de conduire le siège de Paris jusqu'à son lugubre dénouement (3). » En deux mots : Hypocrisie et incapacité.

Puis, le général Vinoy demande l'établissement de cours martiales, les conseils de guerre ne rendant leurs sentences qu'avec une extrême lenteur et acquittant presque toujours les coupables (*sic*). Le Gouvernement ne se laisse pas fléchir, repousse les cours martiales et se contente de créer de nouveaux conseils de guerre.

Mais la question palpitante revient : comment

(1) *Enq. parlem. déf. nationale*, rapport de M. Chaper sur le Gouvernement de la Défense à Paris au point de vue militaire, *Pièces justificatives*, pp. 217 et 218.

(2) *Ibid.*, rapport de M. Chaper sur les procès-verbaux des séances du Gouvernement de la Défense nationale, pp. 139 et 140.

(3) Jules Claretie, t. I, p. 524.

Paris mangera-t-il dans quelques jours? La communication que M. Pelletier vient de faire atterre MM. Favre et Simon. Ils accusent M. Magnin, ministre du Commerce, et la commission des subsistances, de s'être fait des illusions : le surlendemain on ne pourra plus donner de pain à Paris!

M. Magnin proteste. « Il pourrait presque promettre du pain jusqu'au 4 février, même sans le secours de la Guerre. Il est donc trop tôt pour traiter ; on provoquerait une révolution (1). » Bref, il offre, sa démission.

Alors recommence la discussion sur le droit qu'a ou n'a pas le Gouvernement de Paris de traiter avec l'ennemi. Avec grande raison, M. Emmanuel Arago soutient, de nouveau, que les gouvernants n'ont pas ce droit, même pour Paris. Au contraire, M. Jules Favre le revendique énergiquement pour les hommes qui tiennent le gouvernail depuis le 4 septembre. On ne saurait dire s'il entend, par là, que les gouvernants pourront engager, non seulement Paris, mais encore toute la France. Ce serait en contradiction avec ses déclarations antérieures. Quoi qu'il en soit, les uns veulent qu'on fasse des élections pour nommer un pouvoir spécial chargé d'entamer les négociations avec Versailles, les autres repoussent cette proposition.

M. Trochu pose ce dilemme à M. Magnin : ou la famine, ou les négociations (2).

Le ministre du Commerce n'en persiste pas moins dans son idée ; de plus, il se rallie, très nettement, à l'opinion de M. Emmanuel Arago : « *Le Gouvernement n'a pas le droit d'entamer des négociations;* l'ennemi, au dernier moment, ne doit plus trou-

(1) *Enq. parlem. déf. nationale*, rapport de M. Chaper sur les procès-verbaux des séances du Gouvernement de la Défense nationale, p. 140.

(2) *Ibid.*, pp. 140 et 141.

ver devant lui que des mandataires de la municipalité (1). » Vérité pour le commencement, erreur pour la fin : nous le répétons, c'est le représentant de la garnison, seul, qui a le devoir de s'aboucher avec les assiégeants.

Au reste, on voit que c'est fini, puisque la discussion ne repose plus que sur le choix des négociateurs. La période d'action est close, celle de la diplomatie s'ouvre. Les hommes d'opposition, les infatués du Quatre-Septembre s'y montreront d'une déplorable nullité, qui ne les relèvera pas de leur faiblesse comme gouvernants, mais les rabaissera encore, s'il est possible.

Enfin, après un long et douloureux débat, M. Jules Favre s'offre pour aller traiter, à Versailles, avec M. de Bismarck. Il est accepté (2). C'est lui qui abordera l'homme de fer, c'est lui qui en sera le jouet. Nous raconterons bientôt ces pénibles négociations, au cours desquelles M. Jules Favre ne se servira que de larmes afin d'apitoyer, sur le sort des vaincus, celui qui n'a de respect et d'admiration que pour la force brutale.

La mauvaise épée du général Trochu fait place à la triste robe de Me Jules Favre! Pauvre cher pays de France!

(1) *Enq. parlem. déf. nationale*, rapport de M. Chaper sur les procès-verbaux des séances du Gouvernement de la Défense nationale, p. 141.

(2) *Ibid.*, rapport de M. Chaper sur le Gouvernement de la Défense à Paris au point de vue militaire, p. 317. — Le Faure, t. II, p. 398.

PIÈCES JUSTIFICATIVES

I

Extraits des Notes personnelles du général de Bellemare.

Le 8 janvier (durant la nuit du 7 au 8), il y eut, dans le cabinet du Gouverneur, une réunion exclusivement militaire, composée de tous les officiers généraux ayant un commandement. Elle avait pour but de faire connaître la situation, qui était devenue très grave en raison de la pénurie des ressources. Le Gouverneur prit la parole pour expliquer que, *quoique bien décidé à ne pas céder à la pression de l'opinion publique*, qui demandait à grands cris la participation de la 1re armée, c'est-à-dire, de la Garde nationale, sous les ordres de Clément-Thomas, il avait toutefois résolu de l'appeler à faire partie du dernier effort que l'on allait tenter. Le général Ducrot s'était fait excuser. Ayant à ses côtés le général Vinoy, le Gouverneur fit connaître que, de concert avec cet officier général, il avait préparé une grande opération pour reprendre à l'ennemi le plateau de Châtillon. Cette opération serait faite simultanément par trois colonnes d'attaque, celle de gauche commandée par le général Vinoy, celle du centre par le général de Bellemare et celle de droite par le général Ducrot. Sans entrer dans plus de détails, le Gouverneur ajouta qu'avant de prendre les dernières dispositions, il avait voulu avoir l'avis des officiers généraux. Il procéda à ce vote et chacun avait opiné du bonnet sans aucune observation. Le hasard m'avait placé dans les derniers à consulter. Quand mon tour arriva, je demandai à faire quelques observations: le Gouverneur me donna la parole. Je discutai alors l'opportunité d'une pareille

opération, dans la situation extrême où nous nous trouvions, qui, en cas de réussite, n'aurait aucun résultat définitif, tout au plus de couper momentanément la communication entre Versailles et Choisy-le-Roi ; qu'en outre, il était imprudent, pour ne pas dire plus, de tenter une nouvelle attaque sur le plateau de Châtillon, dont on avait été chassé dès le début du siège, ce dont toute la population de Paris avait conservé le souvenir en raison de la débâcle qui s'en était suivie ; qu'on avait vainement essayé de le reprendre depuis ; que c'était un nom fatalement voué à la défaite dans l'esprit de toute l'armée. Ces considérations émurent l'assistance ; le général en chef lui-même, voyant les marques d'approbation qui avaient accueilli mes paroles, n'insista pas et me demanda de développer un autre projet, si j'en avais un. Un effort considérable, dis-je, devant être fait par toutes les troupes disponibles de l'armée de Paris, un grand coup doit être tenté, afin que, en cas de succès, le résultat soit décisif. C'est sur Versailles, où est installé le grand état-major allemand, qu'il faut marcher ; j'ai commandé pendant le mois de novembre les avant-postes depuis Puteaux jusqu'à Asnières, j'ai étudié tout le terrain en avant du Mont-Valérien et je suis convaincu que si l'attaque est tenue secrète et vigoureusement menée, on couronnera facilement toutes les hauteurs qui dominent Versailles et dont la possession rendra la ville intenable. Loin de moi la pensée que cette affaire terminera la guerre à notre avantage ; mais au moins elle nous permettra d'entamer avec l'ennemi, qui aura été obligé d'évacuer Versailles, des négociations qui n'auront plus le caractère d'une capitulation. Le général Trochu, sans faire aucune observation, mit aux voix l'adoption de cette opération, qui fut acceptée à une très grande majorité. Il nous dit alors que l'état-major allait proposer le plan de cette marche en avant et que, dès qu'il serait prêt, il nous réunirait de nouveau à l'effet de nous en donner connaissance. Plusieurs jours se passèrent ; j'avais pensé qu'ayant eu l'initiative de l'opération et connaissant parfaitement le terrain sur lequel nous aurions à combattre, je serais appelé à l'état-major pour développer mes idées et être consulté sur le moyen d'exécution, d'autant plus que, dans la réunion précitée, le général Schmitz, chef d'état-major du Gouverneur, étant placé derrière moi, m'avait constamment approuvé dans mon exposé. Il n'en fut rien.

(*A nous communiqué par le général de Bellemare*) (1).

(1) Ces notes, qui nous ont été remises par M. de Bellemare en 1892, ont été rédigées au lendemain de la guerre, en 1871.

II

Composition des colonnes d'attaque pour la bataille de Buzenval.

COLONNE DE GAUCHE

GÉNÉRAL VINOY

Division de BEAUFORT.

Brigade Noel :

1er bataillon du 139e de ligne.
4e bataillon des mobiles de la Loire-Inférieure.
1 section du génie du Mont-Valérien.
1 compagnie du génie auxiliaire.
2e régiment de garde nationale mobilisée (6e, 7e 34e, 36e bataillons).

Brigade Madelor :

3 bataillons de mobiles de la Vendée.
42e régiment de garde nationale mobilisée (40e, 84e, 97e, 98e bataillons).

Réserve de la colonne d'attaque (colonel Balète) :

4 bataillons de mobiles (2e de la Drôme, 5e du Loiret 3e de Seine-et-Marne, 4e des Côtes-du-Nord).

RÉSERVE GÉNÉRALE.

Division DE COURTY.

Francs-tireurs.

Brigade Avril de Lenclos :

123e de ligne.
124e de ligne.
5e régiment de garde nationale mobilisée (5e, 11e, 58e, 86e bataillons).

Brigade PISTOULEY :

125e de ligne.
126e de ligne.
34e régiment de garde nationale mobilisée (42e, 102e, 120e 133e bataillons).

Colonne de la maison de Béarn :

3e bataillon d'Ille-et-Vilaine.
6e régiment de garde nationale mobilisée (12e 13e, 111e, 113e bataillons.

COLONNE DU CENTRE

GÉNÉRAL DE BELLEMARE

COLONNE D'ATTAQUE DE GAUCHE.

GÉNÉRAL VALENTIN :

Francs-tireurs.
109e de ligne.
1 section du génie.
1 section du génie auxiliaire.
16e régiment de garde nationale mobilisée (69e, 71e, 72e, 78e bataillons).

Première réserve :

110e de ligne.
18e régiment de garde nationale mobilisée (35e, 116e, 211e, 212e bataillons).

COLONNE D'ATTAQUE DU CENTRE

GÉNÉRAL FOURNÈS :

Francs-tireurs.
4e zouaves.
1 section du génie.
1 section du génie auxiliaire.
11e régiment de garde nationale mobilisée (24e, 94e, 107e 183e bataillons).

Première réserve :

Régiment de Seine-et-Marne.
14e régiment de garde nationale mobilisée (50e, 51e, 52e, 200e bataillons).

COLONNE D'ATTAQUE DE DROITE.

COLONEL COLONIEU :

Francs-tireurs.
136e de ligne.
1 section du génie.
1 section du génie auxiliaire.
9e régiment de garde nationale mobilisée (17e, 82e, 105e, 127e bataillons).

Première réserve :

Régiment du Morbihan.
10e régiment de garde nationale mobilisée (18e, 19e, 83e, 85e bataillons).

RÉSERVE GÉNÉRALE

GÉNÉRAL HANRION :

135e de ligne.
5 bataillons de la Seine.
20e régiment de garde nationale mobilisée.

COLONEL VALETTE :

3 bataillons de la Seine.
1er bataillon du Finistère.
5e bataillon d'Ille-et-Vilaine.
4e bataillon de la Vendée.
21e régiment de garde nationale mobilisée.

COLONNE DE DROITE

GÉNÉRAL DUCROT

DIVISION FARON.

Francs-tireurs.

Brigade DE LA MARIOUSE :

35e de ligne.
42e de ligne.
Régiment de Seine-et-Oise.
19e régiment de garde nationale mobilisée (48e, 140e. 190e, 214e bataillons).

Brigade Lespiau :

121e de ligne.
122e de ligne.
25e régiment de garde nationale mobilisée (96e, 144e, 145e, 228e bataillons).

Division DE SUSBIELLE.

Francs-tireurs.

Brigade Ragon :

115e de ligne.
116e de ligne.
51e régiment de garde nationale mobilisée (53e, 150e, 182e, 227e bataillons).

Brigade Lecomte :

117e de ligne.
118e de ligne.
23e régiment de garde nationale mobilisée (91e, 157e, 207e, 222e bataillons).

Division BERTHAUT.

Francs-tireurs.

Brigade Rocher :

119e de ligne.
120e de ligne.
17e régiment de garde nationale mobilisée (43e, 44e, 106e, 136e, 193e bataillons).

Brigade de Miribel :

Régiment du Loiret.
Régiment de la Seine-Inférieure.
8e régiment de garde nationale mobilisée (15e, 16e, 131e, 165e, 178e bataillons).

Gare de Rueil :

52e régiment de garde nationale mobilisée.
55e régiment de garde nationale mobilisée.
44e régiment de garde nationale mobilisée.

ARTILLERIE DE LA COLONNE DE GAUCHE
Général D'UBEXI :

Lieutenants-colonels : *Minot* et *Warnesson*.

Commandant de Grandchamp :
2 batteries de 12 . . . . . { 16e du 8e. / 10e du 22e.
1 batterie de mitrailleuses . . . . 3e du 21e.

Commandant Gros :
2 batteries de 12 . . . . . { 18e du 4e. / 15e du 7e.
1 batterie de mitrailleuses. . . . . 3e du 13e.

Commandant Lefébure :
2 batteries de 8 . . . . . { 3e du 14e. / 4e du 14e.

Commandant Guize :
2 batteries de 7. . . . . { 3e du 6e. / 4e du 6e.

ARTILLERIE DE LA COLONNE DU CENTRE
Général PRINCETEAU :

Lieutenants-colonels : *Debars* et *Magdelaine*.

Commandant Tardif de Moisdrey :
2 batteries de 12 . . . . . { 4e du 12e. / 16e du 15e.
1 batterie de mitrailleuses . . . . 15e du 11e.

Commandant Foncin :
2 batteries de 12 . . . . . { 3e du 22e. / 11e du 21e.
1 batterie de mitrailleuses . . . . 3e du 11e.

Commandant Babinet :
2 batteries de 7. . . . . { 3e du 9e. / 21e du 4e.

Commandant Larquet :
2 batteries de 12 . . . . . { 12e du 3e. / 6e du 21e.

ARTILLERIE DE LA COLONNE DE DROITE

Général Frébault :

Colonel *Hermet*.

Lieutenant-colonel Ladvocat :	
2 batteries de 12	11e batterie (A. M.). 5e du 21e.
1 batterie de mitrailleuses.	17e du 11e.
Commandant Mathieu :	
1 batterie de 12.	15e du 14e.
1 batterie de mitrailleuses.	17e du 4e.
Lieutenant-colonel Briens :	
2 batteries de 12	22e du 4e. 15e (A. M.).
1 batterie de mitrailleuses.	12e (A. M.).
Commandant Nismes :	
2 batteries de 7	8e du 3e. 16e du 7e (1).

(1) Général Ducrot, t. IV, pp. 72 à 77.

AUTEURS & DOCUMENTS CITÉS OU CONSULTÉS

A

ADAM (Mme Edmond), Juliette Lamber. *Le siège de Paris journal d'une Parisienne*; Paris, Michel Lévy frères, 1873.

ALLOU (Roger). Voir *Campagne de* 1870 (*La*).

AMBERT (général). *Gaulois et Germains, Récits militaires, Le Siège de Paris;* Paris, Bloud et Barral.

ANNENKOFF (général). Voir Sayn-Wittgenstein-Berlebourg (prince Emile de).

A PARIS PENDANT LE SIÈGE, *par un Anglais membre de l'Université d'Oxford*; traduction, notes et documents divers par Félix Sangnier; Paris, Ollendorff, 1888.

ARDANT DU PICQ (colonel). *Etudes sur le combat;* Paris, Hachette, 1880.

B

BAGENSKY (capitaine). Voir *Historique du 4e régiment de la Garde à pied prussienne.*

BALLUE (A.), député, président de la Commission de la réorganisation de l'armée. *Les Zouaves à Paris pendant le siège;* Paris, Lechevalier, 1872.

BELIN DE BALLU. Voir Lucien.

BELLEMARE (général de). *Original des instructions données au général de Bellemare pour la journée du 19 janvier.* A nous communiqué par le général.

BELLEMARE (général de). *Notes personnelles*, inédites; à nous communiquées par le général.

BLEIBTREU (Karl). *La Légende de Moltke ;* contribution critique à l'histoire de la guerre de 1870; traduit de l'allemand avec l'autorisation de l'auteur par P. A. Veling, capitaine au 26e bataillon de chasseurs ; Paris, Charles-Lavauzelle.

BLUNTSCHLI, docteur en droit, professeur ordinaire à l'Université d'Heidelberg, correspondant de l'Académie des sciences morales et politiques. *Le Droit international codifié.* Traduit de l'allemand par M. C. Lardy, docteur en droit, précédé d'une biographie de l'auteur par M. Alph. Rivier, secrétaire de l'Institut de droit international, professeur à l'Université de Bruxelles; Paris, Guillaumin, 1886.

BONNET (Félix), chef d'escadron d'artillerie. *Guerre franco-allemande, Résumé et commentaires de l'ouvrage du grand état-major prussien*; Paris, Dumaine, 1882.

BONNET (Félix), capitaine au 3e régiment d'artillerie. *Guerre franco-allemande. Résumé et commentaires de l'ouvrage du grand état-major prussien*; Paris, Dumaine, 1883.

BONNEVILLE DE MARSANGY (Louis). Voir *Gazette des Tribunaux.*

BORREGO (A). *Le général Trochu devant l'histoire.* Extrait du *Diario del sitio de Paris;* traduit de l'espagnol par Louis Gerdebat; Paris, Librairie générale.

BUSCH (D. Moritz), secrétaire particulier de M. de Bismarck. *Le comte de Bismarck et sa suite pendant la guerre de France*, 1870-1871 ; traduit de l'allemand avec l'autorisation spéciale de l'auteur ; Paris, Dentu, 1880.

C

CADOL (Edouard). *Paris pendant le siège;* Bruxelles, Office de publicité, 1871.

CAMPAGNE DE 1870 (LA). Traduit du *Times* par Roger Allou; Paris, Garnier frères, 1871.

CANONGE (Frédéric), commandant au 52e de ligne (aujourd'hui général). *Histoire militaire contemporaine*, 1854-1871 ; Paris, Charpentier, 1882.

CARNEVILLE (comte de). Voir *Seizième bataillon de la Garde nationale de Paris*, 1870-1871.

CARO (E.), membre de l'Institut. *Les Jours d'épreuve*, 1870-1871 ; Paris, Hachette, 1872.

CASSE (baron A. du). *La guerre au jour le jour*, 1870-1871 ; Paris, Dumaine, 1875.

CHAPER. Voir *Enquête parlementaire sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale.*

CHAROT (Médéric). *Le Bataillon de Provins ;* Paris, Vanier, 1872.

CHEVALET (Emile). *Mon Journal pendant le siège et la Commune par un bourgeois de Paris ;* Paris, Librairie des contemporains, 1871.

CHUQUET (Arthur). *La Guerre,* 1870-1871 ; Paris, Chailley, 1895.

CLARETIE (Jules). *Histoire de la Révolution de* 1870-1871 ; Paris, Librairie illustrée.

CONCHARD-VERMEIL (lieutenant). Voir Wurtemberg (duc Guillaume de).

COQUEREL (Athanase) fils. *Libres paroles d'un assiégé ;* Paris, Cherbuliez, 1871.

CORNUDET (Michel). *Journal du siège de Paris* (18 septembre 1870-29 janvier 1871) ; Paris, Douniol, 1872.

COSTA DE SERDA (commandant E.). Voir *Guerre franco-allemande de* 1870-1871.

D

DABOT (Henri), docteur en droit, avocat à la Cour d'appel. *Griffonnages quotidiens d'un bourgeois du quartier latin, du* 14 mai 1869 au 2 décembre 1871 ; Péronne, imprimerie Quentin, 1895.

DALSÈME (A.-J.). *Paris sous les obus ;* Paris, Chamerot, 1883.

DARU (M.). Voir *Enquête parlementaire sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale.*

DAUDET (Alphonse). *Lettres à un absent,* 1870-1871 ; Paris, Lemerre.

DEJOUX (Etienne). *Souvenirs du siège de Paris ;* Moulin, Paris.

Deutsche-Rundschau (La). Voir Frédéric III.

Ducrot (général). *La Défense de Paris*, 1870-1871 ; Paris, Dentu, 1878.

Duquet (Alfred). *Paris, Chevilly et Bagneux ;* Paris, Bibliothèque-Charpentier, 1891.

Duquet (Alfred). *Paris, Second échec du Bourget et Perte d'Avron ;* Paris, Bibliothèque-Charpentier, 1896.

Duquet (Alfred). *Le Droit des gens, à la guerre. Revue du Cercle militaire,* n° du 24 février 1889.

Duruy (Anatole), ancien officier de l'armée, ancien chef du cabinet du ministre de l'Instruction publique. *Souvenirs du Siège et de la Commune ou déposition d'un témoin non entendu dans le conseil d'enquête ;* Paris, chez l'auteur, 1873.

Dussieux (L.), professeur honoraire à l'Ecole militaire de Saint-Cyr. *Histoire générale de la guerre de* 1870-1871 ; Paris, Lecoffre, 1881.

E

Electeur libre (L'), n° du 15 janvier 1871.

Enquête parlementaire sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale ; Versailles, imprimerie Cerf et fils.

— Rapport de M. Chaper sur le Gouvernement de la Défense à Paris au point de vue militaire.

— Rapport de M. Chaper sur les procès-verbaux des séances du Gouvernement de la Défense nationale.

— Rapport de M. Daru.

— Dépositions.

— Réclamations.

Enquête parlementaire sur l'Insurrection du Dix-Huit-Mars ; Versailles, Cerf, 1872.

— Rapport de M. de la Rochethulon.

F

Fabre (colonel). *Précis de la guerre franco-allemande ;* Paris, Plon, 1875.

FARGY (Camille). *Histoire de la guerre de* 1870-1871; Paris, Dumaine, 1872.

FAURE (LE). Voir Le Faure.

FAVRE (Jules), de l'Académie française. *Gouvernement de la Défense nationale du* 31 *octobre* 1870 *au* 28 *janvier* 1871; Paris, Plon, 1872.

FIDUS (JOURNAL DE) (Eugène Loudun). *La Révolution de Septembre, La Capitulation, la Commune;* Paris, Savine, 1889.

FILIPP (W.). Voir Robolski (Hermann).

FIX (colonel). *Le Service dans les Etats-majors;* Paris, Berger-Levrault, 1891.

FLOURENS (Gustave). *Paris livré;* Paris, Lacroix, Verbœckhoven et Cie, 1871.

FRÉDÉRIC III (*Le Tagebuch, Mémoires authentiques de*), rassemblés et complétés. Traduction exacte de la *Deutsche-Rundschau;* Paris, imprimerie Faustin-Gaudois, 1888.

G

GARNIER (Francis). *Le Siège de Paris, journal d'un officier de marine;* Paris, Delagrave, 1885.

GAUTIER (Théophile). *Tableaux de siège, Paris,* 1870-1871; Paris, Charpentier, 1886.

GAZETTE DE L'ALLEMAGNE DU NORD (LA), n° du 7 janvier 1871.

GAZETTE DES TRIBUNAUX, n° du 30 octobre 1896.

GERDEBAT (Louis). Voir Borrego.

GOHIER (Urbain). *L'armée nouvelle;* Paris, Stock, 1897.

GOHIER (Urbain). Voir *Le Soleil.*

GONCOURT (*Journal des*). Paris, Bibliothèque-Charpentier, 1890.

GOURJU (Antonin). *La Côte-d'Or au siège de Paris;* Paris, Armand Colin, 1871.

GUERRE FRANCO-ALLEMANDE DE 1870-1871 (LA), rédigée par la section historique du grand état-major prussien; traduction de M. le commandant E. Costa de Serda; Paris, Dumaine, 1878.

H

HABENECK (Charles). Voir Le Faure.

HENNEBERT (lieutenant-colonel). Voir Sarrepont (major de).

HÉRISSON (comte d'). *Journal d'un officier d'ordonnance;* Paris, Ollendorff, 1885.

HISTOIRE CRITIQUE *du siège de Paris par un officier de marine ayant pris part au siège*; Paris, Dentu, 1871.

HISTORIQUE DE LA 1re DIVISION DU 3e CORPS. Manuscrit à nous remis par le général de Bellemare.

HISTORIQUE DE LA DIVISION FARON. Voir Ducrot (général).

HISTORIQUE DE LA DIVISION BERTHAUT. Voir Ducrot (général).

HISTORIQUE DU 1er RÉGIMENT D'INFANTERIE DE BASSE-SILÉSIE, N° 46. Bibliothèque nationale, in-8°, M, 2842. Traduction de M. Stanislas Mouillard.

HISTORIQUE DU 4e RÉGIMENT DE LA GARDE A PIED PRUSSIENNE, par le capitaine Bagensky. Bibliothèque nationale, in-8°, M, 4409. Traduction de M. Stanislas Mouillard.

HOUSSAYE (Henry). 1814. Paris, Perrin, 1888.

HOUSSAYE (Henry). *Athènes, Rome, Paris;* Paris, Calmann Lévy, 1879.

I

IMHAUS (capitaine Emile). *Tactique de l'infanterie*, avec préface de M. de Mahy, député; Paris, Quantin, 1895.

INDY (Vincent D'). *Histoire du 105e bataillon de la Garde nationale de Paris, en 1870-1871, par un engagé volontaire dudit bataillon, âgé de dix-neuf ans;* Paris, Douniol, 1872.

INTERMÉDIAIRE DES CHERCHEURS ET CURIEUX (L'), n° du 20 mai 1897.

IUNG (général). *La République et l'Armée;* Paris, Bibliothèque-Charpentier, 1892.

J

JÆGLÉ (E.). Voir Moltke (de); Scheibert (major).

JANCIGNY (Alfred de), ancien préfet. *Le Vice-amiral baron de la Roncière-le Noury;* Evreux, imprimerie Charles Hérissey, 1881.

JOUAUST (D.). *Tablettes quotidiennes du siège de Paris raconté par lettre-journal*; Paris, Librairie des bibliophiles, 1871.

JOURNAL DU SIÈGE *par un bourgeois de Paris*, 1870-1871 ; Paris, Dentu, 1872.

JOURNAL OFFICIEL, nos des 1er, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 19, 20, 21, 22 et 23 janvier 1871.

K

KERNEU (Paul de). *Journal d'un mobile;* Paris, Ghio, 1880.

L

LAMBER (Juliette). Voir Adam (Mme Edmond).

LAMIRAUX (général), commandant de l'Ecole supérieure de guerre. *Etudes pratiques de guerre ;* Paris, Lavauzelle.

LARDY (C.). Voir Bluntschli.

LECOY DE LA MARCHE (A.). *Notes d'un assiégé;* Paris, Bray et Retaux, 1872.

LECOMTE (Ferdinand), colonel fédéral suisse. *Relation historique et critique de la guerre franco-allemande en* 1870-1871 ; Paris, Tanera, 1874.

LE FAURE (Amédée). *Histoire de la guerre franco-allemande* 1870-1871 ; Paris, Garnier frères, 1875.

LE MOINE (A.), capitaine de frégate. *Précis de droit maritime international et de diplomatie;* Paris, Berger-Levrault, 1888.

LOUDUN (Eugène). Voir Fidus.

LUCAS (Hippolyte). *Le Siège de Paris et la Commune.* Lettres d'Hippolyte Lucas ; *Nouvelle Revue rétrospective*, n° du 10 novembre 1894. Edition spéciale.

LUCIEN. *Œuvres choisies.* Traduction Belin de Ballu; nouvelle édition, revue et corrigée par Emile Pessonneaux ; Paris, Bibliothèque-Charpentier, 1891.

M

MAHY (M. de), député. Voir Imhaus (capitaine Emile).

MALO (Charles). *M. de Moltke;* Paris, Berger-Levrault, 1891.

MAGAZIN FÜR LITTERATUR (Das), de Berlin, n° du 24 juin 1897. *Zur Belagerung von Paris,* par le général de Verdy du Vernois.

MAQUEST (Pierre), archiviste de la ville de Tournai (Belgique), conservateur des archives de l'Etat. *La France et l'Europe pendant le siège de Paris,* 18 *septembre* 1870-28 *janvier* 1871; Encyclopédie politique, militaire et anecdotique, avec une préface de M. E. Spuller, député de la Seine; 2e édition, Paris, Ghio, 1877.

MARQUEZ (M. P.) (conseiller général de la Seine). *Le* 34e *bataillon de la Garde nationale au siège de Paris, Souvenirs d'un sergent-major;* Coutances, imprimerie de Salettes, 1882.

MARTHOLD (Jules de). *Memorandum du siège de Paris,* 1870-1871; Paris, Charavay, 1884.

MARTIN (Henri). *Histoire de France depuis* 1789 *jusqu'à nos jours;* Paris, Jouvet et Cie, 1885.

MASSILLON-ROUVET (secrétaire de Viollet-le-Duc pendant le siège de Paris). *Viollet-le-Duc et Alphand au siège de Paris;* Paris, Librairies-Imprimeries réunies, 1892.

MAZADE (Charles de). *La guerre de France;* Paris, Plon, 1875.

MEFFRAY (colonel, comte de). *Les Fautes de la Défense de Paris;* Paris, Lacroix, Verbœckhoven et Cie, 1871.

MESNIL (A. du). *Paris et les Allemands, journal d'un témoin,* juillet 1870-février 1871; Paris, Garnier frères, 1872.

MICHEL (Adolphe). *Le Siège de Paris;* 1870-1871; Paris, Courcier, 1871.

MOLAND (Louis). *Par ballon monté.* Lettres envoyées de Paris pendant le siège, septembre 1870-10 février 1871; Paris, Garnier frères, 1872.

MOLINARI (M. G. de), rédacteur du *Journal des Débats; Les Clubs rouges pendant le siège de Paris;* Paris, Garnier frères, 1871.

MOLTKE (maréchal comte de). *La Guerre de* 1870, édition française par E. Jæglé, professeur à l'Ecole spéciale militaire de Saint-Cyr; Paris, Le Soudier, 1891.

MORILLON (A.), ancien chef du bureau de l'Approvisionnement à la préfecture de la Seine. *L'Approvisionnement de Paris en temps de guerre, Souvenirs et prévisions;* Paris, Perrin, 1888.

MOUILLARD (Stanislas). Voir : *Historique du 1er régiment d'infanterie de Basse-Silésie, n° 46 ; Historique du 4e régiment de la Garde à pied prussienne*; Roon (de).

N

NEUKOMM (Edmond). *Les Prussiens devant Paris*, d'après les documents allemands; Paris, Librairie de la Société des gens de lettres.

NIEMANN (A.). *La Campagne de France*, 1870-1871; traduction de M. Stiedel, lieutenant de vaisseau; manuscrit de la bibliothèque du Cercle militaire de Paris; A, II, d, 120.

NOUVELLE REVUE RÉTROSPECTIVE. Voir Lucas (Hippolyte).

O

ORIGINAL DE L'ORDRE *pour la journée du 19 janvier*. Voir Bellemare (général de).

P

PESSONNEAUX (Emile). Voir Lucien.

PIERRON (général). *Stratégie et Grande Tactique d'après l'expérience des dernières guerres;* Paris, Berger-Levrault, 1887.

PIERRON (colonel). *Les Méthodes de guerre actuelles et vers la fin du* XIXe *siècle;* 1re partie; Paris, Dumaine, 1881.

PRÉVOST (F.), lieutenant colonel du génie. *Les Forteresses françaises pendant la guerre de* 1870-1871; Paris, Dumaine, 1872.

Q

QUÉPAT (Nérée). *Simples notes prises pendant le siège de Paris;* Paris, Thorin, 1871.

QUINET (Mme Edgar). *Paris, journal du siège;* Paris, Dentu, 1873.

R

RABANY (Charles). Voir Schneider (Louis).

RENDU (Ambroise). *Souvenirs de la Mobile* (6e, 7e et 8e *bataillons de la Seine)*; Paris, Didier, 1872.

REVUE DU CERCLE MILITAIRE (La). Voir Duquet (Alfred).

RICHARD (Jules). *Annuaire de la guerre de* 1870-1871 ; 2e partie ; Armée de la Défense de Paris ; Paris, Dentu, 1889.

RIVIER (Alph.). Voir Bluntschli.

ROBINET DE CLÉRY. *Les Avant-postes pendant le siège de Paris;* Paris, Palmé, 1887.

ROBOLSKI (Hermann). *Le Siège de Paris raconté par un Prussien;* traduction de W. Filippi, inspecteur principal aux chemins de fer de l'Est; Paris, Lachaud, 1871.

ROCHETHULON (de la). Voir *Enquête parlementaire sur l'Insurrection du Dix-Huit-Mars.*

ROCHETHULON (Lettre de M. de la).

RONCIÈRE-LE NOURY (vice-amiral, baron de la). *La Marine au siège de Paris;* Paris, Plon, 1874.

ROON (*Mémoires du général feld-maréchal de*). Breslau, 1892. Bibliothèque nationale, in-8°, M, 7721. Traduction de M. Stanislas Mouillard.

ROUSSE (Edmond), ancien bâtonnier de l'Ordre des avocats, membre de l'Académie française. *Discours, Plaidoyers et Œuvres diverses*, recueillis et publiés par Fernand Worms, avocat à la Cour de Paris; Paris, Larose et Forcel, 1884.

ROUSSET (commandant), de l'Ecole supérieure de guerre. *Histoire générale de la guerre franco-allemande*, 1870-1871 ; Paris, Librairie illustrée.

RÜSTOW. *Guerres des frontières du Rhin*, 1870-1871 ; traduit de l'allemand par Savin de Larclause, colonel du 1er lanciers ; Paris, Dumaine, 1871.

S

SANGNIER (Félix). Voir *A Paris pendant le siège.*

SARAZIN (C.), médecin en chef de l'ambulance du grand

quartier-général de la 2e armée. *Récits sur la dernière guerre franco-allemande;* Paris, Berger-Levrault, 1887.

SARCEY (Francisque). *Le Siège de Paris;* Paris, Lachaud, 1871.

SARREPONT (major H. de) (lieutenant-colonel Hennebert). *Le Bombardement de Paris par les Prussiens en janvier* 1871; Paris, Firmin-Didot, 1872.

SARREPONT (major H. de) (lieutenant-colonel Hennebert). *Histoire de la Défense de Paris en* 1870-1871; Paris, Dumaine, 1872.

SAVIN DE LARCLAUZE. Voir Rüstow.

SAYN-WITTGENSTEIN-BERLEBOURG (prince Emile de), aide de camp général de S. M. l'empereur Alexandre II de Russie. *Souvenirs et correspondance;* Paris, Calmann Lévy, 1889.

SCHEIBERT (major). *La Guerre franco-allemande de* 1870-1871, décrite d'après l'ouvrage du grand état-major prussien et avec son autorisation; traduit par Ernest Jæglé, professeur à l'Ecole militaire de Saint-Cyr; Paris, Berger-Levrault, 1895.

SCHNEIDER (Louis). *L'Empereur Guillaume.* Souvenirs intimes, revus et annotés par l'empereur sur le manuscrit original. Traduit de l'allemand par Charles Rabany; Paris, Berger-Levrault, 1888.

SCHULER (P.). *Journal d'un Suisse pendant le siège de Paris;* Bienne.

SEBRAN (Marie). *Journal d'une mère pendant le siège de Paris;* Paris, Didier, 1872.

SEIZIÈME BATAILLON DE LA GARDE NATIONALE DE PARIS, 1870-1871; Caen, imprimerie Goussiaume, 1874. L'auteur est M. le comte de Carneville.

SENEVAS (M. de). *Le Siège de Paris,* 1870-1871, *Souvenirs personnels d'un volontaire;* Evreux, imprimerie Auguste Hérissey, 1871.

SIMON (Jules), de l'Académie française. *Souvenirs du Quatre-Septembre. Le Gouvernement de la Défense nationale;* Paris, Calmann Lévy, 1876.

SOLEIL (Le), n° du 24 mars 1897. *Le Haut Commandement,* par Urbain Gohier.

SOUVENIRS D'UN GARDE NATIONAL *pendant le siège de Paris et*

sous la Commune par un volontaire suisse; 2e partie, *La Capitulation;* Neufchâtel, Sandoz, 1871.

SPULLER (E.). Voir Maquest (Pierre).

STIEDEL. Voir Niemann.

T

TAGEBUCH (Le). Voir Frédéric III.

TARGES (Georges de). Voir Villiers (Léon de).

THOUMAS (général). *Les Capitulations;* Paris, Berger-Levrault, 1886.

TIMES. Voir *Campagne de* 1870 (La).

TROCHU (général). *Une page d'histoire contemporaine devant l'Assemblée nationale;* Paris, Dumaine, 1871.

TROCHU (général). *L'Empire et la Défense de Paris devant le jury de la Seine.* Introduction et conclusion par le général Trochu; Paris, Hetzel, 1872.

TROCHU (général). *Œuvres posthumes;* Tours, Alfred Mame, 1896.

V

VANDEVELDE (lieutenant-colonel). *Commentaires sur la guerre de* 1870-1871; Bruxelles, Muquardt, 1872.

VELING (capitaine P. A.). Voir Bleibtreu (Karl).

VERDY DU VERNOY (général de). Voir *Magazin für litteratur.*

VEUILLOT (Louis). *Paris pendant les deux sièges;* Paris, Palmé, 1880.

VILLIERS (Léon de) et Georges de Targes. *Tablettes d'un mobile;* Paris, Mollie, 1871.

VINOY (général). *Campagne de* 1870-1871, *Siège de Paris, Opérations du* 13e *corps et de la* 3e *armée;* Paris, Plon, 1874.

VIOLLET-LE-DUC (E.), ex-lieutenant-colonel de la Légion auxiliaire du génie. *Mémoire sur la défense de Paris,* septembre 1870, janvier 1871; Paris, veuve A. Morel, 1871.

VITET (L.), de l'Académie française. *Dernières lettres*

(5e, 6e et 7e) *sur le siège de Paris*, adressées à M. le directeur de la *Revue des Deux Mondes;* Paris, Sauton, 1871.

W

WALLACE (Lettre de M. Richard).

WATARI (R.). Japonais. *Petite histoire de la guerre entre la France et la Prusse;* Paris, Lahure.

WEY (Francis). *Chronique du siège de Paris*, 1870-1871, Paris, Hachette, 1871.

WITT (Mme Cornélis de). *Six mois de guerre*, 1870-1871, Lettres et journal; Paris, Hachette, 1894.

WORMS (Fernand). Voir Rousse (Edmond).

WURTEMBERG (duc Guillaume de). *Mode d'attaque de l'infanterie prussienne dans la campagne de* 1870-1871; traduit de l'allemand par M. Conchard-Vermeil, lieutenant au 13e régiment provisoire d'infanterie; Paris, Tanera, 1871.

WYROUBOFF (directeur de *La Philosophie positive*). *Opinion d'un civil sur la défense de Paris;* Paris, Lechevalier, 1872.

TABLE

Pages.

Remerciement I

Le Bombardement. 1
Les premiers jours de janvier. 1
Le Droit des gens 17
Paris sous les obus 31

Bataille de Buzenval. 115
Préparatifs 115
Prise de Montretout et de Buzenval 134
Entrée en action de la colonne Ducrot 173
Vains efforts de la gauche et du centre 180
Attaque de la droite française. 188
Inaction des colonnes Vinoy et de Bellemare . . . 201
Nouvel effort devant la Bergerie et la porte de Longboyau 211
Offensive des Prussiens. 218
Continuation du combat à Buzenval et à Saint-Cloud. 225
Débandade des Français 233
Retraite de l'aile droite. 241
Résistance du commandant de Lareinty 244
Fin de sortie 253
Résultats et considérations 263

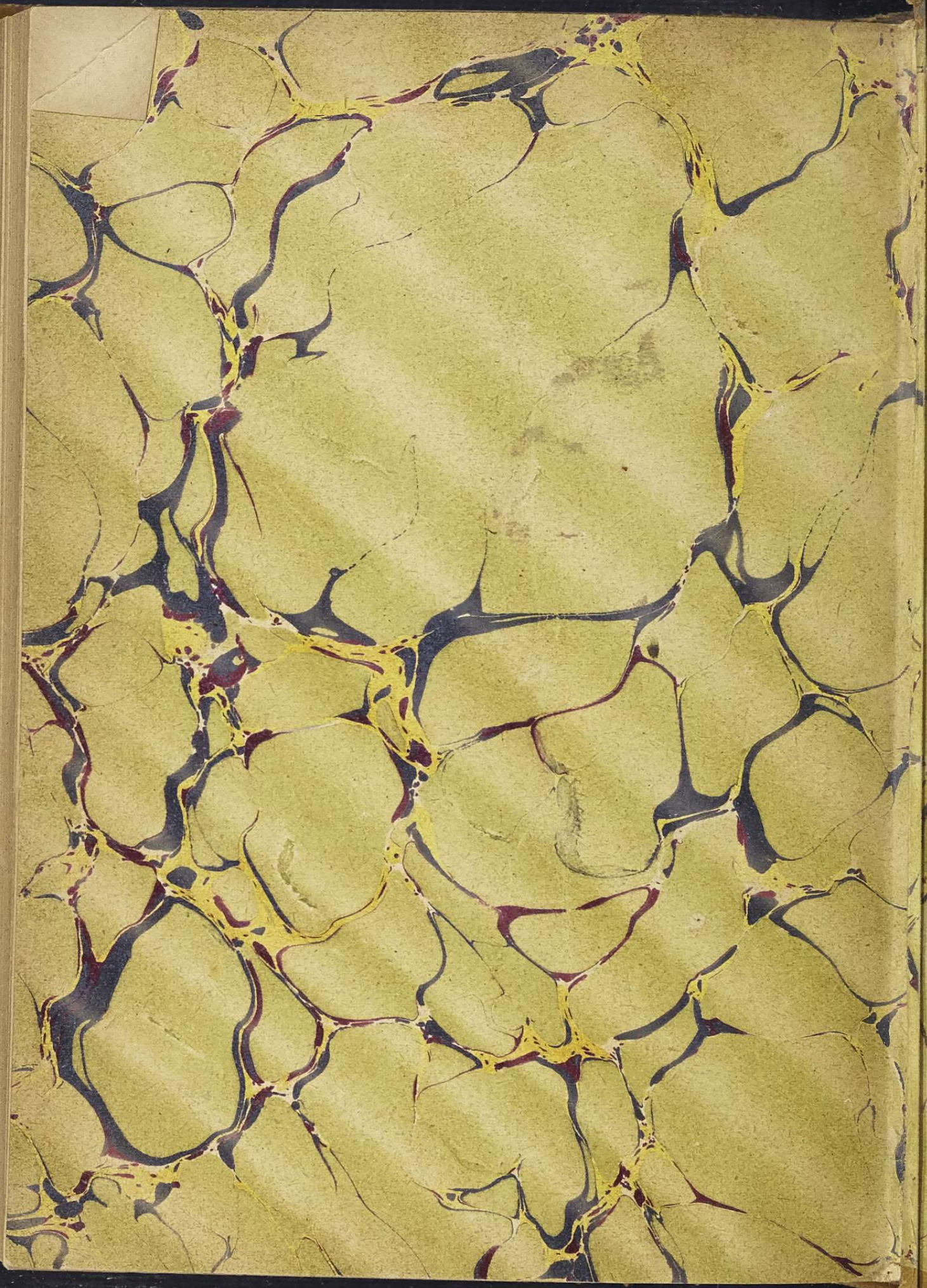
Pages.

L'Insurrection du 22 janvier 303
Destitution du général Trochu 303
L'Émeute 335

Pièces justificatives 359

Auteurs et documents cités ou consultés 367

Croquis.

Bezons, Rueil, Saint-Cloud 124
Buzenval 129

Paris. — L. Maretheux, imprimeur, 1, rue Cassette.